



un **monde**
libéré
de la **pauvreté**
des **enfants**

Guía
de tareas
para alcanzar los
objetivos



END CHILD
POVERTY
GLOBAL COALITION

unicef 

un monde
libéré
de la pauvreté
des enfants

Guide d'action
pour réaliser
notre vision



END CHILD
POVERTY
GLOBAL COALITION

unicef

© Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et Global Coalition to End Child Poverty,
New York, 2017
ISBN : 978-0-692-81327-0

La reproduction de toute partie de cette publication est sujette à autorisation. Pour en savoir plus sur les droits d'utilisation, merci de contacter nyhqdoc.permit@unicef.org

Les appellations employées dans la présente publication n'impliquent aucune prise de position quant au statut juridique des pays ou territoires ou de leurs autorités ni quant au tracé de leurs frontières.

Les résultats, interprétations et conclusions exprimés dans ce document sont ceux de leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement les politiques ou les points de vue de l'UNICEF ni des organisations membres de la Global Coalition to End Child Poverty. Les exemples nationaux sont des illustrations d'activités et de publications passées et pourraient ne pas refléter les points de vue actuels ou officiels des gouvernements nationaux.

Pour toute mise à jour postérieure à l'impression, merci de visiter la page endchildhoodpoverty.org
Photo de couverture : UNICEF/UNI118222/Noorani
Conception : Mark C. Turgesen

Une vision sans action n'est qu'un rêve.

Une action sans vision n'est qu'un labeur.

Une vision et une action, voilà l'espoir du monde.

Inscription sur le mur d'une église dans le Sussex en Angleterre, vers 1730.

un monde
libéré
de la pauvreté
des enfants



Avant-propos

On ne peut pas souvent dire d'un guide que « sa lecture est palpitante de la première à la dernière page ». C'est pourtant le cas de cet ouvrage, dont l'intérêt tient d'abord à ses idées, ses conseils pratiques et ses enseignements issus de l'expérience. Tous sont axés sur le même objectif : réduire la pauvreté des enfants à l'échelle planétaire. À ce titre, il constitue une contribution importante et extrêmement utile à l'action concrète des militants, des planificateurs, des personnels et des bénévoles qui œuvrent à cette mission. Difficile, en effet, de songer à un ouvrage récent sur le même thème dont le contenu serait aussi riche, stimulant et utile à partager.

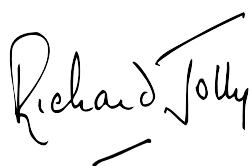
Parmi les avantages de cette publication, citons d'abord le fait qu'elle aborde la réduction de la pauvreté des enfants selon deux indicateurs distincts – la pauvreté monétaire et la pauvreté multidimensionnelle –, en mettant fortement l'accent sur les mesures nationales souvent adoptées par les différents pays. Cette distinction est essentielle puisque le recours à un seul indicateur n'est pas suffisant. Dans la plupart des pays, même si toutes les formes de pauvreté monétaire étaient éliminées, un tiers ou plus des enfants continueraient de subir une forme ou une autre de pauvreté multidimensionnelle. Pour celles et ceux qui s'en tiennent exclusivement à l'indicateur de la Banque mondiale fondé sur le nombre de dollars par jour, il y a là du grain à moudre.

Cette publication se distingue également par la grande diversité des études et résultats qu'elle présente, issus à la fois du milieu universitaire et opérationnel, et de sources nationales et internationales dont la Banque mondiale, Save the Children, l'UNICEF et bien d'autres encore. Dans chaque section, le lecteur trouvera des notes de bas de page vers un grand nombre de références et de documents pour des lectures complémentaires.

Un troisième avantage réside dans la richesse des exemples de pays et des expériences relatées, qui couvrent en effet toutes les régions du monde : développées ou en développement, riches ou pauvres, grandes ou petites, stables ou fragiles, faiblement ou fortement exposées à la pauvreté des enfants. Des pays comme le Danemark, où moins de 5 % des enfants vivent dans la pauvreté, devraient être des sources d'inspiration pour ceux qui ont encore du chemin à parcourir, notamment d'autres pays développés comme le mien, le Royaume-Uni, qui après avoir fait sortir de la pauvreté près d'un million d'enfants au début du XXI^e siècle, a laissé s'essouffler cet élan depuis 2010. Car l'élimination de la pauvreté des enfants nécessite une attention soutenue. Le Brésil, l'Afrique du Sud, l'Équateur et le Mexique sont tous des exemples de pays mettant en place des approches programmatiques intégrées pour lutter contre la pauvreté des enfants.

Un quatrième avantage est à trouver dans l'analyse et la structure des chapitres, qui fixent un programme concret pour mobiliser les acteurs aux niveaux national, régional et mondial. C'est ce que ce guide entend par « élaborer une feuille de route nationale pour éliminer la pauvreté des enfants ». Le programme en question s'articule autour des étapes fondamentales suivantes : mesurer la pauvreté des enfants, mettre en lumière la pauvreté des enfants grâce au plaidoyer, élaborer des politiques et des programmes axés sur la réduction de la pauvreté des enfants, et enfin créer une approche nationale intégrée en vue d'éliminer la pauvreté des enfants et d'atteindre les objectifs de développement durable (ODD).

En dernier lieu, soulignons que cette publication replace constamment l'élimination de la pauvreté des enfants dans le cadre des ODD. Il s'agit là d'une précision importante, tant sur le plan conceptuel que politique, car les ODD bénéficient de l'aval et de l'engagement des 193 membres des Nations Unies et des institutions de Bretton Woods. L'élimination de la pauvreté des enfants s'inscrit dans la vision plus large des ODD, et ce guide, en montrant la voie à suivre, apporte sa pierre à l'édifice. Les vingt organismes de la Coalition for Ending Child Poverty soutiennent cette publication, ce qui, je l'espère, inspirera d'autres groupes et coalitions internationales œuvrant à la réalisation des ODD en leur montrant ce à quoi il est possible d'aspirer.



Sir Richard Jolly

Ancien Sous-Secrétaire général des Nations Unies

un monde
libéré
de la pauvreté
des enfants



Préface

Un monde où aucun enfant ne grandirait dans la pauvreté et où chaque enfant réaliserait son plein potentiel serait un monde bien différent. C'est pourquoi nous considérons l'élimination de la pauvreté des enfants comme un défi décisif pour le progrès humain.

Malgré de nombreux changements positifs ces dernières décennies, les défis qui pèsent sur les enfants demeurent de taille. Les enfants sont plus susceptibles de vivre dans la pauvreté que les adultes et, pour eux, les effets de la pauvreté peuvent être dévastateurs et permanents, avec tout ce que cela entraîne pour les générations futures et la société dans son ensemble. En outre, rappelons que ces difficultés touchent des enfants du monde entier, dans des pays aussi bien riches que pauvres.

Point essentiel, quoique moins bien connu peut-être, des solutions spécifiques existent pour lutter contre la pauvreté des enfants. Ces solutions vont des allocations et transferts directs aux familles à la mise en place d'un accès réel à des services de qualité pour tous, en passant par l'élimination de la stigmatisation et de la discrimination qui peuvent entraver les espoirs et le potentiel des enfants, notamment – et peut-être de façon plus cruelle – dans leur propre esprit.

Pourtant, dans de nombreux pays, la pauvreté des enfants n'est pas explicitement ciblée en tant que priorité nationale, et ne fait pas non plus l'objet de mesures ou de rapports réguliers. Il y a deux ans, un groupe varié d'organisations se sont unies pour former la Global Coalition to End Child Poverty, une coalition mondiale œuvrant au changement pour l'élimination de la pauvreté des enfants. Par le présent guide, nous tentons de mobiliser nos connaissances et notre expérience afin de soutenir les processus nationaux visant à atteindre l'objectif de développement durable no 1 relatif à l'élimination de la pauvreté, qui couvre explicitement les enfants pour la première fois de l'histoire des objectifs mondiaux relatifs à la pauvreté. Plus largement, ce guide vise à soutenir l'ensemble des ODD qui sont si essentiels à la réalisation des droits des enfants.

Si nous espérons que ce guide apportera une contribution de taille, nous souhaitons aussi insister sur le fait qu'il n'apporte pas de solution parfaite. Lorsque l'on écoute des enfants parler des changements positifs qui ont eu lieu dans leur vie, ou des adultes qui ont vécu la pauvreté étant enfants, ce ne sont parfois pas les politiques et les programmes publics qui sont évoqués, mais plutôt des individus et des organisations locales qui ont tendu l'oreille, répondu et fait toute la différence.

Dans cette préface, nous voulons rendre hommage à tous ceux qui, partout dans le monde, y compris les enfants et les jeunes, font toute cette différence. Nous espérons que ce guide conduira à ériger la lutte contre la pauvreté des enfants en priorité, et soutiendra les changements de politiques et de programmes qui permettront de mieux reconnaître, respecter et soutenir votre travail.



Richard Morgan

Co-président, directeur de la Global Coalition to End Child Poverty, thème mondial de la pauvreté des enfants Save the Children



David Stewart

Co-président, chef de la Global Coalition to End Child Poverty, Pauvreté des enfants et Protection sociale, UNICEF

Auteurs et remerciements

Le présent guide est un projet de la Global Coalition to End Child Poverty, l'UNICEF ayant dirigé la recherche et la rédaction. Nous souhaitons saluer le soutien et les conseils généreux des nombreuses personnes et organisations nommées ci-après, ainsi que tous ceux qui ont créé le formidable corpus de recherches et d'orientations réunies et référencées tout au long de ce guide. Sans ces incroyables contributions, ce guide n'aurait pas pu voir le jour. Nous espérons avoir fait honneur à ce travail et à ce soutien d'excellence, et soulignons que nous sommes responsables de toute erreur qui pourrait subsister.

Auteurs principaux : David Stewart et Tomoo Okubo

Conception : Mark Turgesen de Blue360

Révision : Laura Evans

PARTENAIRES DE LA GLOBAL COALITION TO END CHILD POVERTY

Ce guide n'aurait pas pu voir le jour sans le soutien, les conseils et l'appui technique remarquables de nos collègues de la Global Coalition to End Child Poverty. Ces collègues sont les suivants : Richard Morgan (co-président de la coalition, Save the Children) ; Willem Adema (OCDE) ; Katie Allen (BRAC) ; Sabina Alkire, John Hammock et Ana Vaz (OPHI) ; Felipe Cala et Sarah Stevenson (Child Fund Alliance) ; John Cockburn, Maria-Laura Alzua, Paola Ballon, Véronique Robichaud et Luca Tiberti (PEP) ; Cristina Diez (ATD Quart Monde) ; Vidya Diwakar (ODI) ; Paul Dornan (Young Lives) ; Sofia García García (SOS Villages d'enfants International) ; Elizabeth Gibbons (FXB Center for Health and Human Rights, Université Harvard) ; Jana Hainsworth et Prerna Humpal (Eurochild) ; Aashish Khullar (Grand groupe des enfants et des jeunes des Nations Unies) ; Alberto Minujin et Beatrice Mauger (Equity for Children) ; Fred Nyabera (Arigatou International) ; Théophile Nkyèma, Agnes Aidoo et Shimeles Tsegaye (African Child Policy Forum) ; Babatunde Omilola (PNUD - soutient la publication mais n'est pas membre de la coalition) ; Keetie Roelen (IED) ; et Paul Stephenson, Angeline Munzara et Stuart Kean (World Vision International).

COLLÈGUES DE L'UNICEF

Siège et bureaux régionaux : Nous remercions en particulier Ted Chaiban et Alexandra Yuster pour leur vision de la façon dont les travaux sur la pauvreté des enfants pourraient évoluer, ainsi que pour leur soutien technique, pratique et enfin moral ; nous remercions également Sharmila Kurukulasuriya, qui a dirigé l'engagement et les entretiens avec les bureaux de pays de l'UNICEF et a fourni des contributions considérables, notamment en élaborant de nombreuses études de cas. Le guide a bénéficié de l'excellence technique, de l'expérience et des contributions de Martin Evans, spécialiste expérimenté de la pauvreté des enfants, et d'Antonio Franco Garcia de l'équipe Pauvreté des enfants ; de Jennifer Yablonski, Catalina Gomez, Sheila Murphy et Celine Felix de l'équipe Protection sociale ; et de Jingqing Chai et Matthew Cummins de l'équipe Finances publiques en faveur des enfants, qui ont joué un rôle essentiel dans l'élaboration des outils et approches d'engagement budgétaire aux Étapes 4 et 5. Le guide s'appuie sur des réflexions et des travaux en cours concernant la pauvreté des enfants dans toute l'organisation, et nous remercions en particulier les conseillers et équipes régionaux responsables de la politique sociale de l'UNICEF : Abdul Alim (Asie du Sud) ; Marta Arias et Sophie Gatzsche (Comités nationaux) ; Joanne Bosworth et Elena Gaia (Europe centrale et orientale et Communauté d'États

indépendants) ; Arthur van Diesen (Moyen-Orient et Afrique du Nord) ; Jean Dupraz (Afrique de l'Est et australe) ; Gaspar Faith et Daphne François (Asie de l'Est et Pacifique) ; Joaquin Gonzalez-Aleman et Gerardo Escaroz (Amérique latine et Caraïbes) ; et Gustave Nebie et Thi Minh Phuong Ngo (Afrique de l'Ouest et centrale). Le guide repose sur une collaboration au sein de la Division des programmes de l'UNICEF, et nous adressons des remerciements particuliers à Pia Britto (Développement de la petite enfance), Judith Diers (Adolescence) et Daniel Kelly (Éducation). Nous remercions également nos collègues de la Division de la recherche et des politiques de l'UNICEF, notamment George Laryea-Adjei et Nicholas Rees, ainsi que nos collègues de la section Données et analyses pour leurs contributions directes au rapport et leur travail continu en vue d'améliorer la qualité des mesures et des analyses de la pauvreté des enfants : Attila Hancioglu, Priscilla Idele, Claudia Cappa et Chiho Suzuki ; et nos collègues du Bureau de recherche de l'UNICEF, qui ont été au cœur du travail de l'UNICEF en matière de conceptualisation de la pauvreté des enfants et qui œuvrent avec les pays pour mesurer efficacement cette pauvreté et y répondre : Goran Holmqvist, Sudhanshu Handa, Tia Maria Palermo et Lucia Ferrone.

Bureaux de pays de l'UNICEF : Les travaux sur la pauvreté des enfants dans les pays sont les piliers de ce guide. Pour nous avoir accordé un peu de leur temps précieux afin de partager des informations sur leur travail avec les gouvernements, de fournir des études de cas nationales et de commenter ce guide, nous remercions : Diego Angemi (Ouganda) ; Pedro Esteban Baracaldo (Colombie) ; Tinatin Baum et Nino Dzotsenidze (Géorgie) ; Samir Bouzekri (Tunisie) ; Soledad Cortes et Pablo Alberto Gonzalez (Chili) ; Enrique Delamónica (Nigéria) ; Jun Fan (Botswana) ; Sylvain Nkwenkeu Fils (Burkina Faso) ; Maricar Garde (Népal) ; Ricardo César Aparicio Jiménez et le Dr Gonzalo Hernández Licon de CONEVAL, et Ana Maria Guemez et Erika Strand (Mexique) ; Michel Guinand (Équateur) ; Mona Korsgard et Beatrice Targa (Tanzanie) ; Sarah Hague (Ghana) ; Mahdi Halmi (Maroc) ; Aleksandra Jovic (Serbie) ; Maki Kato (Cambodge) ; Selma Kazic (Bosnie-Herzégovine) ; Leonardo Menchini (Égypte) ; Deborah Morris (Nouvelle-Zélande) ; Alja Otavnik (Slovénie) ; Dragan Nastic (Royaume-Uni) ; Yoshimi Nishino (Viet Nam) ; Jillian Popkins et Weilin Shi (Chine) ; Christina Popivanova et Lema Zekrya (Thaïlande) ; Amjad Rabi (Malaisie) ; Dren Rexha (Kosovo) ; Thiecoura Sidibe (Mali) ; Mariana Stirbu (Sénégal) ; Ilija Talev (Belize) ; Chrystelle Temah Tsafack (Zimbabwe) ; Gulsana Turusbekova (Kirghizistan) ; Paul Quarles Van Ufford (Zambie) ; Gabriel González-Bueno Uribe (Espagne) ; Fabio Veras (IPC, Brésil) ; Nikita White (Irlande) ; et Dechen Zangmo (Bhoutan).

Liste d'acronymes

AIPS	Analyse des impacts sur la pauvreté et le social
ASPIRE	Atlas de protection sociale - Indicateurs de résilience et d'équité
BAD	Banque asiatique de développement
BIA	Analyse de l'incidence des prestations
BM	Banque mondiale
BNS	Bureau national de la statistique
CaLP	Cash Learning Partnership
CAPMAS	Agence centrale pour la mobilisation du public et la statistique
CDE	Convention relative aux droits de l'enfant
CDHS	Enquête démographique et de santé réalisée au Cambodge
CEPALC	Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes
CESAP	Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique
CODI	Instrument de diagnostic de base
CONEVAL	Conseil national d'évaluation de la politique de développement social
CPAG	Groupe d'action sur la pauvreté des enfants
C-PEM	Mesure des dépenses publiques consacrées aux enfants
CSES	Enquêtes socioéconomiques réalisées au Cambodge
CWBM	Module sur le bien-être de l'enfant
DFID	Ministère britannique du développement international
DPE	Développement de la petite enfance
DSRP	Documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté
EAPN	Réseau européen de lutte contre la pauvreté
ECR	Essai contrôlé randomisé
EDS	Enquête démographique et de santé
EGC	Équilibre général calculable
ESDP	Enquête de suivi des dépenses publiques
EU-SILC	Statistiques de l'UE sur le revenu et les conditions de vie
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIA	Analyse de l'incidence du financement
FMI	Fonds monétaire international
GAMS	General Algebraic Modeling System
GEMPACK	General Equilibrium Modelling Package
GTAP	Global Trade Analysis Project (projet d'analyse du commerce mondial)
HCP	Haut-Commissariat au Plan
IADB	Banque interaméricaine de développement
INS	Institut national de la statistique
IPA	Innovation for Poverty Action
IPC	Centre international de politiques pour une croissance inclusive
IPM	Indice de pauvreté multidimensionnelle
IPM-E	Indice de pauvreté multidimensionnelle des enfants
ISDF	Informal Settlements Development Facility (fonds de développement des zones de peuplement informelles)
J-PAL	Laboratoire Abdul Latif Jameel d'action contre la pauvreté
LGOP	Groupe directeur du Conseil d'État pour l'allègement de la pauvreté et le développement
LIS	Base de données de la Luxembourg Income Study
LSMS	Étude de la mesure des niveaux de vie
MCS	Matrice de comptabilité sociale

MEF	Ministère de l'économie et des finances
MF	Ministère des finances
MICS	Enquêtes en grappes à indicateurs multiples
MODA	Analyse du chevauchement des privations multiples
MOOC	Cours en ligne ouvert à tous
MoRES	Système de suivi des résultats pour l'équité
MPIA	Modélisation et analyse de l'impact des politiques
MPPN	Réseau de pairs de la pauvreté multidimensionnelle
MTBF	Cadre de budgétisation à moyen terme
NESDB	Conseil national du développement économique et social
NPC	Comité national de planification
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
ODD	Objectifs de développement durable
ODI	Overseas Development Institute
OIT	Organisation internationale du Travail
OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement
OMS	Organisation mondiale de la Santé
ONDE	Observatoire national des droits de l'enfant du Maroc
ONG	Organisation non gouvernementale
ONGI	Organisation non gouvernementale internationale
ONS	Office national de la statistique
OPHI	Oxford Poverty and Human Development Initiative
OSC	Organisations de la société civile
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PE	Pauvreté des enfants
PEP	Partnership for Economic Policies
PES	Pauvreté et exclusion sociale
PF4C	Finances publiques en faveur des enfants
PFM	Gestion des finances publiques
PIDS	Philippine Institute for Development Studies
PIERI	Policy Impact Evaluation Research Initiative
PNSD	Plan national stratégique de développement
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
RAP	Protocole d'évaluation rapide
RDD	Régression par discontinuité
REPOA	Research on Poverty Alleviation
SADC	Communauté de développement de l'Afrique australe
SCT	Transferts sociaux monétaires
SFAI	Initiative pour la suppression des frais de scolarité
SMNE	Santé de la mère, du nouveau-né et de l'enfant
SNEC	Conseil économique national suprême
SPF	Initiative pour un socle de protection sociale
UNFPA	Fonds des Nations Unies pour la population
VAF	Cadre d'évaluation de la vulnérabilité



Table des matières

VUE D'ENSEMBLE : UN MONDE LIBÉRÉ DE LA PAUVRETÉ DES ENFANTS	1
ÉTAPE 1 : Élaborer une feuille de route nationale pour éliminer la pauvreté des enfants	17
A. Monter une équipe : qui recruter et comment les impliquer ?	21
B. Dresser un état des lieux : est-il logique de donner davantage la priorité à la pauvreté des enfants au niveau national ?	28
C. Élaborer une feuille de route nationale pour éliminer la pauvreté des enfants	34
ÉTAPE 2 : Mesurer la pauvreté des enfants	43
A. Comprendre ce qui est disponible (et ce qui ne l'est pas) pour mesurer la pauvreté des enfants	49
B. Choisir les mesures de la pauvreté des enfants les plus appropriées (pour le présent et l'avenir)	57
C. Calculer les taux de pauvreté des enfants	77
D. Exemples de pays	82
ÉTAPE 3 : Mettre en lumière la pauvreté des enfants grâce au plaidoyer	93
A. Identifier des objectifs et des indicateurs de plaidoyer	96
B. Élaborer des messages clairs en faveur de la lutte contre la pauvreté des enfants à l'aide d'informations et de données essentielles	100
C. Approches nationales de mise en lumière de la pauvreté des enfants	116
ÉTAPE 4 : Réduire la pauvreté des enfants grâce à des changements de politiques et de programmes	123
A. Présentation de l'ensemble de politiques et de programmes qui peuvent réduire la pauvreté des enfants	126
B. Axes stratégiques : choisir les politiques ou programmes adéquats	146
C. Réaliser les changements de politique : questions politiques clés et approches stratégiques pour y répondre	172
ÉTAPE 5 : Atteindre les ODD : éliminer l'extrême pauvreté des enfants et réduire de moitié la pauvreté des enfants telle que définie par chaque pays	217
A. Entériner un engagement national en faveur de l'élimination de l'extrême pauvreté des enfants et de la réduction pour moitié de la pauvreté des enfants telle que définie par chaque pays	221
B. Mettre en œuvre un ensemble complet d'interventions	228
C. Suivi et évaluation cohérents des progrès accomplis par rapport aux objectifs et plaidoyer en vue de procéder aux ajustements nécessaires	240
ANNEXE - Liste des références et ressources complémentaires	248

LISTE DES ENCADRÉS

Encadré 1	Les objectifs de développement durable et la pauvreté des enfants : une obligation et une chance	3
Encadré 1.1	Une équipe organisatrice, des alliés, et des alliés qui s'ignorent	22
Encadré 1.2	Sept raisons de lutter contre la pauvreté des enfants	24
Encadré 1.3	Raisons de délaissier la pauvreté des enfants, et comment les surmonter : exemples tirés de conversations avec des praticiens	33
Encadré 2.1	Objectif 1 : éliminer la pauvreté sous toutes ses formes dans le monde entier	47
Encadré 2.2	Mesurer la pauvreté des enfants : situation au niveau mondial	48
Encadré 2.3	Principaux acteurs de la mesure de la pauvreté	51
Encadré 2.4	Point faible des enquêtes sur les ménages : les enfants qui vivent dans la plus grande pauvreté peuvent être omis	54
Encadré 2.5	Utilisation complémentaire des mesures monétaires et multidimensionnelles de la pauvreté des enfants	59
Encadré 2.6	Pauvreté des enfants ou bien-être des enfants ?	67
Encadré 2.7	Raisons pour lesquelles certaines mesures de la pauvreté des enfants peuvent ne pas susciter l'intérêt souhaité	69
Encadré 2.8	Taux de pauvreté des ménages contre taux de pauvreté des enfants : un exemple indicatif	79
Encadré 3.1	Élaborer des stratégies de plaidoyer : références utiles	97
Encadré 3.2	Pourquoi la pauvreté est-elle importante pour les enfants ?	108
Encadré 3.3	Rapports sur la pauvreté des enfants : à des fins de mesure, de plaidoyer ou de changement de politique ? (Ou à toutes ces fins réunies ?)	114
Encadré 4.1	Politique ou programme – ou bien les deux ?	127
Encadré 4.2	Lutter contre la discrimination et la stigmatisation sociale	130
Encadré 4.3	Pauvreté des enfants : adopter une approche systémique pour coordonner les ripostes multisectorielles	132
Encadré 4.4	Faire évoluer les politiques et programmes sectoriels : rôles de l'analyse de la pauvreté multidimensionnelle et du plaidoyer	135
Encadré 4.5	Quand la persuasion est une science : enseignements de la psychologie sur l'art de modeler l'opinion	172
Encadré 4.6	Des données aux actes : l'influence des évaluations d'impact sur la conception et la mise en œuvre des transferts sociaux monétaires	182
Encadré 4.7	Géorgie : comment l'analyse de l'incidence des prestations et les microsimulations ont contribué à établir une nouvelle allocation pour enfant	194
Encadré 5.1	Élaborer un train de mesures en matière de pauvreté multidimensionnelle des enfants – simulation ou estimation au jugé ?	230

LISTE DES FIGURES

Figure 1	Politiques et programmes de lutte contre la pauvreté des enfants	7
Figure 2	Étapes indicatives vers l'élimination de la pauvreté des enfants	10
Figure 2.1	Comparaison des besoins sociaux de base tels que perçus par les adultes et les enfants	70
Figure 2.2	Nombre de personnes vivant dans la pauvreté : États fragiles contre pays stables, estimations officielles et scénarios de référence, 1990-2030	75
Figure 3.1	Exemple de document destiné à transmettre des messages sur la pauvreté des enfants	100
Figure 3.2	État de la pauvreté des enfants au Bangladesh selon différents seuils de pauvreté (2005)	102
Figure 3.3	État de privation des enfants au Bangladesh, par dimension (2006)	103
Figure 3.4	Pauvreté des enfants dans les régions d'Égypte	104
Figure 3.5	Ampleur et pourcentage des populations et des enfants pauvres, Philippines, 1985-2006	105
Figure 3.6	Taux de pauvreté des enfants par rapport au taux de pauvreté générale	106
Figure 3.7	Répartition par âge des personnes vivant avec moins de 1,25 dollar par jour en 2010	106
Figure 3.8	Géorgie – taux d'extrême pauvreté de revenu par groupe d'âge	107
Figure 3.9	Comparaisons mondiales et régionales des taux de pauvreté des enfants – pauvreté monétaire et multidimensionnelle	110
Figure 4.1	Politiques et programmes de lutte contre la pauvreté des enfants	128
Figure 4.2	Relation entre la pauvreté monétaire et la pauvreté multidimensionnelle des enfants	136
Figure 4.3	Pourcentage de la population en situation de pauvreté et de privation au regard de l'IPM	151
Figure 4.4	Probabilité qu'un enfant subisse des privations selon les dépenses par habitant des ménages	153
Figure 4.5	Répartition des enfants pauvres selon la situation professionnelle du ou des parent(s)	154
Figure 4.6	Taux de pauvreté infantile selon le revenu marchand (avant impôts et transferts) et le revenu disponible (après impôts et transferts), du milieu à la fin des années 2000	155
Figure 4.7	Répartition des dépenses des ménages sud-africains par quintile de revenu	156
Figure 4.8	Analyse de l'arbre à problèmes de la malnutrition chez les enfants de moins de cinq ans	162
Figure 4.9	Appliquer le cadre des 3E pour analyser le rapport coût-efficacité des transferts monétaires	207
Figure 5.1	Trois éléments clés de l'approche de réduction de la pauvreté des enfants axée sur les résultats	220
Figure 5.2	Le cycle budgétaire	232
Figure 5.3	Processus illustré du cadre de budgétisation à moyen terme	233
Figure 5.4	Carte de l'indice de pauvreté multidimensionnelle sur Mapa Social	243
Figure 5.5	Infographie des tendances de la pauvreté des enfants en Nouvelle-Zélande	244

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1.1	Dimensions du bien-être de l'enfant selon la CDE	27
Tableau 2.1	Mesures de la pauvreté monétaire et multidimensionnelle : aperçu des avantages et des limites	58
Tableau 2.2	Synthèse des différences et des similitudes entre les mesures de la pauvreté multidimensionnelle	63
Tableau 2.3	Approches de mesure de la pauvreté des enfants dans les contextes à revenu plus élevé	74
Tableau 3.1	Mettre en lumière la pauvreté des enfants : objectifs et indicateurs de plaidoyer possibles	98
Tableau 3.2	Exemple faisant appel aux neuf questions de plaidoyer (tirées du manuel de plaidoyer de l'UNICEF) à des fins de mesures statistiques nationales	99
Tableau 4.1	Approches de la lutte contre la pauvreté multidimensionnelle des enfants	133
Tableau 4.2	Utilisation d'un profil de la pauvreté des enfants pour déterminer les domaines politiques et programmatiques prioritaires	150
Tableau 4.3	Régression logistique : privations dans quatre dimensions ou plus	159
Tableau 4.4	Questions clés visant à soutenir les changements de politiques et de programmes	174
Tableau 4.5	Micro contre macro (ou micro-macro)	189
Tableau 5.1	Comparaison des plans généraux et propres aux enfants	224
Tableau 5.2	Approches nationales en matière de plans généraux et propres aux enfants	225
Tableau 5.3	Exemple de budgétisation axée sur les programmes	234
Tableau 5.4	Bâtir un plaidoyer en faveur de l'investissement dans la lutte contre la pauvreté des enfants	236

LISTE D'EXEMPLES DE PAYS

Chine :	Créer une dynamique en vue d'éliminer la pauvreté des enfants, un département à la fois	39
Cambodge :	Plaidoyer en faveur d'un taux de pauvreté monétaire des enfants comme indicateur du plan national de développement	82
Thaïlande :	Réaliser l'étude mondiale avec une appropriation nationale forte	84
Mali :	Appliquer l'approche MODA avec les principales parties prenantes nationales	85
Bhoutan :	Créer un indice de pauvreté multidimensionnelle des enfants	87
Mexique :	Créer un indice national pour mesurer la pauvreté multidimensionnelle	88
Égypte :	Mesurer la pauvreté des enfants dans les bidonvilles urbains	90
Kirghizistan :	Impliquer la population grâce à des campagnes et aux réseaux sociaux	117
Irlande :	Lancement du bilan régional sur le bien-être de l'enfant visant à promouvoir une collaboration plus étroite entre les organisations de la société civile	118
Maroc :	Lancer un débat public sur les approches et les solutions relatives à la pauvreté des enfants	119
Espagne :	Une alliance de diverses organisations se forme pour faire de la pauvreté des enfants l'une des priorités nationales	120
Bangladesh :	BRAC et le programme de progression en faveur des ultra-pauvres	139
Chili :	Ingreso Ético Familiar – IEF (revenu familial éthique)	140
Égypte :	Programme pilote de lutte contre le travail des enfants	142
Brésil :	Bolsa Familia (Allocations familiales)	144
Ghana :	Réforme des subventions sur les carburants	146
Tanzanie :	Examen des politiques dans le cadre d'une étude mondiale	168
Kenya :	Analyse de l'incidence des prestations en matière d'accès à l'éducation	178
Ouganda :	Financement et analyse de l'incidence des prestations du secteur de la santé	186
Burkina Faso :	Comparaison des effets simulés d'une augmentation des dépenses d'éducation, des subventions liées aux frais de scolarité et des transferts monétaires sur les résultats en matière d'éducation et la pauvreté.	201
Royaume-Uni :	Comparaison des effets et des coûts simulés de différentes politiques de réduction de la pauvreté des enfants	210
Hongrie :	Objectifs relatifs à la pauvreté des enfants dans la Stratégie nationale d'inclusion sociale	226
Royaume-Uni :	Simulation de plusieurs trains de mesures pour atteindre la cible fixée en matière de réduction de la pauvreté des enfants	231
Équateur :	Vers l'égalité et l'élimination de la pauvreté grâce à un plan national et à la classification budgétaire	238
Mexique :	Évaluation de routine du plan et des politiques nationaux de développement en se fondant sur les mesures de la pauvreté	





Vue d'ensemble : un monde libéré de la pauvreté des enfants

Les quelque 200 pays du monde qui abritent des enfants présentent certes une grande diversité, mais beaucoup de facteurs liés aux enfants et à leur enfance sont universels : dans chaque pays ou presque, riche ou pauvre, les enfants sont plus susceptibles de vivre dans la pauvreté que les adultes, et partout dans le monde, leur étape de vie particulière les rend plus vulnérables à ses effets dévastateurs.

De façon plus immédiate, la pauvreté pendant l'enfance peut avoir des conséquences permanentes sur le développement physique, cognitif et social des enfants. Alors que les enfants souffrent plus gravement et plus directement des effets de leur pauvreté, les conséquences néfastes pour les sociétés, les économies et les générations futures se font ressentir à tous les niveaux : national, régional et même mondial.

MESSAGES CLÉS :

- La pauvreté des enfants est un problème universel aux effets dévastateurs sur les enfants et les sociétés.
- Pour la première fois, il existe un objectif mondial (objectif de développement durable 1) visant à éliminer l'extrême pauvreté, y compris pour les enfants, et à réduire de moitié la pauvreté des enfants telle que définie par chaque pays.
- Il existe des approches et des solutions éprouvées pour lutter contre la pauvreté des enfants.
- Ce guide vise à présenter des expériences tirées du monde entier afin d'aider les pays à élaborer des feuilles de route nationales en vue d'éliminer la pauvreté des enfants.



Cependant, malgré l'urgence et la disponibilité d'approches qui ont fait leurs preuves pour mesurer la pauvreté des enfants et y répondre, les enfants reçoivent une attention relativement limitée dans le cadre de la lutte globale contre la pauvreté. Les objectifs de développement durable (ODD) sont une occasion formidable de changer la donne. L'ODD 1 relatif à l'élimination de l'extrême pauvreté est fondamental pour les enfants, et pour la première fois, tous les pays se sont explicitement engagés à mesurer la pauvreté des enfants et à renforcer les politiques et les programmes visant à atteindre l'objectif de réduction de la pauvreté des enfants d'ici à 2030 (voir l'encadré 1).

Au vu de la diversité des contextes dans lesquels les enfants vivent, il n'existe pas d'approche universelle simple pour mettre en œuvre les ODD relatifs à la pauvreté des enfants. Ce guide vise plutôt à présenter des approches qui se sont montrées efficaces et s'appuie sur les bonnes pratiques mondiales afin de fournir un soutien et des idées en vue d'ériger la pauvreté des enfants en priorité nationale.

ENCADRÉ 1

Les objectifs de développement durable et la pauvreté des enfants : une obligation et une chance

Grâce à l'adoption mondiale des ODD incluant les enfants dans leurs cibles et indicateurs, il existe désormais une obligation mondiale de rendre des comptes sur la pauvreté des enfants, d'éliminer l'extrême pauvreté des enfants et de réduire de moitié la pauvreté des enfants telle que définie par chaque pays d'ici à 2030. Cette obligation impose aux États membres de rendre des comptes sur les progrès accomplis en ce sens, et constitue une occasion pour les parties prenantes de la lutte contre la pauvreté des enfants de participer aux processus nationaux visant à atteindre cet objectif.

ODD 1 : éliminer la pauvreté sous toutes ses formes dans le monde entier

Cible 1.1 : D'ici à 2030, éliminer complètement l'extrême pauvreté dans le monde entier (s'entend actuellement du fait de vivre avec moins de 1,25 dollar par jour).

Indicateur : Proportion de la population vivant au-dessous du seuil de pauvreté fixé au niveau international, ventilée par sexe, groupe d'âge, situation dans l'emploi et lieu de résidence.

Cible 1.2 : D'ici à 2030, réduire de moitié au moins la proportion d'hommes, de femmes et d'enfants de tous âges souffrant d'une forme ou l'autre de pauvreté, telle que définie par chaque pays.

Indicateur 1 : Proportion de la population vivant au-dessous du seuil national de pauvreté, ventilée par sexe et groupes d'âge.

Indicateur 2 : Proportion d'hommes, de femmes et d'enfants de tous âges souffrant d'une forme ou l'autre de pauvreté, telle que définie par chaque pays.

Cible 1.3 : Mettre en place des systèmes et mesures de protection sociale pour tous, adaptés au contexte national, y compris des socles de protection sociale, et faire en sorte que, d'ici à 2030, une part importante des pauvres et des personnes vulnérables en bénéficient.

Indicateur 1 : Pourcentage de la population bénéficiant de socles ou systèmes de protection sociale, ventilé par sexe et par groupes de population (enfants, chômeurs, personnes âgées, personnes en situation de handicap, femmes enceintes et nouveau-nés, victimes d'un accident du travail, pauvres et personnes vulnérables).

Qu'est-ce que la pauvreté des enfants ?

Intuitivement, nous comprenons bien ce qu'est la pauvreté des enfants, mais les détails et les définitions peuvent varier selon les contextes. Il est essentiel d'écouter les enfants pour comprendre ce que ce concept signifie réellement et en établir les bases. Bien entendu, les points de vue des enfants varient (voir, par exemple, l'encadré 3.2 à l'Étape 3), mais certains éléments communs émergent au fil des conversations :

- **Pour les enfants, la pauvreté n'est pas liée uniquement à l'argent.** Ils associent la pauvreté au fait de subir des privations dans les aspects immédiats de leur vie, notamment dans les domaines de la nutrition, de la santé, de l'eau, de l'éducation, de la protection et du logement.
- **Ces multiples formes de pauvreté et de privation ont certes une importance vitale pour les enfants, mais la pauvreté de revenu ou monétaire est aussi importante.** Le niveau de vie d'une famille est l'un des facteurs déterminants fondamentaux des privations subies par les enfants.
- **Enfin, les enfants peuvent aussi accorder de l'importance au fait de vivre dans une pauvreté relative, ce qui pourrait être particulièrement pertinent dans les pays plus riches.** Même s'ils ne subissent pas de privations dans l'absolu, le fait d'avoir un niveau de vie inférieur ou de moins bonnes possibilités en matière d'éducation, de santé ou de nutrition par rapport à leurs pairs limite leurs futures chances dans la vie.

Grâce aux ODD, les États membres des Nations Unies peuvent réfléchir à l'importance de leurs points de vue, en se concentrant à la fois sur la pauvreté monétaire et les enfants vivant dans la pauvreté « sous toutes ses formes telle que définie par chaque pays ». Les définitions nationales de la pauvreté des enfants étant primordiales, ce guide vise à présenter des informations et des approches visant à comprendre la pauvreté des enfants et à soutenir les processus décisionnels nationaux, mais ne propose pas une approche unique universelle.



Pourquoi il importe de donner la priorité à la pauvreté des enfants

Si vous lisez ce guide, c'est qu'il est peut-être évident pour vous de donner la priorité aux enfants vivant dans la pauvreté. Cependant, bien que l'idée de donner à tous les enfants des chances de vie égales soit largement soutenue dans presque tous les spectres politiques, certains ne pensent pas que la pauvreté des enfants devrait être prioritaire, au vu des nombreuses priorités nationales en concurrence. Les arguments visant à ériger la pauvreté des enfants en priorité, présentés en détail à l'Étape 1, sont les suivants :

1. Les enfants sont plus susceptibles de vivre dans la pauvreté.

Ces trois dernières décennies, des progrès sans précédent ont été accomplis en matière de réduction de la pauvreté, montrant que de telles avancées sont possibles. Pourtant, les enfants représentent une part disproportionnée des populations les plus pauvres du monde. Alors qu'ils représentent environ un tiers de la population dans les pays en développement, ils constituent la moitié (50 %) des personnes vivant dans la pauvreté de revenu, soit 385 millions d'enfants.

Par ailleurs, ces mesures de l'extrême pauvreté ne rendent pas compte de l'ampleur du problème. Un grand nombre d'enfants vivant dans des ménages dont les revenus sont supérieurs à 1,90 dollar par jour sont toujours pauvres selon les définitions nationales ou sont privés des besoins et des services minimums de base dont ils ont besoin pour survivre, se développer et s'épanouir.

À l'heure actuelle, les chiffres mondiaux sur la pauvreté multidimensionnelle des enfants sont moins nombreux par rapport à la pauvreté monétaire des enfants, mais étant donné que près de 1,6 milliard d'adultes vivent dans la pauvreté multidimensionnelle, le nombre d'enfants vivant dans cette même pauvreté est extrêmement élevé. Des chiffres régionaux concernant la pauvreté multidimensionnelle des enfants se profilent et, par exemple, en Afrique subsaharienne, environ deux tiers des enfants (près de 250 millions) subissent deux privations ou plus de la pauvreté multidimensionnelle.

Enfin, on ne soulignera jamais assez que la pauvreté des enfants est un enjeu pour tous les pays du monde, et pas seulement pour les pays à revenu moins élevé. Trop d'enfants sont privés du niveau de vie matériel minimum dont ils ont besoin dans les pays les plus riches du monde. Dans le cadre d'une enquête sur le bien-être des enfants couvrant 35 pays industrialisés, l'UNICEF a trouvé qu'environ 30 millions d'enfants grandissent dans la pauvreté, soit un enfant sur huit dans les pays de l'OCDE.

2. La pauvreté des enfants a des conséquences néfastes à long terme pour les enfants et les sociétés.

Les enfants et les adultes ne vivent pas la pauvreté de la même manière. La pauvreté pendant l'enfance, aussi bien multidimensionnelle que monétaire, peut avoir des effets particulièrement dévastateurs et permanents. Ces effets peuvent être compris des manières suivantes (pour plus de détails, voir l'Étape 1) :



- **La pauvreté est une violation des droits de l'enfant.** La Convention relative aux droits de l'enfant reconnaît le droit de tout enfant à un niveau de vie adéquat, et de ne pas subir de privations dans les aspects essentiels de sa vie, notamment la santé, l'éducation, la nutrition, les soins et la protection. Le fait de grandir dans la pauvreté est une violation directe de ces droits.
- **Pour les enfants, la pauvreté peut durer toute la vie.** En raison de leur étape de vie particulière, la pauvreté a des effets particulièrement dévastateurs sur leur développement, conduisant souvent à des déficiences qui ne pourront pas être surmontées plus tard. En d'autres termes : pour un enfant, la pauvreté peut durer toute la vie.
- **La pauvreté des enfants se transmet d'une génération à l'autre.** Elle se transforme d'abord en pauvreté des adultes, puis se transmet à la nouvelle génération d'enfants. Le cercle intergénérationnel de la pauvreté ne peut être rompu qu'en donnant la priorité aux enfants vivant dans la pauvreté.
- **La pauvreté des enfants a des effets plus larges sur la société et l'économie.** La pauvreté pendant l'enfance est ressentie plus directement et brutalement par les enfants eux-mêmes, mais ses effets vont bien au-delà. Ne pas protéger les enfants est l'une des erreurs les plus coûteuses qu'une société puisse commettre.

3. Il existe des solutions éprouvées

Le fait de savoir que la pauvreté des enfants a des effets dévastateurs sur les enfants et les sociétés et que les enfants sont surreprésentés parmi les personnes vivant dans la pauvreté nous appelle à agir. Mais ce qui nous pousse à agir, à la fois sur le plan moral et pratique, c'est que la pauvreté des enfants est un problème soluble.

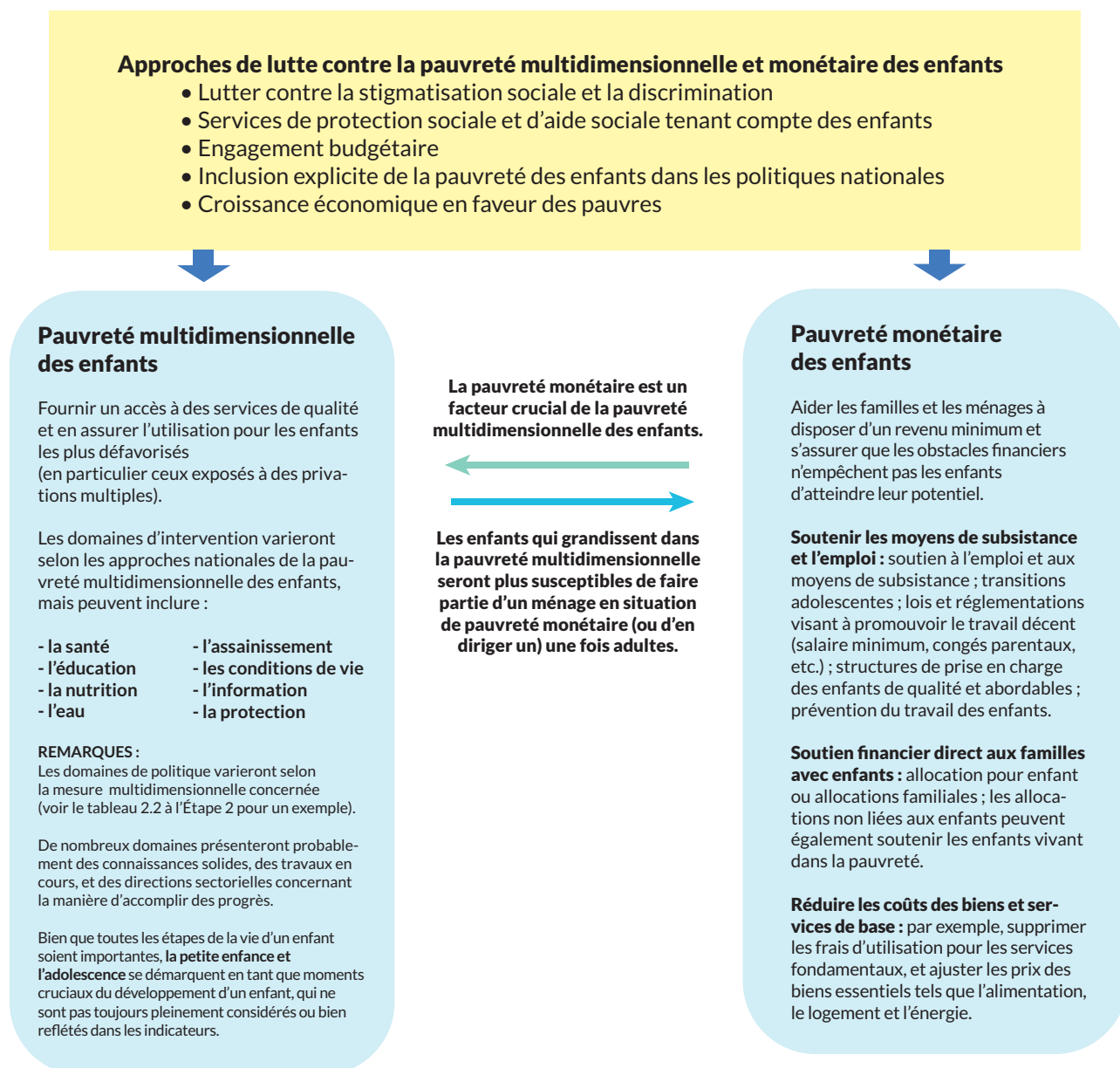
Les approches adoptées par les pays pour résoudre ce problème présentent certes de nombreuses différences importantes, mais certains éléments communs s'appliquent de manière universelle. À la base, les politiques et les programmes de lutte contre la pauvreté des enfants :

- i) répondent à la pauvreté des enfants en fournissant des services de qualité et accessibles aux enfants les plus défavorisés, notamment dans des domaines tels que la nutrition, l'éducation et la santé, qui représentent leur pauvreté multidimensionnelle et conditionnent la possibilité pour les enfants de réaliser leur plein potentiel et de rompre le cercle de la pauvreté ;
- ii) remédie à la pauvreté de revenu ou monétaire des enfants en aidant les familles et les ménages à disposer d'un revenu minimum et en s'assurant que les obstacles financiers n'empêchent pas les enfants d'atteindre leur potentiel.

L'Étape 4 examine en détail les approches qui peuvent changer la donne pour les enfants dans ces domaines (résumées à la figure 1), ainsi que les outils analytiques qui peuvent aider les décideurs à répondre aux questions essentielles et des exemples concrets de politiques et de programmes créés et élargis par certains pays pour lutter contre la pauvreté des enfants.



Figure 1 : Politiques et programmes de lutte contre la pauvreté des enfants



Étapes indicatives vers l'élimination de la pauvreté des enfants

Al elaborar políticas y programas en respuesta a la pobreza infantil, habrá grandes diferencias entre los aspectos en los que centrarse y el modo de abordarlos. En matière d'élaboration de réponses politiques et programmatiques à la pauvreté des enfants, les axes stratégiques et les approches de création du changement varieront considérablement selon la situation particulière des enfants, les occasions politiques qui sont disponibles et peuvent être créées, l'éventail des approches d'engagement – du plaidoyer à l'analyse et à l'assistance techniques – qui pourraient changer la donne, et les domaines où les défenseurs de la lutte contre la pauvreté des enfants et leurs alliés pourraient être les plus efficaces.

Cependant, les pays ayant accompli des progrès en la matière présentent des similitudes, notamment : un groupe souvent petit mais dédié faisant avancer la question ; un sentiment clair d'intention et de direction dans les travaux sur la pauvreté des enfants (mais qui s'adapte à l'évolution des circonstances) ; et un engagement soutenu à long terme en faveur du changement.

Le présent guide entend recenser et partager certains de ces facteurs communs et, afin de reconnaître l'importance d'un sentiment clair d'intention soutenant les travaux sur la pauvreté des enfants, il propose un ensemble indicatif d'étapes pour orienter l'action, autour duquel il est structuré. Il convient de souligner que, dans la réalité, les pays partent de points différents, qu'ils choisiront des étapes différentes, que, dans de nombreux cas, les progrès ne sont pas linéaires et que l'Étape 1 est axée sur l'élaboration d'étapes nationales appropriées. Les étapes indicatives servant à structurer le présent guide sont les suivantes :



Étape 1 – Élaborer une feuille de route nationale pour éliminer la pauvreté des enfants

Aujourd'hui, un certain nombre de pays continuent de reléguer la pauvreté des enfants au second plan et ne produisent aucune statistique nationale à ce sujet. Dans un tel contexte, réunir les parties prenantes pour partager des informations sur la pauvreté des enfants et les réponses possibles peut s'avérer essentiel. Cette étape leur permet en effet de comprendre la nécessité d'agir (ou non), la méthode à privilégier, et la manière d'établir une feuille de route nationale pour atteindre les ODD en matière de pauvreté des enfants.

Étape 2 – Mesurer la pauvreté des enfants

Il est essentiel de mesurer régulièrement la pauvreté des enfants au niveau national. Sans une connaissance précise du profil et du nombre des enfants en situation de pauvreté multidimensionnelle et monétaire, impossible d'analyser les progrès réalisés vers l'objectif ou les effets de politiques et de programmes spécifiques. Mesurer la pauvreté des enfants ne présente pas de difficulté particulière d'un point de vue technique. Toutefois, la multiplicité des méthodes possibles peut prêter à confusion, d'où la nécessité d'une certaine expertise en statistique.

Étape 3 – Mettre en lumière la pauvreté des enfants grâce au plaidoyer

Dans de nombreux contextes, la pauvreté des enfants apparaît comme une question prioritaire à l'opinion publique et aux décideurs. Ensemble, un vaste plaidoyer et une communication axée sur les indicateurs peuvent non seulement porter la question en tête des agendas politiques nationaux, mais aussi sensibiliser des groupes particuliers et influents. Autre grand avantage, ce plaidoyer peut amorcer le débat sur les solutions politiques et programmatiques à envisager.

Étape 4 – Réduire la pauvreté des enfants grâce à des changements de politiques et de programmes

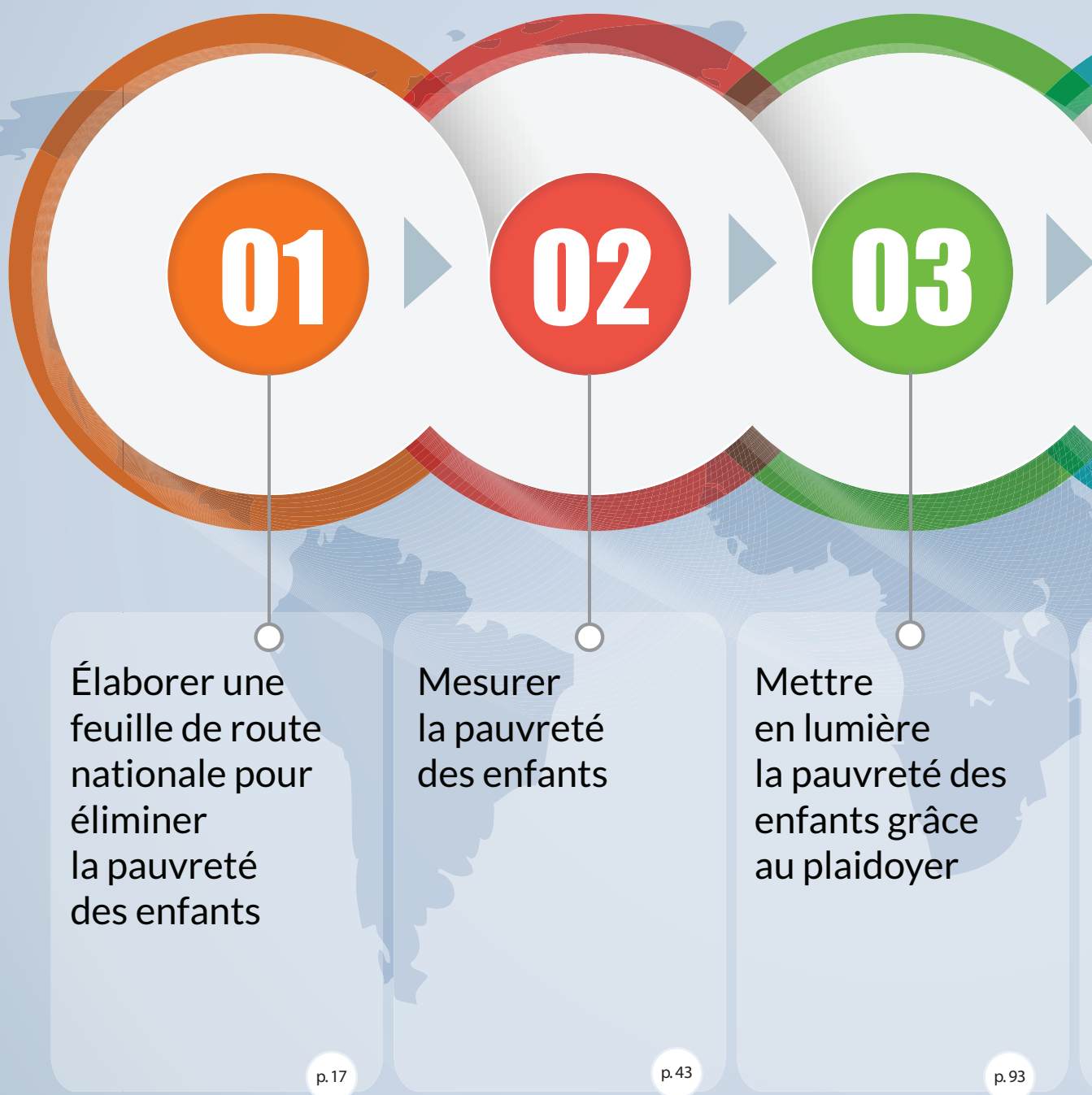
La réduction de la pauvreté des enfants passe par le lancement ou l'élargissement de politiques et de programmes appropriés. À cet égard, un certain nombre de tactiques peuvent changer la donne : des programmes de transferts monétaires à l'amélioration de la qualité et de l'accessibilité de l'éducation pour les enfants les plus pauvres. Pour concrétiser ces changements, il faut déterminer avec précision les approches nécessaires au contexte national particulier, et recourir à un mélange de plaidoyer et d'analyse technique pour soutenir l'action transformatrice des décideurs politiques.

Étape 5 – Atteindre les ODD : éliminer l'extrême pauvreté des enfants et réduire de moitié la pauvreté des enfants telle que définie par chaque pays

Dans certains pays, l'étape finale pourrait consister à intégrer la problématique dans un plan de réduction de la pauvreté tenant pleinement compte des enfants, ou au sein d'un plan national d'action propre aux enfants. La pauvreté des enfants serait ainsi prise en considération dans des solutions politiques et programmatiques intégrées. Surtout, la mise en œuvre de ces plans doit faire l'objet d'un suivi et d'une évaluation.

FIGURE 2

Étapes indicatives vers l'élimination de la pauvreté des enfants



reté

04

Réduire la pauvreté des enfants grâce à des changements de politiques et de programmes

p. 123

05

Atteindre les ODD : éliminer l'extrême pauvreté des enfants et réduire de moitié la pauvreté des enfants telle que définie par chaque pays

p. 217



© UNICEF/UNI119770/Noorani

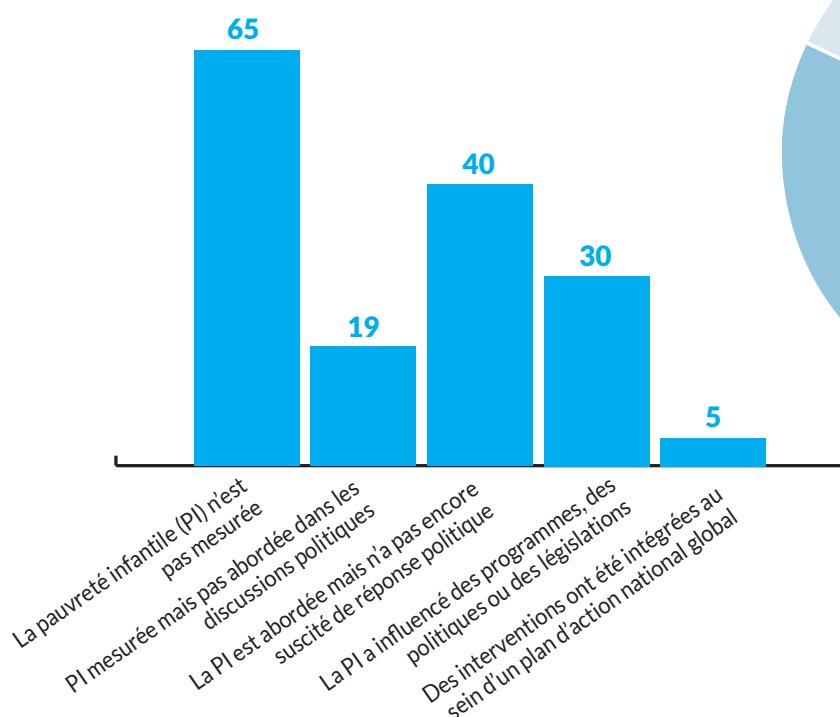


Progrès accomplis et défis futurs : quelle est la situation au niveau mondial ?

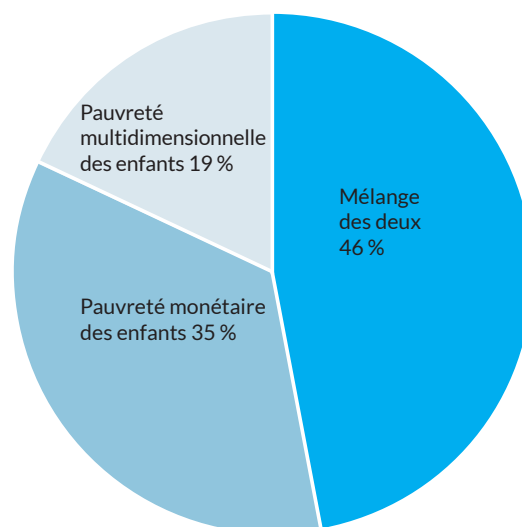
Étant donné que les ODD ne sont que récemment entrés en vigueur, il n'existe actuellement aucune information consolidée et vérifiée indiquant quels pays mesurent la pauvreté des enfants d'une part, et l'état d'avancement de leurs politiques et programmes d'autre part. Une enquête de 2015 du personnel de l'UNICEF a dressé un portrait indicatif de la situation mondiale concernant ces étapes.

Sur les 160 pays qui ont répondu à cette enquête, 65 ne mesurent actuellement pas la pauvreté des enfants, tandis que, dans 75 pays, les mesures de la pauvreté des enfants font partie d'un dialogue en cours avec le gouvernement incluant le déclenchement d'une réponse politique et programmatique et de plans d'action nationaux. L'enquête a par ailleurs montré que près de la moitié des pays mesurant la pauvreté des enfants font appel à des approches aussi bien monétaires que multidimensionnelles, et que près d'un tiers se concentrent uniquement sur la pauvreté monétaire des enfants.

RÉSULTATS DE LA CARTOGRAPHIE MONDIALE DE L'UNICEF



Mesure de la pauvreté infantile



■ Nombre de pays

D'après des experts de l'UNICEF dans 160 pays (140 pays de programme de l'UNICEF et 20 Comités nationaux)

Source : résultats de la cartographie mondiale de la pauvreté des enfants de l'UNICEF (2015)

Les progrès considérables mis en évidence par cette enquête témoignent du travail des défenseurs des enfants dans toutes les régions du monde, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur des gouvernements. Il est également important de souligner que ces progrès ont été accomplis en dehors de tout accord mondial visant à mesurer la pauvreté des enfants et à y remédier. L'attention portée par les objectifs de développement durable à l'élimination de la pauvreté sous toutes ses formes, en mettant explicitement l'accent sur les enfants, galvanise désormais nos efforts en vue de relever le défi qui nous attend, à savoir mesurer la pauvreté des enfants et y répondre dans chaque pays, et œuvrer à l'éliminer.

Objectif de ce guide

Ce guide fera appel à une séquence indicative mondiale pour organiser son contenu, mais son intention est de fournir des idées et des ressources tirées du monde entier en vue de soutenir les processus et la prise de décisions au niveau national. Il vise en particulier à fournir :

1. **Quelques outils simples** pour comprendre la situation actuelle d'un pays en matière de lutte contre la pauvreté des enfants, et des approches d'élaboration de feuilles de route nationales en vue d'un progrès ;
2. **Des exemples** de la façon dont certains pays ont appréhendé ce travail, notamment des exemples d'activités ;
3. **Des liens** vers des orientations approfondies, des documents d'information et des supports connexes en vue de mettre en œuvre des plans détaillés adaptés au contexte national ;
4. **Un soutien, en créant un réseau de praticiens** en vue d'une aide et de conseils en temps réel à mesure que les travaux avancent. Comme il vous sera rappelé tout au long de ce guide, si vous avez une idée, une question ou que vous voulez partager une expérience, veuillez contacter cpn@unicef.org.



un monde
libéré
de la pauvreté
des enfants

Étape 1 Élaborer une feuille de route nationale pour éliminer la pauvreté des enfants



END CHILD
POVERTY
GLOBAL COALITION



unicef 

Étape 1

Élaborer une feuille de route nationale pour éliminer la pauvreté des enfants



MESSAGES CLÉS

- Dans de nombreux pays, aucune attention explicite n'est encore accordée à la mesure, l'analyse et la réduction de la pauvreté des enfants.
- L'inclusion de la pauvreté des enfants dans les objectifs mondiaux peut (et doit) jeter les bases de l'action dans chaque pays.
- En convenant d'étapes nationales de progression avec des partenaires, les gouvernements peuvent donner une orientation précise (et susciter une large appropriation) aux travaux sur la question de la pauvreté des enfants.
- Les experts nationaux détiennent les informations permettant de déterminer la marche à suivre ; l'élaboration des étapes nationales devrait donc être plutôt rapide et simple.

Dans de nombreux pays, l'attention explicite accordée à la mesure et à l'analyse de la pauvreté des enfants et à la lutte contre celle-ci est limitée voire inexistante. Pour ces pays, cette première étape fournit quelques idées de points de départ et des exemples d'expériences. Étant donné que des cibles prévoyant la réduction de la pauvreté des enfants ont été incluses dans les ODD, tous les pays doivent œuvrer à éliminer la pauvreté des enfants et suivre ce processus d'ici à 2030.

Cependant, le grand nombre de cibles et d'indicateurs (respectivement 169 et plus de 200) signifie que, dans les faits, certains ODD pourraient recevoir moins d'attention que d'autres. À ce titre, les ODD sont une occasion importante de réunir les parties prenantes afin d'examiner attentivement l'état d'avancement des pays en matière de pauvreté des enfants, et de déterminer les étapes principales de progression.

Cette étape pourrait être superflue pour les nombreux pays travaillant déjà explicitement sur la pauvreté des enfants, bien que, dans certains contextes, une revisite de certaines de ces questions puisse être utile pour redonner du souffle à une détermination et un cap communs.

Points essentiels de l'Étape 1

- A** MONTER UNE ÉQUIPE : QUI RECRUTER ET COMMENT LES IMPLIQUER
- B** DRESSER UN ÉTAT DES LIEUX : EST-IL LOGIQUE DE DONNER DAVANTAGE LA PRIORITÉ À LA PAUVRETÉ DES ENFANTS AU NIVEAU NATIONAL ?
- C** ÉLABORER DES FEUILLES DE ROUTE NATIONALES EN VUE DE RÉDUIRE ET D'ÉLIMINER LA PAUVRETÉ DES ENFANTS



A. Monter une équipe : qui recruter et comment les impliquer

Partout dans le monde, un large éventail de parties prenantes œuvrent à démontrer l'importance de la pauvreté des enfants et agissent pour y remédier. Dans les pays cherchant à élaborer des réponses nationales politiques et programmatiques, ce sont peut-être les ministères ou directions chefs de file dans ce domaine qui jouent le rôle le plus important, en particulier ceux disposant d'une expertise en matière de pauvreté, d'enfants et de statistiques, comme les ministères des finances, les ministères de l'enfance ou leurs équivalents, et les offices nationaux de la statistique.

Les autres parties prenantes varient mais comprennent souvent des groupes de la société civile, aussi bien nationaux qu'internationaux, axés sur les questions de l'enfance et de la pauvreté, notamment les membres de la Global Coalition to End Child Poverty qui ont contribué au présent guide. Les organisations de la société civile jouent souvent un rôle double, en participant au débat politique et au plaidoyer pour soutenir les priorités nationales d'une part, et en dirigeant des actions de lutte contre la pauvreté des enfants et de leurs familles d'autre part.

Les groupes de réflexion et les organismes de recherche sont également essentiels, car les chercheurs nationaux jouent un rôle crucial en apportant une expertise nationale objective et en bâtissant les fondations durables de l'action au fil du temps. Enfin, dans les pays concernés, l'équipe de pays des Nations Unies (comme l'UNICEF, le PNUD et la Banque mondiale) peut apporter de nombreux appuis, notamment une expertise en matière d'enfance et de pauvreté et des relations solides avec les gouvernements.

Lorsqu'il s'agit en particulier d'un premier engagement sur la question, il peut être très utile d'étendre la réflexion au-delà du petit noyau d'acteurs directement impliqués dans la mesure de la pauvreté et de la pauvreté des enfants. L'encadré 1.1 donne un aperçu de la façon dont la participation des parties prenantes peut évoluer, d'un petit noyau d'acteurs à un large soutien.

À mesure que les travaux avancent et que les étapes suivantes se profilent, les partenaires impliqués peuvent désormais devenir des alliés actifs essentiels. Par exemple, il peut être utile d'impliquer les journalistes (à ce stade, pour solliciter leurs points de vue plutôt que pour soutenir l'action). Si possible, la participation appropriée des enfants, des jeunes et de leurs familles peut avoir un effet considérable sur la qualité, la crédibilité et la portée de l'action.

Si possible, la participation appropriée des enfants, des jeunes et de leurs familles peut avoir un effet considérable sur la qualité, la crédibilité et la portée de l'action.

ENCADRÉ 1.1

UNE ÉQUIPE ORGANISATRICE, DES ALLIÉS, ET DES ALLIÉS QUI S'IGNORENT

Dans toutes les actions de lutte contre la pauvreté des enfants, la question de savoir qui est impliqué et qui dirige différents aspects de l'action est peut-être la plus importante ou la plus dépendante du contexte national. La réflexion sur les parties prenantes qui pourraient être impliquées peut notamment consister à identifier l'équipe organisatrice, gagner des alliés et atteindre ces « alliés qui s'ignorent » :

UNE ÉQUIPE ORGANISATRICE SOLIDE : Dans de nombreux pays, un petit noyau de partenaires peut jouer un rôle crucial en donnant une orientation et un but à l'action, et en organisant les parties prenantes, des événements et des analyses afin de contribuer à faire avancer l'agenda de la pauvreté des enfants. La direction est bien sûr importante, et selon le contexte, ce groupe peut être dirigé par le gouvernement et inclure des organisations internationales et des organisations locales ou internationales de la société civile. La participation de chercheurs locaux peut être essentielle, aussi bien pour les connaissances et les répercussions immédiates que pour la pérennité à long terme. Enfin, comme nous le soulignerons tout au long de ce guide, il est indispensable d'impliquer les enfants, les jeunes et leurs familles, en particulier ceux vivant dans la pauvreté, par le biais des organisations de la société civile ou d'autres mécanismes pertinents, afin de vraiment comprendre l'état de la pauvreté des enfants et ses solutions. La composition de ce groupe est souvent relativement fixe au fil du temps, et sa vision commune permet une communication et une prise de décisions faciles. Les membres de la Global Coalition to End Child Poverty – qui ont travaillé sur ce guide – peuvent faire partie de cette équipe dans de nombreux pays.

ALLIÉS : En dehors de ce petit noyau se trouvent les parties prenantes qui soutiennent activement l'agenda de la pauvreté des enfants et qui l'influencent soit par le biais de décisions directes (comme les partenaires gouvernementaux) soit par le biais de leur plaidoyer et soutien (comme les membres du grand public). Ce groupe peut avoir une large portée, en incluant des partenaires gouvernementaux tels que des ministères sectoriels et le ministère des finances, les médias, des parlementaires, des organismes de recherche, des organisations professionnelles, des ONG, des organismes internationaux dont des institutions financières, et les jeunes eux-mêmes. Ces acteurs joueront un rôle crucial tout au long du processus de lutte contre la pauvreté des enfants, en prodiguant des conseils, en apportant un appui, en prenant des décisions et, à des moments charnières, en contribuant à établir un consensus concernant les étapes suivantes.

ALLIÉS POTENTIELS (MAIS QUI L'IGNORENT) : Toutes les parties prenantes citées ci-dessus ne sont pas des alliées de la première heure. Nombre de celles qui ont beaucoup d'influence et d'importance ne sont pas conscientes des défis de la pauvreté des enfants dans un pays, de leur capacité à changer la situation, ou du rôle qu'elles pourraient jouer. Cette catégorie inclura probablement des acteurs ne travaillant pas directement avec les enfants ou les questions qui les concernent, mais qui exercent une influence directe ou indirecte sur l'état de la pauvreté des enfants.

AU FIL DU TEMPS – ENTRETENIR ET CRÉER UNE DYNAMIQUE

Il faut du temps et de la détermination pour lutter contre la pauvreté des enfants et atteindre successivement les étapes fixées.

ENTRETENIR UN NOYAU D'ACTEURS SOLIDE AU FIL DU TEMPS : Les gens changent, et il en va de même pour les priorités des institutions. La réussite passe par le maintien d'une équipe organisatrice solide au fil de ces changements. Cette équipe doit rester stable, mais des changements ponctuels peuvent être nécessaires notamment concernant la présidence.

GAGNER DES ALLIÉS AU FIL DU TEMPS : L'un des principaux objectifs consiste à accroître le nombre de parties prenantes sensibilisées et contribuant activement selon qu'il convient à mettre la pauvreté des enfants à l'ordre du jour, grâce à la participation et au plaidoyer des parties prenantes. Bien entendu, des alliés différents seront nécessaires à des moments différents, que ce soit pour une analyse technique, un soutien médiatique, ou un grand discours.

Comprendre les raisons de l'importance de la pauvreté des enfants

Nous comprenons souvent intuitivement pourquoi la pauvreté des enfants est importante, et pour la plupart des membres d'une équipe organisatrice travaillant sur ce sujet, cette compréhension est implicite. Cependant, nombre de partenaires importants pourraient ne pas savoir précisément pourquoi la pauvreté des enfants est si cruciale. Il convient de présenter explicitement ces arguments afin de sensibiliser les parties prenantes qui pourraient ne pas connaître la problématique de la pauvreté des enfants, et pour partager et rassembler des arguments essentiels que les alliés partageront avec d'autres.

Les arguments les plus utiles seront basés sur le contexte national. L'étendue de cette base de données probantes varie selon les pays (et les questions de pauvreté des enfants ne reçoivent pas toujours des niveaux élevés d'attention dans la recherche). Il est essentiel d'élaborer cette base de données probantes, mais cela peut prendre du temps. Cependant, grâce à la nature universelle de l'enfance, les données probantes mondiales peuvent également trouver un large écho dans les contextes nationaux. L'encadré 1.2 présente sept raisons pour lesquelles la pauvreté des enfants mérite une attention urgente qui pourrait être adaptée aux contextes nationaux.



© UNICEF/UNI195353/Georgiev

ENCADRÉ 1.2

SEPT RAISONS DE LUTTER CONTRE LA PAUVRETÉ DES ENFANTS :

1. **PARCE QU'ELLE COMPTE POUR LES ENFANTS ET CONSTITUE UNE VIOLATION DE LEURS DROITS.**
2. **PARCE QUE LA PAUVRETÉ DES ENFANTS A DES EFFETS DÉVASTATEURS PERMANENTS.**
3. **PARCE QUE PRESQUE PARTOUT, LES ENFANTS SONT PLUS SUSCEPTIBLES DE VIVRE DANS LA PAUVRETÉ QUE LES ADULTES.**
4. **PARCE QU'IL EST ESSENTIEL D'ÉLIMINER LA PAUVRETÉ DES ENFANTS POUR ROMPRE LE CERCLE INTERGÉNÉRATIONNEL DE LA PAUVRETÉ ET LUTTER GLOBALEMENT CONTRE LA PAUVRETÉ.**
5. **PARCE QUE NE PAS ÉLIMINER LA PAUVRETÉ DES ENFANTS EST L'UNE DES ERREURS LES PLUS COÛTEUSES QU'UNE SOCIÉTÉ PUISSE COMMETTRE.**
6. **PARCE QUE MALGRÉ L'URGENCE, LA PAUVRETÉ DES ENFANTS NE REÇOIT PAS ASSEZ D'ATTENTION.**
7. **PARCE QUE LA PAUVRETÉ DES ENFANTS EST UN PROBLÈME AUQUEL IL EXISTE DES SOLUTIONS ÉPROUVÉES.**

1. PARCE QU'ELLE COMPTE POUR LES ENFANTS ET CONSTITUE UNE VIOLATION DE LEURS DROITS

Les enfants représentent près d'un tiers de la population au niveau mondial, et parfois la moitié dans certains pays. Pourtant, leurs voix se font rarement entendre et sont encore plus rarement écoutées dans les processus politiques et décisionnels. Si l'on tend l'oreille, on se rend compte que les enfants sont profondément conscients des effets de la pauvreté sur leur vie (voir, par exemple, l'encadré 3.2 aux pages 108-9). Pour certains de ceux qui ont le pouvoir de changer concrètement la vie des enfants, voire pour nombre d'entre eux, ces voix peuvent être plus fortes que des statistiques et des graphiques.

L'importance de la pauvreté pour les enfants est inscrite dans la Convention relative aux droits de l'enfant (CDE), qui reconnaît le droit de tout enfant à bénéficier d'un niveau de vie adéquat et à ne pas subir de privations dans les aspects essentiels de sa vie, notamment la santé, l'éducation, la nutrition, les soins et la protection. Le fait de grandir dans la pauvreté est une violation directe de ces droits (voir à ce propos le tableau 1.1 qui présente les dimensions du bien-être des enfants établies par la CDE).

2. PARCE QUE LA PAUVRETÉ DES ENFANTS A DES EFFETS DÉVASTATEURS PERMANENTS

L'enfance représente une phase distincte de la vie. De ce fait, la pauvreté a des effets particulièrement dévastateurs sur le développement des enfants, conduisant souvent à des déficiences qui ne pourront pas être surmontées plus tard. Dans les pays où des enquêtes sur les ménages sont menées, il est relativement facile de montrer l'ampleur de la pauvreté multidimensionnelle des enfants (voir l'Étape 2) ou que les enfants vivant dans la pauvreté de revenu (ou appartenant au quintile le plus pauvre selon l'enquête) sont moins bien nourris et instruits et en moins bonne santé.

Les effets de ces privations peuvent durer avec des conséquences à long terme. Les effets à long terme de ces privations sont de plus en plus démontrés dans l'ensemble des secteurs :

- La dénutrition peut affecter la croissance d'un enfant de manière permanente, entraînant des retards de croissance et un développement mental réduit, et peut conduire à des difficultés permanentes d'apprentissage et des problèmes de santé.
- Le manque d'éducation a des effets importants sur les revenus tout au long de la vie.
- L'éducation des filles en particulier a des effets considérables sur leur capacité à contrôler leurs décisions et sur le bien-être de leurs enfants.
- Il est montré que l'éducation dès la petite enfance est essentielle à la préparation à l'école et au développement socio-émotionnel.
- La mauvaise santé, même lorsqu'elle ne découle pas de maladies chroniques, peut avoir des conséquences à long terme et nuire à la capacité d'un enfant à jouer et apprendre.

3. PARCE QUE PRESQUE PARTOUT, LES ENFANTS SONT PLUS SUSCEPTIBLES DE VIVRE DANS LA PAUVRETÉ QUE LES ADULTES

Dans presque tous les pays disposant de données, les enfants sont plus susceptibles de vivre dans la pauvreté que les adultes. Par exemple, au niveau mondial, les enfants représentent environ 33 % de la population des pays en développement, mais sont largement surreprésentés au sein des groupes vivant dans la pauvreté, constituant près de la moitié (47 %) des personnes vivant avec moins de 1,90 dollar par jour. Les données montrent également que les enfants sont plus susceptibles de vivre dans la pauvreté multidimensionnelle que les adultes. Dans de nombreux pays, l'un des messages forts du plaidoyer a consisté à comparer la pauvreté des enfants et des adultes à l'échelle nationale (voir l'Étape 3).

4. PARCE QU'IL EST ESSENTIEL D'ÉLIMINER LA PAUVRETÉ DES ENFANTS POUR ROMPRE LE CERCLE INTERGÉNÉRATIONNEL DE LA PAUVRETÉ ET LUTTER GLOBALEMENT CONTRE LA PAUVRETÉ

Le cercle intergénérationnel de la pauvreté ne peut être rompu qu'en donnant la priorité aux enfants vivant dans la pauvreté. Les enfants deviennent des adultes puis des parents pauvres, et cette pauvreté se transmet ensuite à la génération suivante. La force de cet argument est certes intuitive, mais les données qui le soutiennent peuvent contribuer au plaidoyer. Dans ce domaine, la plupart des recherches portent sur des pays riches, mais elles sont de plus en plus nombreuses dans les pays à revenu faible et intermédiaire.

Certaines des données probantes existantes montrent que :

- Les enfants qui grandissent dans la pauvreté sont plus susceptibles d'être pauvres à l'âge adulte. Aux États-Unis, une étude sur la pauvreté des enfants a trouvé que les enfants qui avaient connu la pauvreté à un moment ou à un autre pendant leur enfance étaient jusqu'à trois fois plus susceptibles d'être pauvres à l'âge de 30 ans par rapport à ceux qui n'avaient jamais été pauvres étant enfants. Plus un enfant est pauvre pendant longtemps, plus il risque d'être pauvre à l'âge adulte.
- Un nombre considérable d'études documentent la relation forte entre les revenus des parents et des enfants, ce qui suggère que, bien que la mobilité de revenu varie grandement d'un pays à l'autre, elle est bien plus faible que ce que l'on pense généralement. La plupart des études sont axées sur les pays développés, en raison du manque de données, mais lorsque des estimations sont calculées pour l'Amérique latine et d'autres pays en développement, elles montrent des niveaux encore plus faibles de mobilité intergénérationnelle que dans la plupart des pays développés.
- La mobilité intergénérationnelle va de pair avec l'inégalité : les pays présentant une faible mobilité ont généralement des niveaux élevés d'inégalités. À l'inverse, les sociétés très mobiles sont aussi celles qui présentent les plus faibles niveaux d'inégalités.

Il est essentiel de mettre fin à cette transmission intergénérationnelle pour réduire la pauvreté, et étant donné que les enfants représentent près d'un tiers des personnes pauvres dans tous les pays, il est impossible de lutter contre la pauvreté sans prêter attention à celle des enfants.

5. PARCE QUE LE FAIT DE NE PAS ÉLIMINER LA PAUVRETÉ DES ENFANTS EST L'UNE DES ERREURS LES PLUS COÛTEUSES QU'UNE SOCIÉTÉ PUISSE COMMETTRE

La pauvreté des enfants se traduit par de plus faibles niveaux de compétences, de productivité et d'études, un moins bon état de santé, une plus grande probabilité de chômage, et une cohésion sociale plus faible. Ces facteurs ont des répercussions sur la société et l'économie.

- **La pauvreté des enfants est étroitement liée à d'autres priorités nationales**, par exemple, à la mortalité des enfants. Selon l'UNICEF, 22 000 enfants meurent chaque jour de la pauvreté, principalement à cause de pathologies et de maladies évitables.
- **La pauvreté des enfants détruit le potentiel national**. Un article de la revue *The Lancet* estime par exemple que la pauvreté et les facteurs sanitaires, nutritionnels et sociaux associés empêchent au moins 200 millions d'enfants dans les pays en développement d'atteindre leur potentiel de développement, avec des conséquences à long terme pour les économies et les sociétés.
- **Le coût économique de la pauvreté des enfants est élevé**. Malgré l'absence de recherches dans ce domaine dans toutes les régions, une estimation du coût économique de la pauvreté des enfants aux États-Unis conclut que la perte de productivité et les coûts supplémentaires liés à la santé et à la criminalité découlant de la pauvreté des enfants atteignent environ 500 milliards de dollars des États-Unis par an, soit 3,8 % du PIB. Une estimation différente au Royaume-Uni conclut que le coût annuel total de la pauvreté des enfants dans ce pays est de 25 milliards de livres par an, soit environ 2 % du PIB.

6. PARCE QUE MALGRÉ L'URGENCE, LA PAUVRETÉ DES ENFANTS NE REÇOIT PAS ASSEZ D'ATTENTION

Malgré toutes les raisons d'agir sans attendre contre la pauvreté des enfants, de nombreux pays ne donnent toujours pas la priorité aux enfants dans leurs politiques et programmes visant à éliminer la pauvreté. Par exemple, une enquête de l'UNICEF a trouvé que seuls environ un tiers des pays mesuraient régulièrement la pauvreté des enfants (voir la page 13 de la section Vue d'ensemble).

7. PARCE QUE LA PAUVRETÉ DES ENFANTS EST UN PROBLÈME AUQUEL IL EXISTE DES SOLUTIONS ÉPROUVÉES

Le fait de savoir que la pauvreté des enfants a des effets dévastateurs sur les enfants et les sociétés et que les enfants sont surreprésentés parmi les personnes vivant dans la pauvreté nous appelle à agir. Mais ce qui nous pousse à agir, à la fois sur le plan moral et pratique, c'est que la pauvreté des enfants est un problème soluble.

L'Étape 4 examine en détail les politiques et les programmes qui peuvent changer la donne pour les enfants les plus pauvres. Elle montre que les approches adoptées par les pays pour résoudre ce problème présentent certes de nombreuses différences importantes, mais que certains éléments communs s'appliquent de manière universelle. À la base, les politiques et les programmes de lutte contre la pauvreté des enfants :

- (i) fournissent des services publics de grande qualité et accessibles aux enfants les plus défavorisés, notamment dans des domaines tels que la nutrition, l'éducation et la santé, qui représentent leur pauvreté multidimensionnelle et conditionnent la possibilité pour les enfants de réaliser leur plein potentiel et de rompre le cercle de la pauvreté ;
- (ii) aident les familles et les ménages à disposer d'un revenu minimum et s'assurent que les obstacles financiers n'empêchent pas les enfants d'atteindre leur potentiel.

Ce mélange simple est à la base d'un programme d'action mondial de lutte contre la pauvreté des enfants, et les pays qui ont traité ce problème avec succès ont été très performants dans ces domaines. Mais peu d'entre eux affirmeraient que le travail est terminé, voire aucun.

Tableau 1.1 : Dimensions du bien-être de l'enfant selon la CDE

Catégories	Dimensions	Source
Survie	Alimentation, nutrition, eau Santé, soins, logement Environnement, pollution	Article 24 de la CDE Article 24 de la CDE Article 24 de la CDE Article 27 de la CDE Article 24 de la CDE
Développement	Éducation, loisirs Activités culturelles, information	Article 28 de la CDE Article 31 de la CDE Article 31 de la CDE Articles 13 à 17 de la CDE
Protection	Exploitation, travail des enfants, autres formes d'exploitation, cruauté, violence Violence à l'école, sécurité sociale	Article 32 de la CDE Articles 33 à 36 de la CDE Articles 19 et 37 de la CDE Article 28 de la CDE Articles 16, 26 et 27 de la CDE
Participation	Enregistrement à la naissance ; nationalité Information Liberté d'expression, points de vue, opinions ; être entendu ; liberté d'association	Articles 7 et 8 de la CDE Articles 13 et 17 de la CDE Articles 12 à 15 de la CDE

Source : étude transnationale du chevauchement des privations multiples (MODA) . Note technique. De Neubourg et al., novembre 2012.

B. Dresser un état des lieux : est-il logique de donner davantage la priorité à la pauvreté des enfants au niveau national ?

Comme le soulignent les ODD, chaque pays doit explicitement suivre la pauvreté des enfants et œuvrer à y répondre. Cependant, de nombreux pays en sont à des stades différents et les approches les plus efficaces varient selon les contextes. Pour commencer à faire avancer les choses, il peut être utile de comprendre la situation dans un pays et d'évaluer s'il est logique de donner davantage la priorité à la pauvreté des enfants et pourquoi.

Trois étapes pour obtenir une réponse

Pour répondre à cette question, on peut la décomposer en trois questions initiales :

- 1. Quel est le rôle global de l'analyse de la pauvreté dans l'élaboration des politiques et des programmes nationaux ?**
 - ▶ Dans la plupart des cas, l'influence des mesures et de l'analyse de la pauvreté des enfants transparait dans les débats analytiques et l'action plus larges sur la pauvreté. Il est essentiel de comprendre ce cadre plus large, à la fois pour déterminer si la mesure et l'analyse de la pauvreté des enfants rencontreront un écho et pour comprendre les approches qui pourraient être les plus efficaces.
- 2. Où en est-on en matière de pauvreté des enfants ? Est-elle mesurée, analysée et exploitée ?**
 - ▶ Le fait de réfléchir aux progrès accomplis jusqu'à présent à l'échelle nationale concernant la pauvreté des enfants donne une idée de ce qui peut servir de base, le cas échéant, et des lignes suivantes à franchir. Si des travaux sont en cours, que disent-ils de la situation des enfants vivant dans la pauvreté ?
- 3. Est-il logique de donner davantage la priorité à la pauvreté des enfants au niveau national ?**
 - ▶ En répondant aux questions ci-dessus, les parties prenantes peuvent déterminer s'il est logique ou non de donner davantage la priorité à la pauvreté des enfants au niveau national. Si oui, quelques premières idées ou futures orientations pourraient émerger. Si non, il pourrait être utile d'en consigner clairement les raisons à titre de référence à consulter, étant donné que les contextes évoluent.

APPROCHE POUR RÉPONDRE AUX QUESTIONS

Les informations de base nécessaires pour répondre aux questions ci-dessus sont probablement détenues par des experts nationaux en la matière. La meilleure façon de réunir ces informations dépendra à la fois des modalités de travail courantes au sein des pays et des contraintes de temps dans les cas où des occasions particulières de progresser se présentent.



Si possible, un atelier participatif pourrait à la fois fournir les réponses et impliquer les parties prenantes concernées.

Dans certaines circonstances, des entretiens individuels peuvent résulter en une analyse technique solide des questions, mais cette approche pourrait ne pas être la plus efficace pour créer une discussion prenant en compte tous les points de vue et permettant d'atteindre un consensus significatif.

Si possible, un atelier participatif pourrait à la fois fournir les réponses et impliquer les parties prenantes concernées. Dans certaines circonstances, il pourrait être utile d'organiser des entretiens d'information avec quelques parties prenantes clés afin de renforcer les connaissances et la compréhension en amont d'un atelier ou d'une réunion.

Trois exercices proposant une approche pour répondre aux questions figurent ci-dessous. Ils commencent par répondre à des questions plus simples, jusqu'à parvenir à une analyse globale faisant consensus.





EXERCICE 1.1

Quel est le rôle global de l'analyse de la pauvreté dans l'élaboration des politiques et des programmes nationaux ?

Les experts peuvent être les suivants : Ministères des finances ; Bureau du Président/du Premier Ministre ; journalistes

ANALYSE DE LA PAUVRETÉ ET COMPTE RENDU		Conclusions	<p>Conclusion générale - la pauvreté est-elle une priorité nationale qui oriente les politiques et les programmes ?</p>
Le pays mesure-t-il régulièrement la pauvreté ?	..... .....	La pauvreté est-elle régulièrement analysée et suivie ?
Le pays transmet-il des rapports réguliers sur l'OMD relatif à la pauvreté et le fera-t-il pour les ODD relatifs à la pauvreté ?	..... ..... .....	..... ..... .....
L'accent est-il mis sur la pauvreté monétaire ou multidimensionnelle, ou sur les deux ?	..... ..... .....	..... ..... .....
LE RÔLE DE L'ANALYSE DE LA PAUVRETÉ DANS LA DÉFINITION DE L'AGENDA NATIONAL		Quel rôle l'analyse de la pauvreté joue-t-elle dans la définition de l'agenda national ?	
La pauvreté fait-elle partie du plan national de développement (ou équivalent) ?	..... .....	..... .....
Dans les faits, la pauvreté est-elle un point central des discussions du gouvernement et oriente-t-elle les priorités politiques et programmatiques, y compris le discours sur l'état de la nation ?	..... ..... ..... .....	..... ..... ..... .....
LES POLITIQUES ET LES PROGRAMMES RÉDUISANT LA PAUVRETÉ		Quels sont certains des principaux programmes et politiques qui soutiennent la réduction de la pauvreté ?	
Quels sont les programmes et les politiques emblématiques qui soutiennent la réduction de la pauvreté ?	..... ..... .....	..... ..... .....
Existe-t-il un plan de réduction de la pauvreté ou équivalent ?	..... ..... .....	..... ..... .....



EXERCICE 1.2

Où en est-on en matière de pauvreté des enfants ? Est-elle mesurée, analysée et exploitée ?

Les experts peuvent être les suivants : Ministère de l'enfance ou équivalent ; organisations de la société civile ; office national de la statistique ; institutions de recherche

LA PAUVRETÉ DES ENFANTS EST-ELLE MESURÉE ET ANALYSÉE, ET SI OUI, PAR QUI ?		Conclusions	<p>Conclusion générale - la pauvreté des enfants est-elle mesurée, analysée et abordée ?</p>
Existe-t-il des estimations récentes de la pauvreté des enfants au niveau national ? La pauvreté des enfants est-elle régulièrement mesurée ? Les mesures sont-elles monétaires ou multidimensionnelles ?	.....	La pauvreté des enfants est-elle mesurée et analysée, et si oui, par qui ?
Les enfants/jeunes sont-ils impliqués dans le processus de définition ou d'analyse de la pauvreté des enfants au niveau national ?	.....	.....
Existe-t-il des rapports d'information récents sur la pauvreté des enfants ? Quels sont les principaux faits connus concernant la pauvreté des enfants ?	.....	.....
Qui dirige la mesure et l'analyse de la pauvreté des enfants au niveau national ?	.....	.....
LA PAUVRETÉ DES ENFANTS FAIT-ELLE PARTIE DE L'AGENDA NATIONAL ET DES DOCUMENTS CADRES ?		La pauvreté des enfants fait-elle partie de l'agenda national et des documents cadres ?	
La pauvreté des enfants est-elle traitée par les décideurs ? Les médias accordent-ils une attention à la pauvreté des enfants ?	.....	
La pauvreté des enfants fait-elle partie du plan national de développement (ou équivalent) ?	.....	.....
LA PAUVRETÉ DES ENFANTS EST-ELLE ABORDÉE DANS LES POLITIQUES ET LES PROGRAMMES NATIONAUX ?		La pauvreté des enfants est-elle abordée dans les politiques et les programmes nationaux ?	
Quels enfants sont-ils spécifiquement inclus dans les politiques et les programmes généraux de lutte contre la pauvreté ?	.....	
Existe-t-il des politiques et des programmes ciblant spécifiquement la pauvreté des enfants ?	.....	
La pauvreté des enfants est-elle explicitement incluse dans les plans de réduction de la pauvreté, ou existe-t-il un plan d'action propre à la pauvreté des enfants ?	.....	
INCLURE LES ENFANTS ET LES PERSONNES QUI S'EN OCCUPENT		Les enfants et les personnes qui s'en occupent sont-ils efficacement inclus dans l'analyse et la prise de décisions concernant la pauvreté des enfants ?	
Existe-t-il des mécanismes permettant aux enfants et aux personnes qui s'en occupent de participer à l'analyse de la pauvreté des enfants et aux réponses politiques ?	.....	

EXERCICE 1.3

Une fois que l'on a une idée plus claire du rôle que joue la pauvreté dans l'orientation des politiques et des programmes nationaux et de l'état de la mesure de la pauvreté des enfants, on peut en conclure s'il est logique ou non de donner davantage la priorité à la pauvreté des enfants. Si oui, quelques orientations futures pourraient émerger. Si non, il peut être utile d'en consigner les raisons en vue de processus futurs.

Est-il logique de donner davantage la priorité à la pauvreté des enfants, et si oui, quelles pistes pourraient-elles être envisagées ? (Quelques scénarios indicatifs)

Exercice



La pauvreté est-elle une priorité nationale qui oriente les politiques et les programmes ?

La pauvreté des enfants est-elle mesurée, analysée et abordée ?

Est-il logique de donner davantage la priorité à la pauvreté des enfants ?

PROCHAINES ÉTAPES :

SCÉNARIO A

La pauvreté fait l'objet de mesures et de rapports réguliers dans le pays. Elle est incluse dans les plans nationaux, les grands discours, et il existe une stratégie de réduction de la pauvreté décrivant la réponse politique et programmatique.

+

La pauvreté des enfants n'est actuellement pas mesurée, ni la pauvreté monétaire ni la pauvreté multidimensionnelle.

=

Oui : La pauvreté oriente les programmes et les politiques, mais la pauvreté des enfants n'est pas incluse. Il est nécessaire de la mesurer au titre des ODD et afin d'éclairer la politique et les programmes de réduction de la pauvreté des enfants.

Est-il logique de donner davantage la priorité à la pauvreté des enfants ?

***Si oui :** Les exercices peuvent également donner une idée de l'orientation des travaux futurs. Une analyse plus détaillée est ensuite nécessaire concernant la marche à suivre pour réduire la pauvreté au niveau national, et les étapes de ce processus.*

SCÉNARIO B

La pauvreté fait l'objet de mesures et de rapports réguliers dans le pays. Elle est incluse dans les plans nationaux, les grands discours, et il existe une stratégie de réduction de la pauvreté décrivant la réponse politique et programmatique.

+

La pauvreté des enfants est mesurée et fait l'objet de rapports, mais pas de manière régulière. Une analyse notable de la pauvreté des enfants est disponible et montre les principales privations que subissent les enfants, mais elle n'a pas d'influence manifeste sur les politiques globales.

=

Oui : Les mesures et l'analyse de la pauvreté des enfants sont des activités de routine au titre des ODD. D'autres analyses et plaidoyers pourraient être nécessaires pour soutenir les politiques et les programmes réduisant la pauvreté des enfants.

***Si non,** consigner les raisons en vue d'un examen à une date ultérieure, étant donné que les contextes évoluent.*

SCÉNARIO C

La pauvreté monétaire fait l'objet d'un suivi et de rapports réguliers au titre des OMD, mais elle n'oriente pas l'agenda politique et n'est pas évoquée publiquement. Aucun intérêt n'est accordé à la pauvreté multidimensionnelle.

+

Les enfants vivant sous le seuil national de pauvreté monétaire sont signalés et il est montré que les enfants sont plus susceptibles d'être pauvres que les adultes, mais l'analyse s'arrête là.

=

Non : À moins que le plaidoyer en faveur de l'élimination de la pauvreté des enfants puisse contribuer à faire de la pauvreté une priorité nationale. Le suivi régulier de la pauvreté des enfants suffit déjà pour le compte rendu au titre des ODD.

ENCADRÉ 1.3

Raisons de ne pas se concentrer sur la pauvreté des enfants, et comment les surmonter : exemples tirés de conversations avec des praticiens

Lorsque l'on travaille sur la pauvreté des enfants, un certain nombre de raisons sont invoquées pour ne pas lui donner la priorité. Certaines peuvent être abordées, d'autres peuvent signifier qu'il ne sera pas possible d'avancer ou que des approches différentes sont nécessaires, mais elles sont toutes valables. Si vous avez rencontré des questions différentes ou des réponses/approches différentes, dites-le-nous.

La pauvreté est un sujet politique trop sensible à aborder.

Dans ces circonstances, il est très difficile d'avancer. À moins que les questions de pauvreté des enfants puissent ouvrir cet espace, une solution pourrait consister à donner la priorité au bien-être des enfants plutôt qu'à leur pauvreté. Les mesures et les conclusions sont similaires, mais cela pourrait être une façon plus constructive d'ouvrir le débat. Sans oublier bien sûr que le compte rendu sur la pauvreté et la pauvreté des enfants fait désormais partie des ODD. Voir les Étapes 1 et 2.

Il n'y a pas d'intérêt politique pour la pauvreté des enfants en particulier.

S'il y a un intérêt pour la pauvreté des adultes, il devrait normalement y avoir de la place pour les enfants, et des résultats préliminaires peuvent rapidement être réunis. Les Étapes 1 et 3 présentent des moyens d'établir des relations avec des parties prenantes et de mener un plaidoyer concernant la pauvreté des enfants.

Les mesures sont trop complexes et il y a trop de méthodes parallèles.

On peut très simplement réaliser une mesure préliminaire de la pauvreté des enfants s'il existe déjà des méthodologies concernant la pauvreté, et cela peut être un point de départ rapide. Il peut être plus difficile d'élaborer des mesures de la pauvreté multidimensionnelle propres aux enfants, mais elles sont bien éprouvées et des orientations claires sont disponibles. L'Étape 2 traite de ces difficultés.

Les solutions sont les mêmes, donc les décideurs politiques n'en voient pas l'avantage.

En réalité, les solutions peuvent être très différentes, concernant à la fois les approches axées spécifiquement sur les enfants et les ajustements apportés à la réduction de la pauvreté générale. L'Étape 4 présente des approches et des exemples.

Dans les contextes fragiles ou de crise humanitaire, il n'est pas logique d'essayer de mesurer la pauvreté des enfants.

Il peut être très difficile, voire contre-productif, d'entreprendre une mesure et une analyse de la pauvreté des enfants dans les contextes d'intervention humanitaire. Dans les contextes fragiles, le fait de disposer d'informations et d'analyses concernant la pauvreté et la vulnérabilité des enfants peut contribuer à renforcer la résilience grâce à des programmes de soutien tels que la protection sociale, et éclairer l'action des acteurs humanitaires si une telle intervention s'imposait. Dans ces contextes, le partage des expériences et les orientations doivent être plus spécifiques.

La pauvreté est un domaine dominé par d'autres institutions qui ont une expertise en la matière – que pouvons-nous faire de plus ?

De nombreux acteurs luttent contre la pauvreté en général, mais la pauvreté des enfants est souvent oubliée – il est possible que personne d'autre ne tienne compte des points de vue des enfants les plus pauvres. Il est essentiel de reconnaître et d'établir des partenariats avec d'autres acteurs travaillant sur la question de la pauvreté au niveau national et de faire appel à leur expertise, afin de garantir l'impact des travaux sur la pauvreté des enfants. L'expertise spécifique des partenaires nationaux ou internationaux en matière de mesure et d'analyse peut être particulièrement importante pour certaines parties du processus.

Les enfants sont confrontés à de nombreux autres problèmes, le fait de donner la priorité à la pauvreté des enfants ne constitue pas la meilleure utilisation de notre temps et de nos ressources.

La priorité donnée à la pauvreté des enfants vient à l'appui d'autres domaines importants pour les enfants. Elle peut inscrire les problèmes des enfants les plus pauvres à l'ordre du jour des plus hauts niveaux du gouvernement, ainsi que recenser des solutions aussi bien aux problèmes sectoriels particuliers qu'aux problèmes intersectoriels. L'Étape 4 examine tout cela plus en détail.



© UNICEF/UN138981/Rich

C. Élaborer une feuille de route nationale pour éliminer la pauvreté des enfants

S'il apparaît clairement nécessaire de donner davantage la priorité à la pauvreté des enfants, alors l'étape suivante consiste à déterminer ce à quoi pourrait ressembler une feuille de route nationale plausible visant à susciter des changements. Il n'y a pas de réponse facile à cette question, ni même une seule bonne réponse, sans compter que la réalité interfère toujours avec les plans les mieux ficelés – en apportant à la fois de nouvelles possibilités et des obstacles imprévus.

Par conséquent, l'objectif n'est pas de créer un plan détaillé parfait, mais de réfléchir à une feuille de route plausible et aux étapes intermédiaires, ainsi qu'aux activités permettant d'atteindre ces étapes. Cette approche peut contribuer à développer une compréhension nationale commune de l'objectif global et des étapes pour y parvenir, et à déterminer en quoi les circonstances changeantes favorisent ou entravent les progrès.

L'exercice 1.4 propose un ensemble hypothétique d'étapes nationales, une sorte d'approche « moyenne » tirée des expériences de différents pays. Il présente un ensemble possible d'étapes ainsi que les actions et les activités, les acteurs et les hypothèses clés et les indicateurs qui peuvent orienter les progrès.

L'approche « moyenne » devrait être un guide utile, mais chaque pays suivra probablement un chemin différent. Les points de départ varieront, de même que les étapes principales et les activités permettant de les atteindre, en raison des différents contextes nationaux.

Dans de nombreux contextes, cette feuille de route et ces étapes sont élaborées par une petite équipe organisatrice travaillant sur la pauvreté des enfants, et souvent de manière non explicite. Cette approche a fait ses preuves, et on ne change pas une équipe qui gagne ! Cependant, le fait de rendre ces étapes explicites, notamment en collaborant avec les acteurs dotés d'une expertise et de la capacité à prendre des décisions cruciales, peut renforcer la clarté et les bases de l'action.

Élaborer une feuille de route nationale : points de départ et d'arrivée

LE POINT DE DÉPART

Alors que les points d'arrivée peuvent être fixés par les obligations découlant des ODD, les points de départ varieront grandement d'un pays à l'autre. Ce point de départ peut être fondé sur l'expertise nationale, notamment sur l'exercice précédent.

LE POINT D'ARRIVÉE

Les ODD fixent un objectif final précis adopté par les États membres, à savoir l'élimination de l'extrême pauvreté (qui comprend les enfants) et la réduction pour moitié de la pauvreté des enfants telle que définie par chaque pays.



Point de départ : Il variera selon les pays. Un exemple serait « la pauvreté des enfants n'est pas mesurée et les facteurs/causes de cette pauvreté ne sont pas analysés ».

Point d'arrivée : D'ici à 2030, réduire de moitié la pauvreté des enfants telle que définie par chaque pays.

Déterminer les étapes intermédiaires

Une étape est « une action ou un événement marquant un changement important ou un stade d'avancement ».

Une fois les points de départ et d'arrivée définis, il peut être utile de déterminer des étapes intermédiaires précises. Une étape est « une action ou un événement marquant un changement important ou un stade d'avancement ». Il est utile de déterminer et d'arrêter des étapes principales avec les parties prenantes nationales, à la fois pour orienter les actions immédiates et pour vérifier les progrès afin d'estimer si des stratégies différentes sont nécessaires.

POSSIBLE PROCESSUS VISANT À DÉFINIR UNE FEUILLE DE ROUTE NATIONALE VERS LE PROGRÈS

L'un des objectifs fondamentaux consiste à inclure toute l'expertise nationale sur la pauvreté et la pauvreté des enfants, ainsi que les acteurs qui peuvent prendre des décisions cruciales. À ce titre, l'implication des parties prenantes pertinentes peut permettre d'intégrer efficacement les différents points de vue et de parvenir à un consensus quant aux étapes et aux activités. Si cela n'est pas faisable ou efficace, une autre solution consisterait à œuvrer vers un consensus en organisant des entretiens avec des informateurs clés et en créant un rapport contenant des recommandations quant aux étapes suivantes, faisant l'objet d'une appropriation nationale.

Les grandes étapes d'un tel processus peuvent être les suivantes :

1. **Définir les points de départ et d'arrivée :** Toutes les parties prenantes ne seront probablement pas au fait des engagements contenus dans les ODD, de l'importance de la pauvreté des enfants, ou du stade d'avancement du pays en matière de mesure, d'analyse et d'élimination de la pauvreté des enfants. Le fait de fournir ces informations aux parties prenantes à des fins de discussion (si possible par le biais des experts concernés) pourrait fixer un point de départ commun à tous.
2. **Déterminer les étapes intermédiaires (activités et indicateurs) :** Une fois les points de départ et d'arrivée clairement définis, les parties prenantes peuvent œuvrer à déterminer les étapes intermédiaires. Dans le cadre d'un atelier, on pourrait par exemple placer les points de départ et d'arrivée aux deux extrémités d'un spectre et demander aux participants de proposer des étapes intermédiaires et de les placer dans un ordre particulier. Les pages suivantes contiennent quelques exemples.

Étapes : Limiter la séquence à environ cinq étapes maximum (y compris le départ et l'arrivée) peut faciliter la gestion du processus. Placer ces points de départ et d'arrivée sur un spectre, et encourager les parties prenantes à proposer des étapes intermédiaires, peut rapidement réunir un large éventail de points de vue. Il peut être utile de partager la séquence indicative mondiale ou les étapes proposées à l'exercice 1.4.

Indicateurs : En fonction de ce qui fonctionne au niveau national, les étapes choisies peuvent être générales, puis les indicateurs préciseront ce qui est concrètement recherché. Par exemple, l'étape peut être « mesurer la pauvreté des enfants au niveau national », et les indicateurs : le taux de pauvreté des enfants est calculé (monétaire et/ou multidimensionnelle) ; la pauvreté des enfants est incluse dans un rapport national ; une mesure de routine est arrêtée par l'office national de la statistique.

Activités : Des activités peuvent également émerger lors de la réflexion sur les étapes intermédiaires (une activité est en fait un tremplin permettant de passer d'une étape à l'autre). Les outils figurant à la page suivante et le cas de la Chine fournissent quelques exemples. Il est bien sûr logique de consacrer plus de temps aux activités nécessaires pour atteindre les étapes suivantes, plutôt qu'aux étapes encore lointaines.

3. **Révision, apprentissage et souplesse.** Un large ensemble de parties prenantes sont certes nécessaires pour fixer le cap général, mais ce sont les membres de l'équipe organisatrice qui mènent les activités quotidiennes et qui impliquent des parties prenantes clés selon qu'il convient. Souvent, l'un des rôles importants de ces groupes consiste à tirer des enseignements de ce qui fonctionne et de ce qui ne fonctionne pas, et à s'adapter aux circonstances changeantes et à réunir les parties prenantes si nécessaire. Il convient de noter que des groupes très différents pourraient être nécessaires pour avancer vers des étapes différentes.



1 - Élaborer une feuille de route nationale pour éliminer la pauvreté des enfants

2 - Mesurer la pauvreté des enfants

3 - Mettre en lumière la pauvreté des enfants grâce au pladoyer

4 - Réduire la pauvreté des enfants grâce à des changements de politiques et de programmes

5 - Attendre les ODD : éliminer l'extrême pauvreté des enfants et réduire de moitié la pauvreté des enfants telle que définie par chaque pays

Exercice



Exercice 1.4

Déterminer les étapes intermédiaires et les indicateurs

01

ÉTAPES

INDICATEURS

02

ÉTAPES

INDICATEURS

03

ÉTAPES

INDICATEURS

04

ÉTAPES

INDICATEURS

05

ÉTAPES

INDICATEURS

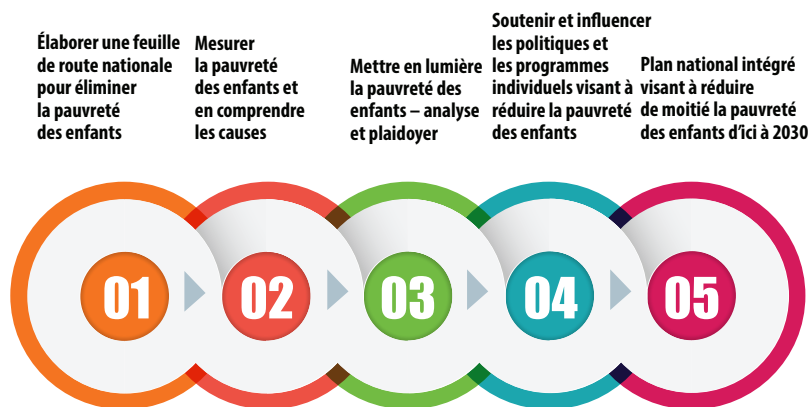
Point de départ : Il variera selon les pays. Par exemple : « la pauvreté des enfants n'est pas mesurée ».

Point d'arrivée : D'ici à 2030, réduire de moitié la pauvreté des enfants telle que définie par chaque pays.

EXEMPLES D'ÉTAPES ET D'INDICATEURS POSSIBLES

Programme de protection sociale conçu ou ajusté en vue de réduire la pauvreté des enfants	L'évaluation d'un programme agricole inclut les effets sur la pauvreté des enfants et des recommandations	Création et mise en œuvre d'un plan d'action national visant à réduire de moitié la pauvreté des enfants
La pauvreté des enfants fait l'objet d'un débat national et de discussions dans les médias	Inclusion de la pauvreté des enfants dans le plan national de développement	Le plan national d'élimination de la pauvreté inclut les politiques et les programmes visant à réduire de moitié la pauvreté des enfants
La pauvreté des enfants est régulièrement mesurée par le gouvernement	Un chapitre sur la pauvreté des enfants est inclus dans le rapport annuel sur les progrès accomplis en matière de réduction de la pauvreté	Le processus budgétaire prend explicitement en compte la pauvreté des enfants

FIGURE 1.1 : Étapes et activités possibles pour réduire de moitié la pauvreté des enfants dans le cadre d'un plan national de réduction de la pauvreté.



ACTIONS ET ACTIVITÉS POSSIBLES				
1	2	3	4	5
<p>Les parties prenantes nationales examinent les domaines auxquels il est logique de donner davantage la priorité.</p> <p>Si elles décident que c'est le cas pour la pauvreté des enfants, elles créent une feuille de route nationale en la matière et des étapes nationales.</p>	<p>Déterminer, avec le gouvernement, des approches nationales appropriées en vue de mesurer la pauvreté des enfants.</p> <p>Travailler avec le gouvernement pour générer et produire des estimations ventilées de la pauvreté des enfants (multidimensionnelle et/ou monétaire).</p> <p>Fournir une formation et une assistance techniques en matière d'analyse de la pauvreté aux gouvernements pertinents et aux autres contreparties concernées.</p> <p>Travailler avec les gouvernements en vue de comprendre les causes et les facteurs déterminants de la pauvreté des enfants.</p>	<p>Élaborer des objectifs de plaidoyer, des indicateurs et des messages clés fondés sur les mesures.</p> <p>Rédiger un rapport national sur la pauvreté des enfants avec le gouvernement.</p> <p>Prendre part à des discussions politiques importantes (documents cadres budgétaires, discours sur l'état de la nation, etc.) avec des acteurs tels que le Ministère des finances, la Banque mondiale et d'autres parties prenantes.</p>	<p>Réaliser une analyse approfondie des causes de la pauvreté des enfants.</p> <p>Cartographier les politiques et les programmes existants visant à réduire la pauvreté des enfants.</p> <p>Analyse technique et plaidoyer ciblés concernant les programmes et les politiques susceptibles de réduire la pauvreté des enfants.</p>	<p>Analyse complète avec le gouvernement et les parties prenantes du mélange de politiques et de programmes susceptible de réduire de moitié la pauvreté des enfants.</p> <p>Élaborer un plan d'action visant à réduire de moitié la pauvreté des enfants et l'inclure dans un plan d'action national relatif à la pauvreté (ou équivalent).</p> <p>Mettre en place et soutenir un suivi, une évaluation et un compte rendu concernant les progrès tels que déterminés par les processus nationaux.</p>
POSSIBLES INDICATEURS DE PROGRÈS				
<p>Tenue de réunions avec les parties prenantes clés aux niveaux appropriés.</p> <p>Feuille de route nationale créée et étapes principales déterminées.</p>	<p>Taux de pauvreté des enfants (monétaire et/ou multidimensionnelle) calculé.</p> <p>Taux de pauvreté des enfants publié dans un rapport du gouvernement approprié ou dans un rapport indépendant ou équivalent.</p> <p>Suivi de routine adopté.</p>	<p>Achèvement et lancement d'un rapport sur la pauvreté des enfants incluant une analyse des principaux goulots d'étranglement et possibilités.</p> <p>La pauvreté des enfants apparaît dans les médias/sur les réseaux sociaux.</p> <p>Les mesures de la pauvreté des enfants sont mises en avant dans les discussions politiques importantes, par exemple dans les documents cadres budgétaires et dans le discours sur l'état de la nation.</p> <p>Des acteurs tels que les Ministères des finances et la Banque mondiale utilisent l'analyse de la pauvreté des enfants dans leurs publications.</p> <p>Les parties prenantes soulignent l'importance de la pauvreté des enfants.</p>	<p>Les données probantes sur la pauvreté des enfants font partie intégrante de la formulation, des objectifs et du processus d'évaluation des principaux programmes (à savoir, programmes de protection sociale, planification budgétaire).</p> <p>Changement dans la mise en œuvre et l'échelle des programmes et politiques, tels que les programmes de protection sociale.</p>	<p>Des actions visant à réduire de moitié la pauvreté des enfants sont intégrées au sein d'un plan national de réduction de la pauvreté ou équivalent (ou un plan d'action propre à la pauvreté des enfants est créé).</p> <p>Des ressources sont allouées pour soutenir la mise en œuvre.</p> <p>Réductions du taux de pauvreté des enfants conformément aux ODD.</p> <p>Évaluation indépendante des progrès assortie de recommandations.</p>



CHINE

Créer une dynamique en vue d'éliminer la pauvreté des enfants, un département à la fois

Le Gouvernement de la Chine a récemment fait part de son ambition de sortir 70 millions de personnes de la pauvreté d'ici à 2020, ce qui est conforme aux ODD visant à éliminer la pauvreté sous toutes ses formes. Récemment encore, les stratégies de réduction de la pauvreté étaient liées à la croissance et au développement économiques ; cependant, en concentrant davantage les efforts sur le renforcement des capacités, l'accent est de plus en plus mis sur des interventions intégrées répondant à de multiples privations et disparités. La voie empruntée par la Chine pour lutter contre la pauvreté des enfants couvre l'intégralité du spectre politique, de l'identification, de la reconnaissance et de la mesure de cette pauvreté à l'utilisation de données probantes pour concevoir, mettre en œuvre, suivre et doter en ressources des plans nationaux appropriés de lutte contre la pauvreté des enfants.

FIGURE 1.2

L'approche de la Chine pour lutter contre la pauvreté des enfants



Lutte contre la pauvreté des enfants en Chine : étapes, indicateurs, actions et acteurs

Étapes de la feuille de route	Indicateurs	Activités permettant d'achever l'étape	Acteurs clés
Point de départ : l'absence d'axe stratégique sur la pauvreté des enfants, distinct de la pauvreté des adultes, et en tant que priorité de développement fondamentale pour la Chine.	s.o.	s.o.	s.o.
Les décideurs politiques et les parties prenantes se sont engagés à éliminer la pauvreté des enfants.	La pauvreté des enfants est prise en compte dans la stratégie décennale nationale de réduction de la pauvreté rurale pour 2011-2020.	Organisation de séminaires sur la pauvreté des enfants, avec la participation de ministères de tutelle, d'acteurs clés et de chefs de file et d'experts mondiaux en matière de pauvreté, afin de promouvoir la compréhension et le partage des connaissances sur la pauvreté multidimensionnelle.	Groupe directeur du Conseil d'État pour l'allègement de la pauvreté et le développement (LGOP) et UNICEF Chine.
Effets au niveau local : des plans d'action relatifs à la pauvreté des enfants seront mis en œuvre au niveau départemental.	Enquête de référence sur la pauvreté des enfants dans la province de Hubei. Enquête MODA dans la province de Hubei. Analyse de la pauvreté des enfants dans la province de Hubei. Plan d'action relatif à la pauvreté des enfants dans la province de Hubei.	Analyser l'enquête pour produire une analyse ainsi qu'un plan d'action relatif à la pauvreté des enfants en collaboration avec les parties prenantes. Organiser un atelier sur la réduction de la pauvreté des enfants et le développement intégré de l'enfant dans la province de Hubei. Lever des fonds par le biais du secteur privé et de la fondation Bestseller pour mettre le plan en œuvre.	Institution universitaire, LGOP provincial, LGOP et UNICEF Chine.
Effets au niveau régional	Examen de la stratégie de réduction de la pauvreté des enfants dans la province de Hubei - l'enquête de référence, l'analyse et le plan relatif à la pauvreté des enfants. Compréhension de la pauvreté des enfants et planification fondée sur les données probantes étendue à d'autres départements.	Étudier la création de « défenseurs » multidisciplinaires composés de décideurs politiques, de chercheurs et de praticiens travaillant sur la pauvreté des enfants en Chine.	LGOP, LGOP provincial, autorités locales et UNICEF Chine.
Effets au niveau national	Lignes directrices en vue de la mise en œuvre des plans relatifs à la pauvreté des enfants au niveau départemental. Rapport sur la pauvreté des enfants en Chine. Évaluation de la pertinence, du caractère approprié et de l'efficacité du soutien de l'UNICEF par les parties prenantes. Part des dépenses publiques nationales maintenues ou accrues en faveur des services sociaux essentiels dans le PIB.	Atelier visant à examiner, contextualiser et affiner les lignes directrices. Concevoir et mettre en œuvre une évaluation des parties prenantes. Diffuser les lignes directrices afin de maximiser l'impact de l'approche sur le plaidoyer. Recenser les possibilités de financement avec le gouvernement et le secteur privé.	Groupe directeur du Conseil d'État pour l'allègement de la pauvreté et le développement. UNICEF Chine. Ministère des finances.
Point d'arrivée : ODD atteint d'ici à 2030 (élimination de l'extrême pauvreté des enfants et réduction pour moitié de la pauvreté des enfants telle que définie par chaque pays).	Un ensemble d'indicateurs prioritaires des ODD extrêmement essentiels aux enfants en Chine sont définis.	Traduire les ODD en priorités pertinentes et stratégiques pour la Chine, par le biais de séminaires, de documents de politique et d'autres efforts de plaidoyer.	LGOP, bureau national de la statistique, comité national de travail sur les enfants et les femmes et UNICEF Chine.

Conclusion

La présente étape avait pour but de fournir des idées et des outils en vue de décider au niveau national s'il est logique de donner davantage la priorité à la pauvreté des enfants, et si oui, de déterminer la meilleure marche à suivre. Les étapes qui suivent se penchent sur des approches et des exemples tirés de tout un éventail de contextes qui ont aidé certains pays à avancer, à mesurer la pauvreté des enfants, à lutter contre elle et à plaider en faveur de cette lutte.

LISTE DE CONTRÔLE DE L'ÉTAPE 1 : INDICATEURS DE RÉUSSITE

- ✓ Relations établies avec des parties prenantes clés.
- ✓ Compréhension claire du rôle que jouent la mesure et l'analyse de la pauvreté dans les processus décisionnels nationaux.
- ✓ Compréhension claire de l'état de la mesure et de l'analyse de la pauvreté des enfants, et consensus quant à la nécessité ou non d'une action renforcée.
- ✓ Le cas échéant, consensus quant aux principales étapes et activités visant à mesurer la pauvreté des enfants et y répondre.



un monde
libéré
de la pauvreté
des enfants

Étape 2 Mesurer la pauvreté des enfants



END CHILD
POVERTY
GLOBAL COALITION

unicef 

Étape 2

Mesurer la pauvreté des enfants



MESSAGES CLÉS

- La mesure de routine de la pauvreté des enfants est une obligation au titre du compte rendu sur les ODD, et constitue un élément fondamental permettant de garantir la réduction de la pauvreté des enfants.
- La mesure de la pauvreté des enfants n'est pas nécessairement un processus technique, long et coûteux.
- Il existe de nombreuses orientations concernant la manière d'aborder cette mesure. L'appropriation nationale et l'implication des enfants peuvent garantir la pertinence et l'utilisation des mesures.

Il est difficile d'imaginer un scénario dans lequel un pays donnerait la priorité à la réduction de la pauvreté des enfants en l'absence de toute mesure régulière de qualité soutenue au niveau national.

Non seulement les mesures de la pauvreté des enfants renforcent les connaissances et la compréhension de l'ampleur et de la portée de la pauvreté des enfants, mais elles sont fondamentales à la compréhension des politiques et des programmes qui contribuent à réduire cette pauvreté. Comme le montrent de nombreux exemples dans ce guide, une mesure solide faisant l'objet d'une appropriation nationale, combinée à un plaidoyer, joue souvent un rôle catalyseur en matière de sensibilisation ainsi que d'influence sur les politiques.

Cette section remet également en cause l'idée selon laquelle la mesure de la pauvreté est un processus technique, long et coûteux exclusivement dirigé par des experts techniques. Dans certains pays, la pauvreté des enfants peut être rapidement mesurée pour la première fois en ventilant les taux de pauvreté existants de la population générale. Concernant les pays qui choisissent de créer une mesure de la pauvreté multidimensionnelle propre aux enfants, le processus d'élaboration des mesures est bien établi et détaillé dans les orientations existantes.

Outre le fait qu'il s'agit d'un point de départ essentiel, il est indispensable de mesurer la pauvreté des enfants pour la comprendre. Cela passe par l'élaboration d'un profil national de la pauvreté des enfants et la compréhension des causes sous-jacentes de la pauvreté des enfants dans un pays. Cet aspect est mentionné à la fin de la présente étape, mais il est examiné plus en détail aux Étapes 3 et 4.

Dans le but d'aider les pays à choisir la mesure la plus appropriée de la pauvreté des enfants et à en faire la meilleure utilisation possible, la présente section examinera brièvement pourquoi il est important de mesurer la pauvreté des enfants, puis étudiera en détail les étapes principales suivantes :

POINTS ESSENTIELS DE L'ÉTAPE 2 :

- A** COMPRENDRE CE QUI EST DISPONIBLE (ET CE QUI NE L'EST PAS) POUR MESURER LA PAUVRETÉ DES ENFANTS.
- B** CHOISIR LES MESURES DE LA PAUVRETÉ DES ENFANTS LES PLUS APPROPRIÉES.
- C** CALCULER DES TAUX DE PAUVRETÉ DES ENFANTS ET GÉNÉRER DES DONNÉES ESSENTIELLES GRÂCE À LA MÉTHODOLOGIE CHOISIE.
- D** EXEMPLES DE PAYS.

Pourquoi mesurer la pauvreté des enfants ? Les ODD... et au-delà

Les ODD ont tout simplement créé une obligation acceptée par tous les États membres de mesurer la pauvreté des enfants et d'y répondre, en incluant explicitement les enfants (ODD 1, cible 1.2, voir l'encadré 2.1).

Pour de nombreux pays, voire tous, cette obligation suffira. Cependant, il importe également de comprendre pourquoi la mesure de la pauvreté des enfants fait partie des ODD, afin de s'assurer qu'elle ne se résume pas à cocher une case, et que les mesures sont utilisées en vue du plaidoyer et de la création et du maintien des politiques et des programmes susceptibles d'atteindre les cibles des ODD (encadré 2.2).

.....

Premièrement, la mesure de la pauvreté des enfants fournit des informations essentielles pour comprendre la nature de la pauvreté des enfants dans le pays et les difficultés à surmonter. Ces mesures indiquent :

- Comment la pauvreté des enfants est liée, et peut être intégrée, à l'état global de la pauvreté dans un pays.
- L'ampleur de la pauvreté des enfants dans le pays et (selon les données disponibles) où elle se situe par rapport à d'autres pays.
- Où se situe la pauvreté des enfants par rapport à celle des adultes et d'autres groupes (elle est presque toujours plus élevée).
- Où la pauvreté des enfants est la plus élevée géographiquement, et si certains groupes particuliers d'enfants sont plus susceptibles d'être pauvres.

- Lorsqu'elle est mesurée au fil du temps, si la pauvreté des enfants augmente ou diminue. Quels sont les facteurs de la pauvreté des enfants.
- Selon la mesure, elle peut mettre en lumière les formes de pauvreté qui touchent le plus les enfants.

Deuxièmement, la mesure de la pauvreté des enfants sert de base pour répondre aux questions politiques et programmatiques plus spécifiques nécessaires à l'élimination de l'extrême pauvreté des enfants et à la réduction pour moitié de la pauvreté des enfants telle que définie par chaque pays.

- Quelle est l'efficacité des efforts existants de réduction de la pauvreté concernant les enfants les plus pauvres ? Par exemple :
 - ▶ Une analyse pour montrer si les dépenses profitent aux enfants pauvres ou à ceux qui vivent dans de meilleures conditions.
 - ▶ Des évaluations qui soulignent les effets des politiques et des programmes relatifs à la pauvreté des enfants.
- Quel serait l'effet d'un nouveau programme (par exemple, un nouveau programme de transferts monétaires ou une réforme des allocations) sur la pauvreté des enfants et comment le concevoir au mieux ? Par exemple :
 - ▶ Comment concevoir un programme de protection sociale de sorte à cibler les plus défavorisés ?
 - ▶ Analyse des coûts et des avantages des nouveaux programmes.
 - ▶ Simulations de l'effet sur la pauvreté des enfants et autres indicateurs des nouveaux programmes et politiques.

ENCADRÉ 2.1

ODD 1 : ÉLIMINER LA PAUVRETÉ SOUS TOUTES SES FORMES DANS LE MONDE ENTIER

1.1 D'ici à 2030, éliminer complètement l'extrême pauvreté dans le monde entier (s'entend actuellement du fait de vivre avec moins de 1,25 dollar par jour)

Indicateur : Proportion de la population vivant au-dessous du seuil de pauvreté fixé au niveau international, ventilée par sexe, groupe d'âge, situation dans l'emploi et lieu de résidence (milieu urbain/milieu rural)

1.2 D'ici à 2030, réduire de moitié au moins la proportion d'hommes, de femmes et d'enfants de tous âges souffrant d'une forme ou l'autre de pauvreté, telle que définie par chaque pays

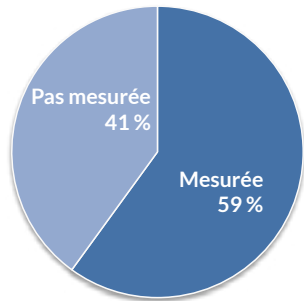
Indicateur 1 : Proportion de la population vivant au-dessous du seuil national de pauvreté, ventilée par sexe et groupes d'âge

Indicateur 2 : Proportion d'hommes, de femmes et d'enfants de tous âges souffrant d'une forme ou l'autre de pauvreté, telle que définie par chaque pays

ENCADRÉ 2.2

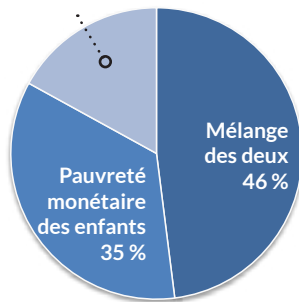
Mesurer la pauvreté des enfants : situation au niveau mondial

En vue de comprendre la situation au niveau mondial concernant la mesure de la pauvreté des enfants, l'UNICEF a mené une enquête interne, en demandant aux membres de son personnel de déterminer l'état d'avancement de chaque pays par rapport aux étapes. L'enquête a recueilli des informations dans 160 pays (y compris 20 comités nationaux basés dans des pays à revenu plus élevé) concernant l'existence de mesures soutenues par le gouvernement, les approches employées et la fréquence*. Voici certains des résultats mondiaux :

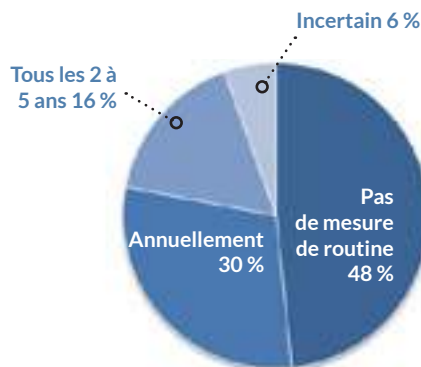


MESURE DE LA PAUVRETÉ DES ENFANTS : 41 % des pays ont indiqué qu'ils ne disposaient pas d'une mesure de la pauvreté des enfants officielle ou soutenue par le gouvernement. De nombreux pays à revenu faible n'ont pas de mesure officielle de la pauvreté des enfants, mais beaucoup de pays développés accusent également un retard en la matière.

Pauvreté multidimensionnelle des enfants 19 %



MÉTHODOLOGIE : Parmi les pays mesurant la pauvreté des enfants, près de la moitié font appel à des mesures aussi bien monétaires que multidimensionnelles. Pour les pays qui utilisent soit les unes soit les autres, les mesures monétaires sont deux fois plus fréquentes que les mesures multidimensionnelles.



MESURE DE ROUTINE : Près de la moitié des pays qui mesurent la pauvreté des enfants ne le font pas de manière régulière. Cependant, parmi les pays qui la mesurent régulièrement – des pays à revenu intermédiaire ou élevé pour la plupart – la majorité le font de manière annuelle.

* Toutes les réponses sont fournies au mieux des connaissances actuelles des agents de terrain de l'UNICEF concernant ces mesures, mais elles ne doivent pas être interprétées de la même manière que des données officielles (par exemple, vérifiées par le gouvernement).



© UNICEF/Uganda

1 – Elaborer une feuille de route nationale pour éliminer la pauvreté des enfants

2 – Mesurer la pauvreté des enfants

3 – Mettre en lumière la pauvreté des enfants grâce au plaidoyer

4 – Réduire la pauvreté des enfants grâce à des changements de politiques et de programmes

5 – Atteindre les ODD : éliminer l'extrême pauvreté des enfants et réduire de moitié la pauvreté des enfants telle que définie par chaque pays

A. Comprendre ce qui est disponible (et ce qui ne l'est pas) pour mesurer la pauvreté des enfants

Quel est l'état d'avancement de la mesure de la pauvreté et de la pauvreté des enfants au niveau national ?

Dans de nombreux pays, un point de départ judicieux consiste à examiner les mesures et les sources de données existantes en matière de pauvreté au niveau national. Cette analyse peut fournir des informations importantes pour déterminer comment sélectionner la meilleure mesure de la pauvreté des enfants (voir l'exercice 2.1).

Par exemple, s'il existe déjà une mesure officielle, régulière et solide de la pauvreté pour la population générale, il pourrait être utile de commencer par ventiler cette mesure pour les enfants tout en œuvrant à élaborer des mesures propres aux enfants.

Vous pourriez également découvrir que la mesure existante de la pauvreté des enfants n'est pas soutenue par le gouvernement, et en comprendre les raisons fournira des informations essentielles pour créer une mesure plus pertinente que le gouvernement s'appropriera. Vous pourriez aussi vouloir comprendre quels sont les acteurs clés de ce domaine afin de déterminer qui devrait être impliqué dans le processus à une date ultérieure.

L'exercice 2.1 fournit quelques exemples de questions qui pourraient vous aider à analyser la situation actuelle.



Exercice 2.1. Quel est l'état d'avancement actuel de la mesure de la pauvreté des enfants ?

Questions principales	Questions subsidiaires	Implications
Existe-t-il une mesure de la pauvreté pour la population générale ?	Si oui, comment est-elle mesurée (monétaire ou multidimensionnelle) ? Cette mesure est-elle officiellement soutenue par le gouvernement ?	S'il existe déjà une mesure solide de la pauvreté pour la population générale dans le pays, il est plus logique d'aligner la mesure de la pauvreté des enfants sur la mesure générale.
	Si non, pourquoi ? Des personnes plaident-elles en faveur de la mesure de la pauvreté ?	Si un manque de données ou de sensibilité politique ou des crises humanitaires empêchent un pays de mesurer la pauvreté, celui-ci doit décider s'il est réaliste de plaider en faveur de la mesure de la pauvreté. Il pourrait être plus efficace d'établir des partenariats avec des partenaires de développement et des organisations de la société civile.
Existe-t-il une mesure de la pauvreté des ENFANTS ?	Le taux de pauvreté de la population générale est-il ventilé pour les enfants ou existe-t-il une méthode de mesure propre aux enfants ? Cette mesure est-elle officiellement soutenue par le gouvernement ?	Si des mesures de la pauvreté des enfants existent et bénéficient d'un soutien politique grandissant, c'est un excellent point de départ. Les étapes suivantes pourraient consister à améliorer la précision de la mesure en vue de refléter la nature multidimensionnelle des privations de l'enfance ou à rendre cette mesure plus régulière (plus de détails à la section suivante).
	Si non, quelles en sont les raisons possibles ?	S'il n'existe pas de mesures de la pauvreté des enfants, ou s'il en existe mais qu'elles ne sont pas soutenues par le gouvernement, des efforts de plaidoyer et d'engagement politique visant à souligner les différences fondamentales entre les taux de pauvreté des adultes et de pauvreté des enfants pourraient être efficaces.
Quels sont les acteurs clés impliqués dans la mesure de la pauvreté ? (voir également l'encadré 2.3)	Quel ministère considère-t-il que la réduction de la pauvreté relève de sa compétence ? Quels partenaires participent-ils activement à la mesure ?	Il est essentiel d'obtenir l'appui des acteurs clés, en particulier si l'on souhaite que la mesure ait un effet sur les réponses politiques. Avant d'entreprendre toute action visant à créer ou améliorer une mesure de la pauvreté des enfants, il serait utile de savoir comment les acteurs impliqués comprennent les réussites et les défis liés à la mesure existante de la pauvreté.

Principaux acteurs de la mesure de la pauvreté

L'identification des principaux acteurs de la mesure de la pauvreté peut aider à établir des partenariats susceptibles d'avoir un impact. Ces acteurs varieront considérablement selon les contextes, mais voici une courte liste des institutions qui jouent un rôle important dans la plupart des pays.

L'office national de la statistique (ONS) est généralement un organisme public responsable de la collecte, de l'analyse, de la publication et de la diffusion de statistiques concernant l'économie, la population et la société. Ces institutions joueront probablement le rôle principal en matière de collecte de données sur la pauvreté et de compte rendu au titre des ODD. Concernant les mesures existantes de la pauvreté, elles devraient être capables de ventiler relativement facilement la pauvreté des enfants à partir de ces mesures. Elles réalisent également souvent les recensements et enquêtes sur les dépenses/le revenu des ménages et dirigent (ou soutiennent) d'autres enquêtes sur les ménages, notamment les MICS, LSMS ou EDS.

Ministères des finances et du plan. Bien que de nombreux acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux utilisent l'analyse de la pauvreté, les ministères des finances et du plan jouent souvent les rôles principaux en matière d'analyse de la pauvreté et d'établissement de rapports connexes. Leur soutien à l'élaboration et à l'utilisation de mesures de la pauvreté des enfants est souvent un pilier essentiel de l'appropriation et de l'utilisation de l'analyse de la pauvreté des enfants.

Organismes indépendants ou autonomes. Dans certains contextes, des organismes indépendants ont été choisis pour piloter la mesure de la pauvreté et garantir la crédibilité des résultats. Par exemple, au Mexique, le Congrès a doté le Conseil national d'évaluation de la politique de développement social (CONEVAL) d'une structure très indépendante afin de minimiser les possibilités de mauvaise utilisation de son pouvoir et de publication de fausses informations par le gouvernement⁷. En Ouganda, le Economic Policy Research Center (Centre de recherche sur la politique économique, EPRC) est un autre exemple d'organisme autonome et indépendant menant des recherches sur les questions socioéconomiques.

La Banque mondiale dirige les travaux sur l'analyse de la pauvreté monétaire, en particulier dans les pays à revenu faible et intermédiaire, et fournit des ressources abondantes sur la mesure mondiale de la pauvreté monétaire ainsi que des rapports au niveau des pays sur l'analyse de la pauvreté. Plus récemment, en réponse au rapport de la Commission sur la pauvreté dans le monde, la Banque mondiale a également souligné son engagement immédiat à montrer les profils mondiaux de la pauvreté pour les enfants (âgés de 0 à 17 ans), et à travailler sur la pauvreté multidimensionnelle en tant qu'approche additionnelle et complémentaire au moyen d'un tableau de bord d'indicateurs, ainsi que d'un indice multidimensionnel faisant appel à la méthodologie d'Alkire-Foster (telle qu'utilisée pour l'IPM).

L'UNICEF dirige l'élaboration et l'application de mesures de la pauvreté des enfants, y compris la méthodologie de Bristol et, plus récemment, l'analyse du chevauchement des privations multiples (MODA). Entre 2011 et 2015, l'UNICEF a mené des activités sur la pauvreté des enfants dans le monde entier : 72 pays ont réalisé une étude ou un rapport sur la pauvreté des enfants, tels que l'étude mondiale ou une MODA ; 83 pays ont entrepris un plaidoyer ou un engagement politique sans produire d'étude ou de rapport sur la pauvreté des enfants ; et 46 pays ont mené d'autres types de recherche ou d'analyse sur des politiques particulières (comme les effets d'une allocation pour enfant sur la pauvreté des enfants), ou des aspects particuliers de la pauvreté des enfants (par exemple, dans les bidonvilles urbains)*.

Le PNUD a élaboré un indice de pauvreté multidimensionnelle (IPM) en collaboration avec l'OPHI. Dans de nombreux pays, les deux organisations publient une note d'information nationale sur la pauvreté basée sur l'IPM. Un aperçu mondial est publié tous les ans dans le Rapport sur le développement humain.

La société civile et les instituts de recherche jouent un rôle important en menant des activités de sensibilisation pour que les enfants et les familles les plus pauvres restent au cœur de l'action. Des entretiens, des histoires ou des études qualitatives impliquant des enfants vivant dans la pauvreté peuvent mettre en lumière la question de la pauvreté des enfants et inciter le gouvernement à établir une mesure de cette pauvreté. Par exemple, dans les pays où il n'existe aucune mesure officielle de la pauvreté des enfants, les estimations produites par des organisations de la société civile ou des institutions de recherche locales peuvent contribuer à sensibiliser le grand public, qui à son tour fera pression pour soutenir la mesure de la pauvreté des enfants.

* Toutes les informations sont fondées sur l'exercice interne de cartographie de l'UNICEF mené sur la période août-octobre 2015.

Quelles sont les données disponibles pour mesurer la pauvreté des enfants ?

Il est également important de connaître les données sous-jacentes disponibles pour mesurer la pauvreté des enfants. Presque toutes les mesures de la pauvreté des enfants sont basées sur des enquêtes et des données existantes, et les pays entreprennent rarement de nouvelles enquêtes pour mesurer la pauvreté au vu de la complexité et des coûts associés.

Les sources de données les plus couramment utilisées pour les analyses politiques sont les suivantes :

- **Les enquêtes en grappes à indicateurs multiples (MICS) :** Une enquête sur les ménages nationale représentative menée avec le soutien de l'UNICEF dans plus de 100 pays à revenu faible et intermédiaire. Les MICS prennent en compte nombre des dimensions de la pauvreté utilisées dans les méthodes courantes telles que la MODA et la méthodologie de Bristol. Les données sur les dépenses sont limitées (de sorte que la pauvreté monétaire des enfants ne peut être déterminée à l'aide de cette enquête), mais il est possible d'établir les quintiles de richesse par actifs. Les MICS sont généralement menées tous les 3 à 5 ans et leur réalisation prend environ un an, ce qui signifie que des mesures régulières de la pauvreté des enfants sont disponibles à ces intervalles. Il existe des modules en option pour la discipline des enfants, la mortalité maternelle, le handicap chez l'enfant et la sécurité et la durabilité du logement. Des informations sur les pays où des MICS sont menées et les données sont disponibles à l'adresse suivante : <http://mics.unicef.org>.
- **Enquête démographique et de santé (EDS) :** À l'instar des MICS, il s'agit d'une enquête sur les ménages nationale représentative menée avec le soutien d'USAID dans plus de 90 pays à revenu faible et intermédiaire. Cette enquête est typiquement menée tous les cinq ans et elle inclut un large éventail d'indicateurs dans les domaines de la population, de la santé, de la nutrition, de l'éducation, des actifs des ménages et de la violence domestique. Elle ne comprend pas de module sur le revenu ou les dépenses (de sorte que la pauvreté monétaire des enfants ne peut être déterminée à l'aide de cette enquête), mais il est possible de procéder à une ventilation par quintile de richesse établi par actifs. Les ensembles de données sont disponibles sur demande à l'adresse suivante : <http://dhsprogram.com>.
- **Enquêtes nationales sur les ménages :** Le nom des enquêtes nationales sur les ménages peut varier, d'enquête socioéconomique à enquête par panel de ménages, mais ce sont toutes des enquêtes périodiques menées par le gouvernement, qui font l'objet d'une appropriation nationale, assurant un suivi régulier de l'état de la pauvreté dans le pays. Bien que l'appropriation nationale et la nature périodique soient des avantages, l'information limitée sur les indicateurs relatifs aux enfants constitue une difficulté courante. Lorsque l'accès est ouvert au public, ces informations peuvent être disponibles auprès de l'office national de la statistique ou à partir de catalogues d'enquêtes mondiaux, tels que celui du Réseau international d'enquêtes sur les ménages à l'adresse suivante : <http://www.ihnsn.org/home/survey-catalogs>.
- **Études de la mesure des niveaux de vie (LSMS) :** Il s'agit d'une enquête mondiale sur les ménages, soutenue par la Banque mondiale, disponible dans 39 pays à compter de 2015. La LSMS inclut une composante détaillée sur le revenu et les dépenses des ménages, qui peut servir de base pour calculer le taux de pauvreté monétaire. Par ailleurs, cette enquête couvre également

des domaines tels que l'éducation, la santé, l'eau et l'assainissement, ce qui en fait une source idéale pour analyser la pauvreté aussi bien monétaire que multidimensionnelle. Les données sont disponibles à l'adresse suivante : <http://microdata.worldbank.org/index.php/catalog/lsm>

- **Base de données de la Luxembourg Income Study (LIS) :** Cette base de données fournit des micro-données sur plus de 40 pays, principalement à revenu intermédiaire ou élevé. La LIS se procure des ensembles de données portant sur le revenu, la richesse, l'emploi et la démographie auprès d'un grand nombre de pays, les harmonise pour permettre des comparaisons entre pays et les met à la disposition du public en fournissant aux utilisateurs enregistrés un accès à distance à l'adresse suivante : <http://www.lisdatacenter.org>.
- **Statistiques de l'UE sur le revenu et les conditions de vie (EU-SILC) :** Une enquête par sondage intersectionnelle et longitudinale, coordonnée par EuroStat, qui couvre les États membres de l'UE. Ses composantes incluent des informations sur l'exclusion sociale et les conditions de logement (recueillies au niveau des ménages) et des observations sur le revenu (au niveau individuel), le travail, l'éducation et la santé pour les personnes âgées de 16 ans et plus. Pour plus de détails, consulter la page suivante : <http://ec.europa.eu/eurostat/web/income-and-livingconditions/overview>.
- **Base de données de l'OCDE sur la distribution des revenus (IDD) :** Cette base de données a été élaborée pour évaluer et suivre les résultats des pays dans le domaine des inégalités de revenus et de la pauvreté. Elle contient un certain nombre d'indicateurs standardisés basés sur le concept central du « revenu disponible équivalent des ménages » (le revenu total perçu par les ménages moins les impôts actuels et les transferts, corrigé de la taille du ménage suivant une échelle d'équivalence). Le revenu des ménages est comparable pour les 35 pays de l'OCDE et les données sur la distribution des revenus et la pauvreté remontent aux années 1980 pour nombre d'entre eux. Pour plus d'informations, consulter la page suivante : <http://www.oecd.org/fr/els/soc/inegalite-et-pauvrete.htm>



© UNICEF/UN018982/Arros

ENCADRÉ 2.4

Point faible des enquêtes sur les ménages : les enfants qui vivent dans la plus grande pauvreté peuvent être omis

Bien que les enquêtes sur les ménages présentées à cette étape soient généralement les sources les plus fiables pour calculer les taux de pauvreté, elles peuvent omettre ou sous-représenter les enfants les plus pauvres et les plus vulnérables, soit parce que les ménages où ces enfants vivent ne sont pas inclus dans la base d'échantillonnage, soit parce que ces enfants ne vivent pas au sein d'un ménage. Il est difficile d'évaluer le nombre d'enfants omis (et combien d'entre eux vivent dans la pauvreté), mais une étude estime que, au niveau mondial, jusqu'à 250 millions de personnes pourraient être omises des bases d'échantillonnage des enquêtes sur les ménages. Compte tenu de l'engagement fort des ODD de « ne laisser personne de côté », la communauté internationale reconnaît de plus en plus l'importance de redoubler d'efforts et d'innovations pour mesurer la pauvreté de tous les enfants.

Les groupes (y compris les enfants) non couverts par les enquêtes sont les suivants :

- Les ménages vivant dans des bidonvilles non enregistrés ou des squats.
- Les citoyens sans papiers qui craignent un enregistrement officiel auprès des autorités locales.
- Les personnes vivant en zone de conflit où les risques de sécurité sont élevés pour les enquêteurs.
- Les populations nomades.

Le deuxième groupe omis comprend les enfants qui ne sont pas recensés parce qu'ils vivent en dehors d'un ménage, notamment :

- Les enfants vivant dans la rue.
- Les ménages dirigés par des enfants.
- Les enfants placés en institution.
- Les enfants placés en établissement correctionnel.
- Les enfants victimes de traite.

Étant donné que chaque groupe d'enfants et de ménages omis varie considérablement, il est difficile d'estimer la proportion de personnes exclues et de comprendre leur état de pauvreté. Les difficultés sont notamment liées aux coûts élevés des enquêtes complexes, à l'échantillonnage et à des facteurs tels que l'obtention d'informations auprès de mineurs qui ne peuvent pas légalement donner leur consentement.

Ce déficit de données est préoccupant, car les enfants non recensés sont très susceptibles de faire partie des plus vulnérables du pays, et si les efforts de lutte contre la pauvreté des enfants ne les mettent pas en lumière, les réponses programmatiques et politiques peuvent passer complètement à côté d'eux. Pour remédier à ce problème, plus de 175 organisations ont publié une lettre ouverte en vue d'améliorer et d'élargir la collecte de données afin de veiller à ce que tous les enfants soient représentés.

Pour commencer, tous les efforts de lutte contre la pauvreté devraient d'abord reconnaître l'existence de ces enfants et les limites des données disponibles afin de comprendre l'ampleur et la portée des défis. Ensuite, bien que ces enfants puissent être omis dans les enquêtes, d'autres sources de données peuvent fournir des informations. Par exemple, les données administratives pourraient couvrir une partie de la population vivant en institution ou en établissement correctionnel. La qualité ou l'accessibilité des données peut être problématique, mais elles fournissent un point de départ pour estimer grossièrement le nombre d'enfants vivant dans de telles conditions. À défaut de donner une idée de la taille de la population non recensée, d'autres études nationales ou rapports mondiaux existants portant sur des groupes spécifiques d'enfants défavorisés peuvent aider à comprendre et à souligner les difficultés particulières qu'ils rencontrent.

Une autre approche possible consiste à mener une enquête complémentaire visant à évaluer la pauvreté dans des contextes particuliers. Par exemple, les populations des bidonvilles sont souvent sous-recensées



© UNICEF/UNI76703/Holmes

en raison de la nature chaotique de leurs conditions de vie, mais une enquête séparée avec une base d'échantillonnage spécifique visant certains bidonvilles peut remédier à ces difficultés (voir l'étude de cas sur l'Égypte à cette Étape). De même, il serait possible de mener une enquête spéciale visant les enfants qui vivent en institution. Des enquêtes qualitatives, telles que des entretiens sur le parcours de vie, peuvent également contribuer à comprendre le quotidien des enfants vivant dans de telles conditions et à le mettre en lumière, ce que les chiffres seuls ne peuvent pas faire.

Dans les cas où les enquêtes sur les ménages ne recensent pas efficacement les groupes de familles, la participation de la population locale à la conception des enquêtes ou des zones couvertes par les enquêtes s'est également avérée efficace lorsque les communautés ont une meilleure connaissance des régions locales que les représentants de l'État. Par exemple, à Madagascar, aucun recensement n'a été mené depuis 1973, et la base d'échantillonnage des enquêtes s'appuie donc sur les données administratives, qui ne reconnaissent pas certaines zones de peuplement informelles. Travaillant avec les communautés locales, ATD Quart Monde a trouvé qu'une majorité des ménages vivant dans une décharge au nord de la capitale n'étaient pas enregistrés auprès des autorités locales. Avec l'aide des chefs de ménages, ATD Quart Monde a entrepris un exercice de cartographie participatif visant à recenser les caractéristiques et les privations des personnes vivant dans cette zone. Par exemple, jusqu'à 70 % des résidents étaient âgés de moins de 20 ans, et la majorité ne disposaient pas d'une carte d'identité officielle ou d'un acte de naissance. La participation des groupes vulnérables au processus a des avantages dépassant la collecte d'informations sur l'habitat dans les contextes informels, et la méthode participative rassemble la communauté en vue d'identifier, d'examiner et de surmonter certaines des difficultés dans la communauté.

Les nouvelles technologies offrent également des approches pour mieux comprendre quelles personnes sont omises par les enquêtes. Des innovations telles que l'imagerie satellite assortie d'une vérification sur le terrain sont de plus en plus utilisées dans les pays développés pour identifier les groupes transitoires. Aux États-Unis, la technologie mobile et GPS permet aux travailleurs sociaux d'enregistrer l'emplacement, le nombre et la condition des personnes sans abri, et les données sont partagées avec d'autres organismes. L'application aux pays en développement est encore limitée, mais ce modèle pourrait être étendu aux contextes en développement, suivant la pénétration grandissante des téléphones mobiles.

Pour chacune de ces approches, des considérations éthiques spéciales s'imposent car la collecte de données peut aussi poser un risque pour certaines populations. Il convient de ne pas mener d'enquêtes sur les enfants en établissement correctionnel, les immigrants sans papiers ou les enfants des rues sans le consentement d'un adulte approprié. Ainsi, du temps et des efforts considérables devraient être investis pour expliquer l'objectif d'une enquête et la nature anonyme des données, et afin de garantir la sécurité des répondants et de s'assurer qu'aucun risque supplémentaire n'est imposé à ces populations déjà vulnérables.

Autres références :

Carr-Hill (2013) *Missing Millions and Measuring Development Progress*, World Development.

Villegas et Samman (2015) *Exclusion in household surveys: causes, impacts and ways forward*. Rapport de l'ODI.

Le défi urbain à Madagascar. Quant la misère chasse la pauvreté, 2012, page 47, téléchargeable à l'adresse : <https://www.atd-quartmonde.fr/produit/le-defi-urbain>.

Pullum et al. (2012) « Systems and strategies for identifying and enumerating children outside of family care ». *Child Abuse and Neglect* 36, pp. 701-710. Ce document examine huit méthodes visant à recenser et énumérer les enfants vivant en dehors d'une famille.

Plus de 175 organisations signataires au 30 mars 2016 : All Children Count but Not All Children are Counted (Tous les enfants comptent mais tous les enfants ne sont pas comptés), lettre ouverte à la Commission de statistique de l'ONU et au Groupe d'experts des Nations Unies et de l'extérieur chargé des indicateurs relatifs aux objectifs de développement durable.



B. Choisir les mesures de la pauvreté des enfants les plus appropriées (pour le présent et l'avenir)

L'obtention d'un soutien national en faveur de la mesure de la pauvreté des enfants peut être compliquée par la multiplicité apparente d'options complexes d'une part, et les difficultés pour mettre les considérations techniques en balance avec les réalités politiques sur le terrain d'autre part. Il n'existe pas de réponse simple à ces problèmes, mais la présente section tente d'éclaircir certains des débats les plus courants et d'encourager une approche séquentielle pratique pour déterminer le point à partir duquel des progrès peuvent être facilement accomplis.

Pauvreté monétaire ou multidimensionnelle des enfants, ou les deux ?

La pauvreté monétaire est une forme de pauvreté importante pour les enfants, mais elle n'est pas la seule. Les mesures multidimensionnelles peuvent se rapprocher davantage des expériences de la pauvreté vécues par les enfants : s'ils vont à l'école, s'ils sont nourris ou s'ils ont accès aux soins de santé. Bien que chaque indicateur individuel (tel que le taux de décrochage scolaire) puisse être bien utilisé et connu dans un secteur particulier, un outil relatif à la pauvreté multidimensionnelle des enfants peut dépasser les domaines individuels et prendre en compte la situation globale des enfants.

Les mesures monétaires, quant à elles, peuvent fournir des informations importantes sur les obstacles financiers auxquels les enfants et leurs familles se heurtent dans la réalisation des droits de l'enfant. Souvent, ce sont les enfants vivant dans la pauvreté monétaire qui sont privés du droit à l'alimentation et à la nutrition, au logement sûr, aux services médicaux ou à la protection contre le travail des enfants (voir le tableau 2.1 pour un examen des points forts et des points faibles de chaque approche).

Plus important encore, en matière de conception et de mesure, la question n'est pas de choisir l'une ou l'autre approche. Les mesures aussi bien monétaires que multidimensionnelles peuvent être calculées et analysées pour dresser un portrait plus complet de la pauvreté telle que vécue par les enfants, et c'est ce que suggèrent les cibles et les indicateurs des ODD (voir l'encadré 2.5).

Il peut être difficile d'atteindre rapidement cet étalon de mesure et d'analyse de la pauvreté aussi bien monétaire que multidimensionnelle des enfants, en particulier pour les pays partant de zéro, et la meilleure façon d'y parvenir variera considérablement. Dans les pays disposant de conceptions solides de la pauvreté multidimensionnelle, il peut être relativement simple d'élaborer des mesures propres aux enfants ainsi que des mesures de la pauvreté monétaire.

Dans d'autres pays où les politiques sont orientées par la pauvreté monétaire, le passage à des approches multidimensionnelles de la pauvreté peut prendre plusieurs années. Bien que ce temps ne soit pas perdu, cette transition peut être associée à l'exercice rapide d'une plus grande influence de la pauvreté des enfants sur les agendas politiques en ventilant les mesures nationales de la pauvreté monétaire pour les enfants.

Les mesures aussi bien monétaires que multidimensionnelles peuvent être calculées et analysées pour dresser un portrait plus complet de la pauvreté telle que vécue par les enfants, et sont reflétées dans les cibles et les indicateurs des ODD.

Tableau 2.1 : Mesures de la pauvreté monétaire et multidimensionnelle : aperçu des avantages et des limites

	Mesures de la pauvreté monétaire des enfants	Mesures de la pauvreté multidimensionnelle des enfants	Mesure et analyse des deux mesures
Ce que cela peut révéler sur la pauvreté	<p>Taux de pauvreté monétaire des enfants.</p> <p>Situation monétaire du ménage dans lequel vit un enfant.</p> <p>Ventilation par région, par groupe d'âge et autre ventilation possible.</p>	<p>Taux de pauvreté multidimensionnelle des enfants.</p> <p>Recense les privations (souvent suivant la CDE) qui reflètent directement l'expérience de la pauvreté vécue par les enfants.</p> <p>L'analyse peut montrer les principales privations favorisant la pauvreté.</p> <p>Ventilation par région, par groupe d'âge et autre ventilation possible.</p>	<p>Outre les points forts individuels, permet l'analyse des relations entre la pauvreté monétaire et d'autres formes de pauvreté des enfants, notamment les éventuels chevauchements et les endroits où des enfants pourraient être omis par l'une ou l'autre mesure.</p>
Avantages	<p>Aspect important de l'expérience de la pauvreté vécue par les enfants.</p> <p>De nombreux éléments probants et orientations tirés de la Banque mondiale, de l'OCDE, de l'UE et d'autres.</p> <p>La pauvreté monétaire est corrélée à de nombreux indicateurs multidimensionnels.</p> <p>Peut s'appliquer dans tous les pays où il existe une enquête sur les dépenses ou le revenu.</p> <p>Permet une comparaison directe de la pauvreté des enfants et de la pauvreté des adultes.</p> <p>Fait le lien avec les mesures de la pauvreté au niveau national en vue d'une intégration facile parmi les priorités nationales dans de nombreux pays.</p>	<p>Reflète plus directement l'intégralité de l'expérience de la pauvreté vécue par les enfants.</p> <p>Étant donné que les mesures font appel à des mesures pertinentes propres aux enfants et aux ménages, cela évite les problèmes de répartition des ressources au sein du ménage inhérents aux mesures monétaires.</p> <p>Des enquêtes sont disponibles dans la plupart des pays (EDS, MICS, LSMS).</p> <p>Pour les pays aguerris en matière de mesure de la pauvreté multidimensionnelle, il est relativement simple d'inclure la pauvreté multidimensionnelle des enfants.</p> <p>Peut s'adapter pour inclure des dimensions, des groupes d'âge ou des indicateurs propres aux pays.</p>	<p>Reflète tous les aspects (mesurables) de la pauvreté des enfants.</p> <p>Dans de nombreux pays, peut permettre un effet immédiat des mesures monétaires actuelles, tout en développant une compréhension des approches multidimensionnelles.</p>
Limites	<p>À elle seule, ne reflète pas l'expérience de la pauvreté vécue par les enfants, mais plutôt la situation monétaire du ménage dans lequel vit l'enfant.</p> <p>Généralement calculée au niveau du ménage seulement, de sorte que les enfants pourraient vivre dans un ménage non pauvre mais subir des privations en raison de la répartition des ressources au sein du ménage (à l'inverse, les enfants de familles à revenu faible pourraient ne pas subir d'autres privations).</p> <p>Certains aspects des privations subies par les enfants pourraient ne pas être reflétés, en particulier lorsqu'ils ne sont pas corrélés à la situation monétaire du ménage.</p> <p>Peut détourner l'attention des mesures de la pauvreté multidimensionnelle des enfants.</p>	<p>Les méthodologies sont moins précises dans les pays à revenu élevé où la pauvreté monétaire prévaut. Dans ces contextes, elle peut détourner de la simplicité et de la redevabilité des approches monétaires.</p> <p>Si la pauvreté multidimensionnelle n'est pas déjà comprise et utilisée par le gouvernement, peut entraîner des débats plus conceptuels que politiques. La définition des dimensions, des indicateurs et des seuils pourrait également prendre du temps.</p> <p>Au début, la mesure peut être plus complexe lorsque le bureau national de la statistique ou organisme équivalent ne la connaît pas bien.</p>	<p>Peut rendre la charge de communication plus complexe du fait de l'expression de deux taux de pauvreté des enfants.</p> <p>Peut rendre l'analyse plus complexe.</p> <p>Dans les pays à revenu élevé, les mesures multidimensionnelles sont moins couramment employées.</p>

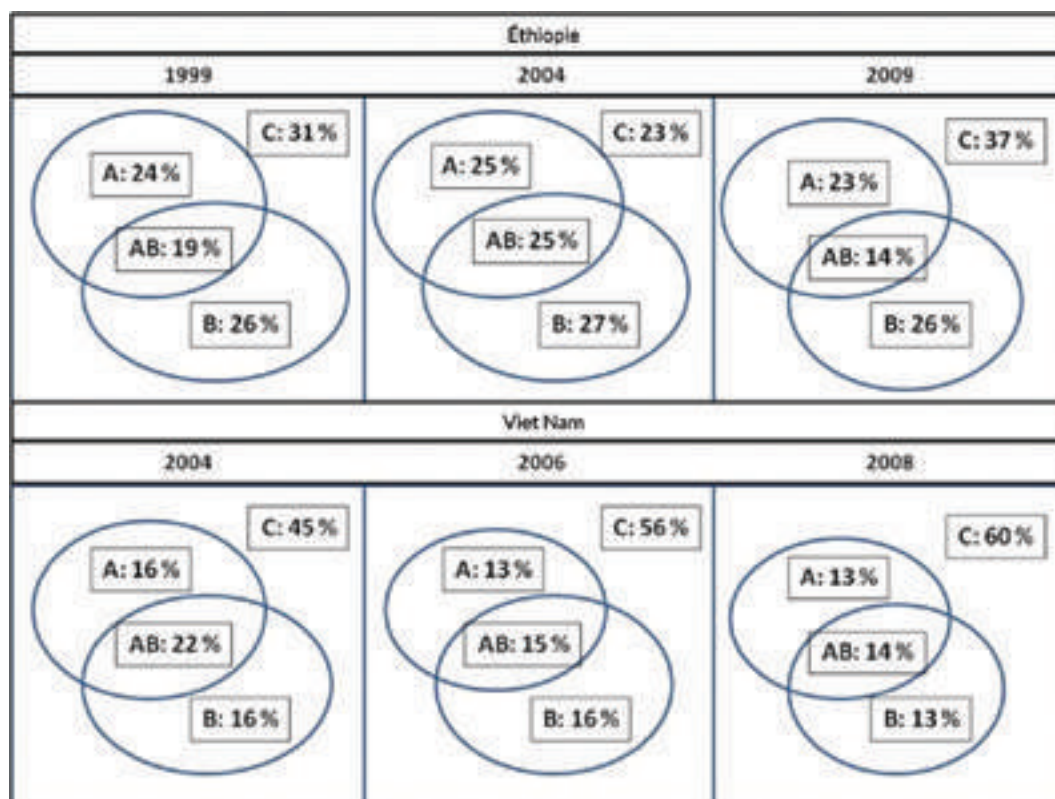
ENCADRÉ 2.5

Utilisation complémentaire des mesures monétaires et multidimensionnelles de la pauvreté des enfants

Une base croissante de données empiriques suggère que les mesures monétaires et multidimensionnelles de la pauvreté des enfants ne peuvent pas se substituer les unes aux autres. Ce constat est valable dans les contextes nationaux à revenu élevé, intermédiaire et faible, les mesures monétaires et multidimensionnelles conduisant à des taux de pauvreté des enfants différents et identifiant différents groupes d'enfants comme étant pauvres. Une étude sur la pauvreté et l'exclusion sociale au Royaume-Uni observe des groupes d'enfants subissant des privations qui vivent avec des adultes non pauvres et inversement. Des recherches en Éthiopie et au Viet Nam indiquent que les mesures monétaires et multidimensionnelles identifient différents groupes d'enfants comme étant pauvres, indépendamment des indicateurs. La figure ci-dessous montre que, bien que des groupes considérables d'enfants soient confrontés aux deux types de pauvreté, les proportions d'enfants en situation de pauvreté soit uniquement monétaire soit uniquement multidimensionnelle sont au moins deux fois plus importantes. Une mesure unique sera incapable de refléter la véritable ampleur du problème et d'identifier tous les enfants vulnérables, excluant inévitablement des enfants qui ont besoin de l'aide des politiques et des programmes. L'utilisation complémentaire des mesures est essentielle pour obtenir un portrait complet de la pauvreté des enfants et s'assurer que les besoins de tous les enfants vulnérables sont identifiés et correctement traités.

Légende du diagramme de Venn :

A = en situation de pauvreté multidimensionnelle ; B = en situation de pauvreté monétaire, mais pas de pauvreté multidimensionnelle ; AB = les deux ; C = ni en situation de pauvreté monétaire, ni en situation de pauvreté multidimensionnelle



Sources :

Main et Bradshaw (2014) *Child poverty and social exclusion: Final report of 2012 PSE study* (Pauvreté des enfants et exclusion sociale : rapport final de l'étude sur la pauvreté et l'exclusion sociale de 2012). Pauvreté et exclusion sociale au Royaume-Uni. Université de York.

Roelen (2015) *Reducing all forms of child poverty: the importance of comprehensive measurement*.

IDS Policy Briefing 98 (Réduire toutes les formes de pauvreté des enfants : l'importance d'une mesure globale. Document d'information de l'IED no 98).

Mesures de la pauvreté monétaire des enfants

En général, on considère que la mesure de la pauvreté monétaire des enfants est beaucoup plus simple que celle de la pauvreté multidimensionnelle des enfants. Cette situation est principalement due au fait que, dans de nombreux pays, la mesure de la pauvreté monétaire est une activité de longue date et est régulièrement calculée par les offices nationaux de la statistique. À ce titre, il est relativement simple de ventiler ces chiffres pour calculer le nombre d'enfants vivant dans des ménages situés sous le seuil de pauvreté, ainsi que de réaliser d'autres ventilations pertinentes.

Outre le défi fondamental que représente le manque de données dans de nombreux pays (voir l'encadré 2.4), deux autres considérations peuvent aussi avoir une importance pratique et politique. La première est la composition des seuils de pauvreté qui déterminent la pauvreté des enfants. Les deux approches de base sont les suivantes :

- **Les seuils de pauvreté nationaux** sont soit des seuils de pauvreté absolue calculés en tant que revenu minimum permettant de satisfaire les apports de base en calories et autres biens non alimentaires, soit des seuils de pauvreté relative, définis en référence à la distribution globale du revenu ou de la consommation d'un pays. Les seuils de pauvreté relative sont particulièrement répandus dans les pays à revenu élevé.
- **Le seuil de pauvreté international** (1,90 dollar par jour et par personne) est fixé en référence aux seuils de pauvreté nationaux des pays les plus pauvres pour mesurer la population vivant dans l'extrême pauvreté. Depuis les premières estimations en 1990 qui ont fixé le seuil de pauvreté à un dollar par jour, la valeur a été mise à jour en 2005 (1,25 dollar) puis en 2015 (valeur actuelle).

Concernant les deux seuils de pauvreté, une question importante pourrait être : sont-ils suffisants pour que les enfants vivant au-dessus de ces seuils soient vraiment libérés de la pauvreté ? Par exemple, dans les pays où le seuil de pauvreté national est basé sur un panier de biens essentiels, celui-ci est-il à jour et inclut-il les biens qui sont nécessaires pendant l'enfance ? De même, le seuil de pauvreté international est-il trop faible, et des seuils plus élevés (comme 3 ou 5 dollars) devraient-ils également être envisagés ?

La deuxième considération porte sur les « échelles d'équivalence ». La question fondamentale consiste à déterminer si les enfants ont des besoins moins élevés que ceux des adultes (les enfants mangent moins mais ont des coûts de santé et d'éducation plus élevés, par exemple), et si les ménages plus grands – proportionnellement plus courants pour les enfants – bénéficient des économies d'échelle. Si c'est le cas, la pauvreté totale – et la pauvreté des enfants en particulier – pourrait être surestimée avec une approche par habitant. Il est important de noter que de récentes recherches de l'UNICEF et de la Banque mondiale montrent que la pauvreté des enfants est plus élevée que la pauvreté des adultes dans l'ensemble des régions, indépendamment du changement des hypothèses sur les échelles d'équivalence.

Dans certains contextes, il peut être important pour les enfants de participer à ces débats, mais les recherches suggèrent également que la « complexité » de la mesure de la pauvreté multidimensionnelle serait due à sa nouveauté relative plutôt qu'à une nature fondamentalement plus complexe que celle de la mesure de la pauvreté monétaire des enfants.

Pour en savoir plus sur la composition des seuils de pauvreté :

- Banque mondiale (2015) Questions-réponses : La révision du seuil international de pauvreté
- Banque mondiale : Choisir et estimer un seuil de pauvreté

Pour en savoir plus sur les échelles d'équivalence :

- Batana et al. (2013) « Global extreme poverty rates for children, adults and the elderly » (Taux mondiaux d'extrême pauvreté des enfants, des adultes et des personnes âgées). *Economic Letters*.



© UNICEF/UNI24534/Pirozzi

Le choix des mesures multidimensionnelles

Étant donné que la cible 1.2 des ODD mentionne spécifiquement la pauvreté « sous toutes ses formes », les pays doivent commencer à mesurer la pauvreté multidimensionnelle des enfants. Cependant, les indicateurs ne précisent pas de méthodologie particulière, laissant les pays libres de procéder selon leurs propres définitions.

Si les approches du calcul de la pauvreté monétaire des enfants sont limitées, les approches de la pauvreté multidimensionnelle des enfants, elles, se sont multipliées de manière considérable au cours des dix dernières années, depuis le rapport 2004 de l'UNICEF sur la situation des enfants dans le monde, et il existe un certain nombre de méthodes testées et éprouvées pour mesurer la pauvreté multidimensionnelle.

Cependant, le choix peut entraîner des difficultés. Les décideurs politiques et les institutions axées sur les enfants doivent choisir parmi toute une gamme variée d'options. En particulier, dans les pays où les concepts de pauvreté multidimensionnelle des enfants sont nouveaux, cette multiplicité des options risque d'entraîner la confusion plutôt que l'inspiration.

Quelles sont alors les différentes possibilités pour mesurer la pauvreté multidimensionnelle des enfants, quelles sont les similitudes et les différences, et que savons-nous (et que ne savons-nous pas) sur ce qui pourrait fonctionner le mieux pour les enfants ?

Les trois principales méthodologies les plus courantes hors des pays à revenu élevé sont les suivantes :

- a) **L'approche de Bristol** (utilisée dans l'étude mondiale de l'UNICEF sur la pauvreté des enfants). Élaborée par l'Université de Bristol, cette approche développe un ensemble de dimensions basé sur la Convention relative aux droits de l'enfant.
- b) **MODA** ou Analyse du chevauchement des privations multiples. Cette analyse a été élaborée en 2012 par l'UNICEF, en s'appuyant sur l'approche de Bristol et l'IPM. La même approche peut s'appliquer à des analyses portant sur un pays particulier (N-MODA) ou à des analyses portant sur plusieurs pays (CC-MODA). Comme son nom l'indique, l'analyse examine comment les différentes dimensions se chevauchent, fournissant des informations importantes pour les interventions intersectorielles.
- c) **L'IPM**, élaboré par le Rapport sur le développement humain de l'OPHI et du PNUD. Il reflète la pauvreté multidimensionnelle dans plus de 100 pays. À l'instar des seuils de pauvreté nationaux, les IPM nationaux peuvent être facilement ventilés pour mettre en lumière les enfants vivant dans des ménages en situation de pauvreté multidimensionnelle. Parmi les indicateurs, certains sont axés sur la situation des enfants, notamment sur la fréquentation scolaire et la nutrition. Des travaux sont actuellement menés pour élaborer un IPM propre à l'enfant qui porte uniquement sur ce groupe de population (et non sur les autres membres du ménage) et qui ajoute une dimension réservée à l'enfant dans les autres indicateurs (voir le cas du Bhoutan dans la présente étape).

Chacune de ces approches présente des complexités, allant des fondements conceptuels à la définition des indicateurs et des « seuils » (qui détermine le degré de privation auquel un enfant ou un ménage est considéré comme démuné). Le tableau 2.2 tente d'illustrer certaines des différences et des similitudes fondamentales.



Tableau 2.2 : Synthèse des différences et des similitudes entre les mesures de la pauvreté multidimensionnelle

	Bristol (UNICEF)	MODA (UNICEF)	IPM (OPHI/PNUD)
Fondement conceptuel	Droits de l'enfant (Comité des droits de l'enfant)	Droits de l'enfant (Comité des droits de l'enfant)	Développement des capacités/humain
Chiffres phares	Dénombrement : % d'enfants vivant dans la pauvreté, modérée ou sévère. Intensité de la pauvreté des enfants. Dénombrement ajusté (dénombrement x intensité de la pauvreté).	Dénombrement : % d'enfants vivant dans la pauvreté. Intensité de la pauvreté des enfants. Dénombrement ajusté (dénombrement x intensité de la pauvreté).	Dénombrement : % d'enfants vivant dans la pauvreté. Intensité de la pauvreté. Dénombrement ajusté (dénombrement x intensité de la pauvreté).
Principale unité d'analyse	Enfant	Enfant	Ménage
Dimensions (indicateur au niveau du ménage et âges pris en compte)	Éducation (6-17) Santé (0-4) Nutrition (0-4) Eau (ménage – tous les âges) Assainissement (ménage – tous les âges) Logement (ménage – tous les âges) Information (ménage – tous les âges)	Éducation (5-17) Santé (0-4) Nutrition (0-4) Eau (ménage – tous les âges) Assainissement (ménage – tous les âges) Logement (ménage – tous les âges) Information (ménage – tous les âges) Protection contre la violence (2-14)	Éducation (taux de fréquentation scolaire des enfants en âge scolaire et nombre d'années d'études des adultes dans les ménages) Santé (mortalité de l'enfant et insuffisance pondérale chez les 0-4 ans et IMC -indice de masse corporelle- faible chez les adultes) Niveau de vie (électricité, eau potable, assainissement, revêtement de sol, combustible de cuisson, possession de biens, ménage)
Définir ce qu'est la privation dans chaque dimension	Défini à l'échelle du pays dans le cadre des analyses nationales. Lorsqu'une méthode d'agrégation des dimensions comporte des indicateurs multiples, les seuils de privation de chaque indicateur varient et peuvent produire des résultats différents.	Défini la privation modérée et la privation grave dans chaque dimension.	Défini la privation standard et la mesure du dénuement (ou les seuils de privation plus extrêmes) dans chaque dimension.
Tranches d'âge	Généralement 0-17 ans Les besoins des enfants des différentes tranches d'âge peuvent être différenciés : petite enfance, âge scolaire, adolescence.	0-4 ans et 5-17 ans Les besoins des enfants des différentes tranches d'âge sont différenciés : petite enfance, âge scolaire, adolescence.	Ménage (les données peuvent être ventilées pour les enfants vivant dans des ménages touchés par la pauvreté multidimensionnelle). Création de modules propres à l'enfant.
Définir la pauvreté	Pauvreté sévère : deux privations graves ou plus. Pauvreté modérée : deux privations ou plus.	De manière générale, si un enfant souffre de privations dans deux dimensions ou plus, il est considéré comme pauvre. L'écart de pauvreté est mesuré en multipliant le dénombrement ajusté par l'intensité de pauvreté. Se concentre sur le type et le nombre de privations vécues simultanément par chaque enfant.	Les dimensions sont affectées de la même pondération, tout comme les indicateurs de chaque dimension. Une personne est considérée comme pauvre si elle souffre de privations dans au moins un tiers des indicateurs pondérés.
Analyse de groupe	Toutes les catégories des EDS/MICS (richesse, emplacement, genre, taille du ménage, niveau d'éducation du chef de ménage, perte des parents).		



Avec la mise en œuvre d'approches différentes dans des régions différentes, peu de travaux ont analysé les écarts de résultats entre ces approches et ce que cela signifie pour les groupes d'enfants qui peuvent être ou non considérés comme pauvres. Ce sont toutefois des points importants qu'il convient d'approfondir.

La comparaison des approches peut mener à un grand nombre de conclusions – et le document relatif à chaque approche les présente de manière détaillée – mais voici quelques conclusions générales sur les similitudes et les différences.

- **Toutes les approches sont issues de processus nationaux :** toutes les méthodologies sont pensées pour s'adapter aux contextes nationaux afin de déterminer les taux de pauvreté du pays, avec les indicateurs, seuils et procédés de composition finaux définis par les parties prenantes nationales. Ainsi, quelle que soit la méthode choisie, la pauvreté multidimensionnelle et les résultats finaux seront définis par les processus nationaux. Il est important de noter que les systèmes MODA et IPM proposent des versions pouvant être utilisées pour effectuer des comparaisons à l'échelle régionale ou mondiale.
- **Similitudes des indicateurs :** Un grand nombre d'indicateurs implicites utilisés sont très similaires (en particulier dans le cas des approches de Bristol et MODA). Cela n'est pas surprenant sachant que les approches s'appuient sur les enquêtes sur les ménages, mais on constate des similitudes dans le fondement des indices et dans les aspects de la pauvreté multidimensionnelle étudiés. Les orientations relatives à l'approche MODA recommandent d'inclure un indicateur sur la violence envers les enfants, mais son application dépend des données disponibles et du contexte.
- **Enfants contre ménages :** sur le plan conceptuel, l'étude mondiale et l'approche MODA se concentrent pleinement sur les enfants, en utilisant le plus possible des indicateurs axés sur les enfants, tandis que l'IPM s'intéresse à la pauvreté à l'échelle du ménage. Néanmoins, on observe quelques nuances : premièrement, l'IPM utilise plusieurs indicateurs axés sur les enfants pour définir les privations au sein du ménage et, en fonction des données disponibles, les approches de Bristol et MODA ont recours à plusieurs indicateurs à l'échelle des ménages (par exemple, l'eau et l'assainissement). Deuxièmement, l'IPM est en mesure de dénombrer les enfants vivant dans ces ménages pauvres. Enfin, des efforts sont actuellement déployés pour élaborer une méthode de calcul de l'IPM directement axée sur les enfants.
- **Différences relatives à la méthode d'agrégation et au lien avec l'approche fondée sur les droits de l'homme :** Les approches de Bristol et MODA sont relativement semblables pour ce qui est de définir les privations au sein d'une même dimension, par exemple, la nutrition, la santé, etc., et de déterminer dans combien de dimensions un enfant connaît des privations, afin de savoir si ce dernier est considéré ou non comme pauvre. Ces deux approches sont étroitement liées à une approche de mesure de la pauvreté fondée sur les droits de l'homme, dans laquelle chaque dimension ou droit est étudié séparément. Dans l'approche de l'IPM, la privation est déterminée pour chaque indicateur, puis pondérée pour être intégrée à une mesure globale de la pauvreté. Ces méthodes sont complexes, mais le principal enseignement à retenir est qu'elles peuvent produire des résultats totalement différents.
- **Degré ou sévérité de la pauvreté :** un dénombrement simple de la pauvreté (pourcentage d'enfants vivant dans la pauvreté) peut ne pas révéler le degré de pauvreté dont les enfants sont victimes, p. ex., en moyenne, à quelle distance les enfants et les ménages se trouvent-ils du seuil de pauvreté. Les trois approches permettent de calculer le degré de pauvreté et d'ajuster la

pauvreté globale en fonction. Le cumul de ces nombres peut être difficile à obtenir, mais ils permettent tous de présenter séparément la pauvreté globale et le degré de pauvreté.

- **S'intéresser aux chevauchements plutôt qu'à un seul indice** : l'une des critiques à l'égard des indices (et pas uniquement les indices multidimensionnels) se fonde que le fait qu'ils mélangent tous les chiffres, ce qui rend l'interprétation difficile. Bien que cette critique soit certainement fondée, cette caractéristique fait également tout leur intérêt dans un monde où des chiffres simples peuvent avoir un impact important. L'approche MODA, en particulier, encourage dans sa mise en œuvre et dans sa méthode les utilisateurs à concentrer leur attention sur les dimensions dans lesquelles les enfants sont victimes de privations, ainsi que sur les chevauchements entre ces dimensions, y compris lorsque des données sur les chevauchements avec la pauvreté monétaire sont disponibles. L'approche de Bristol a elle aussi été utilisée pour étudier les chevauchements entre les privations et la pauvreté monétaire, en particulier en Amérique latine. Comme explicité ci-après, l'utilisation de « tableaux de bord » pour présenter les informations relatives à la pauvreté multidimensionnelle, sans avoir recours à un indice composite, fait l'objet d'un débat grandissant.

INDICES OU TABLEAUX DE BORD ?

Au vu des discussions en cours sur la valeur des indices composites et sur le fait que les ODD laissent la mesure ouverte aux définitions nationales, il est possible que certains pays préfèrent simplement créer un tableau de bord des indicateurs clés sans les agréger dans un indice.

Un tableau de bord permettrait aux décideurs politiques et aux défenseurs des enfants pauvres d'étudier la pauvreté multidimensionnelle sans convenir d'une méthode unique de pondération et d'agrégation dans un indice. Avec les dernières avancées technologiques, les tableaux de bord peuvent également permettre des analyses simples sur une plateforme en ligne, comme l'étude des chevauchements avec la pauvreté monétaire ou l'indice de richesse et l'analyse des différents degrés de privation, de ventilation ou de corrélation entre les indicateurs choisis.

Il existe toutefois des inconvénients. L'un des principaux objectifs des mesures de la pauvreté multidimensionnelle des enfants est d'attirer l'attention des décideurs politiques et de cibler les politiques et les programmes en ce sens pour lutter contre ce fléau. Les tableaux de bord nécessitent un degré d'attention et d'efforts plus élevés qu'un seul indicateur et la décision d'utiliser une telle approche dans le cadre de la pauvreté des enfants doit être soigneusement pesée et pleinement comprise à l'échelle nationale.

Les approches hybrides sont aussi envisageables, utilisant un indice national de pauvreté multidimensionnelle des enfants (tel que Bristol, MODA ou l'IPM) associé à un tableau de bord qui permet aux décideurs politiques d'étudier les dimensions et les indicateurs séparément et d'évaluer les progrès et la manière dont les politiques et les programmes peuvent influencer le changement.

Voici quelques orientations et exemples d'approches donnant matière à réflexion :

- Bien-être économique des ménages : le tableau de bord de l'OCDE : <http://www.oecd.org/fr/sdd/cn/tableau-de-bord-des-menages.htm>
- Banque mondiale : MDG Progress Status : <http://data.worldbank.org/mdgs>
- Alkire et Robles (2016), Measuring Multidimensional Poverty: Dashboards, Union Identification and the Multidimensional Poverty Index. OPHI Research in Progress 46a. Université d'Oxford.

ENCADRÉ 2.6

Pauvreté des enfants ou bien-être des enfants ?

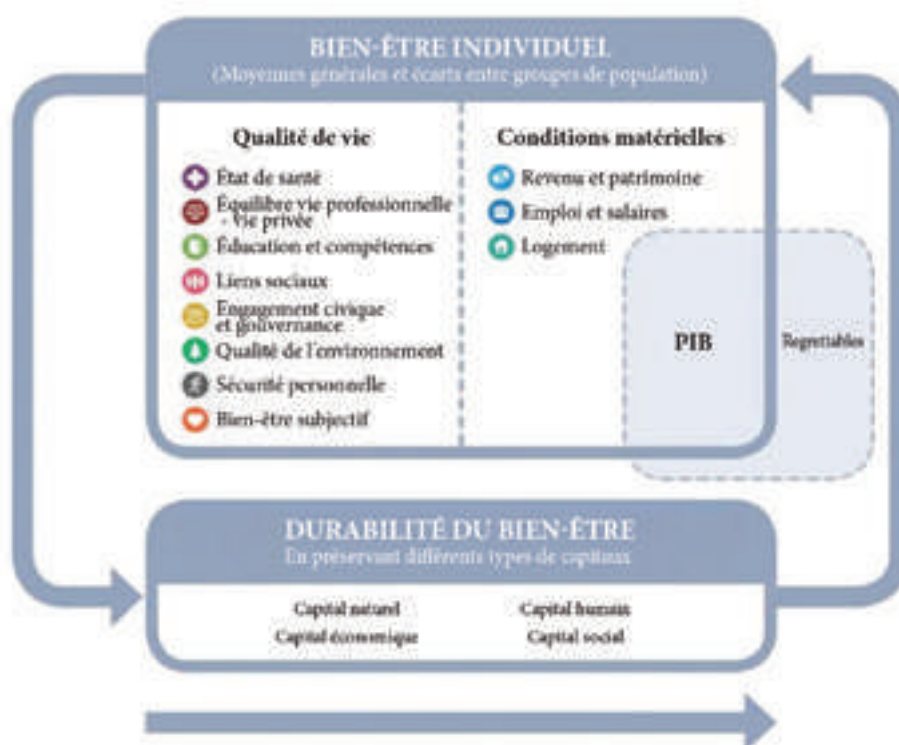
Le bien-être est un concept relativement nouveau qui a été utilisé pour compléter ou remplacer les méthodes traditionnelles de mesure de la pauvreté ou de la privation. Il s'appuie sur le constat que l'utilisation des approches purement monétaires ou matérielles est insuffisante pour mesurer le développement humain si l'on veut tenir compte des nombreux aspects qui contribuent à l'épanouissement des adultes et des enfants.

Tandis que les ODD (et donc le présent guide) se concentrent pleinement sur la pauvreté (monétaire et multidimensionnelle), des raisons politiques et conceptuelles peuvent justifier le fait d'axer les efforts sur le bien-être dans certains contextes. Les instances politiques peuvent se montrer réticentes à l'idée de se concentrer sur la pauvreté, qui peut être difficile à combattre. Et même si cela n'est pas le cas, mettre l'accent sur le bien-être peut s'avérer plus efficace dans certaines situations.

Sur le plan conceptuel, les approches axées sur le bien-être peuvent être privilégiées, car elles vont au-delà des privations matérielles en se concentrant sur des indicateurs non matériels du bien-être (tels que le bonheur, la santé psychosociale, les schémas parentaux et familiaux et les préoccupations écologiques) qui revêtent une réelle importance dans la vie des enfants. Par exemple, le cadre d'évaluation du bien-être et du progrès établi par l'OCDE intègre des éléments comme les « liens sociaux », la « qualité de l'environnement » ou l'« équilibre vie professionnelle - vie privée » qui sont des piliers de la qualité de vie.

Étant donné que la pauvreté ou la privation et le bien-être sont de nature différente et que l'intervention politique potentielle en la matière varie, une même approche doit se doter d'indicateurs distincts pour chacun de ces deux domaines. Par exemple, il existe au Mexique un ensemble d'indicateurs de cohésion sociale qui mesurent l'inégalité économique, la polarisation sociale, les interactions sociales et le ratio relatif aux revenus (revenus des personnes extrêmement pauvres par rapport à ceux des personnes non vulnérables et des personnes pauvres non affectées par la pauvreté multidimensionnelle), présentés indépendamment de l'indice de pauvreté multidimensionnelle.

Source : OCDE (2013) Mesurer le bien-être et le progrès : recherche et études en cours



Quelle mesure de la pauvreté choisir : plutôt technique ou politique ?

Les discussions nationales portant sur la meilleure mesure de la pauvreté à adopter abordent d'importantes considérations techniques, telles que les propriétés statistiques de la méthode choisie, des informations détaillées sur le seuil de pauvreté et la comparabilité régionale et internationale.

Cependant, les considérations politiques relatives à la mesure de la pauvreté sont souvent tout aussi importantes. Si la mesure de la pauvreté des enfants ne reflète pas l'image que les décideurs politiques ou la population ont de la pauvreté, il est peu probable que cette mesure alimente les discussions ou induise une réponse politique (voir l'encadré 2.7).

Ainsi, il est important de mettre à l'avant-plan les considérations qui pourraient attirer l'attention sur les enfants pauvres. Par exemple, dans les contextes où la conception de la pauvreté est entièrement basée sur l'aspect monétaire et où la pauvreté monétaire stimule la création de politiques et de programmes, il peut être judicieux de s'intéresser tout d'abord aux enfants vivant dans la pauvreté monétaire.

À l'inverse, lorsque la conception de la pauvreté et la réponse politique s'appuient sur des approches fondées sur les droits de l'homme, l'utilisation d'une approche comme MODA peut avoir une plus forte résonance. Dans un contexte gouvernemental très favorable à l'IPM, la méthode la plus efficace peut consister à commencer par ventiler les données concernant les enfants et par élaborer un IPM propre à cette tranche d'âge. Il est important de souligner que les ODD appellent désormais à communiquer des données sur la pauvreté monétaire et la pauvreté multidimensionnelle, notamment concernant les enfants, ce qui, espérons-le, atténuera certaines de ces difficultés.

S'appropriation de la mesure de routine de la pauvreté et implication des enfants

Bien qu'il n'existe pas de « bonne façon » d'accroître le degré d'appropriation de la mesure de la pauvreté des enfants, dans presque tous les cas il est important que les entités gouvernementales compétentes dirigent le processus et que les principales parties prenantes s'impliquent dans l'élaboration, le calcul et la diffusion. L'une des activités à mettre en œuvre au cours de cette étape consiste à organiser une consultation nationale ou un atelier qui permettra d'expliquer en quoi il est important de mesurer la pauvreté des enfants, de présenter les approches existantes et de discuter du choix de la bonne approche et des caractéristiques des différentes mesures avec un large éventail de parties prenantes. Idéalement, cette consultation ou cet atelier sera animé par le gouvernement et impliquera l'office national de la statistique (ONS), la société civile, une organisation de recherche ou des donateurs.

Le soutien et l'appropriation du processus par la sphère politique sont étroitement liés à l'importante étape de normalisation de la mesure de la pauvreté des enfants. Comme l'illustre la cartographie mondiale de la pauvreté des enfants de l'UNICEF, de nombreux pays à revenu intermédiaire ou élevé ont mis en place un processus standard de mesure de routine de la pauvreté des enfants. Bien que la fréquence des mesures dépende des données disponibles et puisse être influencée par les changements politiques, dans les contextes où la mesure de la pauvreté des enfants est institutionnalisée, cette dernière est calculée, communiquée et utilisée en parallèle de la mesure de la pauvreté générale.

ENCADRÉ 2.7

Raisons pour lesquelles certaines mesures de la pauvreté des enfants peuvent ne pas susciter l'intérêt souhaité

Toutes les mesures de la pauvreté des enfants ne sont pas largement répandues. Comme l'illustre la cartographie mondiale de la pauvreté des enfants de l'UNICEF, dans environ 20 pays capables de mesurer la pauvreté des enfants, les données relatives à cette forme de pauvreté ne sont pas abordées ou utilisées de manière explicite. Choisir la mesure et le processus adaptés est essentiel pour encourager la mobilisation. Des problèmes peuvent survenir lorsque :

1. **Les indicateurs ne correspondent pas à la définition de la pauvreté et de la privation élaborée par le pays** : chaque société a une interprétation différente du concept de pauvreté et des différences sont même visibles au sein d'une même société. Lorsque les approches choisies ne sont pas alignées avec l'idée que le pays se fait de la pauvreté, les mesures de la pauvreté sont moins susceptibles de susciter l'intérêt souhaité. Découvrez l'expérience de l'OPHI ici.
2. **Les principales parties prenantes ne sont pas impliquées dès le début** ; le niveau d'engagement dans le processus détermine son degré d'utilisation par la suite. La mesure de la pauvreté n'est pas seulement un processus technique, mais aussi un processus politique consistant à impliquer différents acteurs.
3. **Un contexte politique extrêmement sensible empêche d'aborder le sujet de la pauvreté et de la mesurer** ; certains gouvernements ne considèrent pas la pauvreté comme un problème sur leur territoire. Dans de telles situations, d'autres indicateurs, comme le bien-être des enfants, pourraient être utilisés comme instrument de mesure sans politiser la question. Bien entendu, il est important de souligner que les ODD demandent désormais de communiquer des données sur la pauvreté en général et la pauvreté des enfants en particulier.
4. **La mesure de la pauvreté des enfants est traitée indépendamment de la mesure de la pauvreté au sens large** ; créer un indicateur totalement différent pour les enfants dans les pays possédant déjà un indicateur général de la pauvreté pour la population globale pourrait amoindrir son efficacité. À la place, il peut être intéressant de ventiler les données relatives aux enfants dans l'indicateur général ou d'ajouter des indicateurs propres aux enfants dans les approches existantes.
5. **La mesure de la pauvreté des enfants est trop complexe et trop technique** ; pour la mesure de la pauvreté multidimensionnelle notamment, les coefficients de pondération, les indicateurs et les méthodes d'agrégation peuvent paraître compliqués et, de ce fait, ne pas être acceptés. Récemment, certains pays ont utilisé l'infographie (notamment la représentation infographique de l'Indice de pobreza multidimensional de l'Équateur) pour, entre autres, communiquer au grand public quels aspects de la pauvreté sont mesurés et de quelle manière.
6. **L'élaboration de la mesure de la pauvreté des enfants est un processus trop long** ; une autre difficulté dans la création de nouvelles mesures est le temps que cela peut prendre. L'une des solutions est de commencer par ventiler les mesures existantes pour les enfants (pour un effet rapide), tout en élaborant en parallèle une mesure plus sophistiquée spécifiquement pour les enfants.
7. **L'enquête est trop ancienne** ; en fin de compte, sans données issues d'une enquête auprès des ménages, il est difficile d'effectuer une mesure. La meilleure mesure s'appuiera largement sur les enquêtes disponibles. Il peut donc s'avérer utile d'établir un état des lieux rapide avant de décider de la mesure à utiliser.

IMPLIQUER LES ENFANTS DANS LE PROCESSUS

Impliquer les enfants dans le processus de mesure de la pauvreté des enfants s'inscrit non seulement dans leur droit fondamental à participer aux processus relatifs à leur bien-être, mais est aussi un moyen efficace de recueillir leurs expériences et leurs points de vue à propos des différentes dimensions de la privation. Des efforts sont actuellement déployés dans le domaine de la recherche afin d'élaborer des méthodes de mesure de la pauvreté des enfants qui tiennent compte de l'opinion des enfants.

L'une des approches pour comprendre les besoins et les priorités des enfants consiste à leur demander ce qui leur importe le plus. Dans le cadre d'une étude réalisée en Afrique du Sud visant à comprendre les similitudes et les différences des besoins sociaux de base tels que perçus par les adultes et les enfants, il a été demandé aux enfants d'établir une liste des objets qu'ils jugeaient nécessaires pour atteindre un niveau de vie acceptable, puis de les classer du plus utile au plus superflu. La comparaison entre le point de vue des adultes et des enfants (figure 2.1) illustre les différences et souligne l'importance de prendre en compte l'avis des enfants.

Figure 2.1 : Comparaison entre le point de vue des adultes et des enfants

Nécessité	ADULTES										Luxe											
	3 repas articles de toilette	matériel scolaire	médecin	autres paires de chaussures	transport scolaire	nouveaux habits	propre lit	argent de poche	livres de contes/romans	jouets éducatifs		sortie scolaire	cadeaux d'anniversaire	propre chambre	équipement sportif	jouets	bureau et chaise	ordinateur	vêtements à la mode	fête d'anniversaire	téléphone portable	lecteur CD	lecteur MP3
3 repas	articles de toilette	matériel scolaire	médecin	autres paires de chaussures	transport scolaire	nouveaux habits	propre lit	argent de poche	livres de contes/romans	jouets éducatifs	sortie scolaire	cadeaux d'anniversaire	propre chambre	équipement sportif	jouets	bureau et chaise	ordinateur	vêtements à la mode	fête d'anniversaire	téléphone portable	lecteur CD	lecteur MP3
articles de toilette	matériel scolaire	médecin	autres paires de chaussures	transport scolaire	nouveaux habits	propre lit	argent de poche	livres de contes/romans	jouets éducatifs	sortie scolaire	cadeaux d'anniversaire	propre chambre	équipement sportif	jouets	bureau et chaise	ordinateur	vêtements à la mode	fête d'anniversaire	téléphone portable	lecteur CD	lecteur MP3	
matériel scolaire	matériel scolaire	médecin	autres paires de chaussures	transport scolaire	nouveaux habits	propre lit	argent de poche	livres de contes/romans	jouets éducatifs	sortie scolaire	cadeaux d'anniversaire	propre chambre	équipement sportif	jouets	bureau et chaise	ordinateur	vêtements à la mode	fête d'anniversaire	téléphone portable	lecteur CD	lecteur MP3	
médecin	matériel scolaire	médecin	autres paires de chaussures	transport scolaire	nouveaux habits	propre lit	argent de poche	livres de contes/romans	jouets éducatifs	sortie scolaire	cadeaux d'anniversaire	propre chambre	équipement sportif	jouets	bureau et chaise	ordinateur	vêtements à la mode	fête d'anniversaire	téléphone portable	lecteur CD	lecteur MP3	
transport scolaire	matériel scolaire	médecin	autres paires de chaussures	transport scolaire	nouveaux habits	propre lit	argent de poche	livres de contes/romans	jouets éducatifs	sortie scolaire	cadeaux d'anniversaire	propre chambre	équipement sportif	jouets	bureau et chaise	ordinateur	vêtements à la mode	fête d'anniversaire	téléphone portable	lecteur CD	lecteur MP3	
vêtements chauds/secs	matériel scolaire	médecin	autres paires de chaussures	transport scolaire	nouveaux habits	propre lit	argent de poche	livres de contes/romans	jouets éducatifs	sortie scolaire	cadeaux d'anniversaire	propre chambre	équipement sportif	jouets	bureau et chaise	ordinateur	vêtements à la mode	fête d'anniversaire	téléphone portable	lecteur CD	lecteur MP3	

SOURCE : BARNES AND WRIGHT (2015)

Une autre approche consiste à s'appuyer sur les informations fournies par les enfants à propos de leur bien-être subjectif pour ajuster la pondération des différentes dimensions. Par exemple, une étude réalisée par Young Lives au Viet Nam s'est intéressée à la corrélation entre le bien-être subjectif des enfants et leurs résultats/réalisations dans cinq dimensions de l'indice de pauvreté : éducation, santé, logement, eau et assainissement, et travail des enfants. Elle a démontré que les enfants qui étaient les plus satisfaits de leur vie de manière générale affichaient les meilleurs résultats dans les dimensions ayant l'impact le plus direct sur leur vie, telles que le logement, l'eau et l'assainissement, plutôt que l'éducation et la santé. De telles constatations ont été prises en compte lors de l'élaboration d'un indice multidimensionnel et des coefficients de pondération supplémentaires ont été ajoutés aux dimensions étroitement liées au bien-être subjectif de l'enfant.

En théorie, la valeur qu'apporte l'implication des enfants dans le processus est largement reconnue. Toutefois, dans la pratique, plusieurs difficultés empêchent de prendre en compte leur point de vue. Il peut être risqué de s'appuyer uniquement sur le point de vue des enfants pour élaborer un indice de pauvreté multidimensionnel, car ces derniers pourraient mettre de côté certains points essentiels (par exemple, il peut être difficile pour les jeunes enfants de comprendre les bienfaits à long terme d'une nutrition adaptée). De plus, leur point de vue évolue au fur et à mesure de leur développement cognitif et comportemental et varie en fonction de leur stade de développement. Ainsi, les méthodes et questionnaires utilisés doivent être adaptés à chaque tranche d'âge et au contexte culturel et il est important que l'objet et la portée de l'étude soient approuvés par les personnes en charge des enfants et les enfants eux-mêmes.

Les expériences et les points de vue des enfants peuvent aussi être communiqués indépendamment des mesures quantitatives. Dans les contextes où des entretiens collectifs ont été menés avec des enfants et des jeunes (ou dans certains pays avec des parlements d'enfants), leur voix a permis de décrire la réalité de la pauvreté des enfants avec leurs propres mots, améliorant ainsi l'impact des rapports sur la pauvreté des enfants utilisés dans les plaidoyers. (Se reporter à l'Étape 3 pour de plus amples informations sur l'utilisation du point de vue des enfants pour mettre la pauvreté des enfants en lumière.)

Ressources :

Dat et al. (2015) « Weighting Deprivations using Subjective Well-being: An application to the Multidimensional Child Poverty Index in Vietnam, Young Lives », document de travail n° 142.

Barnes et Wright (2015): *Defining child poverty in South Africa using the socially perceived necessities approach*.

Graham et al. (2013). *Recherche éthique impliquant des enfants*, Centre de recherche Innocenti de l'UNICEF



Mesurer la pauvreté dans les pays à revenu plus élevé

Du fait de leur caractère international, les ODD enjoignent non seulement les pays en développement, mais aussi les pays à revenu intermédiaire et élevé à éliminer l'extrême pauvreté et à diviser par deux la pauvreté des enfants dans toutes ses dimensions, en s'appuyant sur les seuils de pauvreté nationaux, d'ici à 2030.

La plupart des procédures décrites dans le présent document s'appliquent à tous les pays, quel que soit leur niveau de revenu. Toutefois, la mesure de cette cible peut varier en différents points dans les pays à revenu intermédiaire ou plus élevé. Ci-après figurent certaines évolutions courantes de la méthode de mesure de la pauvreté au fur et à mesure que le pays progresse sur l'échelle de développement.

MESURES MONÉTAIRES

Tout d'abord, la plupart des pays en développement évaluent la pauvreté en se basant sur la consommation des ménages, tandis que les pays à revenu plus élevé utilisent plus volontiers le revenu des ménages. Un grand nombre d'économies avancées utilisent des mesures basées sur le revenu depuis les années 1960. Dans le même temps, d'aucuns ont fait valoir que la consommation était davantage liée au bien-être, puisqu'elle mesurait le résultat du revenu, tandis que la mesure du revenu évaluait les ressources disponibles (pour de plus amples informations à ce sujet, se reporter aux références ci-dessous). Le choix de la méthode à privilégier fait donc débat parmi les experts, mais plus important encore, il dépend du contexte, et notamment de la disponibilité des données, de la méthode utilisée par le passé et de la crédibilité des informations communiquées. Dans le cas des mesures basées sur le revenu, le revenu net disponible (c'est-à-dire l'entrée périodique et régulière de ressources, après impôts et transferts) est largement utilisé étant donné qu'il permet d'apprécier l'impact des impôts et transferts sur le revenu des ménages, qui peut jouer un rôle important dans le niveau de pauvreté de la population des pays à revenu intermédiaire ou élevé.

Ensuite, de nombreux pays à revenu plus élevé adoptent des seuils de pauvreté relative en remplacement, ou en complément, des seuils de pauvreté absolue. Les seuils de pauvreté absolue s'appuient souvent sur une estimation des coûts de base des besoins alimentaires et des besoins non alimentaires. À l'inverse, les seuils de pauvreté relative sont basés sur le revenu global d'un pays ou sur la répartition de la consommation. Par exemple, l'OCDE définit le seuil de pauvreté comme la moitié du revenu médian des ménages (c'est-à-dire le niveau de revenu auquel exactement la moitié des ménages gagne plus que l'autre moitié), tandis que pour l'Union européenne le seuil de pauvreté correspond à 60 % du revenu médian. Les seuils de pauvreté relative reposent sur l'idée que personne ne devrait vivre avec des « ressources qui sont si significativement inférieures à celles qui sont déterminées par la moyenne individuelle ou familiale qu'il est, de fait, exclu des modes de vie courants, des habitudes et des activités » (tel que formulé par un éminent spécialiste de la question, Peter Townsend). Pourtant, il convient de noter qu'utiliser des mesures relatives comporte un risque. Par exemple, lorsque le seuil de pauvreté relative ne permet pas de répondre aux besoins fondamentaux, il sous-estime le nombre de personnes vivant dans la pauvreté. Pour pallier les lacunes de chaque mesure, le Royaume-Uni utilise par exemple une combinaison des mesures de la pauvreté absolue et de la pauvreté relative pour suivre la pauvreté des enfants.

Enfin, les échelles d'équivalence sont souvent différentes dans les pays à revenu plus élevé. Afin de classer des ménages de différentes tailles et de calculer la consommation par habitant des pays en développement, le niveau de consommation des ménages est souvent divisé par le nombre de membres que compte chaque ménage. L'échelle utilisée diffère dans de nombreux pays de l'OCDE et de l'UE, où des coefficients de pondération différents sont utilisés pour les adultes et les enfants d'un même ménage. Diverses méthodologies sont utilisées : EUROSTAT adopte par exemple une échelle modifiée de l'OCDE qui attribue un coefficient de 1 au chef de ménage, un coefficient de 0,5 à chaque adulte supplémentaire et un coefficient de 0,3 à chaque enfant. Tout adulte supplémentaire a une pondération plus faible, car certains biens et services du ménage peuvent être partagés et ne nécessitent pas de doubler le coût initial comptabilisé pour le premier adulte (p. ex., le logement ou l'électricité). Le coefficient attribué aux enfants et le coût de leur consommation, telle que la nourriture, sont plus faibles. Toutefois, dans les contextes où les besoins des enfants sont aussi élevés que ceux des adultes en raison des frais de santé ou d'éducation, l'utilisation d'une échelle par habitant peut s'avérer plus appropriée.

Autres ressources :

Ressources générales sur les mesures monétaires :

The Poverty Site – « relative poverty », « absolute poverty » et « social exclusion ». Banque mondiale : Defining welfare measures

Revenu ou consommation :

Maxwell (1999) « The Meaning and Measurement of Poverty ». Document d'information politique de l'Overseas Development Institute (ODI).

Seuil de pauvreté absolue ou relative :

Townsend Centre for International Poverty Research – Relative Deprivation Concept.

Échelle par habitant ou autres échelles d'équivalence :

OCDE *What are equivalence scales?*

Bellu et Liberati (2005) *Échelles d'équivalence : Généralités*.

MESURES MULTIDIMENSIONNELLES

Dans les pays à revenu plus élevé, il est fréquent d'associer le revenu à d'autres dimensions de la pauvreté. Cependant, les méthodes de mesure de la pauvreté multidimensionnelle varient considérablement entre les différents pays et les différentes institutions. Cette pratique reflète l'évolution des normes sociales et des perceptions relatives au niveau de vie minimum, ainsi que la disponibilité accrue de données qui couvrent plus d'éléments du bien-être de l'enfant.

L'Irlande a été le premier pays de l'UE à adopter un objectif lié à la pauvreté en 1997, qui repose sur l'association d'un seuil de pauvreté relative et de privations multidimensionnelles. Par la suite, l'UE s'est dotée d'une approche similaire basée sur un seuil de pauvreté monétaire relative et sur des privations multidimensionnelles pour évaluer les progrès réalisés en matière de pauvreté et d'exclusion sociale. Des groupes de travail techniques ont été créés pour déterminer quelles privations matérielles dont sont victimes les enfants devaient être utilisées dans la région. Outre les statistiques officielles du gouvernement sur la pauvreté, des institutions régionales ou mondiales réalisent des mesures multidimensionnelles de la pauvreté des enfants à l'aide de différents indicateurs afin de mettre en exergue plusieurs aspects du bien-être de l'enfant. Les résultats des comparaisons régionales ont été un outil particulièrement efficace dans les activités de plaidoyer, sachant que le classement des pays stimule souvent le débat politique et attire l'attention des médias.

Tableau 2.3 : Approches de mesure de la pauvreté des enfants dans les contextes à revenu plus élevé

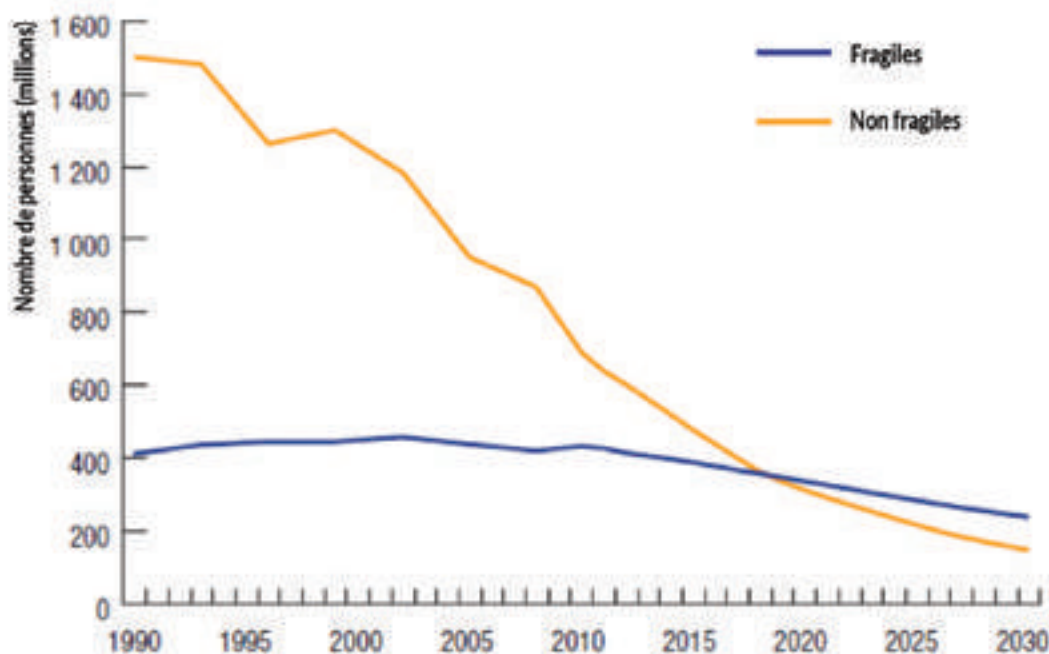
Pays/ Organisation	Mesure	Ressources
UE (EUROSTAT)	<p>L'UE suit les progrès réalisés dans le cadre de la stratégie « Europe 2020 » en s'appuyant sur l'indicateur AROPE (at-risk-of poverty or social exclusion [à risque de pauvreté ou d'exclusion sociale]) qui se compose de trois sous-indicateurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pauvreté monétaire : fixée à 60 % du revenu disponible équivalent médian national. - Privation matérielle : désigne l'incapacité à couvrir les dépenses liées à au moins quatre des neuf dimensions de privation (telles que l'incapacité à payer le loyer ou les factures de services publics, à prendre une semaine de vacances par an hors de son domicile, ou à s'offrir un téléviseur, un téléphone, une machine à laver ou une voiture). - Exclusion du marché du travail : concerne les personnes vivant dans des ménages à très faible niveau d'intensité de travail, c'est-à-dire les personnes âgées de 0 à 59 ans vivant dans un ménage dont les membres adultes ont travaillé à moins de 20 % de leur capacité de travail totale au cours des douze derniers mois. <p>Les données sont recueillies par le biais du cadre EU-SILC ; en 2015, les indicateurs propres aux enfants sont en cours d'élaboration.</p>	<p>Données récentes du cadre EU-SILC</p> <p>Source : Guio. et al. (2012) <i>Measuring Material Deprivation in the EU: Indicators for the Whole Population and Child-Specific Indicators</i></p>
OCDE	<p>Le module de l'OCDE sur le bien-être des enfants est un nouvel ensemble de données dédié aux informations relatives au bien-être de l'enfant et adaptées à chaque âge, y compris aux données sur les politiques, la sphère familiale et communautaire et les résultats. En revanche, ce module ne propose pas d'indice agrégé propre à chaque pays.</p>	
UNICEF Centre de recherche Innocenti	<p>La série de bilans publiée par Innocenti comprend un classement des pays de l'OCDE, qui utilisent des mesures différentes. Le Bilan 10 a établi le classement de 29 pays en fonction de leur taux de privation des enfants, correspondant au pourcentage d'enfants (âgés de 1 à 16 ans) privés de deux variables ou plus sur 14. Les variables comprennent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Trois repas par jour - Connexion Internet - Ressources financières pour participer à des voyages scolaires 	<p>UNICEF (2014) <i>Mesurer la pauvreté des enfants</i></p> <p>Site web d'Innocenti</p>
Irlande	<p>L'Irlande a été le premier pays de l'UE à adopter un objectif lié à la pauvreté en 1997.</p> <p>La mesure officielle de la pauvreté des enfants considère un enfant comme pauvre lorsque ce dernier :</p> <ul style="list-style-type: none"> - vit dans un ménage dont le revenu est inférieur à 60 % du revenu médian ; ou - est privé de deux articles ou plus sur une liste de 11 articles, comprenant des chaussures, un manteau, de nouveaux vêtements et un moyen de chauffage. 	<p>Gouvernement de l'Irlande, Département de la protection sociale</p>
États-Unis	<p>Le Bureau du recensement des États-Unis est chargé de mesurer officiellement la pauvreté depuis les années 1960, lorsque le Président Johnson a déclaré la guerre à la pauvreté. La mesure s'appuie sur le revenu monétaire avant impôts, ainsi que sur un seuil fixé à trois fois le coût des besoins alimentaires minimums en 1963. Ce dernier est réévalué chaque année selon l'indice des prix à la consommation pour tenir compte de l'inflation et ajusté à la taille et à la composition du ménage, ainsi qu'à l'âge du chef de ménage. Le taux de pauvreté est ventilé par tranche d'âge, origine ethnique et d'autres groupes démographiques.</p> <p>Depuis 2010, une deuxième mesure appelée Supplementary Poverty Measure [mesure de pauvreté supplémentaire] est également utilisée et prend en compte les aides versées par le gouvernement et les frais incontournables, tels que les impôts.</p>	<p>Infographies du Bureau du recensement (2014)</p> <p>Centre de données Kids Count de la Fondation Annie E. Casey</p>

Mesurer la pauvreté des enfants dans les contextes fragiles et les situations humanitaires : défis et innovations

Les conflits, l'instabilité politique et les crises humanitaires sont les principaux obstacles aux efforts mondiaux visant à éradiquer l'extrême pauvreté. Selon une estimation approximative, l'ampleur de ce problème est colossale puisque près d'un tiers des personnes touchées par la pauvreté vivent dans des États fragiles et cette proportion devrait dépasser les 50 % d'ici 2030. Les répercussions pour les enfants, à la fois immédiates et sur leur développement à long terme, peuvent être catastrophiques.

Étant donné le manque de sécurité et de gouvernance qui règne dans de tels environnements, réaliser des enquêtes pour recueillir davantage de données nationales utilisables et plus précises sur la pauvreté et la pauvreté des enfants constitue un véritable défi. Il n'est pas étonnant de constater que les pays fragiles et en proie aux conflits représentent une part importante des 29 pays n'ayant collecté aucune donnée relative à la pauvreté monétaire ou des 28 pays ayant recueilli une seule fois des données relatives à la pauvreté entre 2002 et 2011.

Figure 2.2 : Nombre de personnes vivant dans la pauvreté : États fragiles contre pays stables, estimations officielles et scénarios de référence, 1990-2030



Source : Chany et al. (2013)

Bien qu'il n'existe aucune solution simple face à ce manque de mesures, certains pays expérimentent de nouvelles approches et utilisent de nouvelles technologies pour combler les lacunes en matière de données.

- En Somalie, une enquête à haute fréquence qui s'appuie sur un questionnaire envoyé par téléphone portable a permis de réduire considérablement le temps et le coût nécessaires à la réalisation de l'enquête, par rapport aux approches traditionnelles.
- Pendant les crises d'Ebola au Libéria, alors que les entretiens en face à face étaient difficiles à mener, la Banque mondiale, l'Institut de la statistique du Libéria, Geo-Information Services et Gallup ont réalisé cinq séries d'enquêtes par téléphone portable dans le but d'évaluer l'impact socioéconomique des crises.
- Le Programme alimentaire mondial (PAM) a mis à l'essai l'utilisation du crédit de communication (ou recharges) comme indicateur de la sécurité alimentaire et de la pauvreté et a remarqué une forte corrélation entre le crédit de communication et les données sur la consommation alimentaire collectées par le biais d'une enquête traditionnelle à des fins de comparaison.
- UNICEF Jordanie s'est servi du cadre interorganisations d'évaluation de la vulnérabilité pour identifier les familles les plus vulnérables ayant droit aux subventions familiales en espèces destinées aux réfugiés syriens présents sur le territoire. Le cadre d'évaluation de la vulnérabilité établit un profil des bénéficiaires, réalisé à partir des données recueillies dans une simple enquête, pour prévoir le niveau de dépenses des ménages et aider en priorité les réfugiés en ayant le plus besoin.

Ce domaine d'activité est primordial et n'en est qu'à ses débuts. Ci-après figurent quelques références utiles :

Sur la situation de la pauvreté dans les contextes fragiles et les situations humanitaires :

Chandy et al. (2015) *From a Billion to Zero: Three Key Ingredients to End Extreme Poverty*

Sur les pays ne disposant pas de données sur la pauvreté :

Serajuddin et al. (2015) *Data Deprivation: Another Deprivation to End*

Sur les approches innovantes :

Banque mondiale (2015) *Measuring Poverty in 60 minutes to Help Somalia Address Data Deprivation*

Banque mondiale (2015) *The Socio-Economic Impacts of Ebola in Liberia*

Nielsen (2016) *WFP harnesses the power of modern mobile data collection with Nielsen pro bono support*

Sur le cadre d'évaluation de la vulnérabilité :

HCR (2015) *Introducing the Vulnerability Assessment Framework*

C: Calculer les taux de pauvreté des enfants

L'une des inquiétudes pouvant être exprimées quant à la mesure de la pauvreté des enfants repose sur le fait que ce calcul est techniquement complexe et chronophage. Cependant, une fois la mesure privilégiée choisie, il suffit de suivre les méthodes et approches établies. La présente section offre un aperçu de ces approches et indique les ressources d'orientation disponibles.

CAS 1 : VENTILER LE TAUX DE PAUVRETÉ MONÉTAIRE NATIONAL POUR LES ENFANTS

Si le pays possède déjà un taux de pauvreté pour la population globale, le taux de pauvreté monétaire pour les enfants peut être obtenu en ventilant simplement le taux de pauvreté national (voir l'encadré 2.7 à titre d'exemple). Il est important de recevoir le soutien de toutes les parties prenantes impliquées dans le calcul du taux de pauvreté générale afin de s'assurer que les informations relatives à la pauvreté des enfants soient utilisées dès que le taux de pauvreté générale est abordé.

Résultats obtenus :

- Le taux de pauvreté monétaire des enfants, comparé au taux de pauvreté national.
- Le taux de pauvreté des enfants varie en fonction du seuil de pauvreté (taux de pauvreté international fixé à 1,90 dollar des États-Unis par jour ou seuil de pauvreté national)
- Données ventilées par tranche d'âge (0-4 ans, 5-9 ans, 10-14 ans et 15-17 ans), par zone géographique, par zones urbaines/zones rurales ; par genre et origine ethnique ou linguistique ; par handicap ; et par d'autres sous-groupes le cas échéant.

Acteurs fréquemment impliqués :

- Le gouvernement national. Souvent représenté par l'office national de la statistique et le Ministère des finances/de la planification économique.
- La Banque mondiale a acquis une solide expérience et une grande expertise dans la mesure et l'analyse de la pauvreté monétaire des enfants à l'échelle internationale.
- Dans de nombreux pays, des chercheurs ou des instituts indépendants apportent leur aide au gouvernement pour calculer et analyser le taux de pauvreté monétaire.

Processus, considérations et délai :

Le tableau ci-dessous donne un exemple de processus et de délai de calcul du taux de pauvreté monétaire applicable aux enfants. Dans le cadre du calcul du taux de pauvreté des enfants, il est supposé que le pays possède déjà une estimation du taux de pauvreté monétaire national pour la population globale qui n'est pas ventilé par tranches d'âge. Le processus diffère si le pays doit tout d'abord mesurer le taux de pauvreté monétaire de la population globale (vous trouverez de plus amples informations à ce sujet dans les ressources de la Banque mondiale citées ci-dessous).

Processus	Considérations	Calendrier approximatif
1 Rechercher si une mesure a été réalisée récemment, si les données disponibles sont ventilées par âge et quelles sont les parties prenantes impliquées dans le processus.	Autres questions utiles : - Comment le taux de pauvreté a-t-il été communiqué et perçu par les décideurs politiques ou la population ? - Est-il prévu de mettre à jour la mesure ?	Jusqu'à 1 mois
2 Mobiliser le soutien politique des parties prenantes concernées afin de générer un taux de pauvreté des enfants.	Voir l'Étape 1. La raison universelle la plus simple justifiant cette action réside dans le fait que les cibles des ODD appellent à la réduction de la pauvreté pour tous les hommes, toutes les femmes et tous les enfants. Établir un partenariat d'organismes ayant des intérêts similaires pourrait donner plus de poids aux actions de plaidoyer.	Cela dépend du contexte.
3 Analyser les données pour calculer le taux de pauvreté des enfants.	Les points abordés au cours de cette étape sont : les seuils de pauvreté (par exemple, le seuil de pauvreté international et le seuil de pauvreté national), les échelles d'équivalence et les possibilités de ventilation et de communication des données. D'un point de vue pratique, les seules informations manquantes pour ventiler le taux de pauvreté des enfants est le nombre d'enfants que comptent les ménages vivant sous le seuil de pauvreté.	1 mois.
4 Générer des documents d'informations ou des rapports à des fins de communication des données.	L'un des avantages qu'offre le calcul du taux de pauvreté monétaire des enfants est qu'il permet une comparaison avec le taux de pauvreté des adultes. Ainsi, lors de la communication des résultats, il s'avérera plus efficace et percutant d'intégrer le taux de pauvreté des enfants et son analyse dans le rapport ou l'évaluation du taux de pauvreté globale du pays.	1-2 mois.

Guides et documents :

- Banque mondiale, Measuring poverty : <http://www.worldbank.org/en/topic/measuringpoverty>
- Banque de données sur la pauvreté de la Banque mondiale : <https://donnees.banquemondiale.org/theme/pauvrete>
- Documents de formation du PEP sur l'évaluation et l'analyse de la pauvreté (<https://www.pep-net.org/training-material-2>) et lectures recommandées (<https://www.pep-net.org/recommended-readings-2>). L'outil DAD est un logiciel permettant d'analyser la pauvreté et les inégalités, tandis que le DASP est un package STATA qui a pour but d'aider à analyser la répartition des niveaux de vie (<http://www.pep-net.org/dad-dasp>).

ENCADRÉ 2.8

TAUX DE PAUVRETÉ DES ENFANTS PAR RAPPORT AU TAUX DE PAUVRETÉ DES MÉNAGES : EXEMPLE

Id. du ménage	Nb. d'enfants	Niv. de pauvreté
M1	2	Pauvre
M2	0	Non pauvre
M3	1	Non pauvre
M4	3	Pauvre
M5	2	Non pauvre
Total	8 enfants	

Taux de pauvreté des ménages
= $2/5 = 40\%$

Taux de pauvreté des enfants
= $5/8 = 62,5\%$

CAS 2 : MESURER LA PAUVRETÉ MULTIDIMENSIONNELLE DES ENFANTS (BRISTOL, MODA OU IPM)

Au vu des nombreuses similitudes entre les différentes méthodes de calcul de la pauvreté multidimensionnelle des enfants (par exemple Bristol, MODA ou IPM), le présent cas aborde les trois approches en soulignant les principales différences.

Résultats obtenus :

- Le taux de privation multidimensionnelle des enfants.
- Le taux de privation des enfants par dimension (telle que la santé et l'éducation) ou par indicateur (p. ex., taux de scolarisation primaire) et leurs chevauchements (MODA).
- Dans quelle mesure la privation et la pauvreté monétaire ou le bien-être subjectif se recourent-ils ? (uniquement lorsque le même ensemble de données couvre plusieurs domaines)
- Le niveau de privation des populations les plus démunies et le taux de privation multidimensionnelle ajusté.
- Les données ventilées par tranche d'âge (0-4 ans, 5-9 ans, 10-14 ans et 15-17 ans), par zone géographique, par zones urbaines/zones rurales ; par genre et origine ethnique ou linguistique ; par handicap ; et par d'autres sous-groupes le cas échéant.

Acteurs fréquemment impliqués :

- Le gouvernement national, dont l'office national de la statistique et le Ministère des finances.
- Le processus national chargé d'élaborer les indicateurs et de fixer les seuils (dans les faits, le seuil de pauvreté multidimensionnelle) qui doit être suffisamment vaste et qui comprend souvent les ministères concernés. Des experts techniques nationaux ou internationaux peuvent être impliqués.
- L'université de Bristol dirige le développement méthodologique de l'approche de Bristol à l'échelle internationale et reçoit souvent le soutien de l'UNICEF à l'échelle des pays.
- L'UNICEF a élaboré des directives relatives à MODA et a également réalisé une analyse transnationale (CC-MODA).
- L'OPHI et le PNUD ont mené les activités de plaidoyer et les discussions techniques sur l'IPM à l'échelle internationale. Le réseau *Multidimensional Poverty Peer Network* (MPPN) soutient les décideurs dans la mesure de la pauvreté multidimensionnelle.

Processus, considérations et calendrier :

	Processus	Considérations	Calendrier
1	Rechercher les mesures de la pauvreté monétaire et de la pauvreté multidimensionnelle déjà réalisées et toutes données manquantes, ainsi que la manière dont elles sont utilisées dans les discussions politiques.	Pour la prochaine étape, il est utile de comprendre si la mesure de la pauvreté multidimensionnelle des enfants bénéficie d'un soutien général.	Jusqu'à 1 mois
2	Mobiliser le soutien politique pour mesurer la pauvreté multidimensionnelle des enfants.	Si nécessaire, organiser une courte formation ou un atelier avec les responsables gouvernementaux et les partenaires pour les sensibiliser aux méthodes de mesure de la pauvreté multidimensionnelle existantes. Si cette étape se prolonge, il est possible de commencer par ventiler les mesures de la pauvreté générale (p. ex., le taux de pauvreté national ou l'IPM), tout en continuant à renforcer le soutien afin de pouvoir mesurer la pauvreté sur une plus longue période et de manière plus complète.	Cela dépend du contexte.
3	En s'appuyant sur les sources de données identifiées, définir les caractéristiques de la mesure de la pauvreté des enfants, telles que : <ul style="list-style-type: none"> • La définition des tranches d'âge • Les dimensions de la pauvreté des enfants en fonction des tranches d'âge • Les indicateurs de chaque dimension par tranches d'âge • Les seuils pour chaque indicateur • La méthode d'agrégation de chaque indicateur, y compris les coefficients de pondération • Les seuils de pauvreté multidimensionnelle (pauvreté extrême et modérée dans le cas de la méthodologie de Bristol). 	Une consultation nationale peut s'avérer une activité efficace pour améliorer l'appropriation des résultats. Elle peut servir deux objectifs : <ol style="list-style-type: none"> (1) présenter la méthodologie ; et (2) recevoir l'avis des parties prenantes sur la manière dont adapter cette méthode au contexte national. <p>Étant donné que la pauvreté est souvent comprise différemment par chaque partie prenante, il est crucial que le processus de consultation englobe un large éventail d'acteurs.</p>	1 mois.
4	Calculer le taux national de pauvreté des enfants, le taux de privation de chaque tranche d'âge pour chaque dimension, ainsi que les chevauchements entre les dimensions.	On observe une légère différence dans la procédure de dénombrement de chaque méthode et dans la manière dont elle examine les chevauchements. Voir la comparaison présentée dans le tableau 2.2 ci-dessus.	1-2 mois.
5	Analyse supplémentaire, telle que le niveau de privation des enfants démunis ou l'association aux dimensions monétaires ou au bien-être subjectif.	Bien que ces analyses puissent apporter des informations complémentaires sur certains aspects de la pauvreté des enfants, elles peuvent également rendre le rapport trop long ou techniquement trop complexe.	2-3 mois.
6	Établir des rapports nationaux et communiquer les résultats	Dans de nombreux cas, un rapport national ou un document d'information sur la pauvreté des enfants est publié pour communiquer les résultats (voir l'Étape 3). Son impact est d'autant plus fort s'il est associé à des ateliers ou à un dialogue avec les politiques.	2-3 mois.

Guides et documents :

Approche de Bristol :

- UNICEF (2007) *Étude mondiale sur la pauvreté et les disparités chez les enfants 2007-2008* – guide complet et détaillé sur la réalisation d’une étude mondiale, y compris sur l’élaboration de tableaux statistiques et d’un cahier des charges.
- Gordon et Nandy (2012), *Measuring Child Poverty and Deprivation* – guide technique, davantage axé sur l’approche de Bristol, visant à mesurer la pauvreté et la privation des enfants.
- UNICEF et CEPALC (2014) *Guide to Estimating Child Poverty* – explique comment l’approche de Bristol a été adaptée aux pays d’Amérique latine.

MODA :

- La page du site web du Centre de recherche Innocenti de l’UNICEF dédiée à MODA donne des exemples de pays, ainsi qu’une analyse transnationale.
- De Neubourg et al. (2012) *Directives étape par étape de l’analyse du chevauchement des privations multiples (MODA)* – fournit des instructions détaillées sur la manière dont calculer les taux de pauvreté des enfants en s’appuyant sur l’approche MODA.

IPM :

- Site web de l’OPHI : mise à jour récente de la mesure, de la mise en œuvre des politiques et des recherches.
- Alkire et Robles (2015), *Multidimensional Poverty Index – Winter 2015/16: Brief Methodological Note and Results* – donne les dernières mises à jour des estimations dans différents pays, ainsi que quelques notes sur la méthodologie.



© UNICEF/UNI74918/Pirazzi

D. Exemples de pays



CAMBODGE

Plaider en faveur d'un taux de pauvreté monétaire propre aux enfants comme indicateur du plan national de développement

REPÈRES CHRONOLOGIQUES

2013-2016 : passage d'un plaidoyer en faveur d'un suivi axé sur l'équité à l'adoption officielle de la pauvreté des enfants comme indicateur clé de la stratégie nationale de développement et à l'intégration de la mesure de la pauvreté des enfants dans le processus national d'évaluation de la pauvreté.

BESOINS EN MATIÈRE DE DONNÉES ET EXPERTISE

- Enquêtes socioéconomiques réalisées au Cambodge (CSES).
- Enquêtes démographiques et de santé réalisées au Cambodge (CDHS).
- Capacité à analyser les ensembles de données concernant les ménages.
- Prise de position pour influencer la planification du développement national.

PARTIES PRENANTES

- Ministère de la planification, y compris l'Institut national de la statistique
- Ministère de l'économie et des finances
- Conseil économique national suprême
- Ministères sociaux
- UNICEF
- PNUD
- UNFPA
- BM
- BAD

Dans le cadre des discussions portant sur l'élaboration des indicateurs du nouveau Plan national de développement stratégique, l'UNICEF, en tant que membre du groupe de travail intersectoriel, a encouragé et a obtenu la création d'un taux de pauvreté monétaire propre aux enfants et l'intégration du taux de pauvreté des enfants parmi les principaux indicateurs de résultats du Plan national de développement stratégique. L'UNICEF collabore actuellement avec le gouvernement en vue d'ajouter une approche multidimensionnelle à la mesure de la pauvreté des enfants.

L'APPROCHE

1. En 2012, le Ministère de la planification a créé un groupe de travail intersectoriel national sur le suivi et l'évaluation du plan stratégique national dans le but d'appliquer les recommandations formulées lors de l'examen à mi-parcours du Plan national de développement stratégique 2009-2013. La principale fonction du groupe de travail national est de proposer de nouveaux indicateurs pour le nouveau Plan national de développement stratégique 2014-2018. En tant que membre de ce groupe de travail, l'UNICEF a plaidé en faveur de l'inclusion d'indicateurs et de cibles qui rendent compte des inégalités croissantes observées dans plusieurs dimensions ayant trait au bien-être de la population, en particulier des enfants.
2. Dans ce contexte, l'UNICEF a également préconisé la mesure de la pauvreté monétaire, non seulement pour la population globale, mais pour les enfants en particulier, et l'intégration de cibles précises en matière de réduction de la pauvreté des enfants dans le nouveau Plan national de développement stratégique. Du fait de ce travail de plaidoyer, le Plan national de développement stratégique 2014-2018 compte la pauvreté des enfants parmi l'un de ses principaux indicateurs, avec des objectifs annuels concrets en la matière, et intègre d'autres indicateurs ventilés par âge concernant la santé, la nutrition, l'eau et l'assainissement et l'éducation, en se concentrant tout particulièrement sur le quintile inférieur.

3. En 2014, l'UNICEF a apporté un soutien technique au Ministère de la planification – comprenant deux départements clés : la Direction générale de la planification et l'Institut national de la statistique – afin de calculer le taux de pauvreté monétaire des enfants en s'appuyant sur l'enquête auprès des ménages de 2012. L'analyse réalisée a révélé un taux de pauvreté des enfants de 29 %, soit un taux nettement supérieur au taux de pauvreté national de 18,9 %.
4. En 2015, l'UNICEF et le Ministère de la planification ont réfléchi ensemble aux besoins qui, une fois satisfaits, permettraient de renforcer davantage la capacité nationale à mesurer chaque année la pauvreté des enfants et à communiquer les résultats, en utilisant notamment une approche multidimensionnelle. Par ailleurs, il a été convenu d'intégrer l'analyse de la pauvreté des enfants dans le processus national d'évaluation de la pauvreté afin de mieux tenir compte des recommandations et des actions de suivi des différentes institutions gouvernementales. À cet égard, les futures activités de développement des capacités cibleront l'ensemble des parties prenantes qui composent le groupe de travail d'évaluation de la pauvreté nationale, dont le Ministère de la planification, le Ministère de l'économie et des finances, le Conseil économique national suprême et les principaux ministères sociaux, tels que le Ministère de l'éducation, le Ministère de la santé et le Ministère des affaires sociales.



© UNICEF/UN014961/Estey



THAÏLANDE

Réaliser l'étude mondiale avec une appropriation nationale forte

L'appropriation nationale a été l'un des grands principes directeurs de l'Étude mondiale de l'UNICEF sur la pauvreté et les disparités chez les enfants et un outil essentiel pour influencer les processus nationaux d'élaboration des politiques. La Thaïlande a choisi une approche basée sur l'appropriation de l'Étude par les parties prenantes nationales, y compris la direction du processus par le Conseil national du développement économique et social (NESDB), qui est la principale agence de planification du cabinet du Premier ministre.

REPÈRES CHRONOLOGIQUES :

- 2007 : lancement de l'Étude mondiale de l'UNICEF sur la pauvreté et les disparités chez les enfants
- 2010 : lancement du rapport thaïlandais sur la pauvreté des enfants
- 2013 : évaluation nationale de la protection sociale
- 2015 : création de l'allocation de soutien à l'enfant

BESOINS EN MATIÈRE DE DONNÉES ET EXPERTISE

- Capacité à calculer le taux de pauvreté multidimensionnelle des enfants à partir des données des MICS et des SES
- Comprendre les politiques locales
- Capacité et expérience de collaboration avec de multiples parties prenantes

PARTIES PRENANTES

- Conseil national du développement économique et social (NESDB)
- Ministère du développement social et de la sécurité humaine
- Institut national de la statistique
- Autres organismes publics
- Milieu universitaire
- ONG

L'APPROCHE

1. La Thaïlande a rédigé son rapport sur la pauvreté des enfants en se concentrant sur trois points : l'examen des politiques de développement, la mesure de la pauvreté des enfants et des inégalités (à l'aide de l'approche de Bristol) et l'élaboration d'orientations de politique.
2. Dès le départ, les hauts fonctionnaires du NESDB ont encouragé les membres du personnel à participer activement à l'étude afin de renforcer leurs capacités de recherche et d'accroître leurs connaissances sur l'impact de la pauvreté sur les enfants.
3. Les taux de pauvreté des enfants ont été calculés en collaboration avec les principaux groupes de réflexion économique du pays (Thailand Development and Research Institute), le milieu universitaire et d'autres experts. Les calculs ont montré que bien que le gouvernement ait réussi à fournir des services quasi universels, près d'un enfant sur dix souffre toujours de malnutrition et n'est pas scolarisé.
4. Des réflexions de groupe ont été organisées avec de multiples parties prenantes de haut niveau afin de contribuer à l'élaboration des orientations.
5. Sachant que le niveau de privations était particulièrement élevé dans la région nord-est et parmi les enfants vulnérables, tels que les enfants handicapés et les enfants des populations minoritaires, l'étude a recommandé l'élargissement de la prestation de services, en se concentrant avant tout sur les enfants les plus marginalisés. Le rapport complet a été publié en thaï avec un résumé analytique en anglais.
6. Suite à la parution du rapport, les efforts de plaidoyer se sont axés avant tout sur le renforcement du système de protection sociale national et notamment sur la création d'une allocation de soutien à l'enfant pour tous les enfants de moins de 6 ans. Toujours selon le principe « d'appropriation nationale », un partenariat stratégique a été lancé entre la Commission de la réforme législative, le milieu universitaire, la société civile et d'autres parties prenantes majeures, qui a débouché sur le lancement d'une allocation de soutien à l'enfant en 2015.

Pour plus d'informations :

Le rapport thaïlandais sur la pauvreté des enfants, disponible à l'adresse : <https://sites.google.com/site/thailandchildpovertystudy/>

La note d'information est disponible à l'adresse : <http://www.devinfohive.info/child-disparities/ChildDisparitiesWebService/stock/ReferenceDocuments/ASITHA.pdf>

Source :

Fajth et al. (2012) *A multidimensional response to tackling child poverty and disparities: reflections from the Global Study on Child Poverty and Disparities in Global Child Poverty and Well-being*, révisé par Alberto Minujin et Shailen Nandy, p. 531.



MALI

Appliquer l'approche MODA avec les principales parties prenantes nationales

Les premières estimations nationales des taux de privation des enfants réalisées par le Mali se sont appuyées sur l'approche MODA et sur un processus national impliquant un large éventail d'acteurs clés. L'étude est axée sur l'analyse des chevauchements et examine attentivement le lien entre les privations multidimensionnelles et la pauvreté monétaire.

BESOINS EN MATIÈRE DE DONNÉES ET EXPERTISE

- MICS (comprenant des indicateurs de pauvreté monétaire et des indicateurs de privations multidimensionnelles)
- Capacité à organiser et analyser les ensembles de données concernant les ménages
- Capacité à impliquer le gouvernement et les OSC dans le processus

PARTIES PRENANTES

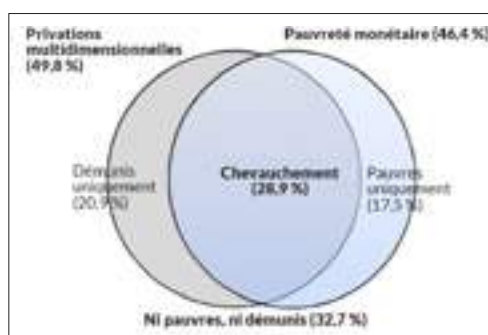
- Les Ministères de la planification et des finances, ainsi que l'UNICEF, ont lancé un processus participatif national.
- L'Institut national de la statistique et d'autres partenaires de développement ont pris part au groupe technique afin de décider des détails de la méthodologie.

Pour plus d'informations :

De Milliano et Handa, (2014) *Pauvreté et privation des enfants au Mali*. UNICEF

L'APPROCHE

1. L'ensemble bien fourni de données que possédait le Mali, en particulier l'enquête intégrée facilitant l'analyse de la pauvreté monétaire et multidimensionnelle, lui a permis d'utiliser l'approche nationale MODA pour mesurer la pauvreté des enfants.
2. Un atelier national s'est tenu au début du processus pour définir les tranches d'âge, les dimensions et les indicateurs. Cet atelier se voulait inclusif et participatif, regroupant des ministères clés, des acteurs du développement et l'office national de la statistique.
3. Le taux national de privation des enfants a pu être calculé sur la base de ce processus de consultation. La mesure a été réalisée par le Centre de recherche Innocenti de l'UNICEF, avec l'aide des décideurs locaux au cours de deux missions. Le taux de pauvreté des enfants mesuré (50 %) était sensiblement plus élevé que le taux national de pauvreté monétaire des enfants qui s'élevait à 46 %.
4. L'étude s'est ensuite intéressée aux chevauchements entre plusieurs dimensions. Par exemple, l'analyse des chevauchements entre les dimensions de la nutrition, de la santé et de l'information pour les enfants de 0 à 23 ans présentée ci-dessous montre que seuls 2,2 % des enfants sont privés uniquement d'information, tandis que le reste (51 %) des enfants privés d'information connaissent également des privations dans le domaine de la nutrition, de la santé ou dans ces deux domaines.



5. Enfin, l'étude a analysé les chevauchements entre les privations multidimensionnelles et la pauvreté monétaire. Il en ressort que seuls 58 % des enfants démunis vivent dans des ménages pauvres. Au vu de ces conclusions, il a été recommandé que les politiques ciblant les enfants démunis ne s'appuient pas seulement sur des mesures monétaires, car elles passeraient ainsi à côté d'un grand nombre d'enfants victimes de privations multidimensionnelles.
6. Un programme de formation national entend doter les décideurs locaux des connaissances techniques nécessaires à l'analyse et à l'utilisation des données et des compétences pour élaborer des stratégies nationales de lutte contre la pauvreté des enfants, notamment des enfants les plus démunis.





BHOUTAN

Créer un indice de pauvreté multidimensionnelle des enfants

Après avoir été le premier pays à adopter un indice de pauvreté multidimensionnelle (IPM) national officiel, le Bhoutan est devenu le premier État au monde à élaborer un indice national officiel de pauvreté multidimensionnelle des enfants. Cet outil s'intéresse exclusivement à la situation des enfants et analyse le chevauchement des privations dont sont victimes les enfants pauvres.

REPÈRES CHRONOLOGIQUES :

- 2010 : lancement de l'IPM national
- 2012 : mise à jour de l'IPM national
- 2016 : lancement de l'IPM des enfants national

BESOINS EN MATIÈRE DE DONNÉES ET EXPERTISE

- Enquête auprès des ménages qui aborde les principales privations des ménages et des enfants.
- Expertise dans la gestion des larges ensembles de données concernant les ménages.
- Compétences techniques nécessaires pour élaborer et calculer l'indice de pauvreté multidimensionnelle.
- Capacité à impliquer différentes parties prenantes dans le processus.

PARTIES PRENANTES

- Office national de la statistique du Bhoutan
- UNICEF Bhoutan
- Commission nationale pour les femmes et les enfants
- Oxford Poverty and Human Development Initiative

Pour plus d'informations :

Alire, S. et al. (2016) *Child Poverty in Bhutan: Insights from Multidimensional Child Poverty Index and Qualitative Interviews with Poor Children*. Office national de la statistique.

L'APPROCHE

1. Le Bhoutan a élaboré un IPM des enfants pour illustrer l'influence qu'une telle mesure peut avoir sur les politiques publiques ciblant les enfants et pour encourager la collecte plus régulière de données afin d'évaluer la pauvreté des enfants dans chaque dimension. L'étude s'est appuyée sur l'enquête à indicateurs multiples du Bhoutan (BMIS 2010), adaptée de l'enquête en grappes à indicateurs multiples (MICS) de l'UNICEF. Le pays possède des ensembles de données plus récents, mais ces derniers contiennent très peu d'informations sur les privations dont souffrent particulièrement les enfants. Cette étude met en lumière le besoin d'intégrer aux prochaines enquêtes auprès des ménages un ensemble d'indicateurs plus adaptés à la mesure de la pauvreté des enfants, et ce, à tous les âges (0-17 ans).
2. Tout en prenant l'enfant comme unité de mesure, l'IPM des enfants se concentre sur les trois dimensions de l'IPM national du Bhoutan, à savoir la santé, l'éducation et le niveau de vie, et ajoute une quatrième dimension, les conditions de vie des enfants, qui porte sur les besoins propres à l'enfant. Cette mesure permet une ventilation utile des données par âge et par sexe, ainsi qu'une analyse des schémas de privation au sein des ménages.
3. L'une des principales difficultés rencontrées lors de la création d'un indice de pauvreté des enfants consiste à adopter des indicateurs propres à chaque âge afin de pouvoir recenser des privations relativement similaires dans les différentes tranches d'âge qui composent la période de l'enfance. Dans le cas de l'IPM des enfants du Bhoutan, deux indicateurs portent exclusivement sur les spécificités du développement de l'enfant, notamment ses aptitudes cognitives et ses conditions de vie, en fonction de chaque tranche d'âge. Par exemple, les conditions de vie des enfants âgés de 0 à 4 ans sont évaluées en fonction de leur niveau de malnutrition, tandis que celles des enfants âgés de 5 à 14 ans sont mesurées sur la base du travail des enfants. Durant la petite enfance, la stimulation intellectuelle, le jeu et les soins adéquats sont considérés comme des moyens de développer les aptitudes cognitives de l'enfant, à l'image de la scolarisation pour les cohortes plus âgées.
4. L'office national de la statistique du Bhoutan s'est servi de ce cadre multidimensionnel pour étudier les inégalités quant aux incidences des différentes privations dont sont victimes les enfants, en fonction de leur âge, leur genre, leur lieu de résidence (urbain ou rural), leur district, le type de ménage dans lequel ils vivent et le quintile de richesse auquel ils appartiennent.
5. Dans le cadre de l'élaboration de l'IPM des enfants, un grand nombre d'entretiens qualitatifs ont été réalisés avec des enfants vivant dans la pauvreté. Ces entretiens ont permis de découvrir le point de vue des enfants. Les résultats de cette étude seront publiés avec l'analyse quantitative de l'IPM des enfants pour constituer une étude sans précédent qui viendra notamment étayer l'élaboration du prochain IPM des enfants au Bhoutan.



MEXIQUE

Créer un indice national pour mesurer la pauvreté multidimensionnelle

Le Mexique est le premier pays au monde à s'être doté d'une méthode de calcul de la pauvreté multidimensionnelle directement liée au processus d'élaboration des politiques. Cette méthodologie est le résultat d'une recherche approfondie à laquelle des experts nationaux et internationaux ont apporté une aide précieuse. Elle a créé une occasion unique d'associer l'élaboration et la mise en œuvre du programme aux objectifs de politique sociale. L'exemple du Mexique montre également qu'un indice de pauvreté national non centré uniquement sur les enfants peut avoir un impact considérable sur la réduction de la pauvreté des enfants.

REPÈRES CHRONOLOGIQUES :

- Huit ans depuis l'adoption de la mesure de la pauvreté comme mesure officielle.
- Un an pour élaborer l'indice multidimensionnel.

BESOINS EN MATIÈRE DE DONNÉES ET EXPERTISE

- Enquête auprès des ménages qui couvre les principales privations et les principaux postes de consommation (dépenses).
- Expertise dans la gestion des larges ensembles de données concernant les ménages.
- Connaissances des approches mondiales de la pauvreté multidimensionnelle.

PARTIES PRENANTES

- Acteurs gouvernementaux de haut niveau (Présidence, Ministère du développement social, Ministère des finances, autres ministères).
- Organisme de statistique indépendant.
- 6 des 10 membres du conseil d'administration de CONEVAL sont des chercheurs universitaires indépendants.
- Experts nationaux et internationaux.

L'APPROCHE

1. **La mesure de la pauvreté multidimensionnelle est imposée par la loi.** Le Congrès du Mexique a adopté la loi générale sur le développement social qui a établi le Conseil national d'évaluation de la politique de développement social (CONEVAL) en 2004. Ce conseil s'est vu accorder une autonomie technique et administrative afin de pouvoir accomplir deux tâches importantes : la première, élaborer une méthode de calcul de la pauvreté multidimensionnelle qui regroupe le bien-être économique et les droits sociaux, et la seconde, réglementer et évaluer les politiques sociales.
2. **En 2009, le gouvernement a adopté une mesure de la pauvreté multidimensionnelle qui rassemblait des indicateurs de revenu (actuellement le revenu par habitant), de privations sociales et du degré de cohésion sociale.** L'indice de privation sociale mesure six droits sociaux garantis par la Constitution nationale, à savoir la réussite scolaire, l'accès aux soins de santé, l'accès à la sécurité sociale, l'accès au logement, le droit à un espace de vie de qualité et le droit à la sécurité alimentaire. Une personne est considérée comme étant en situation de pauvreté multidimensionnelle si elle est privée d'un ou plusieurs droits sociaux et que son revenu est inférieur aux coûts estimés de ses besoins fondamentaux (seuil de bien-être économique, SBEE). Une personne est considérée comme extrêmement pauvre si elle est privée de trois droits sociaux ou plus et que son revenu est inférieur au revenu nécessaire à l'achat du panier alimentaire de base (seuil de bien-être minimum, SBEM). Les indicateurs de cohésion sociale (traités de manière distincte) sont l'inégalité économique, la polarisation sociale, les interactions sociales et le ratio relatif aux revenus.



Bien que cet indice ne se concentre pas exclusivement sur la pauvreté des enfants, il aborde des éléments essentiels de la privation des enfants, dont certains sont propres aux enfants, comme la réussite scolaire, et d'autres sont communs à l'ensemble de la famille, comme le logement et la sécurité alimentaire. Cette analyse montre combien des approches générales efficaces en matière de réduction de la pauvreté, non axées uniquement sur la pauvreté des enfants, peuvent avoir un impact considérable sur la pauvreté des enfants.

3. **La mesure de routine de la pauvreté multidimensionnelle à l'échelle de l'État et des municipalités.** La loi générale sur le développement social impose également la mesure de routine de la pauvreté multidimensionnelle tous les deux ans à l'échelle du pays et des États et tous les cinq ans au niveau des municipalités. Les résultats sont présentés sur une carte dotée d'un code couleur sur le site web de CONEVAL, les rendant ainsi facilement accessibles au public.
4. **La mesure de la pauvreté multidimensionnelle au Mexique a joué un rôle important dans l'élaboration de stratégies de protection sociale visant spécifiquement les dimensions qui accusaient un certain retard.** Le programme national de transferts monétaires conditionnels Prospera (anciennement Oportunidades) a abaissé l'âge minimum requis afin d'inclure les enfants de moins de neuf ans dans son système de prestations sociales. Entre 2010 et 2012, l'augmentation de la part de la population privée d'accès à la nourriture a conduit au lancement de la Croisade nationale contre la faim. De même, le nombre croissant de personnes n'ayant pas accès à la sécurité sociale a incité le gouvernement fédéral à déployer des programmes de protection sociale versant des pensions aux personnes âgées qui n'étaient pas couvertes par les régimes de retraite liés à l'emploi existants.
5. **CONEVAL et UNICEF ont réalisé des estimations conjointes de la pauvreté des enfants dans le but d'attirer l'attention sur la situation des enfants et sur l'action des pouvoirs publics axés sur l'enfant.** Entre 2010 et 2014, le taux de pauvreté des enfants (53,9 %) était nettement supérieur au taux de pauvreté national (46,2 %). Tous les rapports ont eu un impact retentissant sur les médias nationaux, la société civile et le lancement de programmes sociaux par le gouvernement. Ils ont également donné lieu au débat actuel sur la manière dont la pauvreté des enfants peut être intégrée au nouveau cadre ciblant le développement social. Les taux de pauvreté des enfants devraient être mis à jour tous les deux ans.

Pour plus d'informations :

Le site web de CONEVAL fournit toutes les informations détaillées sur la méthodologie utilisée et les résultats obtenus.

CONEVAL et UNICEF (2013) *Pobreza y derechos sociales de niñas, niños y adolescentes en México, 2010-2012*, www.unicef.org/mexico/spanish/UN_BriefPobreza_web.pdf

CONEVAL et UNICEF (2014) *Niñez y adolescencia, especialmente la indígena, las más afectadas por la pobreza en México*, www.unicef.org/mexico/spanish/PR_UNICEFCONEVAL_abril2014final.pdf

CONEVAL et UNICEF (2015) *Pobreza y derechos sociales de niñas, niños y adolescentes en México, 2014*, http://www.unicef.org/mexico/spanish/MX_Pobreza_derechos.pdf

Sources : OPHI Measuring Multidimensional Poverty: Insights from Around the World





ÉGYPTE

Mesurer la pauvreté des enfants dans les taudis urbains

En Égypte, une enquête portant spécifiquement sur les conditions de vie des ménages dans les taudis urbains a été réalisée en complément de l'enquête nationale auprès des ménages. Elle met en lumière les mauvaises conditions de vie dans les villes qui affectent plus de 10 millions d'enfants.

REPÈRES CHRONOLOGIQUES :

Deux ans entre l'élaboration du projet et la publication de l'enquête.

BESOINS EN MATIÈRE DE DONNÉES ET EXPERTISE

- Enquête auprès des ménages ciblant les taudis urbains.
- Connaissance du contexte des taudis urbains.
- Capacité à calculer le taux de privation des enfants à partir des enquêtes auprès des ménages.

PARTIES PRENANTES

- Agence centrale pour la mobilisation du public et la statistique (CAPMAS)
- Ministère de la rénovation urbaine et des implantations sauvages
- Informal Settlements Development Facility (Fonds de développement des zones d'implantations sauvages)
- Conseil national de l'enfance et de la maternité
- Ministère de la solidarité sociale
- Ministère des finances

Source :

UNICEF (2013) *Multidimensional child poverty in slums and unplanned areas in Egypt.*

L'APPROCHE

1. En 2012, on estimait à environ 13 millions le nombre d'enfants vivant dans les zones urbaines d'Égypte. Bien qu'en moyenne la pauvreté touche dans une moindre mesure les familles avec enfants vivant dans les zones urbaines que les familles avec enfants des zones rurales, les disparités croissantes constatées dans les environnements urbains ont souligné l'existence d'importantes poches de pauvreté qui n'avaient pas été révélées par les enquêtes nationales.
2. Afin de combler le manque de connaissances relatives à la pauvreté des enfants dans les taudis urbains et les zones non planifiées, l'UNICEF et l'Informal Settlements Development Facility du Gouvernement égyptien ont réalisé une enquête auprès des ménages comprenant un questionnaire à l'intention des communautés de certains taudis urbains et certaines zones non planifiées de quatre grandes villes d'Égypte. L'élaboration de l'enquête s'est inspirée des précédentes recherches basées sur les rapports sur la pauvreté multidimensionnelle des enfants, rédigés dans le cadre de l'Étude mondiale de l'UNICEF sur la pauvreté et les disparités chez les enfants. L'enquête intègre également des mesures de la pauvreté de revenu.
3. L'enquête a révélé que la pauvreté des enfants dans les taudis urbains était élevée, atteignant parfois, voire dépassant, les taux des zones rurales. Par exemple, le taux de pauvreté monétaire enregistré dans les bidonvilles étudiés (42 %) était supérieur de presque 10 points de pourcentage à la moyenne rurale de 33 % et supérieur de 16 points de pourcentage à la moyenne nationale de 26 %. Par ailleurs, l'enquête a montré que plus de la moitié des enfants vivant dans les taudis urbains étaient en situation de pauvreté multidimensionnelle et étaient victimes de graves privations dans plusieurs des principales dimensions du bien-être, en particulier dans celles liées au logement et à l'accès à l'eau et à l'assainissement, ainsi que dans les dimensions de la nutrition et de l'éducation.
4. Au vu des résultats, le rapport formule un ensemble d'orientations intégrées concrètes visant à lutter contre la pauvreté des enfants dans les taudis urbains et les zones non planifiées. Ces dernières se concentrent en particulier sur les interventions garantissant notamment l'accès à la protection sociale afin de pallier les privations identifiées et les intègrent aux interventions liées au logement et aux infrastructures, à l'éducation, à la santé, à la protection de l'enfance et aux loisirs pour les enfants.
5. La parution du rapport, en collaboration avec le Ministère de la rénovation urbaine et des implantations sauvages, a donné lieu à un dialogue politique avec les ministères, les gouvernorats et les ONG locales, ranimant le débat sur la création d'une stratégie nationale de lutte contre la pauvreté des enfants dans les zones urbaines.



© UNICEF/UNI106982/Dormino

1 – Elaborer une feuille de route nationale pour éliminer la pauvreté des enfants

2 – Mesurer la pauvreté des enfants

3 – Mettre en lumière la pauvreté des enfants grâce au plaidoyer

4 – Réduire la pauvreté des enfants grâce à des changements de politiques et de programmes

5 – Attendre les ODD : éliminer l'extrême pauvreté des enfants et réduire de moitié la pauvreté des enfants telle que définie par chaque pays

Conclusion

Mesurer régulièrement la pauvreté des enfants est la condition sine qua non pour comprendre cette forme de pauvreté, communiquer sur ce sujet et y mettre fin. Les étapes suivantes s'attachent à définir les modalités d'analyse et d'utilisation des données sur la pauvreté des enfants. Il est important de noter que dans de nombreux contextes, cette analyse des données est réalisée simultanément avec les activités de mesure. Les étapes à suivre sont les suivantes :

Encourager la collecte de données sur la pauvreté des enfants et la création d'un profil de la pauvreté des enfants (Étape 3). Les données relatives à la pauvreté des enfants sont au cœur des activités de plaidoyer en faveur de la lutte contre la pauvreté des enfants et l'Étape 3 aborde les principales manières d'utiliser ces données pour mettre en lumière la situation des enfants pauvres et les aspects de leur vie qui sont les plus affectés par cette pauvreté.

Comprendre les causes de la pauvreté des enfants pour pouvoir influencer les politiques et les programmes (Étape 4). Pour comprendre comment lutter contre la pauvreté des enfants, il est crucial de connaître non seulement le profil de la pauvreté des enfants d'un pays, mais aussi les causes de cette pauvreté. Ces dernières peuvent par exemple aller de la discrimination au financement insuffisant des services.

Suivre les cibles liées à la pauvreté des enfants grâce à des mécanismes nationaux et internationaux appropriés (Étape 5). Enfin, les données relatives à la pauvreté des enfants doivent être utilisées pour suivre les progrès (ou l'absence de progrès) en la matière et agir en conséquence, via des mécanismes nationaux pouvant aller des commissions nationales d'éradication de la pauvreté aux plans d'action relatifs à la pauvreté des enfants, en passant par des rapports internationaux sur les ODD.

LISTE DE CONTRÔLE DE L'ÉTAPE 2 : INDICATEURS DE RÉUSSITE

- ✓ Convenir d'une approche nationale de mesure de la pauvreté des enfants, y compris dans le cadre du compte rendu au titre des ODD.
- ✓ Calculer le taux de pauvreté des enfants, ventilé par les principales tranches d'âge.
- ✓ Impliquer les principales parties prenantes et s'approprier et publier les données au niveau national.
- ✓ Convenir d'un processus de mesure régulier au fur et à mesure que les enquêtes sont réalisées.

un monde
libéré
de la pauvreté
des enfants

Étape 3

Mettre en lumière la pauvreté des enfants grâce au plaidoyer



END CHILD
POVERTY
GLOBAL COALITION

unicef 

Étape 3

Mettre en lumière la pauvreté des enfants grâce au plaidoyer



PRINCIPAUX MESSAGES

- Il est important de poser des intentions claires (mais flexibles) concernant les activités de plaidoyer – des stratégies officielles peuvent ou non s'avérer utiles.
- L'expérience montre que le problème de la pauvreté des enfants peut attirer l'attention nationale.
- Il peut être indispensable de bâtir un large soutien qui appuie durablement la lutte contre la pauvreté des enfants, au-delà des changements politiques.
- Une action de plaidoyer générale peut encourager l'élaboration de politiques ciblées et le changement d'orientation des programmes (point abordé à l'Étape 4).

Sur l'ensemble de l'échiquier politique, il est admis de manière quasi universelle que chaque fille et chaque garçon mérite de grandir libre de toute pauvreté, avec une chance égale de réaliser son plein potentiel.

Ainsi, l'objectif de mettre fin à la pauvreté des enfants a la capacité de rassembler un grand nombre de décideurs et de citoyens. Il est crucial de bâtir ce soutien, aussi bien en vue d'une action immédiate que d'un soutien durable apporté aux enfants pauvres qui résistera aux changements de courants et de priorités politiques.

L'élaboration du profil de la pauvreté des enfants requiert un plan proactif reposant sur des objectifs clairs. Même si la mesure est une première étape nécessaire et cruciale, les statistiques ont tendance à rester dans un dossier numérique ou dans un livre sur une étagère. L'expérience de nombreux pays a montré qu'encourager la mise en lumière de la pauvreté des enfants représente une avancée importante qui est ensuite suivie d'analyses plus ciblées et d'actions en faveur de changements politiques précis.

La présente étape se concentre sur ces premières mesures de plaidoyer générales qui visent à inscrire la pauvreté des enfants à l'ordre du jour. L'étape suivante (Étape 4) expliquera en détail comment l'analyse de la pauvreté des enfants peut soutenir et influencer des changements précis dans les politiques et les programmes.

POINTS ESSENTIELS POUR RÉUSSIR L'ÉTAPE 3

- A** IDENTIFIER DES OBJECTIFS ET DES INDICATEURS DE PLAIDOYER
- B** ÉLABORER DES MESSAGES CLAIRS EN FAVEUR DE LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ DES ENFANTS À L'AIDE D'INFORMATIONS ET DE DONNÉES ESSENTIELLES
- C** APPROCHES NATIONALES DE MISE EN LUMIÈRE DE LA PAUVRETÉ DES ENFANTS

A : Identifier des objectifs et des indicateurs de plaidoyer

Élaborer une stratégie de plaidoyer officielle ou suivre son instinct ?

Il existe des approches précises pour élaborer des stratégies de plaidoyer détaillées (voir l'encadré 3.1). Bien que dans certains contextes, ces approches approfondies officielles d'élaboration d'une stratégie de plaidoyer s'avèrent utiles, l'expérience a montré que les stratégies qui donnaient les meilleurs résultats n'étaient pas toujours détaillées par écrit ni issues de processus complexes, mais dues au fait que les principaux acteurs qui les appliquaient connaissaient parfaitement leurs objectifs et leur public cible. En d'autres mots, il n'existe pas une seule et unique meilleure solution.

De plus, une cartographie de l'UNICEF a montré que des efforts considérables et une grande expertise étaient déjà déployés sur le terrain pour porter les problématiques d'importance pour les enfants sur le devant de la scène nationale.

Au vu des orientations existantes, du vaste ensemble de connaissances et d'expériences accessible, et des approches de plaidoyer disponibles et parfaitement adaptées à chaque contexte, la présente section entend simplement souligner l'immense importance de ce travail et mettre en évidence quelques éléments de plaidoyer propres aux activités en faveur de l'élimination de la pauvreté des enfants.

ENCADRÉ 3.1

ÉLABORER DES STRATÉGIES DE PLAIDOYER : RÉFÉRENCES UTILES

Il existe plusieurs guides utiles sur l'élaboration de stratégies de plaidoyer. Deux d'entre eux portent spécifiquement sur les enfants :

Questions de plaidoyer : aider les enfants à changer leur monde. Un guide de Save the Children International sur le plaidoyer.

Manuel de plaidoyer : orienter les décisions visant à améliorer la vie des enfants. UNICEF.

PLAIDER POUR METTRE (ET MAINTENIR) LA PAUVRETÉ DES ENFANTS EN LUMIÈRE

De manière générale, la pauvreté des enfants est une problématique qui trouve un écho dans une grande partie de la société civile et mieux comprendre ce problème peut permettre de jeter des bases solides et durables pour prendre en compte la question des enfants vivant dans la pauvreté dans le processus d'élaboration des politiques. Même si le soutien des politiques et des fonctionnaires est essentiel, leurs priorités peuvent évoluer et sans un solide ancrage dans la conscience nationale collective, le problème de la pauvreté des enfants peut ne plus susciter autant d'intérêt.

Il est indispensable de définir des objectifs et des indicateurs de plaidoyer clairs en faveur de l'élimination de la pauvreté des enfants afin d'orienter les efforts vers les résultats et d'apprendre au fil du temps ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas. Bien que les publics cibles et les approches varient considérablement en fonction du contexte, le tableau 3.1 entend donner un aperçu des objectifs et indicateurs de plaidoyer possibles en faveur de l'élimination de la pauvreté des enfants qui pourraient alimenter les réflexions nationales.

Enfin, il est fondamental de préciser que définir des objectifs clairs est différent d'adopter des objectifs fixes. Un changement de gouvernement ou un événement national qui fait les gros titres peuvent créer de nouvelles possibilités et en bloquer d'autres, et le soutien et l'énergie accordés à une cause peuvent faiblir au fil du temps. Il est donc crucial de permettre aux intentions et aux objectifs des activités de plaidoyer de s'adapter aux opportunités et aux contextes.

PLAIDOYER ET ANALYSE EN FAVEUR DE LA RÉALISATION DES ÉTAPES

Bien que la présente étape se concentre sur les objectifs de plaidoyer généraux visant à inscrire et maintenir la pauvreté des enfants à l'ordre du jour, chacune des étapes présentées dans ce guide peut avoir des objectifs de plaidoyer précis en vue d'atteindre et d'influencer les principaux décideurs.

Par exemple, établir une mesure de routine nationale de la pauvreté des enfants (Étape 2 du présent guide) peut nécessiter le soutien du chef du service national de la statistique qui peut être influencé et soutenu par certains experts techniques ou par un office national de la statistique (voir le tableau 3.2). Parvenir à inscrire l'objectif visant à réduire de moitié la pauvreté des enfants dans un plan d'action national évalué requiert d'importants efforts de plaidoyer auprès des différentes parties prenantes, allant possiblement jusqu'au premier ministre ou au président.

Il est indispensable de définir des objectifs et des indicateurs de plaidoyer clairs en faveur de l'élimination de la pauvreté des enfants afin d'orienter les efforts vers les résultats et l'apprentissage

Tableau 3.1 : Mettre en lumière la pauvreté des enfants : objectifs et indicateurs de plaidoyer possibles

Renforcer l'appui du grand public	
Objectifs possibles	Indicateurs possibles
Couverture annuelle de la pauvreté des enfants par les principales plateformes médiatiques (presse écrite, radio, télévision, médias sociaux).	<ul style="list-style-type: none"> Couverture par plateforme (médias nationaux, médias sociaux). Nombre de personnes atteintes et données démographiques.
Membres du grand public atteints au travers des organisations de la société civile.	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de citoyens atteints ou impliqués. Une nouvelle plateforme citoyenne est créée. Une boîte à outils est spécialement conçue pour l'engagement du grand public. Engagement à travers les médias sociaux (indicateurs ci-dessous).
Encourager les jeunes, y compris ceux vivant dans la pauvreté, à faire entendre leur voix.	<ul style="list-style-type: none"> Engagement des jeunes à travers les médias sociaux. Nombre de jeunes vivant dans la pauvreté étant impliqués.
Solliciter l'intervention d'un ou plusieurs défenseurs de cette cause connus du grand public.	<ul style="list-style-type: none"> Défenseur(s) identifié(s) et prêt(s) à s'impliquer. Nombre d'interventions ou de messages.
Renforcer l'appui de la société civile	
Objectifs possibles	Indicateurs possibles
Identifier les OSC influentes et prêtes à apporter leur aide (notamment des groupes professionnels, tels que des professionnels de santé, qui pourraient apporter un soutien significatif).	<ul style="list-style-type: none"> Cartographie des organisations de la société civile à des fins d'information et de sensibilisation
Créer une coalition ou une collaboration plus informelle avec les OSC.	<ul style="list-style-type: none"> Les parties prenantes se réunissent pour discuter des dernières informations sur la pauvreté des enfants et coordonner les activités de plaidoyer. Créer une coalition ou une alliance. Élaborer un plaidoyer commun ou des documents de recherche.
Les OSC échangent des informations sur la pauvreté des enfants et diffusent des messages à ce sujet dans le cadre de leur engagement et de leur mission de sensibilisation.	<ul style="list-style-type: none"> Nombre d'OSC qui intègrent la pauvreté des enfants dans leurs messages. Nombre de personnes sensibilisées par les OSC.
Renforcer l'appui des médias	
Objectifs possibles	Indicateurs possibles
Identifier les principales plateformes médiatiques nationales.	<ul style="list-style-type: none"> Cartographie des médias et sensibilisation de divers groupes démographiques.
Inviter les éditeurs et les principaux journalistes à participer aux tables rondes et à toute discussion directe sur la pauvreté des enfants.	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de tables rondes. Nombre de journalistes impliqués.
Renforcer la présence sur les plateformes pertinentes des médias sociaux à propos de la pauvreté des enfants.	<ul style="list-style-type: none"> Nombre d'abonnés. Impressions/Likes/Retweets.
Renforcer l'appui des principaux décideurs et influenceurs	
Objectifs possibles	Indicateurs possibles
Appui déclaré des plus hauts membres du gouvernement.	<ul style="list-style-type: none"> Mention de la pauvreté des enfants dans le discours sur l'état de la nation ou tout autre cadre similaire.
Appui déclaré des ministères clés.	<ul style="list-style-type: none"> Mention de la pauvreté des enfants dans les discours ministériels.
Appui déclaré des parlementaires.	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de questions ou de déclarations posées ou faites au Parlement. Audiences sur la pauvreté des enfants.

Tableau 3.2 : Exemple faisant appel aux neuf questions de plaidoyer (tirées du manuel de plaidoyer de l'UNICEF) à des fins de mesures statistiques nationales

Questions	Réponses et approches possibles
Question 1 : Que voulons-nous ? (Pour comprendre la situation)	Mesurer régulièrement la pauvreté des enfants au niveau national.
Question 2 : Qui peut faire bouger les choses ? (Pour comprendre les parties prenantes, leur pouvoir relatif et la façon dont le changement peut intervenir)	Le directeur de l'office national de la statistique ou le chef du département chargé de la mesure de la pauvreté ou le responsable du compte rendu au titre des ODD.
Question 3 : Que doit-on faire entendre ? (Pour atteindre un public spécifique)	i) C'est techniquement faisable et dans les limites de leurs capacités. Ils recevront le soutien dont ils ont besoin. ii) Le public visé attend les données.
Question 4 : Qui doit le dire ? (Pour identifier le message adapté au public visé)	i) Concernant la faisabilité technique – des experts techniques respectés (appartenant ou non à l'ONS). ii) Concernant la demande – les principaux usagers, tels que le Ministère des finances, l'équipe chargée du compte rendu au titre des ODD ou les organisations internationales.
Question 5 : Comment être certain que l'on a été entendu ? (Pour identifier les procédés, les opportunités et les points d'entrée)	i) Tenir des réunions de haut niveau. ii) Organiser des ateliers et des séminaires. iii) Écouter les demandes des médias, du public et des députés.
Question 6 : Quels sont nos moyens ? (Pour identifier les moyens et les lacunes)	i) Les indicateurs des ODD ii) Des liens étroits avec les homologues gouvernementaux et des ONS.
Question 7 : Quels sont nos besoins ?	i) Que les experts de la mesure de la pauvreté des enfants soutiennent et partagent les informations avec l'ONS.
Question 8 : Comment passer à l'action ? (Pour fixer des objectifs et des résultats intermédiaires puis élaborer un plan d'action)	i) Se réunir avec l'équipe technique chargée de lutter contre la pauvreté et d'établir des comptes rendus au titre des ODD. ii) Tenir des réunions avec le directeur de l'ONS. iii) Organiser un atelier national sur les prochaines étapes. iv) Lancer le processus de mesure.
Question 9 : Comment évaluer notre action ? (Pour suivre et évaluer l'action de plaidoyer)	i) Organiser des réunions ou des conversations avec les parties prenantes pour évaluer s'ils constatent des progrès et comprennent les problématiques actuelles.

Les neuf questions s'inspirent de Jim Schultz, du Democracy Center. Le manuel de plaidoyer complet peut être consulté à l'adresse suivante : https://www.unicef.fr/sites/default/files/userfiles/manuel_plaidoyer.pdf

B : Élaborer des messages clairs en faveur de la lutte contre la pauvreté des enfants à l'aide d'informations et de données essentielles

Mettre en lumière la pauvreté des enfants passe tout d'abord par la diffusion de messages clairs. Grâce aux statistiques et aux mesures solides sur lesquelles elle repose et à l'attrait universel qu'elle suscite, la question de la pauvreté des enfants a d'excellentes chances de générer des informations percutantes.

Même si les messages sont dans une large mesure adaptés au contexte, la présente section présente une approche générale de communication des messages et des arguments qu'ils sous-tendent et donne des exemples de la méthode de diffusion choisie par les pays. Ces messages peuvent être rassemblés dans trois grands groupes :

Message 1 : Quel est le problème ?

Donner au public visé une idée de l'ampleur de la pauvreté des enfants à l'échelle nationale est un pilier essentiel qui s'appuie sur le travail de mesure réalisé à l'Étape 2. Pour cela, un profil national de la pauvreté des enfants doit être créé (ce point est abordé en détail dans la présente Étape).

Message 2 : En quoi est-ce important ?

La nécessité de lutter contre la pauvreté des enfants va de soi pour une grande partie des publics cibles, mais pas pour tous. Même ceux qui reconnaissent son importance peuvent ne pas connaître l'ensemble de ses répercussions sur les enfants et la société et des informations structurées à ce sujet pouvant être partagées peuvent leur être utiles. Bien qu'ils varient en fonction du contexte, des arguments d'ordre général ont été présentés à l'Étape 1.

Message 3 : Quelles sont les solutions ?

Un problème pour lequel il n'existe aucune solution suscite un intérêt limité. Exposer les solutions à la pauvreté des enfants en fait un problème soluble, assorti d'un devoir moral d'agir. La présente Étape présente les grandes lignes des solutions générales qui sont abordées plus en détail à l'Étape 4.

Il existe de nombreux moyens et manières de diffuser ces messages en fonction des objectifs définis et du public ciblé. La figure 3.1 illustre un document de sensibilisation d'une page distribué par Save the Children sur le problème mondial de la pauvreté des enfants.

Figure 3.1 : Exemple de moyen de diffusion des messages sur la pauvreté des enfants



Message 1 : Quel est le problème ?

ÉTABLIR UN PROFIL NATIONAL DE LA PAUVRETÉ DES ENFANTS ET RÉDIGER DES MESSAGES CLÉS

La plupart des messages décrivant la situation de la pauvreté des enfants reposent sur l'élaboration préalable d'un profil national de la pauvreté des enfants qui s'appuie sur les mesures réalisées à l'Étape 2 (comme pour de nombreux éléments de l'approche expliquée dans le présent manuel, les étapes de ce travail peuvent varier sensiblement d'un pays à l'autre). Par exemple, les rapports sur la pauvreté des enfants (voir l'encadré 3.3) ont souvent été utilisés pour encourager l'établissement du profil de la pauvreté des enfants et mener les activités de plaidoyer.

L'élaboration du profil national de la pauvreté des enfants (et des messages y afférents) peut reposer sur les questions fondamentales suivantes :

Qui sont les enfants les plus pauvres et où sont-ils ? (question abordée dans la présente Étape)

- Quels sont le pourcentage et le nombre d'enfants vivant dans la pauvreté ?
- Constate-t-on des disparités régionales, linguistiques ou ethniques dans les taux de pauvreté des enfants ?
- La situation de la pauvreté des enfants s'améliore-t-elle ou se dégrade-t-elle au fil du temps ?
- Les enfants sont-ils plus susceptibles d'être touchés par la pauvreté que les adultes ?
- Les enfants sont-ils plus susceptibles d'être touchés par la pauvreté au début ou à la fin de la période de l'enfance ?
- La situation est-elle pire dans certaines dimensions de la pauvreté des enfants que dans d'autres ?
- Quelle vision les enfants et les jeunes ont-ils de la pauvreté ?
- Quelle est la situation de la pauvreté des enfants dans le pays par rapport à d'autres pays ?

Pourquoi les enfants sont-ils touchés par la pauvreté ? (question abordée à l'Étape 4)

- Cette question s'avère plus difficile à résoudre. Toutefois, des méthodes permettent de comprendre quels sont les facteurs déclencheurs de la pauvreté des enfants et peuvent avoir d'importantes répercussions au niveau politique.

Le reste de la présente Étape s'intéresse à la question de savoir qui sont les enfants les plus pauvres et où ils sont, tandis que l'Étape 4 traite des approches permettant de comprendre les facteurs de la pauvreté des enfants afin de pouvoir définir par la suite les politiques et programmes spécifiques qui permettront de lutter contre ce problème.

QUELS SONT LE POURCENTAGE ET LE NOMBRE D'ENFANTS VIVANT DANS LA PAUVRETÉ ?

Le premier message relatif à la pauvreté des enfants, ainsi que la première étape dans l'élaboration du profil de la pauvreté des enfants, consistent souvent à calculer le taux de pauvreté des enfants (qui correspond au pourcentage d'enfants vivant dans la pauvreté, soit en termes plus techniques « l'incidence de la pauvreté »). C'est souvent ce chiffre qui fait les gros titres. Le taux de pauvreté

des enfants est particulièrement utile lorsqu'il s'agit d'effectuer des comparaisons dans le temps, sans être influencé par les variations démographiques.

Le taux de pauvreté globale d'un pays est souvent connu, ce qui n'est pas systématiquement le cas du taux de pauvreté des enfants. C'est pourtant cet indicateur qui est inclus dans les ODD. Le taux de pauvreté des enfants peut être monétaire ou multidimensionnel.

Comme l'exigent les ODD, le taux de pauvreté monétaire des enfants peut indiquer :

- La proportion d'enfants vivant dans des ménages se trouvant sous le seuil de pauvreté international de 1,90 dollar des États-Unis par jour.
- La proportion d'enfants vivant dans des ménages se trouvant sous le seuil de pauvreté national.

Le taux de pauvreté multidimensionnelle des enfants peut refléter :

- La proportion d'enfants vivant dans la pauvreté multidimensionnelle (en fonction de la mesure choisie, la pauvreté multidimensionnelle se caractérise par des privations dans deux dimensions de la pauvreté ou plus, par exemple avec l'approche MODA, ou par un seuil de pauvreté multidimensionnel, dans une approche basée sur un IPM des enfants).
- La proportion d'enfants vivant dans des ménages se trouvant sous le seuil de pauvreté multidimensionnelle national, comme l'IPM national.

Par exemple, une analyse réalisée au Bangladesh sur la base des définitions officielles nationales a montré que 45,8 % des enfants vivaient sous le seuil national de pauvreté, tandis que 59,4 % des enfants vivaient sous le seuil de pauvreté international de 1,90 dollar des États-Unis par jour (figure 3.2).

De même, des mesures de pauvreté multidimensionnelle peuvent être utilisées pour compléter les estimations de la pauvreté des enfants basées sur le seuil de pauvreté national. L'UNICEF a estimé le nombre d'enfants souffrant de privations dans les principales dimensions de la pauvreté, en s'appuyant sur d'autres données relatives à la situation du Bangladesh (figure 3.3). Ces mesures multidimensionnelles offrent un meilleur aperçu de la forme de pauvreté dont sont victimes les enfants dans les autres dimensions et des éléments sur lesquels il convient d'agir pour remédier au problème des privations.

Outre la proportion d'enfants vivant dans la pauvreté, calculer le nombre absolu d'enfants vivant dans la pauvreté (ou le dénombrement de la pauvreté des enfants) peut s'avérer un outil de communication puissant plus concret.

Figure 3.2 : État de la pauvreté des enfants au Bangladesh selon différents seuils de pauvreté (2005)

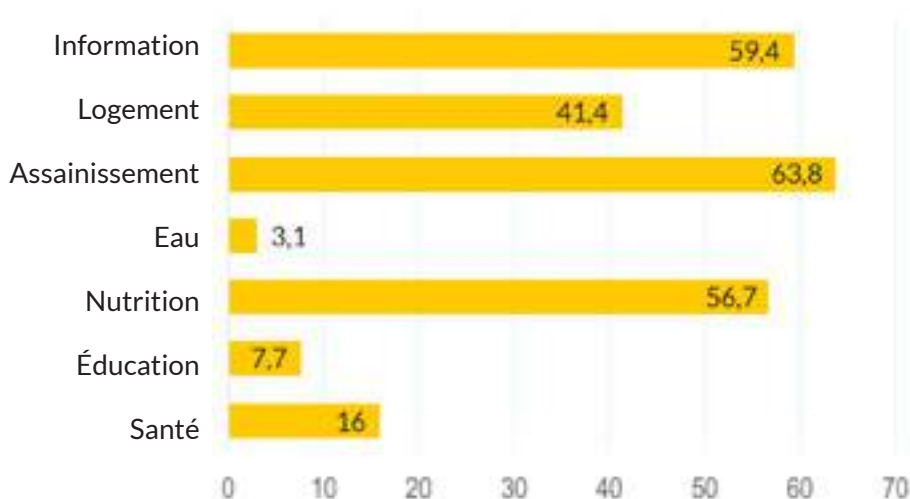


Source : UNICEF (2009)



© UNICEF/UNI9707/Mersiani

Figure 3.3 : État de privation des enfants au Bangladesh, par dimension (2006)



Source : UNICEF (2009)

Le taux de pauvreté des enfants à différents seuils

L'une des principales critiques exprimées à l'encontre des mesures de la pauvreté (y compris de la pauvreté des enfants) repose sur le fait que ces dernières n'indiquent pas le degré de cette pauvreté, c'est-à-dire à quelle distance, en moyenne, une personne ou un enfant se trouve-t-elle ou se trouve-t-il du seuil de pauvreté. Cette dernière ou ce dernier peut se trouver très proche du seuil, et sortir ainsi de la pauvreté grâce à un changement mineur, ou se situer bien en deçà.

Bien que certaines méthodes de calcul du degré de pauvreté puissent être difficiles à expliquer de manière intuitive dans des messages généraux, illustrer les taux de pauvreté à différents seuils peut être un moyen simple d'offrir un aperçu de la répartition des ménages et des enfants pauvres. Les seuils pouvant être pris en compte sont :

Les seuils de pauvreté monétaire :

- Seuil de pauvreté international (1,90 dollar des États-Unis)
- Autres seuils « supérieurs » (tels que le second seuil de pauvreté de 3,10 dollars des États-Unis, utilisé pour le dénombrement mondial)
- Seuil de pauvreté national (défini par chaque pays comme la somme d'argent minimum requise pour satisfaire les besoins fondamentaux d'une personne)

Seuils de pauvreté multidimensionnelle :

- Différentes privations utilisées pour définir la pauvreté
- Différents seuils au sein d'un même indicateur (par exemple, retard de croissance ou retard de croissance sévère)

CONSTATE-T-ON DES DISPARITÉS RÉGIONALES, LINGUISTIQUES OU ETHNIQUES DANS LES TAUX DE PAUVRETÉ DES ENFANTS ?

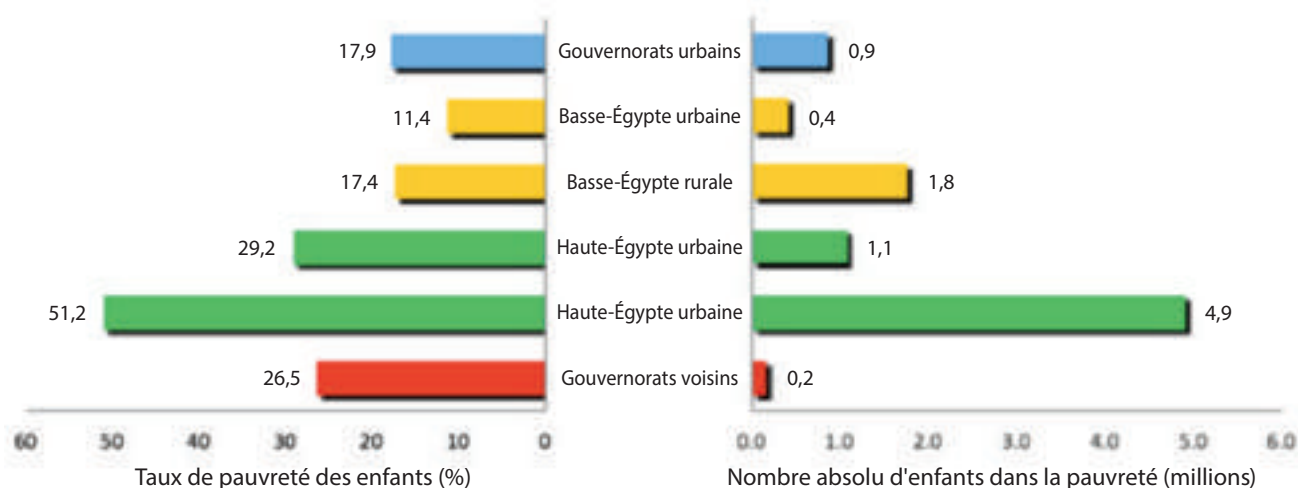
La pauvreté des enfants est rarement répartie de manière homogène à l'échelle d'un pays et l'analyse de la pauvreté des enfants peut aider à identifier les régions ou les groupes davantage touchés par ce problème. Cette analyse est une composante importante du profil de la pauvreté des enfants et peut envoyer un message fort ; tandis que l'éradication de la pauvreté des enfants peut sembler un défi de taille, mettre l'accent sur le fait que certains groupes d'enfants sont davantage touchés peut faciliter la mise en œuvre d'actions immédiates.

Le degré de ventilation des données dépend des informations recueillies par les enquêtes. Presque tous les pays sont en mesure de ventiler les données par régions. Par exemple, la figure 3.4 montre qu'en 2012/2013, plus de la moitié des enfants vivant dans la pauvreté monétaire habitaient dans les zones rurales de Haute-Égypte. Par ailleurs, des taux de pauvreté élevés étaient fréquemment enregistrés dans les zones urbaines de Haute-Égypte et les gouvernorats environnants. L'analyse des taux de pauvreté des enfants a permis de dresser un portrait différent, à savoir que les zones rurales de Haute-Égypte et de Basse-Égypte recensaient le plus grand nombre d'enfants vivant dans la pauvreté.

La ventilation des données permettant de mesurer la pauvreté des enfants de groupes ethniques ou linguistiques précis ou des enfants en situation de handicap est plus rare, mais existe dans certains pays. Il est également essentiel de prendre en compte les enfants oubliés par les enquêtes (voir l'encadré 2.4 de l'Étape 2) lors de l'élaboration du profil de la pauvreté des enfants et de la diffusion des messages relatifs à la situation des enfants.

Enfin, les analyses régionales notamment peuvent faire ressortir des difficultés relatives à la mesure de la pauvreté des enfants. Par exemple, les données peuvent indiquer un taux de pauvreté des enfants plus faible dans les zones urbaines, mais ces chiffres reflètent-ils réellement l'expérience vécue par les enfants des taudis urbains ? (voir les efforts déployés par l'Égypte pour lutter contre la pauvreté urbaine à l'Étape 2).

Figure 3.4 : Pauvreté des enfants dans les régions d'Égypte



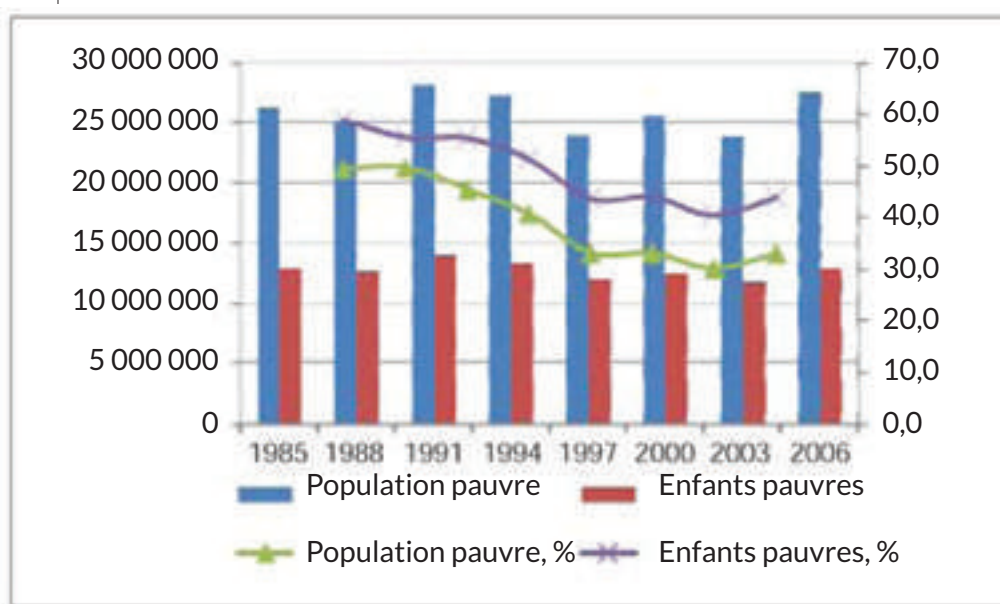
Source : CAPMAS et UNICEF (2015)

LA SITUATION DE LA PAUVRETÉ DES ENFANTS S'AMÉLIORE-T-ELLE OU SE DÉGRADE-T-ELLE AU FIL DU TEMPS ?

Bien que l'analyse statique s'avère un outil très puissant, en particulier dans les contextes où la question de la pauvreté des enfants est abordée pour la première fois, il peut être très intéressant de montrer l'évolution de ce problème dans le temps afin de constater les améliorations et de souligner les domaines où les difficultés persistent. Comme l'explique l'Étape 2, seule une mesure de routine de la pauvreté permet de constater cette évolution.

Évaluer le nombre d'enfants vivant dans la pauvreté est un bon complément au taux de pauvreté des enfants afin de suivre les progrès réalisés. Par exemple, aux Philippines, des estimations officielles de la pauvreté basée sur le revenu font état d'un taux de pauvreté des enfants de 44 % en 2006, montrant une baisse spectaculaire depuis les niveaux de 1990 (figure 3.5). Cependant, une analyse du nombre d'enfants vivant dans la pauvreté montre une légère augmentation sur cette même période, indiquant que le pays est toujours confronté à d'importantes difficultés dans la lutte contre la pauvreté des enfants.

Figure 3.5 : Ampleur et pourcentage des populations et des enfants pauvres, Philippines, 1985-2006



Source : PIDS et UNICEF (2010)

LES ENFANTS SONT-ILS PLUS SUSCEPTIBLES D'ÊTRE TOUCHÉS PAR LA PAUVRETÉ QUE LES ADULTES ?

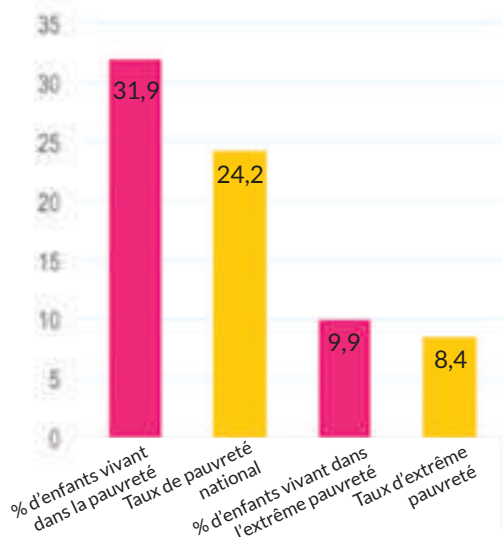
Comparer le taux de pauvreté des enfants et le taux de pauvreté globale (ou le taux de pauvreté des adultes) est un moyen simple et efficace de démontrer la profonde injustice que représente la pauvreté des enfants.

À l'échelle mondiale et dans presque tous les pays disposant de données, les enfants sont plus susceptibles de vivre dans la pauvreté que les adultes. Par exemple, au Ghana, 32 % des enfants vivent dans la pauvreté, telle que définie au niveau national, contre 24 % de la population globale (figure 3.6). De même, les enfants sont plus susceptibles de vivre dans l'extrême pauvreté que les autres tranches d'âge. Le fait que les enfants soient touchés de manière disproportionnée peut avoir des répercussions à long terme sur les résultats de la lutte contre la pauvreté. Il faut donc déployer plus d'efforts pour protéger les enfants de la pauvreté.

Part de la pauvreté des enfants

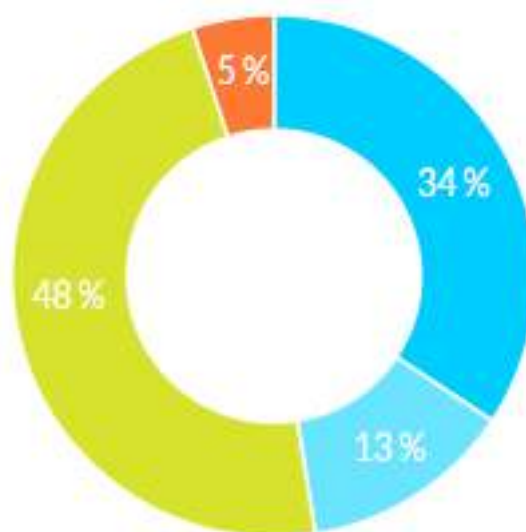
Même si le taux de pauvreté des enfants indique la proportion d'enfants vivant dans la pauvreté, préciser la proportion d'enfants parmi le nombre total de personnes vivant dans la pauvreté (ou la part de la pauvreté des enfants) peut s'avérer un outil puissant. Par exemple, les derniers chiffres de la Banque mondiale montrent qu'à l'échelle mondiale, 47 % des 1,2 milliard de personnes qui luttent pour survivre en dessous du seuil de pauvreté sont âgés de 18 ans ou moins. Si l'on compare ces chiffres à la proportion d'enfants dans la population mondiale, environ 33 %, il apparaît clairement que les enfants sont largement surreprésentés dans le groupe de ceux vivant dans l'extrême pauvreté (figure 3.7).

Figure 3.6 : Taux de pauvreté des enfants par rapport au taux de pauvreté générale



Source : Cooke et al. (2015)

Figure 3.7 : Répartition par âge des personnes vivant avec moins de 1,25 dollar par jour en 2010



■ Enfants de 12 ans ou moins
■ Enfants de 13 à 18 ans
■ 19 à 60 ans
■ 61 ans ou plus

Source : Banque mondiale (2013)

LES ENFANTS SONT-ILS PLUS SUSCEPTIBLES D'ÊTRE TOUCHÉS PAR LA PAUVRETÉ AU DÉBUT OU À LA FIN DE LA PÉRIODE DE L'ENFANCE ?

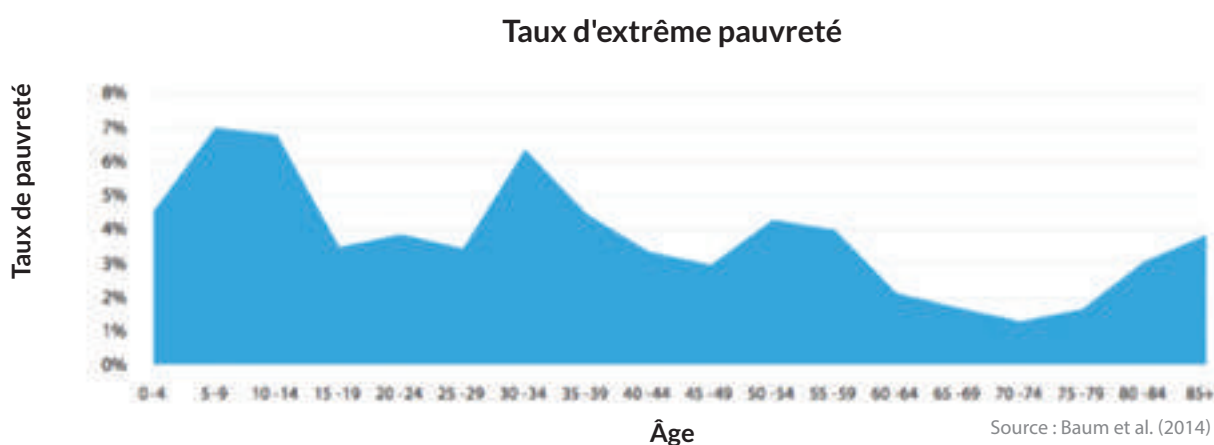
Les besoins physiques, cognitifs et sociaux des enfants varient pendant leur enfance. Ne pas pallier les privations pouvant survenir à tout âge, allant de l'absence d'une alimentation adaptée à un manque d'accès aux services de base, peut avoir des répercussions irréversibles à long terme sur la vie des enfants.

Les données utilisées pour calculer les taux de pauvreté des enfants limitent parfois le nombre de tranches d'âge pour lesquelles des données peuvent être produites, mais il est tout de même possible de ventiler les données afin de communiquer de manière percutante l'incidence de la pauvreté des enfants aux différents âges.

Les tranches d'âge fréquemment utilisées pour la ventilation des données sont les suivantes : 0-4 ans pour la petite enfance, 5-9 ans, 10-14 ans et 15-17 ans. Les taux de pauvreté monétaire des enfants peuvent souvent être ventilés pour ces tranches d'âge au moment de la collecte des données relatives à la composition des ménages. Par exemple, le graphique ci-dessous illustre la fluctuation des taux de pauvreté en Géorgie selon chaque tranche d'âge, montrant un pic élevé chez les enfants âgés de 5 à 14 ans (figure 3.8).

Le regroupement des dimensions et la méthode de collecte des données utilisée limitent la ventilation de la mesure de la pauvreté multidimensionnelle des enfants par âge. Les données sont généralement collectées pour les 0-4 ans (par exemple pour les dimensions de la santé, la nutrition, l'eau et l'assainissement) et les 5-17 ans (santé, éducation, eau, assainissement et information).

Figure 3.8 : Géorgie – taux d'extrême pauvreté de revenu par tranche d'âge



QUELLE VISION LES ENFANTS ET LES JEUNES ONT-ILS DE LA PAUVRETÉ ?

Mieux connaître le point de vue des enfants sur ce qu'est la pauvreté, ce qui la déclenche et quelles pourraient être les solutions est l'un des piliers du travail de lutte contre la pauvreté des enfants, de l'orientation des mesures à l'esquisse de solutions. Concernant la communication autour de la pauvreté des enfants, exprimer le point de vue des enfants peut aider à rendre ce problème plus concret et à prendre conscience que la pauvreté des enfants touche des enfants dans

leur quotidien, entrave leur avenir et détermine les capacités d'un pays à aider les populations les plus vulnérables (voir l'encadré 3.2). Les données factuelles montrent de plus en plus que bien que les données soient essentielles pour mieux comprendre la pauvreté des enfants et mettre en œuvre des politiques efficaces, impliquer les parties prenantes et encourager l'action reposent sur des facteurs humains et non uniquement techniques (voir l'encadré 4.5 de l'Étape 4).

La difficulté de collaborer efficacement avec les enfants afin de comprendre leur expérience de la pauvreté ne doit pas être sous-estimée. Il est non seulement difficile de faire participer les enfants d'âges différents, mais les équipes peuvent également être confrontées à des obstacles culturels et linguistiques selon le contexte. D'excellents guides et approches aident à surmonter ces complications et à mener à bien ce travail, qu'il s'agisse d'entretiens ou de groupes de discussion dans le cadre d'études en profondeur ou de sondage ou d'autres enquêtes pour les enfants plus âgés (voir par exemple « Impliquer les enfants dans le processus » à l'Étape 2).

ENCADRÉ 3.2

En quoi la pauvreté est-elle un sujet d'importance pour les enfants ?

Points de vue recueillis dans le cadre du rapport mondial sur la pauvreté des enfants de Save the Children et par Young Lives

Le rapport mondial sur la pauvreté des enfants de Save the Children a accordé une place très importante à l'écoute des enfants à travers des discussions de groupes avec des enfants du monde entier. Bien qu'il ne soit pas possible ici de résumer les différents contextes et perspectives, les principaux enseignements tirés de ces activités sont instructifs.

- Les enfants sont rarement écoutés ou consultés et lorsque cela est le cas, leurs points de vue ne sont pas souvent suivis d'effets par les adultes. Dans tous les cas, les enfants vivant dans la pauvreté ont plus de mal à faire entendre leur voix que les enfants mieux lotis, en particulier dans les pays en développement.
- Les enfants vivant dans la pauvreté sont largement exposés à la stigmatisation et à la discrimination et sont souvent perturbés par des expériences d'exclusion et d'humiliation qui sont source de stress, d'anxiété, de frustration et de colère.
- Ils reconnaissent souvent l'importance de l'éducation, mais sont frustrés et tristes d'être privés de cette possibilité et sont convaincus que la situation ne va pas s'améliorer.
- Les enfants vivant dans la pauvreté relatent des expériences de discrimination et d'exclusion dans les institutions publiques, en particulier à l'école. Des cas de harcèlement par les enseignants et les camarades sont signalés dans le monde entier et poussent souvent les enfants à abandonner l'école.
- Les enfants vivant dans la pauvreté se plaignent d'être contraints d'assumer des rôles d'adultes, aussi bien à la maison, qu'en tant qu'épouse ou travailleurs.
- Les enfants vivant dans la pauvreté sont susceptibles d'être exposés à la violence ou à l'alcoolisme à la maison ou à l'extérieur. La plupart d'entre eux ne peuvent éviter ces situations qu'au prix de dangers encore plus grands.



© UNICEF/UNI40671/Pirozzi

Young Lives raconte l'histoire d'un jeune garçon de 16 ans issu d'un groupe ethnique minoritaire au Viet Nam :

« [Un enfant] raconte : un autre garçon « s'est moqué de moi parce que j'appartenais à un groupe ethnique », puis « il m'a donné un coup de poing ». Il ne supportait plus le harcèlement incessant. Il a ajouté : « Je n'arrivais pas à assimiler les leçons. Alors, je me suis lassé d'apprendre. » Aujourd'hui, il a arrêté l'école et travaille dans l'exploitation agricole familiale. »

L'histoire d'un jeune garçon au Royaume-Uni : « Je déteste [l'école], car ma mère et mon père n'ont pas suffisamment d'argent pour m'acheter des pantalons alors je dois porter des joggings. Mais ça énerve toujours [le professeur principal] qui me dit : « Tu dois résoudre ce problème de pantalon ! » ».

Dans un camp de réfugiés en Éthiopie, une jeune réfugiée du Soudan du Sud de 16 ans raconte être responsable de ses frères et sœurs après avoir perdu leurs parents.

« Aujourd'hui, je suis la mère de famille. C'est difficile d'assumer la responsabilité de quatre enfants. Je me lève tôt le matin pour préparer la nourriture et aller chercher du bois pour le feu et de l'eau. Chaque mois, j'apporte une ration alimentaire à la maison. Notre mère est décédée d'une maladie et nous avons été séparés de notre père pendant la guerre. »

Aux Philippines, un garçon de 14 ans travaille 12 heures par jour dans une petite mine d'or :

« Parfois, je fais tomber accidentellement le sac de minerai sur mon pied. Il pèse 30 kilos... C'est difficile de porter le sac de minerai et de le tirer. Il est tellement lourd que je dois faire des pauses, je me sens faible... Je n'aime pas travailler là. C'est dur. Et ça me fait peur, parce que ça pourrait s'effondrer. »

Pour plus d'informations :

Save the Children (2016) « Children's Voices: Why does child poverty matter to Children? » In *Child Poverty: what drives it and what it means to children across the world*.

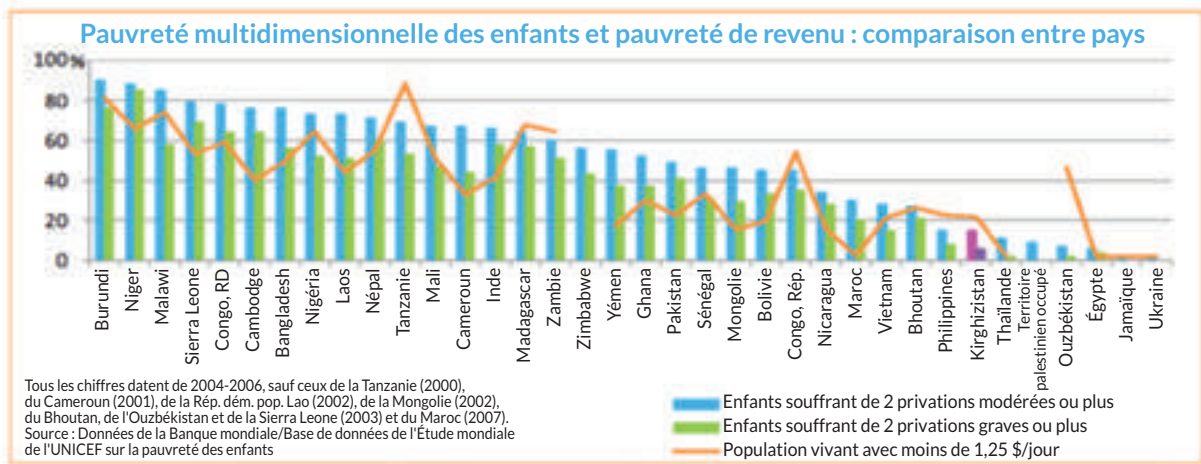
Young Lives et Save the Children. (2013) *Growing up with the promise of the MDGs*.

Young Lives. (2012) *Changing Lives in a Changing World*.

COMPARAISONS DE LA PAUVRETÉ DES ENFANTS À L'ÉCHELLE MONDIALE

La volonté de comparer les pays et les classements peut souvent attirer l'attention des médias et susciter un intérêt mondial pour la comparaison des progrès, en particulier avec les pays que nous connaissons et auxquels nous nous comparons. La pauvreté des enfants se prête volontiers à ces comparaisons (voir la figure 3.9), mais cet exercice dépasse parfois les responsabilités et les compétences des équipes de pays. C'est là que les comparateurs régionaux et mondiaux qui ont été publiés et sont disponibles s'avèrent utiles. En Amérique latine, par exemple, l'UNICEF et la CEPALC se sont associés pour élaborer des profils de la pauvreté des enfants comparables à l'échelle internationale, ainsi qu'un guide d'estimation de la pauvreté des enfants.

Figure 3.9 : Comparaisons mondiales et régionales des taux de pauvreté des enfants – pauvreté monétaire et multidimensionnelle



POURQUOI LES ENFANTS SONT-ILS TOUCHÉS PAR LA PAUVRETÉ ?

L'exercice de profilage de la pauvreté des enfants décrit ci-dessus peut donner un aperçu clair et convaincant de la situation de la pauvreté des enfants d'un pays et du profil des enfants les plus touchés. Cependant, il n'aborde pas les causes sous-jacentes de la pauvreté de ces enfants, qui sont pourtant essentielles pour définir les politiques et les programmes qui peuvent faire la différence.

Dans le cadre de la sensibilisation à la pauvreté des enfants, communiquer sur les raisons de cette pauvreté répond souvent à une interrogation fondamentale des acteurs ciblés (y compris les médias). Au-delà de cet aspect, comprendre les facteurs en jeu est essentiel à l'élaboration d'une réponse politique capable d'atténuer la pauvreté des enfants.

Il est difficile de répondre à ces questions, mais les approches d'identification des causes profondes sont présentées en détail à l'Étape 4.

Message 2 : En quoi la pauvreté des enfants est-elle un sujet d'importance ?

Bien que de nombreuses, voire toutes, les parties prenantes ciblées sachent de manière claire et intuitive pourquoi la pauvreté des enfants est un sujet d'importance, l'étendue complète de ses effets n'est pas toujours pleinement comprise ou présentée simplement.

L'Étape 1 présente sept raisons de s'intéresser à la pauvreté des enfants, ainsi que des preuves appuyant ces affirmations. Dans le cadre des messages de communication visant à inspirer la population générale, sept raisons peuvent être quatre, cinq, voire six raisons de trop. Néanmoins, la liste peut servir de rappel des possibilités pour les messages nationaux adaptés à un public cible particulier, en fonction du profil de la pauvreté des enfants du pays, des données factuelles nationales et du contexte politique.

SEPT RAISONS DE LUTTER CONTRE LA PAUVRETÉ DES ENFANTS :

(Pour l'encadré complet, se reporter à l'Étape 1)

1. PARCE QU'ELLE COMPTE POUR LES ENFANTS ET CONSTITUE UNE VIOLATION DE LEURS DROITS.
2. PARCE QU'ELLE A DES EFFETS DÉVASTATEURS PERMANENTS.
3. PARCE QUE PRESQUE PARTOUT, LES ENFANTS SONT PLUS SUSCEPTIBLES DE VIVRE DANS LA PAUVRETÉ QUE LES ADULTES.
4. PARCE QU'IL EST ESSENTIEL D'ÉLIMINER LA PAUVRETÉ DES ENFANTS POUR ROMPRE LE CERCLE INTERGÉNÉRATIONNEL DE LA PAUVRETÉ ET LUTTER GLOBALEMENT CONTRE LA PAUVRETÉ.
5. PARCE QUE LE FAIT DE NE PAS ÉLIMINER LA PAUVRETÉ DES ENFANTS EST L'UNE DES ERREURS LES PLUS COÛTEUSES QU'UNE SOCIÉTÉ PUISSE COMMETTRE.
6. PARCE QUE MALGRÉ L'URGENCE, LA PAUVRETÉ DES ENFANTS NE REÇOIT PAS ASSEZ D'ATTENTION.
7. PARCE QU'ELLE EST UN PROBLÈME POUR LEQUEL IL EXISTE DES SOLUTIONS ÉPROUVÉES.

Message 3 :

Quelles sont les solutions ?

Le fait de savoir que la pauvreté des enfants a des effets dévastateurs sur les enfants et les sociétés et que les enfants sont surreprésentés parmi les personnes vivant dans la pauvreté nous pousse à agir. Mais nous sommes contraints, moralement et concrètement, d'agir, car le problème de la pauvreté des enfants a une solution.

Nous sommes contraints, moralement et concrètement, d'agir, car le problème de la pauvreté des enfants a une solution.

La prochaine Étape (Étape 4) se concentre entièrement sur l'analyse de la pauvreté des enfants et sur l'étude des politiques et programmes pouvant la réduire. Toutefois, cela nécessite une analyse approfondie, qui peut être difficile à réaliser, dans le cadre de l'élan mondial de sensibilisation à la pauvreté des enfants.

Pour commencer, certains grands domaines ayant une influence sur la pauvreté des enfants peuvent être identifiés. L'ordre du jour ci-après, tiré de la Déclaration conjointe de la Global Coalition to End Child Poverty, peut servir de base à l'élaboration de recommandations nationales générales :

- 1. Chaque pays doit veiller à ce que la réduction de la pauvreté des enfants figure clairement parmi les priorités de son ordre du jour et qu'elle soit intégrée en conséquence dans les politiques, lois et plans nationaux.** Cela passe notamment par une définition et une mesure nationales de la pauvreté multidimensionnelle et de la pauvreté monétaire, ainsi que par la participation des enfants vivant dans la pauvreté. Faute d'analyse claire, il est peu probable que la pauvreté des enfants soit traitée de manière efficace, alors même que des efforts de lutte contre la pauvreté globale ont été déployés.
- 2. Des services de qualité et accessibles doivent être fournis aux enfants les plus démunis.** Ces services sont au cœur de la lutte contre la pauvreté multidimensionnelle des enfants et de la volonté de donner les mêmes chances à chaque enfant. On constate des inégalités flagrantes dans la prestation de services publics, avec des enfants pauvres manquant souvent d'accès réel à des services de qualité, notamment dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'eau et de l'assainissement, et de l'électricité. Le manque d'accès à des services de qualité a non seulement des répercussions directes sur les enfants, mais entrave largement la capacité des enfants à réaliser leur plein potentiel à l'avenir et à rompre le cercle de la pauvreté. Il faut redoubler d'efforts pour améliorer et garantir l'accès des familles les plus pauvres à ces services, notamment en levant les obstacles basés sur la discrimination et l'exclusion. Cela passe par la mise en œuvre d'une stratégie globale visant à atteindre et intégrer les populations les plus pauvres et les plus marginalisées, soutenue par des politiques, programmes, normes et budgets clairement définis.

- 3. Il convient d'aider les familles et les ménages à disposer d'un revenu minimum et de s'assurer que les obstacles financiers n'empêchent pas les enfants d'atteindre leur potentiel.** Sachant que les enfants pauvres vivent souvent dans les ménages économiquement marginalisés qui ne disposent pas des avoirs productifs essentiels ou qui ne sont pas en mesure de trouver un travail productif, il importe de soutenir les moyens de subsistance et l'emploi de ces familles pour réduire la pauvreté des enfants. Dans le même temps, cet appui ne constitue pas une solution pour toutes les familles. Certaines peuvent ne pas être aptes au travail et donc dans l'impossibilité de travailler, ou ne pas trouver d'emploi décent. C'est pourquoi il est crucial d'inscrire à l'ordre du jour le versement d'une aide financière directe, notamment des allocations pour les enfants et des prestations familiales, afin d'aider les ménages les plus marginalisés à sortir de la pauvreté et d'offrir un filet de sécurité à tous les ménages, outre les politiques et programmes d'élimination des obstacles financiers qui entravent l'accès aux biens et services (tels que la suppression des frais ou le versement de subventions).



© UNICEF/Uganda

ENCADRÉ 3.3

Rapports sur la pauvreté des enfants : à des fins de mesure, de plaidoyer ou de changement de politique ? (Ou à toutes ces fins réunies ?)

L'une des principales méthodes de lutte contre le problème de la pauvreté des enfants utilisées par de nombreux pays consiste à élaborer des rapports nationaux sur la pauvreté des enfants. De bien des façons, ces rapports se sont inspirés de l'Étude mondiale sur la pauvreté des enfants menée par l'UNICEF dès 2006 et ont évolué vers une utilisation accrue de l'approche MODA de l'UNICEF.

Dans les pays à revenu plus élevé, les rapports nationaux sont moins fréquemment utilisés (à l'exception notable de la Nouvelle-Zélande et de l'Espagne) au profit d'autres rapports, tels que les bilans du Centre de recherche Innocenti de l'UNICEF sur la pauvreté des enfants, qui sont utilisés dans les activités de plaidoyer. Dans le cadre de ses recommandations sur les enfants, l'UE a également publié plusieurs rapports au niveau national.

Les rapports sur la pauvreté des enfants peuvent soutenir les progrès dans différents domaines, y compris ceux évoqués dans les différentes Étapes du présent guide. Les rapports sont fréquemment utilisés aux fins suivantes :

- **Renforcer la participation des parties prenantes** : le processus d'élaboration de rapports requiert souvent une large collaboration avec de nombreuses parties prenantes, ce qui peut être déterminant dans la création d'alliances et les activités de sensibilisation, comme le décrit l'Étape 1 du présent guide. La plupart des rapports sur la pauvreté des enfants sont élaborés en coordination avec le gouvernement.
- **Réaliser des mesures** : dans bien des contextes, les rapports ont servi de cadre pour créer les premières mesures nationales de la pauvreté des enfants, notamment les mesures de la pauvreté multidimensionnelle des enfants (comme décrit à l'Étape 2).
- **Livrer un plaidoyer** : pour les pays en ayant créé, les rapports sur la pauvreté des enfants s'avèrent de puissants outils de plaidoyer pour susciter l'intérêt des médias et des décideurs et mettre la pauvreté des enfants en lumière (comme décrit à l'Étape 3).
- **Réaliser un profilage et une analyse** : les rapports sur la pauvreté des enfants reposent sur l'analyse des données y relatives qui examine en détail quels enfants sont les plus touchés, quelle est leur situation et quels sont les facteurs sous-jacents (expliqué plus en détail à l'Étape 4).
- **Analyser les politiques et élaborer des conclusions (bien que souvent très générales)** : les rapports sur la pauvreté des enfants portent une attention particulière à l'analyse des politiques et aux recommandations. Toutefois, étant donné l'étendue des rapports, cette analyse peut parfois être plus généraliste et ne pas porter uniquement sur les recommandations propres aux politiques et aux programmes (Étape 4).

QUELQUES CONSIDÉRATIONS RELATIVES À LA RÉDACTION D'UN RAPPORT SUR LA PAUVRETÉ DES ENFANTS – QUEL EST LE BON MOMENT ?

Au vu de la portée de l'impact que les rapports sur la pauvreté des enfants peuvent avoir, ils peuvent apparaître comme un choix logique pour enregistrer des avancées dans ce domaine. Néanmoins, en fonction des circonstances et du niveau d'expérience du pays, il convient d'examiner si et quand la réalisation d'un tel rapport s'avère utile.

Évolution des circonstances : la création des ODD. Au début de l'Étude mondiale sur la pauvreté des enfants, de nombreux pays n'accordaient aucune attention à cette problématique. Élaborer un rapport sur la pauvreté des enfants constituait donc une approche initiale très efficace pour mieux comprendre et commencer à lutter contre ce problème. Aujourd'hui, grâce à l'élan créé par l'Étude mondiale, la question de la pauvreté des enfants a été intégrée aux ODD et, ainsi, la situation de départ des pays n'est pas la même et ces derniers ne bénéficient pas des mêmes possibilités de progression.

Tirer des enseignements de l'expérience : passer du plaidoyer et de l'analyse à des programmes et des politiques efficaces. Sur la base de l'analyse des progrès réalisés ces dix dernières années en matière de lutte contre la pauvreté des enfants, l'UNICEF a cartographié les difficultés rencontrées lors du passage d'un plaidoyer général réussi à la mise en œuvre de programmes et de politiques efficaces. Comme décrit à l'Étape 4, les pays ayant enregistré des avancées dans la lutte contre la pauvreté des enfants ont généralement réalisé une analyse approfondie de certains éléments spécifiques des programmes et politiques.

Quelques questions à se poser avant de rédiger un rapport sur la pauvreté des enfants :

- **Existe-t-il un moyen plus simple et plus rapide de réaliser des avancées quant à la mesure de la pauvreté des enfants ?**

Dans le contexte actuel des ODD, et dans le cas où aucune mesure n'a déjà été réalisée, une réunion et un accord avec l'office national de la statistique, ainsi qu'un appui technique à la méthodologie et à la mesure peuvent permettre de mesurer la pauvreté des enfants de manière plus efficace qu'un rapport complet.

- **Un rapport est-il le meilleur moyen d'instaurer un processus régulier de mesure de la pauvreté des enfants ?**

L'une des difficultés soulevées par les rapports sur la pauvreté des enfants est la mesure régulière de ce problème, dans le cadre des processus gouvernementaux. La mesure de la pauvreté des enfants est parfois liée directement au rapport au lieu de faire partie des activités régulières de compte rendu du gouvernement sur la pauvreté des enfants. D'autres rapports nationaux, tels que les rapports gouvernementaux sur la pauvreté, peuvent aider à y parvenir.

- **Comment maintenir l'élan et atteindre les objectifs de plaidoyer d'un rapport majeur ?**

Pour la plupart des objectifs de plaidoyer, un rapport national peut être un excellent moyen d'attirer l'attention des médias et des décideurs. Cependant, cela risque d'être ponctuel, alors qu'il est important de maintenir l'élan après la publication du rapport.

- **À quel point les recommandations relatives aux politiques et aux programmes doivent-elles être ciblées ?**

Les rapports sur la pauvreté des enfants se sont révélés être d'excellents cadres pour effectuer le profilage et l'analyse de la pauvreté des enfants. Toutefois, leur nature générale peut les empêcher de fournir un niveau d'attention et d'analyse suffisamment précis pour influencer les politiques et programmes particuliers en la matière. Selon le contexte, les rapports peuvent être suffisants pour amener un changement ou pour fournir les bases aux activités plus détaillées liées aux politiques et aux programmes. Dans le cas contraire, il peut être plus judicieux de passer directement des activités de mesure à l'analyse précise des politiques et des programmes en vue de susciter le changement.

- **Si aucun rapport n'est réalisé, quelles autres possibilités existe-t-il pour encourager la participation des parties prenantes ?**

La création d'un rapport complet sur la pauvreté des enfants nécessite un véritable engagement et une réelle appropriation de la part des parties prenantes, deux piliers d'une réussite à long terme. Si d'autres approches sont choisies, il peut être utile de rappeler que cette collaboration ne verrait pas le jour sans des efforts explicites supplémentaires.

- **Disposez-vous d'assez de temps (et d'argent) ?**

La création d'un rapport complet sur la pauvreté des enfants peut être un processus long et relativement coûteux. Les chiffres exacts dépendent de l'ampleur des efforts techniques nécessaires pour impliquer les consultants externes et les enfants dans le processus, ainsi que du degré d'engagement des parties prenantes. Inutile de dire qu'en cas de ressources limitées, le choix d'approches plus ciblées en matière de mesure, de plaidoyer ou d'analyse peut permettre une utilisation plus efficace du temps et des ressources.

- **La publication régulière d'un rapport sur la pauvreté des enfants est-elle requise pour évaluer les avancées vers la réalisation de l'ODD visant à réduire de moitié la pauvreté ?**

L'objectif final suggéré par le présent guide est l'élaboration d'un plan complet, évalué et mis en œuvre pour réduire de moitié la pauvreté des enfants. À ce stade, la publication régulière d'un document semblable au rapport sur la pauvreté des enfants peut s'avérer un excellent mécanisme pour suivre et évaluer les avancées vers cet objectif.

RESSOURCES

UNICEF (2007) *Étude mondiale sur la pauvreté et les disparités chez les enfants 2007-2008 : Guide*

De Neubourg et al. (2013) *L'analyse du chevauchement des privations multiples (MODA) – Directives étape par étape*

Bilans Innocenti de l'UNICEF

Recommandations de l'UE – Investir dans l'enfance pour briser le cercle vicieux de l'inégalité

C. Approches nationales de mise en lumière de la pauvreté des enfants

Étant donné la grande expertise sur le terrain en matière de plaidoyer et l'importance capitale du contexte dans la manière dont mener les activités de plaidoyer, la présente Étape s'est concentrée sur les approches visant à identifier les objectifs et les indicateurs de plaidoyer et les méthodes de collecte et de communication des données. Cette dernière partie dépasse les généralités pour étudier en détail comment des pays du monde entier ont mis en lumière la pauvreté des enfants.



© UNICEF/UNI139106/Markisz



KIRGHIZISTAN

Impliquer la population grâce à des campagnes et aux réseaux sociaux

Au Kirghizistan, la société civile et l'UNICEF ont su impliquer le public et entamer des processus politiques grâce à des supports visuels et des campagnes sur les médias sociaux, donnant lieu à une importante réforme du programme de protection sociale.

REPÈRES CHRONOLOGIQUES :

- Lancement d'un plaidoyer en faveur d'une hausse des financements destinés aux allocations familiales en 2011.
- Des avancées importantes ont été enregistrées en 2015.
- Le mouvement social et la campagne sociale ont débuté lors de la Journée internationale de l'enfance pour une durée d'un mois.

BESOINS EN MATIÈRE DE DONNÉES ET EXPERTISE

- Comprendre les plans de protection sociale.
- Examiner le budget de protection sociale.
- Lancer des campagnes publiques.

PARTIES PRENANTES

- ONG œuvrant en faveur des droits de l'homme (acteurs clés des activités de plaidoyer).
- UNICEF (son rôle principal était de fournir des données factuelles et des conseils techniques).
- Groupe d'experts sur la protection sociale.
- Partenaires de développement, dirigés par l'UE et la GIZ.

Ressources (en langue kirghize)

Exemple de vidéo d'une campagne intitulée « Survivre avec 18 soms kirghizes par jour », https://www.youtube.com/watch?v=BSL_wAmplel&feature=youtu.be

Un billet de blog concernant la campagne : <http://kloop.kg/blog/2015/06/26/video-kak-bishkekские-aktivisty-pytalis-prozhit-na-18-somov-v-den/>

L'APPROCHE

1. Depuis 2011, des campagnes de plaidoyer sont déployées en continu dans le but de sensibiliser à la pauvreté des enfants et un appel a été lancé pour améliorer la couverture et l'efficacité des programmes de protection sociale. Malgré le versement d'allocations sociales aux familles pauvres et vulnérables, le programme a fait face à deux difficultés : 1) les critères d'éligibilité étaient trop élevés, excluant ainsi de nombreuses familles vulnérables ; 2) la méthode de calcul des prestations choisie a engendré des paiements faibles et inexacts.
2. Les efforts de plaidoyer ont été déployés par un large éventail d'acteurs, dont des experts, des organisations de la société civile et des organisations de développement. Dans le cadre du 25e anniversaire de la signature de la Convention relative aux droits de l'enfant, les organisations concernées ont lancé un appel pour augmenter le seuil des allocations familiales versées en espèces. Cet appel s'est appuyé sur l'analyse de la situation de la pauvreté des enfants et a souligné le besoin de souplesse budgétaire nécessaire pour opérer ce changement.
3. Grâce à l'appel envoyé à plus de 20 décideurs de haut niveau, dont le Président et le Premier ministre, et à des activités de plaidoyer ciblées auprès du Parlement, la hausse du critère d'éligibilité a été approuvée pour le budget annuel 2015, par deux commissions statutaires sur le budget et les finances.
4. Outre les activités de plaidoyer visant à modifier les critères d'éligibilité, les parties prenantes ont également jugé important que le montant des allocations soit le même pour toutes les familles. Elles ont ainsi participé à deux séances publiques entre le Gouvernement et le Parlement en mars et mai 2015 et ont lancé un mouvement social, ainsi qu'une campagne intitulée « Survivre avec 18 soms kirghizes par jour ». La somme de 18 soms correspond au montant journalier perçu grâce aux allocations mensuelles moyennes de lutte contre la pauvreté. Des ONG partenaires et de jeunes activistes ont répertorié ce qu'il était possible d'acheter avec 18 soms kirghizes par jour et ont posté leurs résultats sur Facebook.
5. Des documents de plaidoyer supplémentaires ont été préparés, sur la base de messages simples et de graphiques parlants.
6. Le plaidoyer et les engagements politiques se sont avérés efficaces pour sensibiliser les politiques. L'expérience a montré qu'avant la campagne, de nombreux représentants du gouvernement et parlementaires méconnaissaient le niveau des allocations perçues. Ils ont rapidement soutenu le mouvement après en avoir été informés.
7. Tous les efforts déployés ont permis de rendre le programme de protection sociale plus favorable aux populations pauvres, en rehaussant le seuil d'éligibilité et en instaurant un montant d'allocations fixe. Une modification de la loi a été adoptée fin juin 2015 par le Parlement, puis ratifiée par le Président.
8. Depuis son adoption, le programme de protection sociale est sous la surveillance du Conseil de coordination interministériel de la protection sociale, présidé par le vice-premier ministre, qui s'assure que les familles pauvres et vulnérables bénéficient des nouvelles allocations. Des groupes de la société civile et des partenaires de développement siègent également au Conseil, apportant ainsi leur soutien à la mise en œuvre et au suivi des programmes et politiques de protection sociale.



IRLANDE

Lancement du bilan régional sur le bien-être de l'enfant visant à promouvoir une collaboration plus étroite entre les organisations de la société civile.

Lors de la présidence irlandaise de l'Union européenne, les organisations de la société civile ont co-organisé un événement à Dublin, invitant les OSC d'autres pays de l'UE à lancer des rapports régionaux sur le bien-être de l'enfant en vue d'établir des liens plus solides et de stimuler l'apprentissage mutuel et les échanges.

REPÈRES CHRONOLOGIQUES :

- Trois mois depuis le lancement du bilan.

BESOINS EN MATIÈRE DE DONNÉES ET EXPERTISE

- Bilan sur le bien-être de l'enfant.
- Compétences et expérience en matière de plaidoyer.
- Mise en réseau avec les OSC régionales luttant contre la pauvreté des enfants.

PARTIES PRENANTES

- Gouvernement (Ministère des affaires des enfants et des jeunes)
- OSC, dont Eurochild, European Anti-Poverty Network (EAPN) et Children's Rights Alliance
- UNICEF
- Commission européenne
- Milieu universitaire et chercheurs

Ressources :

- Rapport de l'événement rédigé par Children's Rights Alliance, EAPN Irlande et l'UNICEF (2013) *Taking action to fight child poverty and to promote child well-being*, qui présente en détail le programme et les résultats de l'événement
- UNICEF (2013) Bilan Innocenti 11 qui compare le bien-être des enfants dans les pays riches et établit un classement sur la base d'indicateurs.
- Courte vidéo d'une discussion entre jeunes Irlandais disponible sur YouTube : <https://www.youtube.com/watch?v=rTpi6jiu3Ok>

L'APPROCHE

1. **Le Centre de recherche Innocenti de l'UNICEF a publié son 11e bilan (Bilan Innocenti 11) sur le bien-être des enfants dans les pays riches, y compris une version pour enfant.** Ce bilan mesure l'évolution de la situation selon cinq dimensions de la vie de l'enfant : bien-être matériel, santé et sécurité, éducation, comportement et risques, et logement et environnement.
2. **UNICEF Irlande a créé une courte vidéo illustrant une table ronde de jeunes Irlandais** discutant de ce que grandir en Irlande au XXIe siècle signifie et commentant les résultats du rapport.



3. **Lors de la présidence irlandaise de l'Union européenne en 2013, Eurochild, EAPN et l'UNICEF ont coordonné la publication du Bilan Innocenti 11 et de l'Explicatif EAPN sur la pauvreté des enfants à Dublin, en présence du Ministère des affaires des enfants et des jeunes.** Cet événement de lancement, considéré comme un événement lié à la présidence, a rassemblé plus de 60 personnes venues de plus de neuf pays différents et représentant un large éventail d'OSC.
4. **Le directeur du Centre de recherche de l'UNICEF a présenté les résultats du rapport à l'occasion d'un séminaire de haut niveau** auquel participaient des responsables de la Commission européenne, d'ONG et de réseaux partenaires, de grandes universités et des médias.
5. **Un séminaire de formation a également été organisé afin de doter les ONG des compétences** nécessaires pour appliquer les recommandations de l'UE « Investir dans l'enfance » dans leur plaidoyer sur la pauvreté des enfants. Des partenaires de neuf États membres de l'UE ont participé à cette formation.



MAROC

Lancer un débat public sur les approches et les solutions relatives à la pauvreté des enfants

Avant le lancement de la première étude sur la pauvreté et les disparités chez les enfants au Maroc, la pauvreté des enfants était méconnue et n'était pas mesurée de manière distincte de la pauvreté des adultes. La réalisation d'une étude sur la pauvreté des enfants, suivie d'une analyse de la situation par l'UNICEF et de la tenue de plusieurs événements nationaux et internationaux stratégiques, a ouvert un débat éclairé entre les politiques, les ministères, le milieu universitaire, les enfants et d'autres parties prenantes majeures sur la lutte contre la pauvreté des enfants et ses impacts.

REPÈRES CHRONOLOGIQUES :

- *Trois ans pour que le gouvernement s'engage à mettre en œuvre un système de suivi de la pauvreté des enfants.*
- *Deux ans d'échanges Sud-Sud pour renforcer les capacités techniques.*

BESOINS EN MATIÈRE DE DONNÉES ET EXPERTISE

- *Connaissances des approches mondiales de mesure de la pauvreté des enfants.*
- *Méthodes qualitatives pour prendre en compte le point de vue des enfants.*

PARTIES PRENANTES

- *Observatoire national du développement humain (ONDH), Haut-Commissariat au plan (HCP), Observatoire national des droits de l'enfant (ONDE)*
- *Acteurs gouvernementaux de haut niveau*
- *Ministères de la santé, de l'éducation, de la solidarité, de la famille, des femmes et du développement social*
- *ONG, milieu universitaire*
- *Partis politiques et parlementaires*
- *Enfants et jeunes*
- *UNICEF*

Autres ressources :

UNICEF (2011) *Knowledge for Action: Emerging experiences in child-focused Social and Economic Policy* – édition de juillet
 UNICEF (2007) *Étude mondiale sur la pauvreté et les disparités chez les enfants*
 Participation de l'UNICEF à la Conférence pour la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord : <http://unicefmenapolicy.blogspot.com/p/conference-on-equity-in-mena-rabat-may.html>

L'APPROCHE

- 1. La première analyse de la pauvreté et des disparités chez les enfants** a été réalisée en 2009, mettant ainsi la pauvreté des enfants en lumière. En collaboration avec le Haut-Commissariat au Plan (HCP) et l'Observatoire national des droits de l'enfant (ONDE), l'UNICEF a réalisé la première étude sur la pauvreté et les disparités chez les enfants. Cette dernière a introduit de nouveaux concepts et de nouvelles mesures permettant d'identifier les enfants vivant dans les communautés les plus vulnérables.
- 2. Le premier forum sur la politique sociale et les droits de l'enfant** qui s'est tenu en 2012 a amené un changement d'approche et a été suivi par l'engagement du gouvernement d'utiliser une approche multidimensionnelle pour étayer les politiques et mesurer la pauvreté.
- 3. Un mémorandum d'accord a été signé entre plusieurs partenaires** en vue d'encourager et d'effectuer une analyse de la pauvreté et des disparités chez les enfants et de mettre en place un système d'information permettant de mieux suivre la pauvreté des enfants.
- 4. Un accord Sud-Sud promouvant les échanges de compétences techniques** a été signé entre l'ONDH, l'ONDE, CONEVAL du Mexique et l'UNICEF dans le but de faciliter les collaborations et de créer un système qui assure le suivi et l'évaluation efficaces des politiques sociales sur la situation des enfants. Cet accord a été étendu au Centre de recherches et d'études sociales (CRES) de Tunisie et deux événements internationaux ont été organisés en 2014 et 2015 pour promouvoir la mesure de la pauvreté multidimensionnelle et l'évaluation de la politique sociale en accordant une attention particulière aux enfants.
- 5. En 2015, l'analyse de la situation des enfants au Maroc** a tenu compte du point de vue des enfants tout au long du processus, en mettant l'accent sur l'équité. Cette analyse a révélé d'importantes avancées dans de nombreux domaines, mais a souligné des iniquités et des lacunes persistantes, notamment en matière de mortalité néonatale, de retard de croissance, d'éducation préscolaire, de violence envers les enfants, de justice pour mineurs et de participation des jeunes. Le rapport d'analyse a été présenté au Conseil économique, social et environnemental du Maroc, en présence de plus d'une centaine d'enfants.
- 6. Le rapport a été communiqué à tous les partis politiques** avant le dernier processus électoral du Maroc, leur demandant de tenir compte de l'intérêt de l'enfant dans leurs programmes politiques respectifs. L'UNICEF prévoit de poursuivre ses efforts de plaidoyer auprès du Parlement et d'étendre ses activités au niveau décentralisé.
- 7. Le Ministre de la famille, de la solidarité, de l'égalité et du développement social** a appelé à l'ouverture d'un dialogue national objectif sur la réalité de la situation des enfants au Maroc et a encouragé la mise en œuvre de moyens favorisant ce dialogue. Le ministre a souligné la volonté nationale constante d'améliorer la situation des enfants au moyen de politiques et programmes publics, sous la direction du Roi, et a réaffirmé l'engagement du pays à promouvoir et soutenir le respect des droits de l'enfant.
- 8. Dans la continuité des efforts déjà déployés, l'UNICEF aide l'ONDH** à établir un profil de la situation des enfants au Maroc à l'aide de l'approche nationale MODA, en s'appuyant sur une enquête réalisée auprès d'un échantillon de ménages. Il est également prévu d'instaurer une mesure régulière de la pauvreté des enfants au cours des cinq prochaines années.



ESPAGNE

Une alliance de diverses organisations se forme pour faire de la pauvreté des enfants une priorité nationale

Après la publication de chiffres alarmants concernant le nombre croissant d'enfants touchés par la pauvreté en Espagne durant les crises économiques, des partenaires de tous horizons ont conjugué leurs efforts dans le cadre d'une coalition pour définir une nouvelle stratégie nationale de lutte contre la pauvreté des enfants et un budget y afférent.

REPÈRES CHRONOLOGIQUES : 2013-2015

BESOINS EN MATIÈRE DE DONNÉES ET EXPERTISE

- Bilan sur le bien-être de l'enfant.
- Compétences et expérience en matière de plaidoyer.
- Mise en réseau avec les OSC régionales luttant contre la pauvreté des enfants.

PARTIES PRENANTES

- Coalition en faveur de la lutte contre la pauvreté des enfants
- Partis politiques
- Parlementaires
- Ministère de la santé et des services sociaux
- Gouvernements régionaux
- Médias
- Société civile

Ressources :

- « Spanish Alliance for Investing in Children holds interactive workshop » et « Spanish Children's Rights Coalition joins the Spanish Alliance for Investing in Children », tous deux de l'Alliance européenne pour investir dans l'enfance : <http://www.alliance4investinginchildren.eu/tag/spain/>

L'APPROCHE

1. Suite à la révélation en 2013 du nombre croissant d'enfants touchés par la pauvreté en Espagne, diverses organisations ont conjugué leurs efforts pour faire de la pauvreté des enfants l'une des priorités nationales et s'assurer que ce problème soit pris en compte dans les politiques et les budgets prioritaires.
2. Un large éventail de partenaires, y compris des acteurs œuvrant pour les enfants, et d'organisations de la société civile ont joint leurs efforts pour créer une plateforme nationale de plaidoyer. Cette coalition a permis de regrouper des organisations internationales basées en Espagne, telles que SOS Espagne, la Croix-Rouge Espagne, Save The Children Espagne et UNICEF Espagne, ainsi que des acteurs de la société civile nationale, dont CERMI et Fundación Secretariado Gitano, représentant différents groupes de population.
3. La coalition formait un groupe de travail informel constitué de représentants des différents partenaires avant d'officialiser son statut dans le cadre de l'Alliance espagnole pour investir dans l'enfance, coordonnée par l'alliance régionale Eurochild et dirigée par UNICEF Espagne.
4. Ensemble, ils ont mené un vaste éventail de discussions lors d'un atelier au cours duquel ils ont élaboré une stratégie de plaidoyer pour faire de la pauvreté des enfants un problème prioritaire, renforcer le rôle des politiques publiques de lutte contre la pauvreté des enfants et mettre en œuvre les recommandations de la Commission européenne « Investir dans l'enfance ». Grâce au processus de participation des enfants, trois jeunes Espagnols ont pu participer à la convention de la plateforme européenne contre la pauvreté qui s'est tenue à Bruxelles en 2014.
5. Afin d'améliorer la visibilité du problème de la pauvreté des enfants dans les débats nationaux, l'UNICEF et Save the Children ont collaboré avec les dirigeants des partis politiques en vue de les encourager à appeler, dans un discours national, à élaborer une stratégie en faveur des enfants et de l'inclusion sociale et à lutter contre la pauvreté des enfants.
6. Avant les élections nationales, l'alliance s'est entretenue avec le gouvernement et les différents groupes parlementaires et partis politiques, ce qui a permis d'inscrire la lutte contre la pauvreté des enfants parmi les engagements explicites cités dans les manifestes politiques. Plus précisément, les propositions formulées comprenaient la hausse des allocations familiales et l'amélioration de la couverture de la sécurité sociale pour les enfants.
7. Ces efforts conjoints ont permis d'inscrire la lutte contre la pauvreté des enfants parmi les priorités du Plan national pour les enfants, du Plan national pour l'inclusion sociale (2013) et du Plan d'aide aux familles (2014), débloquant ainsi 48 millions d'euros en 2016 (32 millions d'euros en 2015) pour atténuer les effets de la pauvreté sévère sur les enfants. L'alliance continue de plaider en faveur de la lutte contre la pauvreté des enfants et d'investissements pour les enfants.



© UNICEF/UNI139070/Markisz

1 - Élaborer une feuille de route nationale pour éliminer la pauvreté des enfants

2 - Mesurer la pauvreté des enfants

3 - Mettre en lumière la pauvreté des enfants grâce au plaidoyer

4 - Réduire la pauvreté des enfants grâce à des changements de politiques et de programmes

5 - Attendre les ODD : éliminer l'extrême pauvreté des enfants et réduire de moitié la pauvreté des enfants telle que définie par chaque pays

Conclusion

L'Étape 3 s'est concentrée sur les principaux outils permettant de placer la lutte contre la pauvreté des enfants tout en haut de l'agenda national en suscitant et en maintenant l'intérêt des groupes visés grâce à la mobilisation des décideurs de haut niveau. L'Étape 4 détaillée dans le prochain chapitre est axée sur une analyse technique plus spécifique qui présente aux décideurs les différentes possibilités politiques pour élaborer ou réformer les politiques et programmes nécessaires à la réalisation des ODD d'ici à 2030.

LISTE DE CONTRÔLE DE L'ÉTAPE 3 : INDICATEURS DE RÉUSSITE

- ✓ La question de la pauvreté des enfants est abordée régulièrement dans les médias ou sur les réseaux sociaux.
- ✓ La lutte contre la pauvreté des enfants fait partie des engagements pris par les parties prenantes telles que le Ministère des finances et la Banque mondiale.
- ✓ Des parties prenantes autres que les principaux défenseurs de la lutte contre la pauvreté des enfants soulignent l'importance de traiter ce problème.
- ✓ Les mesures et concepts relatifs à la pauvreté des enfants sont pleinement abordés lors des discussions politiques importantes (telles que les documents-cadres budgétaires et le discours sur l'état de la nation).



© UNICEF/UNI127789/Asselin

© UNICEF/UN05212/Dragaj



un monde
libéré
de la pauvreté
des enfants

Étape 4 Réduire la pauvreté des enfants grâce à des changements de politiques et de programmes



END **CHILD**
POVERTY
GLOBAL COALITION

unicef 

Étape 4

Réduire la pauvreté des enfants grâce à des changements de politiques et de programmes



PRINCIPAUX MESSAGES

- Un ensemble de politiques et de programmes a fait ses preuves en matière de lutte contre la pauvreté des enfants. Les réponses apportées à la pauvreté monétaire et multidimensionnelle des enfants peuvent varier considérablement.
- Les points sur lesquels un pays devra se concentrer dépendront de la situation nationale des enfants, des facteurs de la pauvreté des enfants et des possibilités d'amélioration.
- Modifier les politiques et les programmes en vue de réduire la pauvreté des enfants requiert des efforts de plaidoyer (Étape 3), ainsi que la réalisation d'une analyse technique pour répondre aux questions des décideurs.
- Plusieurs outils éprouvés permettent de répondre aux principales questions des décideurs et de les aider à réduire la pauvreté des enfants.

Les Étapes 1, 2 et 3 se sont attachées respectivement à : 1) sensibiliser les principales parties prenantes à la pauvreté des enfants ; 2) mesurer officiellement et de manière régulière la pauvreté des enfants ; et 3) mettre le problème de la pauvreté des enfants en lumière grâce à des efforts conjoints de plaidoyer.

Chacune de ces étapes peut contribuer à apporter des changements concrets dans la vie des enfants vivant dans la pauvreté : les parties prenantes peuvent diffuser leurs connaissances relatives à ce problème dans leurs sphères d'influence ; les données disponibles peuvent être prises en compte dans les analyses qui étayent les programmes et les politiques ; et avec un soutien public croissant, la pauvreté des enfants peut devenir un problème politique qui influence les discussions et les décisions du gouvernement et des acteurs non gouvernementaux.

L'Étape 4 passe de ces approches générales à des considérations plus spécifiques, telles que définir les politiques et programmes de lutte contre la pauvreté des enfants et déterminer en quoi l'analyse de la pauvreté des enfants peut les soutenir et les influencer.

POINTS ESSENTIELS DE L'ÉTAPE 4

- A** PRÉSENTATION DE L'ENSEMBLE DE POLITIQUES ET DE PROGRAMMES POUVANT RÉDUIRE LA PAUVRETÉ DES ENFANTS
- B** SUR QUOI SE CONCENTRER : CHOISIR LES POLITIQUES OU PROGRAMMES ADÉQUATS À DÉFENDRE
- C** FAIRE DU CHANGEMENT UNE RÉALITÉ : QUESTIONS POLITIQUES CLÉS ET APPROCHES ANALYTIQUES POUR Y RÉPONDRE

A. Présentation de l'ensemble de politiques et de programmes pouvant réduire la pauvreté des enfants

S'agissant de l'élimination de la pauvreté des enfants, l'une des principales questions est de savoir s'il existe un ensemble de politiques et de programmes de base permettant de réaliser cette aspiration.

Bien que la présente étape montre qu'il n'existe pas de réponse unique à cette question et que les domaines stratégiques et les éléments politiques peuvent varier, on recense tout de même des caractéristiques communes qui s'appliquent de manière universelle. Les politiques et programmes de lutte contre la pauvreté des enfants reposent sur deux principes fondamentaux :

- i) **ils fournissent des services de qualité et accessibles, en particulier aux enfants les plus démunis, notamment dans des domaines tels que la nutrition, l'éducation et la santé, sur lesquels repose la mesure de leur niveau de pauvreté multidimensionnelle, et ils conditionnent la possibilité pour les enfants de réaliser leur plein potentiel et de rompre le cercle de la pauvreté ;**
- ii) **ils aident les familles et les ménages à disposer d'un revenu minimum et s'assurent que les obstacles financiers n'empêchent pas les enfants d'atteindre leur potentiel.**

Ce mélange simple constitue la base d'un programme d'action mondial de lutte contre la pauvreté des enfants, et les pays qui ont traité ce problème avec succès ont enregistré de bons résultats dans ces domaines. Mais peu d'entre eux, voire aucun, pourraient affirmer qu'aucun effort supplémentaire n'est nécessaire.

Dans certains pays, ce large programme d'action, ainsi que le constat de la situation des enfants vivant dans la pauvreté et de ses effets dévastateurs, sont suffisants pour déclencher l'action et inciter les décideurs et d'autres experts à ajuster les politiques et les programmes pour atteindre les objectifs (encadré 4.1).

Néanmoins, dans d'autres contextes, les changements de politiques et de programmes nécessitent une analyse et une meilleure compréhension de la situation, ainsi que des efforts de plaidoyer pour encourager la mise en œuvre des actions requises. C'est dans ces cas de figure que les choses se compliquent : pourquoi les enfants n'ont-ils pas accès aux services ? Leur couverture n'est-elle pas assez large ou sont-ils trop chers ? Et quelle est la réponse à ce problème ?

Comment s'assurer que les familles perçoivent un revenu suffisant pour se maintenir au-dessus du seuil de pauvreté ? (transferts monétaires, aide à l'emploi ou services de garde d'enfants)

Comme évoqué plusieurs fois depuis le début de ce guide, la pauvreté des enfants peut être appréhendée et mesurée sous le prisme de la pauvreté multidimensionnelle ou de la pauvreté monétaire. Quelle que soit l'approche de mesure choisie, comprendre les politiques et les programmes élaborés en réponse au problème de la pauvreté des enfants peut permettre de mieux saisir les aspects monétaires et multidimensionnels (non monétaires) de la pauvreté des enfants, indépendamment des réponses adoptées, qui peuvent varier considérablement selon les contextes.

Par ailleurs, il est important de souligner que les approches efficaces de réduction de la pauvreté globale, telles que les stratégies de réduction de la pauvreté, les politiques en faveur de l'emploi ou les plans de croissance économique, peuvent s'avérer extrêmement bénéfiques pour les enfants. Afin de veiller à ce que leur impact soit aussi profitable que possible pour les enfants, il convient d'impliquer ces derniers le plus souvent possible en faisant notamment le lien entre les cadres de suivi des ODD et les taux de pauvreté des enfants, ou en évaluant les progrès réalisés en matière d'impact des politiques et des programmes sur les enfants. La présente étape aborde ce point plus en détail.

ENCADRÉ 4.1

Politique ou programme – ou bien les deux ?

Tout au long de cette étape, les « politiques et programmes » sont utilisés conjointement afin de comprendre l'impact considérable des actions d'envergure sur la pauvreté des enfants. En réalité, les politiques et les programmes sont liés mais sont différents, à la fois du point de vue théorique et dans la manière dont ils interagissent en pratique, dans le contexte national.

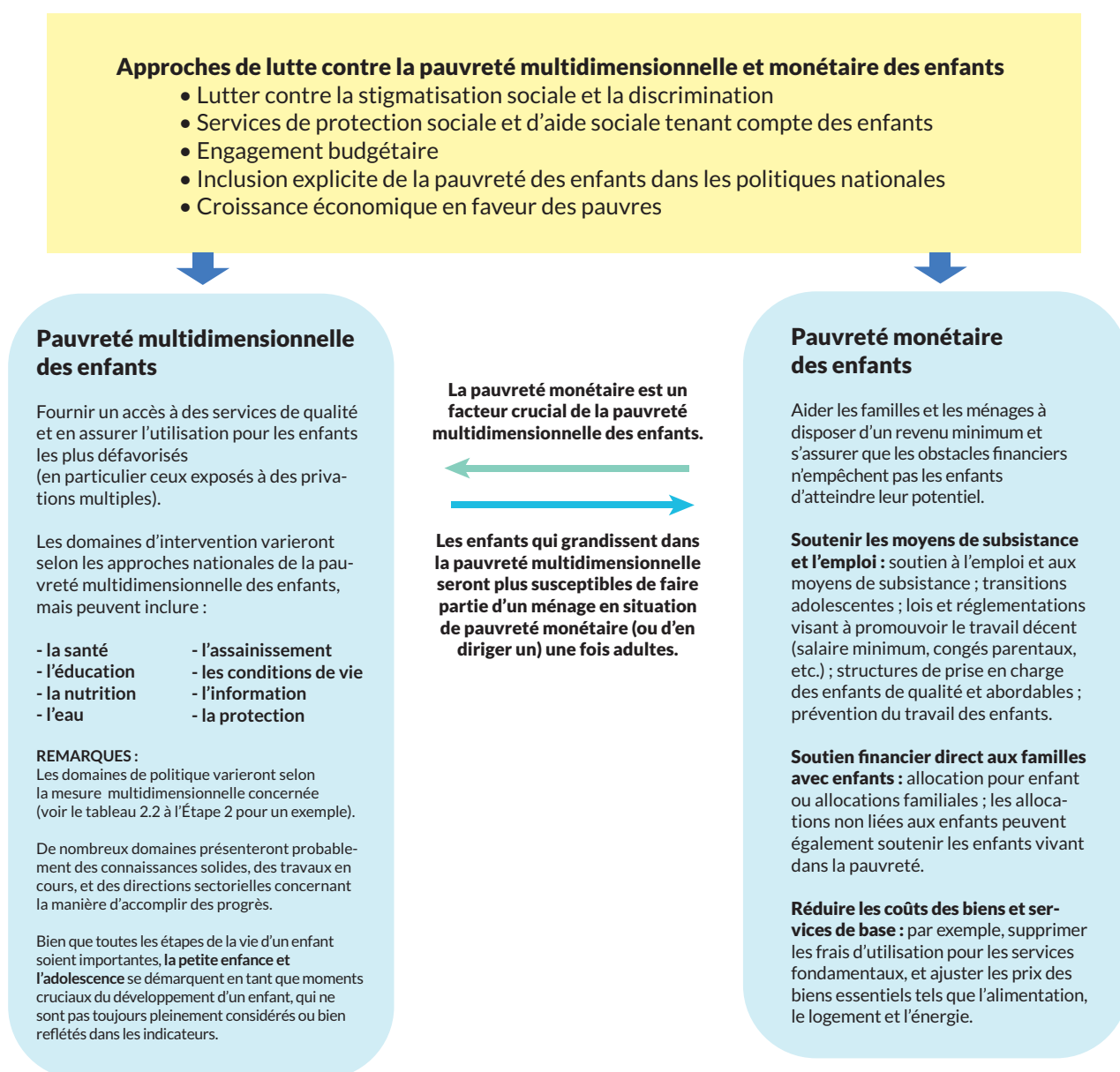
Une politique se définit comme « une ligne de conduite adoptée et maintenue par un gouvernement ». Ainsi, modifier une politique au profit des enfants vivant dans la pauvreté peut générer des retombées à grande échelle. Toutefois, dans certains pays, adopter une loi peut constituer une source d'inspiration plus importante que prendre des mesures immédiates sur le terrain. Un programme fait davantage référence à l'action et à la mise en œuvre et peut être défini comme « un ensemble de mesures ou d'activités liées à un objectif spécifique à long terme ». Si les programmes gouvernementaux sont souvent déployés à plus grande échelle, les programmes indépendants des organisations non gouvernementales peuvent également faire une énorme différence. Ils peuvent s'avérer particulièrement importants dans les contextes où le gouvernement n'est pas en mesure d'atteindre les populations les plus marginalisées.

De nombreux éléments propres au contexte sont à prendre en considération dans le choix des domaines prioritaires. S'engager dans un processus de changement des politiques peut être un processus extrêmement long et, dans de nombreux domaines, les politiques existantes peuvent fournir un cadre pour améliorer les programmes mis en œuvre sur le terrain et élargir leur portée. Dans d'autres domaines émergents, tels que la protection sociale dans certains contextes, il peut être nécessaire de créer un cadre politique pour assurer la pérennité et la réussite des programmes. Si l'on se concentre plus spécifiquement sur les éléments propres à la pauvreté des enfants, qu'il s'agisse du développement de l'enseignement préscolaire ou des transferts monétaires, l'idée de se concentrer sur des éléments précis d'un certain contexte devient plus claire.

Le reste de la présente étape se concentre sur l'ensemble de politiques permettant d'éliminer la pauvreté des enfants (présenté en bref dans la figure 4.1). Bien que le présent guide ne puisse pas rendre compte de la richesse d'informations disponibles pour chaque domaine, il vise à mettre en lumière certains éléments clés et à indiquer la documentation et les orientations disponibles dans les domaines suivants :

- **Approches globales de lutte contre la pauvreté multidimensionnelle et monétaire des enfants**
- **Approches de lutte contre la pauvreté multidimensionnelle des enfants**
- **Approches de lutte contre la pauvreté monétaire des enfants**

Figure 4.1 : Politiques et programmes de lutte contre la pauvreté des enfants



Approches globales de lutte contre la pauvreté des enfants (multidimensionnelle et monétaire)

Bien que plusieurs interventions soient conçues pour traiter spécifiquement la pauvreté monétaire ou la pauvreté multidimensionnelle, un grand nombre de domaines clés permettent d'agir sur ces deux formes à la fois. Parmi ceux-ci figurent :

La lutte contre la stigmatisation et la discrimination sociales :

la stigmatisation et la discrimination sociales sont des causes profondes fréquentes de la pauvreté monétaire et de la pauvreté multidimensionnelle qui entravent la participation d'un ménage au marché du travail ou son engagement citoyen et qui empêchent les enfants d'accéder à certains domaines ou d'acquérir certaines expériences. Ainsi, dans de nombreux contextes, lutter contre la stigmatisation et la discrimination sociales peut être un facteur important dans la réduction de la pauvreté monétaire et multidimensionnelle des enfants (voir l'encadré 4.2 pour de plus amples informations).

La mise en œuvre de services de protection sociale et d'aide sociale tenant compte des enfants :

Si la protection sociale est souvent associée aux transferts monétaires qui agissent contre la pauvreté monétaire, les systèmes de protection sociale et d'aide sociale constituent un vaste réseau interconnecté de programmes pour les enfants, capable d'identifier les enfants souffrant de différentes privations (monétaires ou autres) et de les orienter vers les programmes appropriés.

L'engagement budgétaire :

Quel que soit l'ensemble de programmes ou de politiques, il est essentiel de garantir un financement suffisant et de contrôler son utilisation afin que les plans puissent être correctement mis en œuvre et qu'ils améliorent la vie des enfants. Il peut être important d'agir de manière plus générale sur le budget et les finances publiques de chaque domaine lié à la pauvreté des enfants. Cette pratique est de plus en plus courante dans de nombreux pays et la seconde moitié de ce chapitre, ainsi que l'Étape 5, abordent ce point plus en détail.

L'inclusion dans les politiques nationales :

Les pays sont généralement dotés d'une stratégie de réduction de la pauvreté globale ou d'un plan de développement national qui présente les principales interventions à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs nationaux, y compris les objectifs de réduction de la pauvreté. Cette stratégie ou ce plan peut avoir des effets considérables sur la réduction de la pauvreté des enfants, même lorsque ce résultat ne faisait pas clairement partie des objectifs. Intégrer, le cas échéant, la lutte contre la pauvreté des enfants à ces plans, à la fois comme cible principale permettant d'évaluer les progrès accomplis et comme moyen de sélectionner et mettre en œuvre des politiques et programmes précis, peut améliorer leur capacité à attirer l'attention nationale et les ressources nécessaires à la lutte contre la pauvreté des enfants.

La croissance économique en faveur des pauvres :

La croissance économique en faveur des pauvres peut constituer un moteur fondamental de la réduction de la pauvreté des enfants : la croissance des économies, qui s'accompagne de l'accès des familles pauvres à l'emploi de qualité et de l'augmentation des recettes fiscales permettant de renforcer la prestation de services, contribue à sortir les enfants de la pauvreté monétaire et multidimensionnelle. Néanmoins, la croissance économique peut être difficile à percevoir. Les approches relatives aux politiques et aux programmes évoquées dans cette étape visent à s'assurer que les familles pauvres et la lutte contre la pauvreté des enfants bénéficient des retombées de la croissance économique, mais aussi à proposer des approches éprouvées pour éliminer la pauvreté des enfants, même dans des contextes de faible croissance. Enfin, et plus fondamentalement, la lutte contre la pauvreté des enfants est bien évidemment, en soi, une approche durable et à long terme qui permet de renforcer les économies.

ENCADRÉ 4.2

Lutter contre la discrimination et la stigmatisation sociale

La stigmatisation et la discrimination sociales sont l'une des causes fondamentales les plus profondes de la pauvreté des enfants. Bien que les actes de discrimination varient d'un pays à l'autre, les formes les plus répandues de discrimination dont sont victimes les enfants sont basées sur la caste, l'origine ethnique, le genre et l'orientation sexuelle, le statut sérologique, le handicap ou le statut de réfugié ou de migrant, parmi de nombreux autres facteurs contextuels.

L'exclusion sociale peut influencer la pauvreté monétaire et multidimensionnelle de différentes façons :

- Certains enfants et certaines familles peuvent être privés de biens ou de services. Selon le contexte, cette inégalité peut être punie par la loi ou résulter des normes en vigueur.
- Même s'ils ne sont pas directement exclus, les enfants ou les familles peuvent décider de ne pas aller à l'école ou de ne pas fréquenter certains lieux publics en raison de la façon dont ils y sont traités, sans oublier que les différences culturelles ou linguistiques peuvent atténuer les avantages de l'éducation ou d'autres services.
- Certains groupes peuvent faire l'objet de discriminations en raison de leur lieu de vie, ce qui est particulièrement vrai dans les zones reculées où les propositions d'activités économiques et les possibilités d'éducation ou de santé sont limitées et dans les bidonvilles où se concentre la pauvreté.
- Les possibilités d'emploi qui s'offrent aux parents appartenant à certaines castes inférieures peuvent être limitées, voire inexistantes.
- La stigmatisation peut aussi entraver la capacité de certains groupes à intégrer le marché du travail et modifier la manière dont ils seront traités dans un environnement de travail. Par exemple, de nombreuses preuves ont montré que certains groupes étaient moins susceptibles d'être embauchés dans certaines professions ou, si toutefois ils étaient employés, pouvaient percevoir une rémunération inférieure à poste égal.
- Les minorités peuvent être exclues du processus de participation citoyenne qui fixe les règles de la société et ne sont donc pas en mesure d'agir sur la réduction de ces déséquilibres structurels.

Il est également important de noter que la pauvreté due aux inégalités sociales renforce un peu plus encore la discrimination. Le manque de vêtements propres, de matériel scolaire ou de statut de bénéficiaire d'aides sociales peut marginaliser davantage les enfants et les familles vulnérables.

Lutter contre la stigmatisation et les comportements néfastes ancrés dans la société peut être un processus long, complexe et politiquement ambitieux. Cependant, si ces problèmes ne sont pas traités, les enfants marginalisés continueront à faire face aux privations et à l'injustice et à grandir dans la pauvreté.

Parmi les politiques et programmes luttant contre la stigmatisation et la discrimination sociales figurent :

- les lois et réglementations de lutte contre la discrimination qui protègent les droits des groupes marginalisés en obligeant les acteurs de la société à traiter les minorités équitablement et en les tenant responsables des éventuelles violations de ces droits. On compte notamment parmi ces lois la législation sur l'équité salariale et les lois de non-discrimination en matière d'emploi. Ce type de lois et législations peut être relié aux conventions et normes internationales relatives aux droits.

- Un plan d'action positive consiste en un ensemble de mesures destinées à offrir davantage de possibilités aux groupes défavorisés, généralement en matière d'emploi et d'éducation. De telles mesures peuvent s'appuyer sur un système de quotas, pour réserver des postes vacants à des groupes spécifiques, ou sur un processus de sélection leur accordant une attention particulière.
- La mobilisation sociale est capable de jouer un rôle majeur en poussant les décideurs et les individus à l'action. En fonction des contextes et des objectifs, des actions spécifiques sont envisageables, de la sensibilisation des individus aux campagnes sur les réseaux sociaux, en passant par le recours aux médias de masse.
- Formations ou ateliers destinés à changer les normes et comportements sociaux. D'après les expériences de terrain en matière de psychologie de la stigmatisation, trois angles d'attaque permettent d'induire une modification des comportements : l'éducation (dissiper la confusion par la clarification des faits), le contact (interagir personnellement avec des individus issus de groupes stigmatisés) et la protestation (dénoncer l'injustice de la stigmatisation et admonester les coupables de stéréotypes et de discrimination).

Lors de la mise en œuvre de politiques et de programmes, il convient de prendre en compte les éléments suivants :

- L'introduction de lois et de politiques doit parfois être complétée par des mécanismes de vérification ou un appui à leur mise en œuvre pour garantir le changement effectif des comportements et des normes.
- Les programmes doivent être déployés de manière non stigmatisante pour les bénéficiaires. Dans le cas de la cantine scolaire, il conviendrait par exemple de fournir des repas gratuits ou à prix réduit à tous les élèves, et non de cibler les plus démunis ou de créer une file séparée pour ces derniers.
- De même, un soutien ciblé à l'image d'un plan d'action positive peut aggraver la stigmatisation d'une minorité par ses pairs.

Pour aller plus loin :

Social Norms, Social Change (Normes sociales, changement social) – Disponible sur la plateforme Coursera, cette formation en ligne ouverte à tous (MOOC) est élaborée et assurée par l'UNICEF en collaboration avec l'Université de Pennsylvanie. Bien qu'elle ne porte pas exclusivement sur la stigmatisation et la discrimination, cette formation brosse un tableau sommaire des normes sociales et de l'importance des politiques dans l'éradication (ou le renforcement) des pratiques néfastes.

Lessons from social psychology on discrediting psychiatric stigma (Leçons de la psychologie sociale pour discréditer la stigmatisation psychiatrique) – Cette analyse fait le tour des études de psychologie sociale sur les interventions de lutte contre la stigmatisation sociale.

Stigmatisation : A guidebook for Action (Un guide pour agir) – Cet ouvrage destiné aux praticiens propose un vaste arsenal d'outils pour s'attaquer à la stigmatisation par le biais d'actions à différents niveaux. Si l'ouvrage porte essentiellement sur la stigmatisation des personnes présentant des problèmes de santé mentale, les outils et le cadre restent applicables à de nombreux autres domaines.

Transformative Social Protection (Protection sociale transformatrice) – Cette publication traite du rôle de la protection sociale dans la défense des groupes socialement vulnérables contre la discrimination et les abus.

ENCADRÉ 4.3

Pauvreté des enfants : adopter une approche systémique pour coordonner les ripostes multisectorielles

S'agissant des enfants vivant dans la pauvreté ou y étant vulnérables, il y a fort à parier qu'un programme unique ne suffise pas à couvrir tous leurs besoins. Selon diverses études portant sur la pauvreté multidimensionnelle dans le monde, de nombreux enfants souffrent de privations multiples et requièrent à ce titre des réponses multisectorielles.

Or, dans les faits, les programmes et politiques sont souvent fragmentés car conçus par des ministères ou organismes sectoriels dont les pratiques divergent, comme les processus de demande, les critères d'éligibilité ou les méthodes de déploiement. Cette problématique a conduit les gouvernements et partenaires de développement à adopter une approche systémique en matière de planification et d'exécution des programmes. Une approche systémique permet aux ménages éligibles d'accéder facilement à plusieurs programmes. Elle permet également au gouvernement et à d'autres prestataires d'améliorer l'efficacité des services par la mise en place d'une approche commune d'identification et d'assistance des familles défavorisées.

Si le nom et la structure détaillée d'un système varient selon le contexte, la coordination, elle, s'effectue généralement sur trois niveaux :

- **Niveau de la politique** – assure la cohérence générale des politiques et règle les dispositions institutionnelles pour fournir une orientation stratégique et superviser la mise en œuvre.
- **Niveau du programme** – vise d'une part à établir des programmes bien conçus, d'autre part à maximiser les synergies et la coordination entre ces programmes. L'objectif est d'assurer aux familles éligibles un accès aux connaissances et à un large éventail de programmes appropriés. Les travailleurs sociaux jouent un rôle essentiel pour ce qui est d'identifier les besoins des familles et les mettre en relation avec divers services.
- **Niveau administratif** – appuie la coordination par l'élaboration d'outils utilisables dans différents programmes, notamment le système d'identification des bénéficiaires ou le système d'information de gestion (SIG), les mécanismes de recours et de réparation, les modalités de paiement, le suivi et l'évaluation, ainsi que l'engagement de prestataires.

Si l'approche systémique est pertinente pour améliorer la cohérence au sein d'un secteur (par exemple, la protection sociale ou la santé), il convient également de l'appliquer pour assurer la coordination d'un plus grand nombre d'interventions entre différents secteurs. Vous trouverez des informations supplémentaires sur l'approche systémique dans les documents suivants :

L'instrument de diagnostic de base (CODI) – Le CODI est un outil interinstitutions d'évaluation des systèmes de protection sociale. Le guide comprend un questionnaire, une matrice d'évaluation et des lignes directrices pour l'établissement de rapports nationaux et la mise en œuvre ; le tout à appliquer au niveau des pays. L'instrument permet de cartographier les éléments du système, d'analyser les performances, d'identifier les pistes d'amélioration et de promouvoir le dialogue entre les partenaires.

Common Ground: UNICEF and World Bank Approaches to Building Social Protection Systems – Ce document expose l'engagement des deux organisations en matière d'établissement et de renforcement des systèmes de protection sociale, en s'appuyant notamment sur des études de cas dans différents pays.

Systèmes intégrés de protection sociale : Renforcer l'équité en faveur des enfants – Il s'agit du cadre de protection sociale de l'UNICEF qui présente l'approche systémique, le rôle des évaluations de vulnérabilité, les cadres institutionnels et les cadres de suivi et d'évaluation. Ce document insiste également sur l'importance des principes de participation et de responsabilité.

Lutte contre la pauvreté multidimensionnelle des enfants

La pauvreté multidimensionnelle des enfants recouvre des privations très diverses ; aussi, un plan de politique et de programme pourrait, et en fait devrait, inclure une très large palette d'interventions. Ces dispositions devraient porter à la fois sur des domaines directement couverts par des mesures de lutte contre la pauvreté multidimensionnelle (telles que l'éducation élémentaire et secondaire, les soins de santé et le logement), ainsi que sur des domaines essentiels au développement des enfants qui pourraient partiellement échapper à une mesure de lutte contre la pauvreté des enfants (comme le développement de la petite enfance).

Le tableau 4.1 résume les principales dimensions de certaines des approches les plus courantes de la pauvreté multidimensionnelle. Ces dimensions se caractérisent par leur forte diversité, et les domaines d'intervention possibles sont nombreux. Le tableau met en évidence dix domaines d'intervention possibles selon le Système de suivi des résultats pour l'équité (Monitoring of Results for Equity Systems ou MoRES) de l'UNICEF, tels que les normes sociales, le soutien de l'accès physique aux services, et la garantie de la qualité.

Tableau 4.1 : Approches de lutte contre la pauvreté multidimensionnelle des enfants

Dimensions courantes de la pauvreté des enfants	Domaines d'intervention possibles des politiques et des programmes	
Santé	Environnement favorable	Normes sociales <i>Règles de conduite fréquemment suivies</i>
Nutrition		Législation/politique <i>Adéquation des lois et politiques</i>
Éducation		Budget/dépenses <i>Affectation et versement des ressources nécessaires</i>
Eau		Gestion/coordination <i>Rôles et responsabilités</i>
Assainissement	Approvisionnement	Disponibilité des ressources <i>Les ressources/produits essentiels nécessitent la fourniture d'un service ou l'adoption d'une pratique</i>
Logement		Accès aux services et à l'information <i>Accès physique (services/établissements/information)</i>
Information	Demande	Accès financier <i>Coûts directs et indirects des services/pratiques</i>
Protection		Croyances et pratiques culturelles et sociales <i>Croyances, conscience, conduites, pratiques et attitudes individuelles et communautaires</i>
		Calendrier et continuité de l'utilisation <i>Achèvement/continuité du service, de la pratique</i>
	Qualité	Qualité des soins <i>Respect des normes de qualité requises</i>

Les dimensions présentées ici s'appuient sur les approches de la pauvreté multidimensionnelle les plus couramment utilisées dans les pays à revenu faible ou intermédiaire. Comme indiqué dans l'étape 2, la pauvreté multidimensionnelle dans les pays à revenu élevé peut inclure différents indicateurs. Beaucoup sont directement liés à la pauvreté monétaire des enfants et couvrent par exemple l'absence d'emploi des parents ou le dénuement matériel.

Pour en savoir plus sur la méthodologie MoRES de l'UNICEF, consultez le document Monitoring Results for Equity Systems [MoRES] Access and Quality in Early Learning (Système de suivi des résultats pour l'équité [MoRES] : accès et qualité de l'apprentissage des jeunes enfants).

On ne saurait trop insister sur le fait que dans la plupart, sinon la totalité, des domaines sectoriels soulignés pour lutter contre la pauvreté multidimensionnelle des enfants, des réflexions, des connaissances et des programmes approfondis porteront sur la manière de réaliser des progrès. Ces tâches seront menées par des ministères sectoriels, des groupes de donateurs (dans certains contextes), des spécialistes de la recherche, ainsi que des groupes de réflexion et de la société civile.

Compte tenu de l'ampleur de ce possible programme d'intervention, il est important de préciser clairement comment les processus de mesure et d'analyse de la pauvreté multidimensionnelle des enfants, et les acteurs qui les appuient, peuvent se coordonner pour soutenir et fournir une valeur ajoutée aux personnels des différents secteurs. Ces aspects sont traités tout au long de ce document et résumés dans l'encadré 4.4.



ENCADRÉ 4.4

Faire évoluer les politiques et programmes sectoriels : rôles de l'analyse de la pauvreté multidimensionnelle et du plaidoyer

L'expérience montre que les travaux sur la pauvreté multidimensionnelle peuvent directement faire évoluer les programmes et politiques des secteurs pour réduire la pauvreté des enfants, et ce grâce à deux leviers : l'identification des domaines d'intervention clés et l'appui à la mise en œuvre :

IDENTIFICATION DES DOMAINES CLÉS

Principales privations des enfants les plus démunis : L'étude de la pauvreté multidimensionnelle a pour objet l'évaluation des privations dans de nombreux aspects de la vie d'un enfant, en ciblant en particulier les enfants victimes de multiples privations simultanées. L'attention particulière portée aux enfants les plus démunis permet de révéler des domaines de privation particuliers, comme l'éducation ou la santé, susceptibles d'induire une pauvreté multidimensionnelle ou, si des privations se recoupent fréquemment, cette attention particulière permet de privilégier des domaines spécifiques tout en favorisant une collaboration intersectorielle. Cette question est étudiée plus en détail dans la partie B de la présente étape.

Facteurs sous-jacents de la pauvreté : Si l'analyse d'un secteur permet d'identifier les causes du dénuement des enfants (par exemple, sous-nutrition entraînée par la faiblesse des revenus ou une information limitée en matière nutritionnelle), l'analyse de la pauvreté multidimensionnelle permet, elle, d'identifier les facteurs transversaux provoquant la pauvreté des enfants dans plusieurs domaines. Ainsi, la discrimination fondée sur l'origine ethnique ou géographique constituera peut-être le facteur déterminant, ou la pauvreté monétaire des enfants fermera peut-être l'accès des familles à des services pour enfants. Une fois identifiés, ces facteurs éclaireront les décisions à prendre dans le cadre des programmes et des politiques. Cette analyse est traitée plus en détail dans la partie B de la présente étape.

APPUI À LA MISE EN ŒUVRE

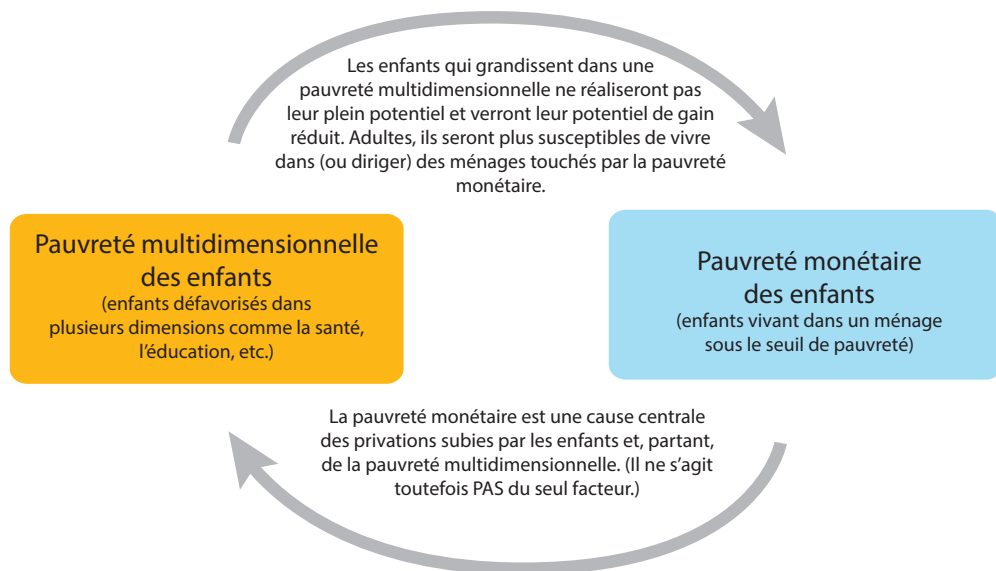
Appuyer des objectifs spécifiques identifiés : Même lorsque l'équipe de travail sur la pauvreté multidimensionnelle manque d'une expertise sectorielle approfondie, elle reste souvent capable d'apporter un soutien considérable pour atteindre des objectifs spécifiques. En particulier, ce soutien passe par un appui technique à l'analyse des secteurs, pour permettre l'amélioration de la situation des enfants les plus démunis (détail dans la partie C de cette étape), ou encore par une aide sur les fronts du plaidoyer et de la mobilisation (comme indiqué dans l'Étape 3). Dans le même ordre d'idée, notons que les relations des personnes travaillant sur la pauvreté multidimensionnelle peuvent s'étendre au-delà de leur réseau sectoriel pour inclure des agents des ministères des Finances ou de la Planification.

Créer un environnement favorable : Les concepts et la mesure de la pauvreté multidimensionnelle apportent une contribution majeure en ce qu'ils renforcent le soutien et la volonté politique de consolider les services destinés aux enfants les plus démunis. Par exemple, une politique en matière de droits de l'enfant ou un plan national de développement intégrant la pauvreté multidimensionnelle à son cadre, y compris le cadre de suivi et d'évaluation, forme un socle solide pour mener des actions, orienter les priorités et encadrer le suivi des progrès. En outre, la pauvreté multidimensionnelle constitue un cadre efficace pour défendre les droits des enfants et mobiliser les finances publiques en leur faveur. Cette question fait l'objet de l'étape 5.

Lutte contre la pauvreté monétaire des enfants

La pauvreté monétaire et la pauvreté multidimensionnelle des enfants sont deux concepts étroitement liés. Et pour cause, la lutte contre la pauvreté multidimensionnelle demeure l'un des piliers fondamentaux de la réduction de la pauvreté monétaire des enfants à long terme. Lorsqu'ils grandissent sans privations en matière de santé, d'éducation et de nutrition, les enfants ont la possibilité de réaliser leur plein potentiel à l'âge adulte, ce qui réduit le risque de pauvreté pour eux et pour leurs enfants à l'avenir. Dans le même temps, la pauvreté monétaire des enfants est un facteur critique de pauvreté multidimensionnelle (figure 4.2).

Figure 4.2 : Relation entre la pauvreté monétaire et la pauvreté multidimensionnelle des enfants



En matière de politiques et de programmes, il est possible d'établir deux distinctions importantes entre la pauvreté monétaire des enfants d'un côté et la pauvreté multidimensionnelle des enfants de l'autre. Premièrement, la pauvreté multidimensionnelle recouvre un grand nombre d'aspects, tandis que la pauvreté monétaire est plus ciblée (elle ne touche parfois qu'un secteur comme la santé ou l'éducation).

Deuxièmement, si la pauvreté multidimensionnelle concerne des domaines souvent marqués par la présence de puissants acteurs et défenseurs sectoriels, la pauvreté monétaire des enfants ne bénéficie pas forcément d'une telle attention. Ainsi, s'il est probable que la pauvreté monétaire soit généralement l'objet d'une forte attention, il est possible qu'aucun groupe ou secteur en particulier n'examine les avantages de la prise en compte des enfants et des mesures spécifiques à ces derniers dans la réduction générale de la pauvreté.

À ce titre, il est à la fois possible et nécessaire de définir un train de mesures envisageables pour lutter contre la pauvreté monétaire des enfants. De manière générale, un programme de lutte contre la pauvreté monétaire s'articule autour de trois grands axes :

- **Augmentation des revenus par l’intermédiaire des moyens de subsistance et de l’emploi.**
- **Aide financière directe aux familles avec enfants, par exemple au moyen de virements ou de crédits d’impôt.**
- **Allègement du fardeau économique qui pèse sur les ménages par la maîtrise du coût des biens et des services essentiels.**

Ces trois axes seront abordés plus en détail dans la suite de cette section. Les sections suivantes présenteront les domaines dans lesquels les défenseurs des enfants sont les mieux placés pour intervenir, ainsi que l’analyse technique qui guidera les décideurs.

Soutien des moyens de subsistance et de l’emploi

RÔLE DANS LA RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ MONÉTAIRE DES ENFANTS

Le chômage étant l’un des principaux facteurs de pauvreté infantile, les politiques et programmes qui favorisent l’emploi et proposent aux personnes des moyens d’assurer leur subsistance ont souvent des retombées considérables. Il s’agit d’un domaine clé où la croissance économique peut directement se traduire par une réduction de la pauvreté des enfants, du fait notamment de la création d’emplois et de l’augmentation des salaires. Toutefois, si ces aspects sont éminemment importants, ils ne constituent pas la panacée pour toutes les familles. D’abord parce que, dans de nombreux ménages, les enfants sont contraints de travailler en raison de l’incapacité des adultes à le faire, pour diverses raisons. Pour ces ménages, une aide directe au revenu est vitale. Ensuite parce que l’accès à l’emploi n’est pas le seul facteur d’importance : les conditions de travail pèsent elles aussi dans la balance. Dans les pays à faible revenu, les familles nombreuses vivant dans la pauvreté travaillent dans l’agriculture, un secteur caractérisé par des emplois souvent informels et précaires, soumis à des aléas tels que la sécheresse. S’agissant de l’emploi formel, dans les pays pauvres comme dans les pays riches, les parents et personnes en charge des enfants assument parfois plusieurs emplois ou sont privés de congé familial rémunéré, avec tout ce que cela implique pour les enfants. Enfin, pour les familles nombreuses ou les familles dont les enfants ont des besoins particuliers, les revenus du travail et les moyens de subsistance ne suffisent pas toujours à couvrir les coûts de base.

EXEMPLES DE POLITIQUES ET DE PROGRAMMES

De la santé à l’éducation, en passant par la nutrition et le développement du jeune enfant, toute une gamme de mesures prises dès le début de la vie servent de fondement essentiel vers un épanouissement productif à l’âge adulte. Toutefois, nous nous concentrerons ici sur des approches de soutien aux adultes et aux jeunes gens, tout en sachant qu’il n’existe pas de solution simple :

- **Soutien aux moyens de subsistance**, y compris concernant les actifs initiaux, la formation, les comptes d’épargne, l’apprentissage des aptitudes de la vie quotidienne, avec en plus un soutien financier temporaire.
- **Soutien à l’emploi**, notamment en matière de formation professionnelle, de recherche d’emploi et de réseautage avec les employeurs.
- **Soutien des adolescents** dans la transition vers l’âge adulte, en particulier des jeunes défavorisés en raison d’un faible niveau d’instruction ou d’expérience professionnelle.

- **Lois et réglementations** pour promouvoir un travail décent (p. ex., législation en matière de rémunération minimale, politiques relatives aux congés parentaux)
- **Fourniture de services de garde d'enfants abordables et de qualité** pour permettre à la personne en charge de travailler.
- **Élimination du travail des enfants** en tant que réponse à la pauvreté monétaire.

AUTRES RESSOURCES :

Sur les moyens de subsistance :

The PROPEL Toolkit (La boîte à outils PROPEL) est un ouvrage pratique de mise en œuvre du programme « ultra-poor graduation approach » (programme de progression en faveur des ultra-pauvres). Fondé sur l'expérience de l'ONG BRAC, en Asie et en Afrique, ce guide détaillé entend aider toutes les organisations à déployer un programme d'émancipation de la pauvreté. Des programmes similaires ont été évalués dans six pays (article du Laboratoire Abdul Latif Jameel d'action contre la pauvreté : A Livelihood Programme That Works for India's Ultra-Poor: New study in Science), générant dans cinq pays sur six des retombées positives allant de 133 % au Ghana à 433 % en Inde, encore observables un an après la fin du programme.

« Portefeuille des notes d'orientation des politiques sur la promotion du travail décent dans l'économie rurale » – un document d'orientation adressé aux décideurs et aux praticiens du développement sur les moyens de traiter efficacement les problèmes liés à l'emploi et au travail en milieu rural.

Livelihoods Toolkit (boîte à outils sur les moyens de subsistance) – une boîte à outils élaborée par The Cash Learning Partnership (CaLP). Elle réunit un ensemble de travaux de recherche, de formations, d'outils et de conseils sur les moyens de subsistance, en insistant tout particulièrement sur les situations humanitaires et les contextes fragiles.

Generating employment in poor and fragile states: Evidence from labour market and entrepreneurship programs (Création d'emplois dans les États pauvres et fragiles : données du marché du travail et des programmes en matière d'entrepreneuriat) – une étude des données factuelles qui révèle que la formation professionnelle et la microfinance n'ont qu'un faible impact sur la pauvreté, tandis que l'injection de capitaux (en espèces, en biens d'équipement ou en bétail) semble stimuler le travail indépendant et augmenter le potentiel de revenus à long terme, souvent en parallèle d'interventions complémentaires à faible coût

Sur le travail et l'emploi :

Emploi et questions sociales dans le monde 2016 : transformer l'emploi pour en finir avec la pauvreté – un rapport qui déchiffre les tendances en matière de pauvreté et d'emploi dans le monde. Les recommandations relatives aux politiques portent notamment sur la promotion des entreprises durables, le respect des normes internationales du travail, les politiques sociales et de l'emploi, ainsi que sur le financement accru des stratégies de création d'emplois.

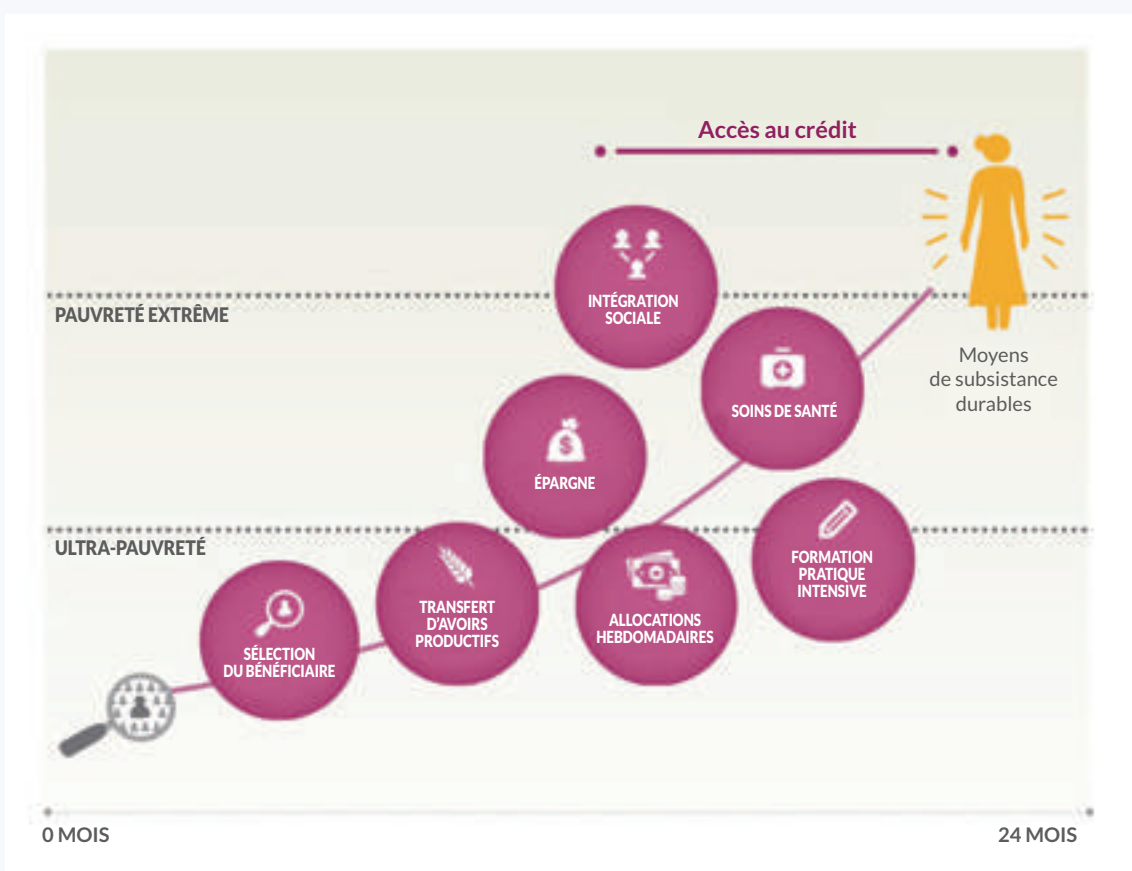
Les Outils pour l'intégration de l'emploi et du travail décent - Application à l'échelon national – publié par l'OIT en 2008, ce document fournit une liste de questions à utiliser au niveau national pour favoriser la création d'emplois et le développement des entreprises, la protection sociale, les normes et le droit au travail, ainsi que la gouvernance et le dialogue social.



Bangladesh

Bangladesh : BRAC et le programme de progression en faveur des ultra-pauvres

Le programme de progression de BRAC combine un soutien immédiat et à plus long terme pour aider les ménages dans l'extrême pauvreté à progresser vers des moyens de subsistance durables. L'ensemble d'interventions porte sur les multiples dimensions de la pauvreté, du transfert d'actifs jusqu'à la formation aux aptitudes de la vie quotidienne, en passant par la mobilisation des communautés.



Comme son nom l'indique, les participants quittent le programme lorsqu'ils satisfont à certains critères économiques et sociaux en matière de sécurité alimentaire, de revenus et d'épargnes. Ces critères ont aussi trait à l'adoption de comportements positifs comme la scolarisation et la planification familiale. Parce que bon nombre de ménages restent vulnérables même après leur sortie du programme, ils continuent de bénéficier d'une aide dans le cadre de divers programmes complémentaires.

En 2014, le programme de progression a profité à plus de 53 000 ménages ultra-pauvres, permettant finalement à 88 000 personnes de sortir de l'extrême pauvreté.

Source : BRAC (2015)



Chili

Chili : Ingreso Ético Familiar - IEF (revenu familial éthique)

Le programme **Ingreso Ético Familiar (IEF)** a été lancé en 2011 sous la forme d'un ensemble de politiques et de programmes ayant pour but d'éradiquer la pauvreté et de promouvoir l'équité sur le marché du travail. La première composante consiste en une combinaison de transferts monétaires conditionnels et inconditionnels. Parmi les conditions à remplir figure l'emploi formel des femmes, visant à encourager la participation de ces dernières au marché du travail.

Le programme IEF est aussi axé sur la capacité du ménage à générer des revenus. Il s'appuie dans ce domaine sur les dispositifs suivants :

- i) séances de formation pour aider les bénéficiaires à franchir les barrières à l'entrée sur le marché du travail ;
- ii) séances de formation pour le développement des compétences non techniques ;
- iii) séances de formation pour le renforcement et l'acquisition de compétences techniques ; et
- iv) services de médiation pour faire correspondre l'offre et la demande de travail.

La composante de formation professionnelle, associée à un appui psychosocial pour le développement de l'estime de soi, vise à améliorer les compétences et à encourager la participation au marché du travail, et ce afin de promouvoir l'accès à de meilleurs revenus pour les adultes vulnérables qui arrivent sur le marché.

Source : Ministère du développement social, 2012 ; Vargas, 2012

Sur les transitions de l'adolescence et l'emploi des jeunes :

Tendances mondiales de l'emploi des jeunes 2015 : accroître les investissements dans l'emploi décent pour les jeunes – ce rapport de l'OIT dresse un constat du marché du travail des jeunes dans le monde. Il souligne à la fois l'instabilité persistante du marché du travail, ainsi que les problèmes structurels qui affectent les marchés du travail des jeunes. Le rapport traite également des tendances des transitions des jeunes et du marché du travail, ainsi que des politiques de soutien de l'emploi des jeunes.

The Adolescent Toolkit for Participation and Innovation by UNICEF (la boîte à outils pour la participation et l'innovation des adolescents, élaborée par l'UNICEF) – Fondée sur des approches intersectorielles, adaptables et appropriées pour le développement, cette boîte à outils a pour objet de favoriser le bien-être psychosocial des adolescents, l'acquisition des compétences nécessaires à la vie courante, ainsi qu'un engagement actif et positif dans leur communauté.

Advocacy tools and arguments for social investment in adolescents (Instruments et arguments de plaidoyer en faveur de l'investissement social pour les adolescents) – Publié par le Bureau régional de l'UNICEF pour l'Amérique latine et les Caraïbes, ce document expose les fondements de l'investissement en faveur des adolescents, les domaines d'intervention clés, ainsi que la stratégie de mobilisation et de sensibilisation en vue de promouvoir le programme lié à cette problématique.

Youth in Action (les jeunes en action) – Ce programme de Save the Children et de la Mastercard Foundation vise à aider 40 000 jeunes non scolarisés dans cinq pays grâce à une combinaison d'expériences d'apprentissage éducatives, non formelles et axées sur la pratique.

Sur l'éducation des enfants :

Investir dans la petite enfance : Un guide de développement de la petite enfance pour le dialogue de politique et la préparation de projets – Ce guide détaillé traite d'une variété de sujets, du développement d'un argumentaire pour convaincre les décideurs d'investir plus largement dans le développement de la petite enfance, jusqu'à

l'évaluation des coûts et l'obtention de financements, en passant par l'élaboration d'un cadre stratégique et les différentes interventions possibles.

Women's work: mothers, children and the global childcare crisis (Le travail des femmes : les mères, les enfants et la crise mondiale des services de garde d'enfants) – Ce rapport mondial analyse la « crise mondiale des services de garde d'enfants », en raison de laquelle 35 millions d'enfants de moins de cinq ans sont laissés seuls ou pris en charge par d'autres jeunes enfants.

Le rapport aborde les solutions potentielles que constituent l'élargissement des services de garde d'enfants, le soutien économique aux personnes en charge, l'amélioration du milieu de travail et l'amélioration de la collecte des données.

Childcare and Early Childhood Development Programmes and Policies: Their relationship to eradicating child poverty (Programmes et politiques de garderie et de développement de la petite enfance : effets sur l'éradication de la pauvreté infantile) – S'appuyant sur un examen des données dans des pays développés et en développement, cette étude analyse la relation entre les programmes de garde d'enfants et la réduction de la pauvreté.

Formation en ligne de la Banque mondiale sur le développement de la petite enfance – Cette formation de deux jours traite de la conception et de la mise en œuvre de politiques et programmes réussis en matière de développement de la petite enfance dans les pays à revenu faible et intermédiaire.

Sur la législation et les politiques :

Kit de ressources sur la protection de la maternité – Cet ensemble de ressources fournit des conseils et des outils aux chercheurs et aux praticiens pour renforcer et étendre la protection de la maternité à toutes les femmes, indépendamment du type d'activité économique qu'elles exercent.

Guide des politiques en matière de salaire minimum – Ce guide s'appuie sur l'expérience internationale acquise en matière d'établissement du salaire minimum, et propose huit étapes pour y parvenir : de la définition du salaire jusqu'au suivi, en passant par l'exécution.

Sur le travail des enfants :

Site web de l'OIT sur le travail des enfants – Ce site vous présente un ensemble de faits, de chiffres, de définitions et de bonnes pratiques ayant pour objet l'élimination du travail des enfants.

FAO's Handbook for monitoring and evaluation of child labour in agriculture (Manuel de la FAO pour le suivi et l'évaluation du travail des enfants dans l'agriculture) – Ce guide pratique a pour objet d'intégrer les sujets relatifs au travail des enfants au cadre de suivi et d'évaluation du programme agricole. Il livre également des bonnes pratiques pour lutter contre le travail des enfants.

Les réponses politiques et législatives modernes au travail des enfants – Publié par l'OIT en 2007, ce rapport passe en revue diverses approches adoptées pour lutter contre le travail des enfants dans le monde, ainsi que des actions spécifiques pouvant être entreprises.



© UNICEF/Uganda



Égypte

Source : ICF
Internationa (2015)

Égypte : Programme pilote de lutte contre le travail des enfants

Dans le cadre d'un programme pilote mené dans 116 villages d'Égypte, 1 423 enfants âgés de six à onze ans, non scolarisés et employés (ou risquant de l'être) dans des formes inappropriées de travail des enfants, ont bénéficié d'un ensemble de mesures. Parmi celles-ci :

- Éducation de transition.
- Rations à emporter (incluent des aliments de base et une somme d'argent allant jusqu'à 105 dollars US par mois).
- Sensibilisation des parents, des enfants, des responsables officiels et non officiels, ainsi que des employeurs, au moyen de messages sur la valeur de l'éducation et les droits de l'enfant. Activités génératrices de revenus pour les parents (prêts aux petites entreprises et formations).

Ce programme a débouché sur des résultats scolaires positifs et une réduction significative du temps consacré aux activités économiques pour les garçons, et aux services domestiques non rémunérés pour les filles. En revanche, aucun effet n'a été perçu sur la participation globale aux activités économiques, l'exposition aux dangers sur le lieu de travail, ou la survenance d'accidents du travail.

Aide financière directe aux familles avec enfants

RÔLE DANS LA RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ MONÉTAIRE DES ENFANTS :

Le soutien financier apporté aux familles a une incidence directe sur l'augmentation des revenus des ménages et, indirectement, sur la baisse du pourcentage de ménages (et d'enfants) vivant dans la pauvreté. Même lorsqu'une aide financière directe ne suffit pas à extraire une famille de la pauvreté, elle reste néanmoins capable d'en réduire la sévérité. Une telle approche protège également les familles vulnérables tombées sous le seuil de pauvreté. De plus, il a été démontré que l'augmentation des revenus des ménages leur permettait d'investir dans des actifs productifs, notamment dans la santé et l'éducation, avec à la clé la possibilité de générer des revenus durables à long terme.

EXEMPLES DE POLITIQUES ET DE PROGRAMMES :

Si les principes sur lesquels reposent les programmes visant à fournir un soutien financier direct sont les mêmes, les approches de mise en œuvre varient en fonction du contexte. Les transferts monétaires ou les allocations familiales sont des instruments largement utilisés dans nombre de pays, y compris dans les pays à faible revenu. Dans les pays à revenu intermédiaire ou élevé dotés de systèmes fiscaux plus complets, des crédits d'impôt sont parfois intégrés à l'approche.

Voici quelques exemples de politiques et de programmes :

- Les allocations ou prestations familiales sont des transferts monétaires réguliers pour les familles qui remplissent les conditions requises. Le crédit d'impôt pour enfant offre un allègement fiscal aux familles ayant des enfants à charge, essentiellement dans les tranches de revenus supérieures.
- D'autres transferts monétaires peuvent également aider les enfants vivant dans la pauvreté, tels que les indemnités de chômage, les pensions d'invalidité et les allocations de maternité.
- Dans le cadre des programmes de travail contre rémunération, les familles gagnent de l'argent en échange de leur main-d'œuvre.

AUTRES RESSOURCES :

Pour accéder à des ressources sur la protection sociale intégrant les besoins de l'enfant, consultez la déclaration commune sur la *Promotion d'une protection sociale adaptée aux enfants et le Cadre de protection sociale de l'UNICEF*.

Rapport mondial sur la protection sociale 2014-15 – Ce rapport présente des statistiques récentes sur les programmes de protection sociale au niveau mondial. Le chapitre 2, exclusivement consacré à la protection sociale des enfants et des familles, décrit le rôle de la protection sociale pour assurer le bien-être des enfants et s'accompagne d'une analyse de la couverture juridique et des dépenses publiques.

Social Cash Transfer and Children's Outcomes: A Review of Evidence from Africa (Transferts monétaires sociaux et résultats pour les enfants : Examen des données probantes de l'Afrique) – Cette étude examine les données des résultats multisectoriels et les enseignements tirés sur le plan opérationnel.

Cash Transfers: what does the evidence say? A rigorous review of impacts and the role of design and implementation features (Transferts monétaires : que disent les données factuelles ? Examen rigoureux des effets et du rôle des éléments de conception et de mise en œuvre) – En s'appuyant sur 165 études menées dans 30 pays, cette étude passe au crible les données relatives aux transferts monétaires effectués entre 2000 et 2015. Elle accorde une attention particulière aux modalités de conception des programmes et à leur incidence sur les résultats.

Designing and Implementing Social Transfer Programmes: a policy manual (Conception et mise en œuvre de programmes de transfert social : un manuel de politiques) – Ce guide complet destiné aux praticiens contient des indications détaillées sur la conception, la mise en œuvre et la gestion des programmes de transferts sociaux.

Socialprotection.org – Cette plateforme en ligne propose une bibliothèque de documents, des webinaires et un forum hébergé par l'International Policy Centre for Inclusive Growth.

Development Pathways propose sur son site web une longue *liste de lectures recommandées*.

Les orientations et données factuelles en matière de crédits d'impôt sont plus limitées, même si des notes d'orientation existent pour certains pays ayant adopté ce type de politique. Pour en savoir plus sur les détails du régime fiscal, voir *Policy Basics: The Child Tax Credit for the US* (Notions de base sur les politiques : le crédit d'impôt pour enfants aux États-Unis) ou *Welfare Benefits and Tax Credit Handbook for the UK* (Guide des prestations sociales et des crédits d'impôt pour le Royaume-Uni).



© UNICEF/UN05159/Dragai



Brésil

Brésil : Bolsa Familia (Allocations familiales)

La Bolsa Familia du Brésil représente le plus important programme de transferts monétaires conditionnels au monde. En 2015, il concernait pas moins de 14 millions de familles, soit environ une famille brésilienne sur quatre. Lancé en 2003, ce programme inscrit son action dans une perspective double. À court terme, l'objectif est de lutter contre la pauvreté par une allocation mensuelle aux familles démunies. À long terme, il s'agit de renforcer le capital humain en conditionnant cette allocation à la vaccination et la participation scolaire des enfants. Le montant de l'allocation est fonction des revenus du ménage, du nombre d'enfants, et de la présence au sein du foyer d'une femme enceinte ou d'une mère qui allaite son enfant.

Côté administratif, le gouvernement gère un système de registre unifié, le Cadastro Único, dans lequel sont enregistrées les caractéristiques des familles vivant dans la pauvreté, notamment leur adresse, les membres du foyer, les antécédents scolaires et le statut professionnel. Cette base de données permet non seulement d'identifier les personnes éligibles à la Bolsa Familia, mais aussi à d'autres programmes de prestation sociale.

Depuis 2002, 36 millions de personnes se sont émancipées de la pauvreté au Brésil, et l'on estime que la Bolsa Familia a joué un rôle de premier plan à cet égard. En outre, elle constitue la pierre angulaire du programme gouvernemental d'éradication de la pauvreté, « Brasil Sem Miséria » (Pour un Brésil sans misère).

Pour plus d'informations, consultez le document intitulé *Bolsa Familia Program: a decade of social inclusion in Brazil* (Programme Bolsa Família : une décennie d'inclusion sociale au Brésil). Ce rapport traite des progrès réalisés par le programme sur dix ans et tire de nombreuses leçons applicables à d'autres contextes.

Réduire les coûts des biens et services de base

RÔLE DANS LA RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ MONÉTAIRE DES ENFANTS

Les coûts élevés des biens et services de base grèvent considérablement le budget dont disposent les familles pour maintenir un niveau de vie minimum, portant même le risque de les plonger dans la pauvreté. Non seulement les interventions destinées à réduire les coûts et les frais afférents aux biens et services de base allègent le fardeau économique des foyers démunis, mais elles permettent aussi de remédier aux conséquences de la pauvreté monétaire des enfants en levant les obstacles financiers qui gênent leur accès aux services de base.

EXEMPLES DE POLITIQUES ET DE PROGRAMMES

Bien que de nombreux biens et services alourdissent le budget des ménages, seul un nombre limité de domaines représentent à la fois une part importante du budget des familles pauvres (et constituent donc des coûts incompressibles) et sont régulièrement pris en compte par les interventions du gouvernement. Voici les domaines concernés :

- Souvent, les familles pauvres consacrent une grande partie de leurs revenus à des postes essentiels à la survie, tels que la nourriture, le logement, l'électricité ou l'énergie. Dans bon nombre de pays, ces marchandises sont soumises à des subventions ou à des taxes qui ont une incidence sur leur prix. Les effets des subventions et taxes doivent être soigneusement

analysés afin de savoir s'ils atteignent les plus pauvres, ou si des couches plus riches de la population en bénéficient davantage. L'analyse de l'incidence des prestations, les évaluations et simulations d'impact, ainsi que les simulations macroéconomiques pour estimer les retombées à l'échelle de l'économie, sont quelques-uns des outils permettant d'analyser ces effets (examinés ultérieurement dans cette étape).

- La réduction des coûts des principaux services de base, tels que la santé et l'éducation, aplanit non seulement les obstacles financiers à l'accès, mais elle allège également la charge financière des ménages. En particulier, les problèmes de santé ont souvent des conséquences désastreuses sur les finances familiales, tant en termes de coûts immédiats que de pertes de revenus. Pour certaines familles, ils constituent même un facteur clé de basculement dans la pauvreté.

AUTRES RESSOURCES

Dans un document intitulé *Introduction to non-experts on subsidies (initiation des non-spécialistes en matière de subventions)*, la Global Subsidies Initiative a établi une liste destinée à faciliter la compréhension d'un domaine marqué par une information souvent fragmentée et hautement technique.

School Fee Abolition Initiative Six steps to abolishing primary education fees – operational guide (Initiative pour l'abolition des frais de scolarité : Les six étapes de l'abolition des frais de scolarité dans le primaire – Guide opérationnel) – Ce guide a été conçu par l'Initiative pour l'abolition des frais de scolarité (IAFS) sur la base de consultations avec différents pays et de leur expérience pour assurer l'accès de tous à l'enseignement élémentaire.

L'abolition du paiement des services de santé en Afrique - Ce que nous apprennent les écrits scientifiques – Ce document consiste en un examen systématique de la suppression des dépenses de santé dans cinq pays d'Afrique. Il présente une revue systématique de l'apparition, de la formulation et de la mise en œuvre des politiques d'abolition des frais aux usagers et de leur impact dans différents pays.

La protection financière réside au cœur de la réalisation d'une couverture sanitaire universelle. Elle est jugée satisfaisante lorsque les frais de santé directs n'exposent pas les usagers à des difficultés financières et ne menacent pas leur niveau de vie. *Le site web de l'OMS sur la protection financière* contient des liens vers des vidéos, des formations et des documents qui ont pour objet l'amélioration de la protection financière.



© UNICEF/UNI187385/Romenzi



Ghana

Ghana : Réforme des subventions sur les carburants

Début 2013, le gouvernement du Ghana a introduit la suppression des subventions sur les carburants, ce qui a entraîné une augmentation des prix de l'essence, du kérosène, du diesel et du propane liquide. L'UNICEF et le Partnership for Economic Policy (PEP) ont lancé une étude destinée à évaluer les conséquences de cette réforme sur les enfants pauvres et à en atténuer les effets par un dispositif de sécurité sociale.

L'analyse a confirmé que l'aide publique avait profité de manière disproportionnée à la catégorie de la population la plus aisée du pays, 80 % des subventions sur les carburants étant attribués aux plus aisés, les pauvres du Ghana ne recevant que 3 % des revenus générés.

Il a également été constaté que la suppression des subventions sur les carburants pourrait accroître la pauvreté de 1,5 %. Par ailleurs, les chercheurs ont démontré qu'en doublant le nombre de bénéficiaires du programme national de transferts monétaires (LEAP), pour passer à 150 000 ménages en 2014, il serait possible de renverser la progression de la pauvreté et de réduire les inégalités dans le pays. En réponse à ces conclusions, le gouvernement du Ghana s'est engagé à doubler le nombre de bénéficiaires, à faire passer le budget à 38 millions de GHS en 2015 (contre 8 millions de GHS en 2012), et à continuer d'étendre la couverture pour atteindre les enfants et les familles les plus pauvres.

Pour accéder à l'étude originale, voir Cooke et al. (2016) *Estimating the impact on poverty of Ghana's fuel subsidy reform and a mitigating response*. Journal of Development Effectiveness.

B. Axes stratégiques : choisir quels programmes ou quelles politiques défendre

Devant l'étendue des domaines de lutte contre la pauvreté infantile, lesquelles convient-il de privilégier ? Dans certains contextes, plaider en faveur d'un noyau commun de politiques et de programmes de lutte contre la pauvreté infantile suffit à inciter les décideurs à identifier des réponses spécifiques et à prendre des mesures concrètes. Toutefois, dans d'autres situations, il sera plus efficace de privilégier des domaines particuliers de politique et de programme, tout en fournissant des conseils et un plaidoyer ciblés.

Pour les défenseurs des intérêts des enfants qui travaillent sur le terrain, bien choisir la politique ou le programme à promouvoir est un véritable défi, et ce partout dans le monde. Ici, de nombreux aspects sont à prendre en compte, comme la situation des enfants dans un pays donné, les facteurs de pauvreté, l'état actuel et les lacunes des programmes pour les enfants les plus pauvres, la détermination des intérêts politiques et, enfin, les atouts de l'équipe travaillant sur la pauvreté infantile.

Bien qu'aucune formule magique ne permette de résoudre cette complexité, l'expérience du terrain fournit des indications pratiques quant à la manière dont les défenseurs des droits de l'enfant prennent leurs décisions. Ces indications sont décrites ci-après et dans l'exercice 4.1. Les parties suivantes de cette étape décrivent plus en détail chacun des éléments du tableau.

Il est à noter que, dans la pratique, bon nombre des aspects décrits dans l'exercice 4.1 (à l'exception du profilage de la pauvreté infantile) sont souvent pris en charge sans processus élaborés, parfois presque inconsciemment, par ceux qui travaillent de près sur ces questions. En effet, ces aspects se clarifient naturellement dès lors qu'on possède une connaissance approfondie du pays, de la situation des enfants et de l'environnement politique. Dans d'autres situations, la clarification et le renforcement des conclusions passeront par la mise en place de processus avec des parties prenantes et experts nationaux. Cette démarche permettra également de susciter une meilleure appropriation.

Exercice 4.1 : Approches pour le choix des politiques et programmes à promouvoir



Étapes	Collecte des informations
<p>1. Cerner le profil de pauvreté des enfants dans le pays pour déterminer si les politiques et programmes atteindront ceux vivant dans la pauvreté (pages 148-164).</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Définition du profil de pauvreté des enfants par l'identification des points suivants : Qui sont ces enfants ? Où se trouvent-ils ? Quelle dimension les affecte ? Quels sont les facteurs de pauvreté ? (S'appuie sur la mesure réalisée à l'étape 2.) - Processus : Nécessite une analyse statistique et une expertise. Si des mesures ont déjà été réalisées, ce processus peut durer jusqu'à un mois.
<p>2. Connaître le statut actuel des politiques et programmes dans le pays : que dit la documentation, quels dispositifs sont à l'échelle, où réside l'intérêt politique ? (pages 164-168)</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Connaissances approfondies des praticiens ou de l'équipe principale. - Connaissances approfondies du gouvernement et des partenaires externes. - Étude documentaire et entretiens. - Processus : exécution possible dans le cadre d'un atelier, ou plus rapidement sur la base des connaissances existantes.
<p>3. Comprendre les forces et les faiblesses de l'équipe travaillant sur la pauvreté des enfants, pour déterminer quels domaines peuvent être mobilisés de manière significative (page 169).</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Identification de l'expertise technique, des ressources, des relations existantes et des travaux en cours par l'équipe principale. - Ce processus peut être simple et rapide.



4. Conclusions. Devant ces considérations, aucune formule magique ne permet d'établir facilement une réponse « correcte ». Néanmoins, ces éléments de connaissance constituent une base solide pour la conduite de discussions et la prise de décisions. S'il est possible d'organiser des ateliers nationaux – pour mobiliser un ensemble plus vaste de compétences et susciter une meilleure appropriation – ce processus est couramment pris en charge par un petit groupe, voire des individus.

En définitive, la réduction durable de la pauvreté des enfants passe par un ensemble d'interventions, c'est pourquoi le choix de plusieurs politiques ou programmes est une stratégie fréquente.

Comprendre le profil et les facteurs de pauvreté infantile dans le pays

Comprendre la situation de la pauvreté infantile et des principaux facteurs sous-jacents constitue une étape cruciale dans la définition du domaine d'action de la politique ou du programme. Les trois outils suivants permettent de broser ce tableau.

- A. Profilage de la pauvreté infantile :** identification et localisation des enfants les plus pauvres. Cette approche fait appel à la même enquête auprès des ménages que celle destinée à mesurer la pauvreté. Elle ventile le taux de pauvreté selon différents facteurs afin de saisir les caractéristiques des enfants vivant dans la pauvreté. Les mesures de la pauvreté multidimensionnelle mettent également en évidence les principales dimensions de privation, ainsi que les recouvrements entre les différentes privations et la pauvreté monétaire. Par ailleurs, il est possible d'approfondir l'analyse de la pauvreté monétaire pour comprendre les sources des revenus (générés par l'emploi et l'assistance sociale) et les schémas des dépenses.
- B. Analyse de régression pour comprendre les statistiques de certains des facteurs sous-jacents de la pauvreté infantile.** Ces techniques statistiques sont capables de prendre en compte plusieurs facteurs possibles et d'isoler le rôle d'un facteur par rapport aux autres. Par exemple, le faible niveau d'instruction du chef du ménage pourrait sembler être un facteur de pauvreté des enfants quand, en réalité, il indiquerait simplement que le ménage vit dans une région retirée. Les résultats de l'analyse de régression mettent en évidence la corrélation de chaque facteur avec la pauvreté infantile lorsque d'autres variables sont contrôlées.
- C. Exécution d'une analyse de l'arbre à problèmes pour réunir des informations qualitatives permettant de comprendre les facteurs sous-jacents.** Cet outil participatif permet de répertorier tous les facteurs potentiels de pauvreté infantile en inscrivant le problème dans différentes perspectives. Il complète le profilage de la pauvreté en identifiant des facteurs impossibles à prendre en compte dans les enquêtes menées auprès des ménages, tels que les attitudes ou comportements des personnes, ou encore d'autres causes structurelles comme la discrimination institutionnelle. Des ateliers de développement d'un arbre à problèmes constituent un excellent moyen d'intégrer un large éventail de perspectives, depuis celles des décideurs jusqu'à celles des enfants vivant dans la pauvreté.

A. PROFILAGE DE LA PAUVRETÉ DES ENFANTS

Identification et localisation des enfants les plus pauvres

Sans une compréhension claire de la situation des enfants en situation de pauvreté, il est difficile, voire impossible, d'évaluer les effets des politiques et programmes sur leur vie. Cette compréhension permet d'identifier les groupes d'enfants à privilégier en fonction de leur âge, de leur localisation géographique, de la structure du foyer ou de tout autre facteur susceptible de les exposer à un risque plus grand (tels

que l'origine ethnique, le handicap ou le sexe). L'identification des enfants les plus pauvres révèle également certaines informations fondamentales sur les causes de leur pauvreté. Par exemple, s'il s'avère que les enfants de moins de cinq ans du nord du pays sont les plus pauvres, nous pourrions nous appuyer sur un arbre des causes pour analyser les facteurs particuliers associés à cette tranche d'âge et à la localisation.

Certains facteurs spécifiques à la pauvreté multidimensionnelle et monétaire peuvent vous aider à définir le domaine prioritaire d'une politique ou d'un programme ; ils sont résumés dans le tableau 4.2 et feront l'objet d'un examen plus poussé ci-après.



Tableau 4.2 : Utilisation d'un profil de la pauvreté infantile pour déterminer les domaines politiques et programmatiques prioritaires

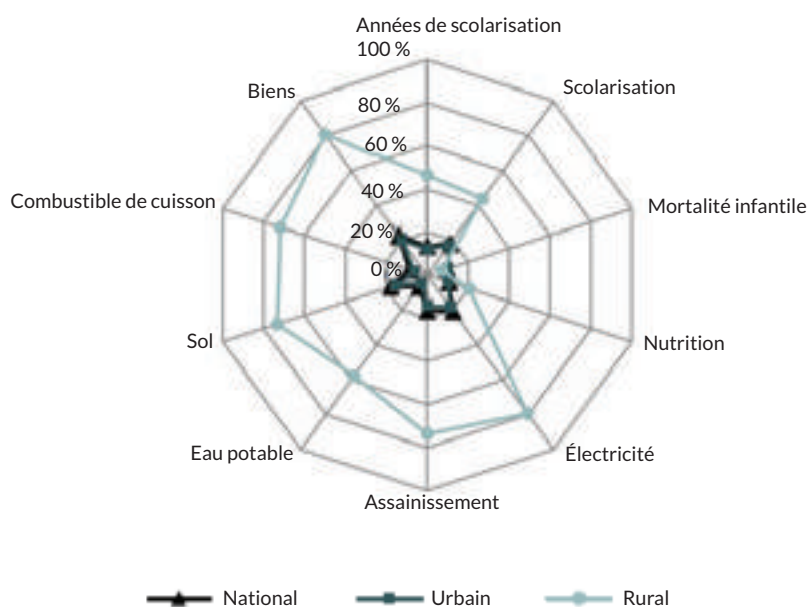
	Implications politiques
Profilage de la pauvreté des enfants : qui sont les enfants les plus pauvres et où sont-ils ?	
Ventilation de la pauvreté des enfants en fonction de l'âge	Les politiques et programmes peuvent être conçus pour cibler les enfants d'une tranche d'âge plus exposée à la pauvreté. Pour les indicateurs multidimensionnels, cette ventilation indiquera des dimensions spécifiques de la pauvreté qui concernent des âges particuliers.
Différences régionales, linguistiques ou ethniques dans les taux de pauvreté infantile	Lorsque des groupes particuliers d'enfants sont davantage exposés à la pauvreté, il est nécessaire d'accorder une attention particulière aux politiques et aux programmes concernant ces groupes ou les zones où ils résident. Les résultats peuvent faire apparaître des inégalités structurelles nécessitant un engagement politique fort pour y remédier. Les approches peuvent varier de la définition des priorités régionales à la sensibilisation des programmes pour tenir compte de groupes particuliers, par exemple un groupe linguistique.
Sexe	Dans la plupart des contextes, la pauvreté est vécue différemment par les filles et les garçons. Cependant, les indicateurs traditionnels de la pauvreté infantile rendent rarement compte de cette différence en termes d'expérience et de répercussions. L'intégration d'autres analyses, l'écoute des enfants et la définition d'indicateurs et d'indices spécifiques (p. ex., Adolescent Girls Index) contribuent à l'identification des vulnérabilités liées au sexe et des réponses politiques y afférentes.
Enfants non inclus ou mal représentés dans les enquêtes auprès des ménages	Dans de nombreux contextes, des enfants passent à travers les mailles des enquêtes réalisées auprès des ménages à des fins d'analyse de la pauvreté des enfants. Et les raisons sont multiples : certains enfants vivent dans la rue, d'autres sont placés en institution, etc. (voir l'encadré 2.4 dans l'Étape 2). Alors qu'ils figurent parmi les plus vulnérables, les enfants en situation de handicap ne sont pas bien représentés. Étant donné les besoins spécifiques de ces groupes d'enfants, des politiques et des programmes sur mesure seront probablement nécessaires.
Pauvreté multidimensionnelle des enfants	
Taux de privation par dimension/indicateur et dimensions qui se chevauchent	En matière de pauvreté multidimensionnelle, certaines dimensions ont la particularité d'accentuer ou de causer de multiples privations. C'est pourquoi il est nécessaire de porter une attention soutenue à certains domaines bien spécifiques. L'un des atouts de l'analyse de la pauvreté multidimensionnelle réside dans l'identification des zones de chevauchement – notamment à l'aide des diagrammes de Venn – entre les différents domaines de privation. Les zones de fort chevauchement plaident largement en faveur d'interventions multisectorielles coordonnées. En particulier, l'approche MODA se concentre sur ces chevauchements.
La pauvreté monétaire en vecteur de la pauvreté multidimensionnelle des enfants	Cette analyse peut fournir des informations essentielles sur la situation des enfants et, partant, sur les politiques à mettre en place. En cas de chevauchement, une analyse approfondie permettra de mettre en évidence les obstacles financiers à l'origine des privations, obstacles qui seraient efficacement combattus par un transfert monétaire ou un soutien à l'emploi maternel. Pour les enfants vivant dans la pauvreté multidimensionnelle, mais non dans la pauvreté monétaire, le problème réside parfois dans la qualité et la disponibilité des services, ou dans le degré de connaissance ou d'autonomie du ménage. Il est important de souligner que le seuil de pauvreté monétaire représente un certain niveau de privation économique ; aussi, pour analyser les obstacles financiers, il peut être nécessaire de ne pas utiliser uniquement le taux de pauvreté monétaire.
Pauvreté monétaire des enfants	
Situation professionnelle des parents	L'absence de revenus stables ou décents est la cause directe de la pauvreté monétaire. Par conséquent, des informations relatives à l'emploi, au statut professionnel (temps plein, temps partiel, travailleur indépendant ou sans emploi), au secteur de l'emploi, aux heures de travail, aux salaires, à la couverture sociale assurée par l'employeur, pourraient grandement influencer les politiques du marché du travail.
Assistance financière reçue par les ménages	Pour les familles vulnérables, l'assistance sociale – des allocations pour enfants aux prestations liées à l'emploi – constitue un facteur déterminant dans la lutte contre la pauvreté infantile. Certaines enquêtes menées auprès des ménages permettent également d'analyser le degré d'assistance que les gouvernements et d'autres organismes apportent aux familles pauvres.
Dépenses en biens et services de base	Les enquêtes sur les dépenses des ménages nous renseignent sur leurs postes de dépenses. S'il apparaissait que les dépenses engagées pour les services de base et l'éducation sont également élevées parmi les ménages démunis, il y aurait lieu d'établir des politiques visant l'abolition ou la réduction des frais de service.

PROFILAGE DE LA PAUVRETÉ MULTIDIMENSIONNELLE DES ENFANTS POUR ORIENTER LES POLITIQUES ET PROGRAMMES

Identifier les dimensions phares de la pauvreté multidimensionnelle et les principales zones de chevauchement. S'agissant de la pauvreté multidimensionnelle, mettre le doigt sur les dimensions qui induisent la pauvreté des enfants peut fortement influencer les décisions politiques. Il s'agit à la fois d'examiner les dimensions phares de la pauvreté multidimensionnelle des enfants et les principales zones de chevauchement entre les privations, et d'analyser conjointement la pauvreté monétaire et la pauvreté multidimensionnelle en cas de présence des deux.

Les dimensions phares de la pauvreté multidimensionnelle des enfants vous renseigneront directement sur les domaines d'action à la traîne. Ici, un diagramme en étoile permettra de représenter clairement les résultats, comme dans le rapport de pays de l'IPM (indice de pauvreté multidimensionnelle) établi pour Djibouti. Dans le diagramme de Djibouti, on voit que les indicateurs de privation liés à la mortalité infantile, à la nutrition ou à la scolarisation sont moins alarmants que ceux liés aux biens ou à l'électricité. De plus, une ventilation en zones urbaines et rurales fait apparaître l'écart important entre ces deux types de zones.

Figure 4.3 : Pourcentage de la population en situation de pauvreté et de privation au regard de l'IPM



Source : OPHI Country Briefing (Rapport de pays de l'OPHI), Djibouti (2015)

Cependant, certains facteurs importants sont à prendre en compte pour interpréter ces types d'analyse.

- Faut-il se focaliser uniquement sur les zones où les enfants sont les plus démunis ? Même lorsqu'un domaine de privation est prédominant, différents types de privation se combinent pour donner lieu à une pauvreté multidimensionnelle (par exemple, les enfants subissent des privations en matière d'éducation et d'eau, ou d'information et de logement). En dépit de légères variations selon les méthodologies, se projeter au-delà de la dimension phare pour prendre en compte

d'autres domaines de privation permet de réduire le taux de pauvreté infantile. Autrement dit, l'amélioration d'une dimension ne se fait pas nécessairement au détriment d'une autre.

- Différentes dimensions se chevauchent-elles ? L'analyse MODA en particulier est axée sur l'identification des zones où plusieurs dimensions se chevauchent. Elle permet non seulement d'identifier les principales privations à l'origine de la pauvreté multidimensionnelle, mais aussi d'encourager des réponses multisectorielles pour résoudre le problème de la privation dans son ensemble.
- Certaines privations sont-elles « plus faciles » à traiter que d'autres ? Votre capacité à traiter chaque dimension ne sera pas toujours égale. Par exemple, même lorsque de nombreux enfants sont défavorisés en matière de conditions de logement, la transformation des matériaux de couverture peut ne pas être aussi abordable ou réaliste que le traitement des privations en matière d'éducation.
- Dans les faits, toutes les privations sont-elles d'égale importance ? Il s'agit d'une question complexe et potentiellement controversée, mais il est nécessaire d'y répondre lors de l'examen de la mise en œuvre concrète des politiques et programmes. En règle générale, les indices de pauvreté multidimensionnelle optent pour une pondération « neutre ». Ainsi dans les approches MODA et Bristol, l'insuffisance de l'information (souvent définie comme l'absence de téléphone portable au sein d'une famille) est considérée comme tout aussi importante pour un enfant qu'un manque d'accès à l'éducation. Dans chaque pays, il existe des considérations nationales qui, au fur et à mesure de la concrétisation des droits de l'enfant, devront être classées par ordre de priorité. Bien que, souvent, ces priorités ne soient pas intégrées aux mesures de la pauvreté elles-mêmes, elles émergeront au premier plan lors des discussions politiques.

La pauvreté monétaire en vecteur de la pauvreté multidimensionnelle des enfants

Combiner les approches monétaires et multidimensionnelles pour mesurer la pauvreté des enfants présente un avantage majeur. Dans le cadre de cette démarche, l'analyse permet de déterminer l'incidence des obstacles financiers sur les privations que subissent les enfants.

Elle révèle également les domaines dans lesquels l'argent constitue une solution, et ceux dans lesquels d'autres moyens sont à mobiliser. Plus particulièrement, l'absence de corrélation forte entre les deux types de pauvreté peut souligner les domaines dans lesquels les solutions aux privations des enfants doivent dépasser le seul cadre monétaire pour prendre en compte des facteurs comme la prestation et la qualité des services (tableau 4.1).

Dans d'autres cas, la pauvreté monétaire constitue un facteur clé de pauvreté et, par conséquent, il convient de la placer au cœur des priorités pour remédier aux privations des enfants. Sur le plan politique, les solutions peuvent varier des transferts monétaires à la suppression des frais aux usagers, en passant par la création d'emplois.

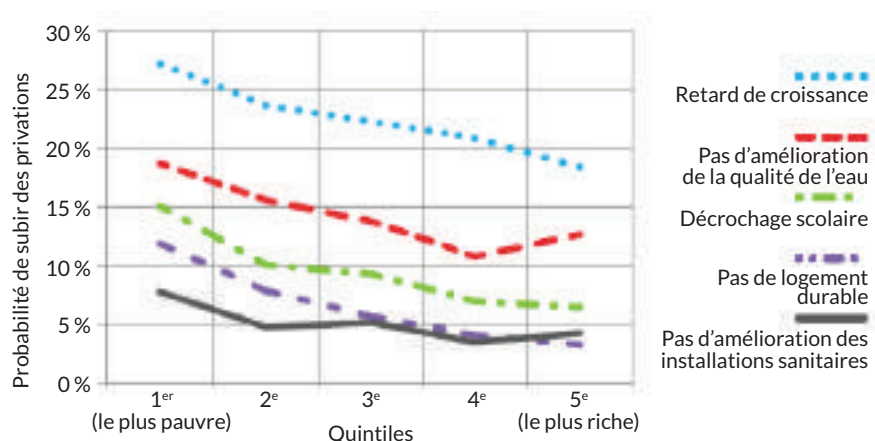
Par exemple, en Iraq, l'étude de la pauvreté des enfants fondée sur l'approche MODA montre comment le risque de privation des enfants décroît à mesure que les ménages augmentent leurs dépenses par habitant (figure 4.4). L'utilisation de

cette approche permet à l'analyse des chevauchements entre les deux types de pauvreté de ne pas être limitée par un seuil de pauvreté spécifique, mais montre qu'une augmentation progressive des revenus/dépenses est associée à une évolution des privations.

De nombreux indicateurs se caractérisent par une corrélation avec le niveau de consommation, tels que le retard de croissance, l'accès à l'eau, l'abandon des études et le logement durable, alors que la corrélation avec l'assainissement est plus ténue. Cette réalité laisse penser que, pour améliorer le taux d'assainissement, il serait sans doute nécessaire de combiner les interventions de lutte contre la pauvreté monétaire avec d'autres actions (comme la communication pour le développement ou la fourniture de services).

Pour identifier plus précisément les obstacles financiers à l'accès aux biens et services, il est également utile d'analyser le coût officiel et officieux des services dans le cadre de l'examen des politiques et programmes (page 164), ou encore d'examiner les dépenses moyennes des personnes démunies sur le terrain des biens et services (page 156).

Figure 4.4 : Probabilité qu'un enfant subisse des privations selon les dépenses par habitant des ménages



Source : UNICEF et Gouvernement de l'Iraq (référence non datée)



© UNICEF/UNI188873/Zmey

PROFILAGE DE LA PAUVRETÉ MONÉTAIRE DES ENFANTS POUR ORIENTER LES POLITIQUES ET PROGRAMMES

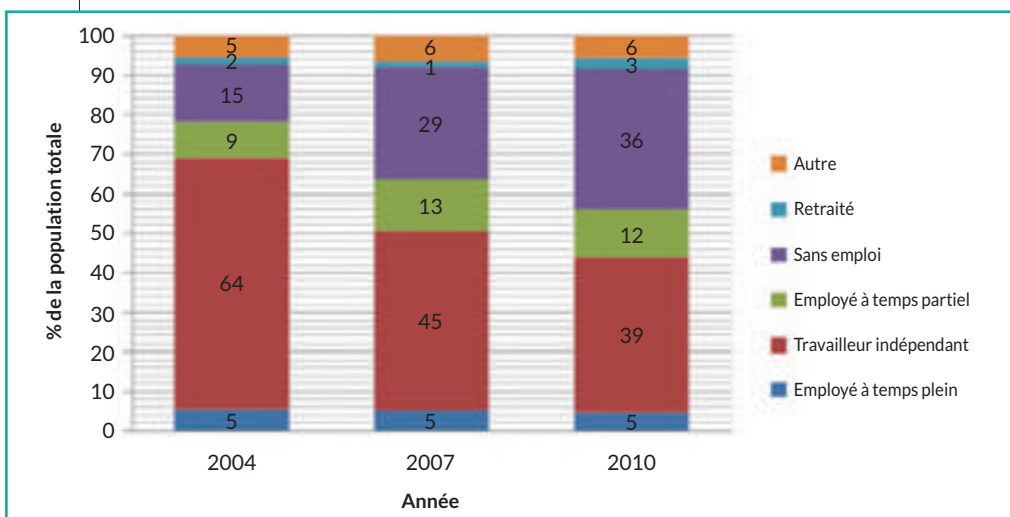
Situation d'emploi

Situation professionnelle, chômage, inégalité de rémunération, travail informel privé de protection sociale... tous ces facteurs influent sur la sécurité économique du ménage. La définition du statut professionnel d'un ménage s'appuie notamment sur les critères suivants :

- Type d'emploi (temps plein, temps partiel, travail indépendant ou chômage) ;
- Membres du ménage en emploi et capacité de travail du foyer ;
- Heures de travail et taux de rémunération ;
- Secteur de l'emploi, qui peut souligner les domaines clés où une évolution politique est nécessaire.

La figure 4.5 analyse l'évolution de la pauvreté des enfants selon le statut professionnel des parents au Danemark. Il est frappant de constater que, parmi l'ensemble des enfants vivant dans la pauvreté, seuls 5 % ont des parents qui travaillent à temps plein. Les résultats soulignent l'importance d'une aide publique pour atteindre les ménages dépourvus d'emploi à temps plein, la nécessité de comprendre les défis des parents cherchant un emploi à temps plein, et le rôle des versements directs aux ménages lorsque les approches en matière d'emploi ne permettent pas de remédier à la pauvreté infantile.

Figure 4.5 : Répartition des enfants pauvres selon la situation professionnelle du ou des parent(s)



Source : Bosjent et al. (2013)

Aide financière directe aux familles avec enfants

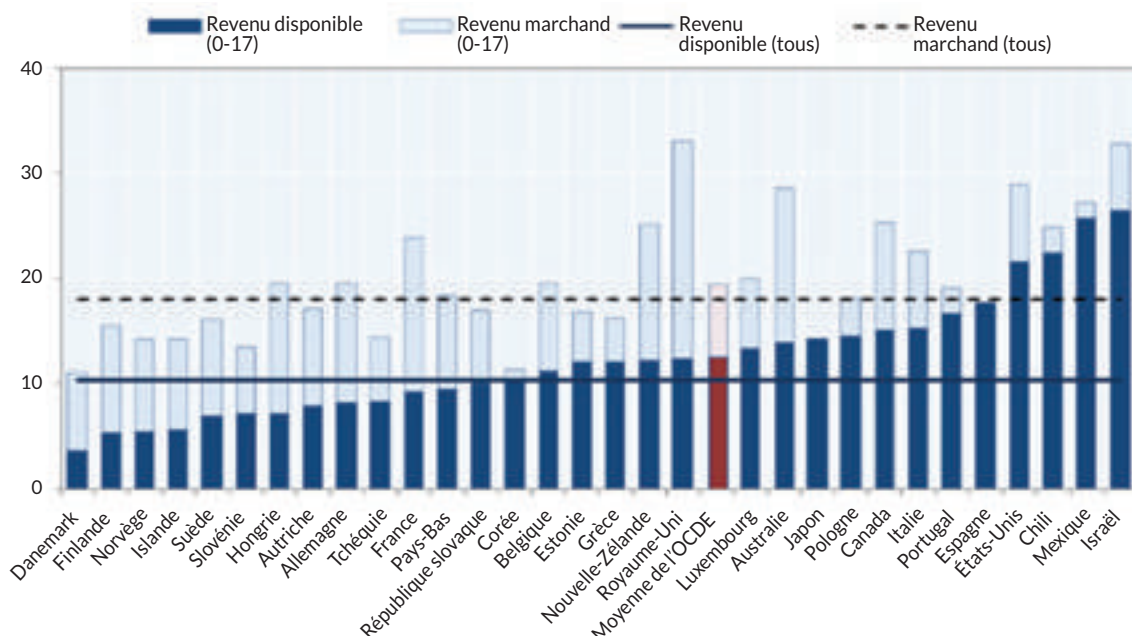
Les transferts monétaires et autres formes d'aide directe sont essentiels pour les familles qui ne sont pas en mesure de travailler ou de gagner des revenus suffisants. De nombreuses enquêtes sur les revenus et les dépenses permettent d'analyser la disponibilité et le montant de l'assistance sociale destinée aux ménages les plus pauvres. Dans les pays à revenus élevés, ces enquêtes prennent en compte l'impact net des impôts et transferts, et l'incidence sur la pauvreté.

Ces types de données permettent d'établir un profil de la pauvreté infantile qui comprend :

- L'impact net de l'assistance sociale sur les taux de pauvreté infantile ;
- La part moyenne de l'aide publique dans le montant total des dépenses/ revenus ;
- Quels groupes bénéficient ou non de l'assistance sociale ;
- L'évolution du montant ou de la part de l'aide publique.

La figure 4.6 ci-après présente le poids des impôts et transferts sur la pauvreté infantile dans les pays de l'OCDE, en comparant le taux de pauvreté infantile avant et après impôts et transferts. Les effets sont nettement positifs, avec un taux moyen de pauvreté infantile dans ces pays passant d'environ 20 % à 12 % après impôts et transferts.

Figure 4.6 : Taux de pauvreté infantile selon le revenu marchand (avant impôts et transferts) et le revenu disponible (après impôts et transferts), du milieu à la fin des années 2000



Source : Base de données de l'ocde sur la distribution des revenus

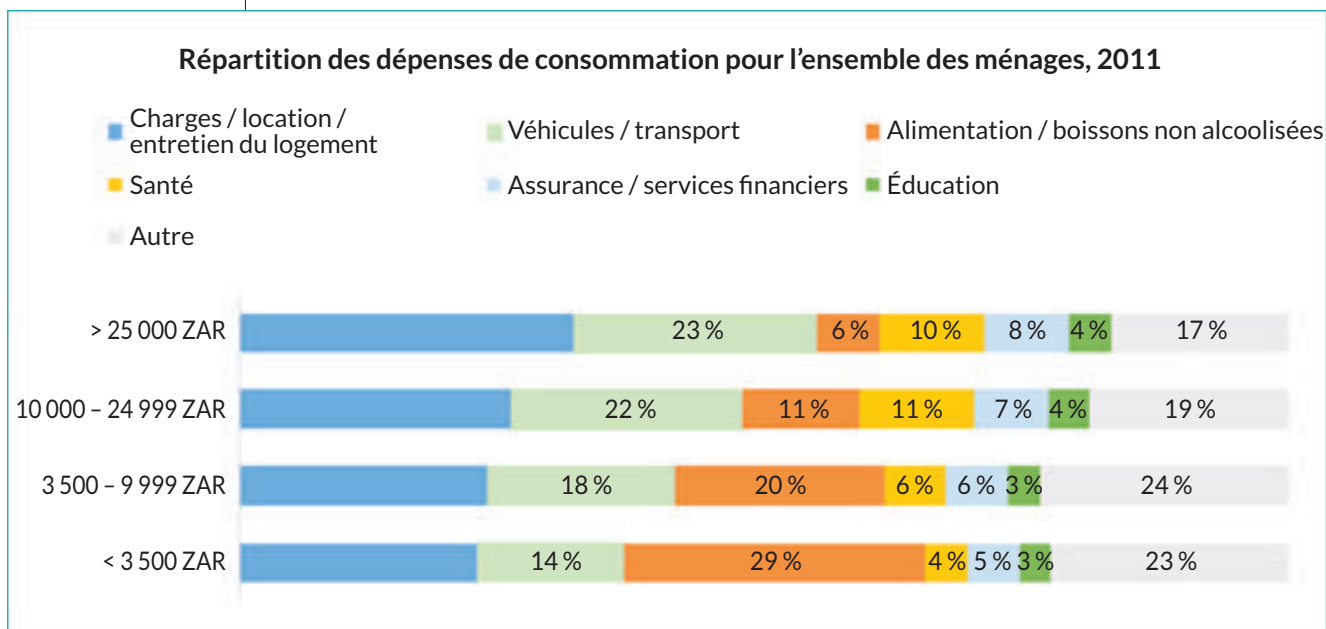
Les coûts des biens et services de base

Les habitudes de dépenses des ménages les plus pauvres permettent de distinguer les domaines dans lesquels les politiques et l'aide publiques seront les plus efficaces pour alléger le fardeau des familles en difficulté financière. Voici des questions analytiques à inclure lors du profilage de pauvreté des enfants :

- Quels sont les postes de dépenses dominants au sein des ménages pauvres avec des enfants ?
- Que révèle leur comparaison avec la structure des dépenses des ménages non pauvres ?
- Existe-t-il des paiements officiels/officiels pour des services d'éducation et de santé ?
- Quelles sont les différences entre les multiples groupes (région géographique, structure du ménage, etc.) ?

La figure 4.7 présente la structure des dépenses des habitants sud-africains par dépense moyenne. La part des dépenses consacrées à la santé et à l'éducation est relativement faible dans le groupe le plus pauvre : des enquêtes approfondies pourraient révéler s'il s'agit d'un usage faible ou du coût des services. Par ailleurs, une analyse approfondie sera parfois nécessaire pour comprendre la part élevée des dépenses d'alimentation, y compris les conséquences sur le contenu nutritionnel des aliments et les approches pour alléger ce fardeau.

Figure 4.7 : Répartition des dépenses des ménages sud-africains par quintile de revenu



Source : Enquête sur les revenus et dépenses 2010/2011

ANALYSE DE RÉGRESSION POUR COMPRENDRE LES FACTEURS DE LA PAUVRETÉ INFANTILE

Certes, les méthodes de profilage de la pauvreté des enfants susmentionnées fournissent des informations descriptives essentielles sur la pauvreté des enfants. Néanmoins, elles ne permettent pas d'identifier les causes sous-jacentes, étape indispensable aux mesures de lutte contre la pauvreté. Il est possible de recourir à des techniques statistiques (de régression) pour déterminer l'incidence de différents facteurs en matière de pauvreté et quantifier dans quelle mesure chaque facteur augmente/réduit la probabilité qu'un enfant se trouve dans la pauvreté.

L'adoption de ces techniques de régression présente deux grands avantages. Premièrement, elle met en évidence la relation de chaque facteur avec la pauvreté infantile, indépendamment de tous les autres facteurs inclus dans l'analyse. Dans de nombreux cas, les caractéristiques des ménages pauvres sont interdépendantes : ainsi les ménages en milieu rural sont susceptibles de constituer des familles nombreuses et d'avoir un niveau d'instruction plus faible. Au final, l'analyse de régression permet de décomposer une situation complexe afin de comprendre les corrélations qui régissent d'autres facteurs. Deuxièmement, elle quantifie le degré de corrélation et l'orientation de la relation, ce qui facilite la compréhension des facteurs clés de la pauvreté des enfants.

Le tableau 4.3 présente les résultats d'une analyse des déterminants en Bosnie-Herzégovine. Fondés sur l'analyse simultanée de dix facteurs, du district de résidence à la structure du ménage, ces résultats montrent la manière dont se corrélient ces facteurs pour un enfant en situation de pauvreté multidimensionnelle (défini ici comme privé d'au moins quatre dimensions). Le tableau identifie trois indicateurs :



© UNICEF/UNI200676/Grile

1) Signification statistique : Si la différence entre un groupe et un ou d'autres groupe(s) est statistiquement significative, alors la différence observée lors de l'enquête par sondage est susceptible d'être vraie pour l'ensemble de la population. Si ce n'est pas le cas, la différence observée dans l'échantillon n'est pas suffisamment cohérente ou probante pour être extrapolée à l'ensemble de la population. Pour en savoir plus et lire des exemples à ce sujet, rendez-vous sur <http://www.measuringu.com/blog/statistically-significant.php>.

Lorsqu'il est statistiquement significatif, le coefficient est marqué d'un ou de plusieurs astérisque(s). Sur les dix indicateurs, cinq d'entre eux étaient statistiquement significatifs : enfant de moins de trois ans ; rural ; le chef du ménage est une femme ; la mère a un niveau d'étude élémentaire / n'a pas fait d'études ; rapport de dépendance supérieur à la médiane. Le nombre d'astérisques révèle le niveau de signification statistique. Plus il y a d'astérisques, plus il est probable que la corrélation soit vraie pour l'ensemble de la population. La corrélation avec d'autres facteurs n'était pas assez forte dans cet échantillon pour être généralisable à l'ensemble de la population.

2) Le sens de la corrélation : Un coefficient positif implique une corrélation positive entre le facteur et la pauvreté. À l'inverse, un coefficient négatif reflète une corrélation négative. Par exemple, dans le tableau 4.3, on voit que l'indicateur « enfant de moins de trois ans » porte un coefficient négatif. Cela signifie que les enfants de cette tranche d'âge étaient moins exposés aux privations dans quatre dimensions ou plus. De son côté, l'indicateur « la mère a un niveau d'étude élémentaire / n'a pas fait d'études » porte un indicateur positif. Cela signifie que les enfants dont les mères avaient un faible niveau d'étude étaient davantage exposés aux privations dans quatre dimensions ou plus.

3) Taille de l'effet : La valeur du coefficient ou du rapport des cotes indique le degré de corrélation. L'éducation de la mère présente le rapport des cotes le plus élevé (2,42), ce qui signifie que si une mère a un niveau d'instruction élémentaire ou nul, la probabilité pour l'enfant de souffrir de privations dans au moins quatre dimensions est 2,42 fois plus élevée que pour un enfant dont la mère a un niveau d'instruction supérieur.

De toute évidence, l'identification des déterminants n'est pas une tâche aisée, et les techniques de régression se heurtent à certaines limites. D'abord, l'analyse de régression permet seulement d'identifier la corrélation, et non la causalité. Par exemple, une fille pourrait souffrir de privations en raison d'un mariage précoce, mais elle pourrait aussi se trouver dans un mariage précoce parce qu'elle était dans la pauvreté. Par conséquent, il est indispensable d'examiner et d'interpréter ces corrélations avec précaution. Deuxièmement, l'analyse de régression ne permet pas d'appréhender certaines des causes plus profondes de la pauvreté, comme celles enracinées dans l'histoire ou le contexte socioéconomique. Ces aspects devront être traités à l'aide de méthodes de recherche qualitative.

Enfin, une mauvaise sélection des variables ou le manque d'informations disponibles font peser un risque de biais sur les résultats. Ainsi, l'analyse de régression doit être effectuée avec prudence et conduite par des spécialistes afin d'éviter tout résultat trompeur.

Tableau 4.3 : Régression logistique : privations dans quatre dimensions ou plus

	Coefficient	Rapport de cotes	Valeur-p
République serbe	0,04	1,04	0,80
District de Brčko	-0,56	0,57	0,16
Fille	-0,29	0,75	0,06
Enfant de moins de 3 ans	-1,35***	0,26***	0,00
Rural	0,69***	1,99***	0,00
Le chef du ménage est une femme	-0,61*	0,54*	0,01
La mère a un niveau d'éducation primaire ou nul	0,88***	2,42***	0,00
Chef de famille faiblement instruit	0,30	1,34	0,13
Trois enfants ou plus	-0,05	0,95	0,79
Rapport de dépendance supérieur à la médiane	0,32*	1,38*	0,03
Constant	-0,76***	0,47***	0,00

Source : Ferrone Et Chzhen (2015)



© UNICEF/UNI122404/Pirozzi

ÉTAPES ET CONSIDÉRATIONS CLÉS :

ÉTAPES	ACTIVITÉS	CONSIDÉRATIONS
Étape 1	Préparation de l'analyse.	Quelles informations contient l'enquête auprès des ménages ? Comment inscrire l'analyse dans le cadre d'une analyse plus large du problème ?
Étape 2	Passer en revue la littérature existante sur les facteurs de pauvreté et la pauvreté infantile.	Que dit la littérature existante sur les causes profondes et sous-jacentes ? Que ressort-il des débats participatifs sur les facteurs de pauvreté ?
Étape 3	Effectuer une analyse de régression pour identifier les facteurs immédiats.	Quels facteurs étaient statistiquement significatifs ? Quel est le degré et le sens des corrélations ? Quelles sont les limites de l'analyse de régression ?
Étape 4	Publication et diffusion	Quels sont les principaux résultats ? Où est-il nécessaire de poursuivre les recherches ? La littérature existante ou les résultats du profilage correspondaient-ils aux résultats des entretiens ?

CALENDRIER :

- Le processus analytique devrait prendre entre deux et six semaines. Cependant, idéalement, l'analyse quantitative devrait s'inscrire dans une analyse plus large des causes (décrite ci-dessous), qui peut durer de deux à six mois.

COMPÉTENCES ET DONNÉES :

- Compétences statistiques pour comprendre la théorie et la pratique derrière l'exécution de ce type d'analyses de régression et l'interprétation des résultats.
- Capacité et expérience relatives à la combinaison de plusieurs sources d'information.

RESSOURCES

Les chapitres 8 et 14 du guide de la Banque mondiale intitulé *The Handbook on Poverty and Inequality* (Haughton et Khandker, 2009) fournissent des instructions détaillées sur la conduite d'une analyse des facteurs à l'aide de techniques de régression.

ANALYSE DE L'ARBRE À PROBLÈMES

Le profil de la pauvreté des enfants et l'analyse de régression fournissent des informations essentielles, mais se heurtent inévitablement à des limites dues à la disponibilité des données et des méthodes statistiques possibles. L'impossibilité d'y intégrer des savoirs et une expertise considérables rend nécessaire l'exécution d'une « analyse de causalité qualitative », un complément très efficace qui associe des connaissances et des spécialistes afin d'explorer les facteurs clés.

Plusieurs approches permettent de cerner les causes profondes, notamment « l'analyse de l'arbre à problèmes », « l'analyse causale » ou le « diagramme de causes et effets » (aussi appelé « diagramme en arêtes de poisson »). Ces différentes analyses partagent un principe de base qui consiste à se poser continuellement la question « pourquoi ? ». On remonte ainsi jusqu'à la cause fondamentale à traiter au moyen d'une politique ou d'un programme d'intervention.

L'analyse de l'arbre à problèmes est l'un des formats les plus courants pour cartographier les problèmes clés et les relations de cause à effet. Il est recommandé de mettre en place ce processus dans un groupe de discussion réduit, dirigé par un animateur expérimenté qui utilisera des tableaux à feuilles mobiles, des post-its ou des cartes, de sorte qu'il soit possible de réorganiser les différents facteurs tout au long de la discussion.

Le problème est représenté sous la forme d'un tronc d'arbre, les racines représentant les causes et les branches représentant les conséquences. L'identification du problème sera plus efficace si l'on ne se penche pas sur la pauvreté monétaire ou multidimensionnelle des enfants en général, mais plutôt sur des domaines plus spécifiques (chômage des parents d'enfants de moins de cinq ans, carences en matière d'éducation, etc.) identifiés lors d'une étape préalable de profilage (figure 4.8).

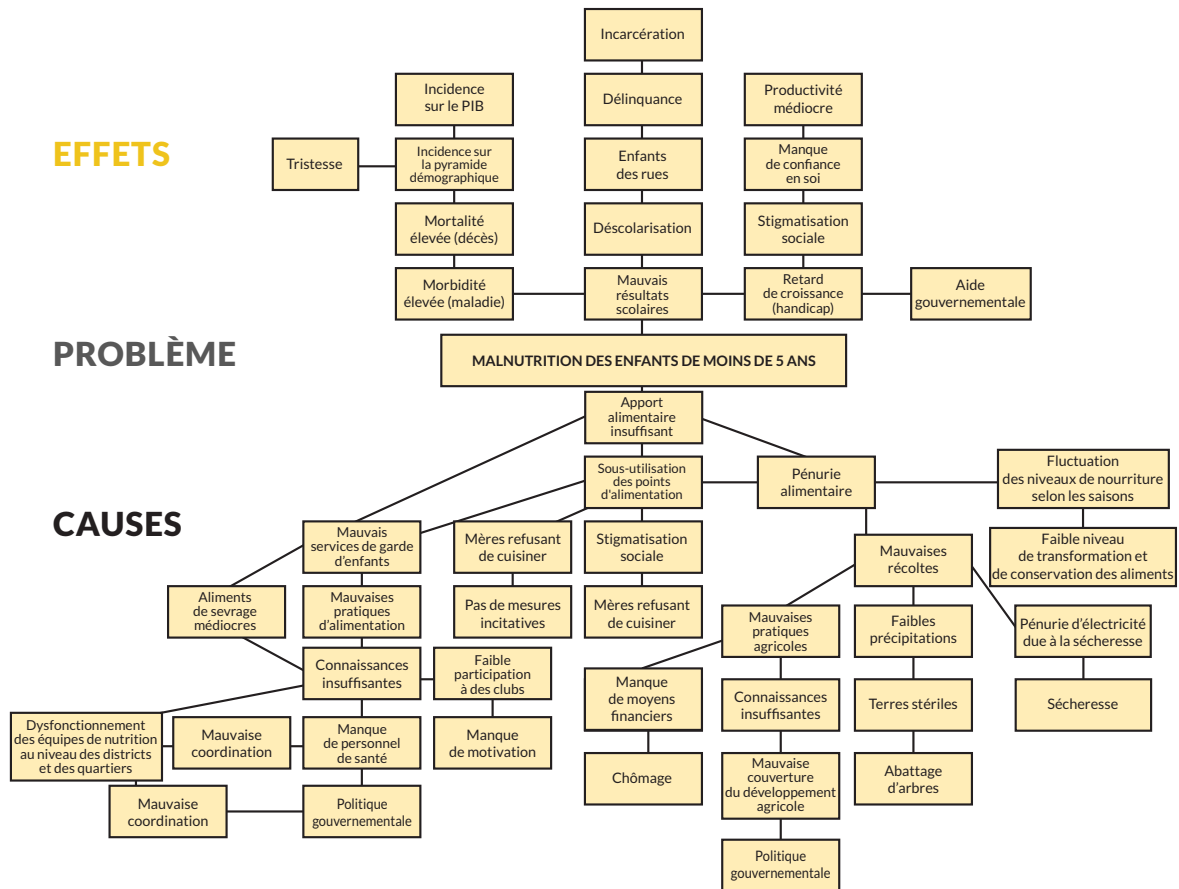
Au cours de la discussion, il est important de :

- Vérifier si l'analyse de causalité est complète et prend en compte des causes économiques, politiques ou sociales. À ce stade, il est préférable d'identifier autant d'options que possible.
- Identifier les domaines dans lesquels des informations ou recherches supplémentaires seraient nécessaires.
- Organiser les causes ou les effets en facteurs immédiats et directs ainsi qu'en causes sous-jacentes ou profondes. L'analyse est achevée lorsque les membres arrivent à la conclusion que les éléments essentiels et les relations de cause à effet sont correctement représentés.

Il est parfois important d'incorporer les décideurs au processus pour mettre à profit leur expertise tout en améliorant leur compréhension des problèmes. En effet, l'un des avantages d'une analyse de causalité collective réside dans les liens qu'elle permet d'établir entre les participants grâce à des activités communes.

Une analyse de l'arbre à problèmes peut être menée en complément d'une analyse de régression (voir la partie B de la présente étape). Vous disposerez ainsi d'éclairages essentiels pour choisir le modèle de l'analyse de régression ou en examiner les résultats.

Figure 4.8 : Analyse de l'arbre à problèmes de la malnutrition chez les enfants de moins de cinq ans



Source : Anyaegbunam, 2004

Pour mettre sur pied une analyse complète, vous devrez puiser des informations dans plusieurs sources. Certaines proviendront du profil de la pauvreté ou des mêmes enquêtes auprès des ménages, mais il sera parfois utile de les compléter par des informations sur les services issues des données administratives, ou sur les pratiques sociales et culturelles tirées d'études ou d'entretiens collectifs menés avec des groupes de plaidoyer ou des citoyens locaux.

Les entretiens collectifs, généralement menés en groupe de huit à douze participants, favorisent une meilleure compréhension des causes, des besoins ou des réactions aux activités proposées. Un modérateur préparera une série de questions ouvertes pour lancer et animer la discussion dans un climat détendu, sûr et confortable.

Dans certains cas, le contact direct avec les populations les plus vulnérables constitue un moyen efficace d'appréhender la discrimination sociale ou les obstacles auxquels elles sont confrontées, leurs normes et pratiques culturelles, ou d'autres barrières structurelles qui resteraient invisibles dans les enquêtes auprès des ménages. Pour des conseils plus détaillés à ce sujet, voir la boîte à outils du développement social du DFID (2003).

ÉTAPES (TIRÉES DE LA BOÎTE À OUTILS DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL DU DFID) :

ÉTAPES	ACTIVITÉS	CONSIDÉRATIONS
Étape 1	Préparation de l'analyse.	Que révèle le profilage sur les caractéristiques des enfants en situation de pauvreté ?
		Qui doit être impliqué dans le processus ? Qui peut l'animer ?
		Que révèle la littérature existante sur les causes sous-jacentes et fondamentales ?
Étape 2	Formulation du problème	Mettons-nous l'accent sur la pauvreté monétaire ou multidimensionnelle ? Quelles dimensions ou quels aspects devraient être au centre de notre analyse ?
Étape 3	Préparation de l'arbre à problèmes	Quels sont les causes et effets immédiats de la pauvreté des enfants ?
		Quelles sont les causes plus profondes et comment sont-elles reliées à cette pauvreté ?
		Quelles lacunes en matière d'information devraient être comblées lors des entretiens avec les parties prenantes à l'étape 4 ?
Étape 4	Complément des connaissances pour remédier aux lacunes en effectuant une analyse statistique ou un entretien collectif	Comment les enfants, les familles et les autorités perçoivent-ils les causes sous-jacentes de la pauvreté ?
		Que disent l'analyse statistique et les macro-données sur la relation et les causes ?
Étape 5	Achèvement de l'analyse	Tous les participants s'accordent-ils sur les causes essentielles et les relations entre elles ?
		Quelles sont les causes à traiter en priorité ?
		Quels programmes et quelles politiques ont été définis pour traiter ces causes ?

CALENDRIER :

- Le format le plus simple consistera en un atelier d'une journée, même si les travaux préparatoires et de suivi prendront plusieurs semaines.
- Idéalement, le processus durera de deux à cinq mois et consistera en une série d'allers-retours entre d'un côté l'élaboration d'un arbre, et de l'autre la recherche d'éléments probants à partir d'entretiens et d'analyses statistiques.

PARTIES PRENANTES :

- Les chercheurs locaux pourraient diriger le processus de revue de la littérature et conceptualiser les causes sous-jacentes de la pauvreté.
- Les partenaires de la société civile doivent être inclus dans le processus en raison de leur expertise et de leur connaissance approfondie des facteurs de causalité.
- Les enfants et familles vivant dans la pauvreté peuvent partager leur expérience directe et leurs points de vue pour éclairer les causes.
- La participation des décideurs au processus les sensibilisera sur les inégalités sous-jacentes, condition essentielle au déclenchement de réponses politiques.

COMPÉTENCES ET DONNÉES :

- Connaissance locale des normes, inégalités et obstacles sociaux à l'origine de la pauvreté structurelle.
- Connaissance et aptitude à animer des ateliers participatifs et des entretiens qualitatifs.
- Capacité et expérience relatives à la combinaison de plusieurs sources d'information.

RESSOURCES

Sur l'analyse de causalité

Boîte à outils du développement social du DFID – Ce guide pratique fournit des instructions détaillées pour mener des analyses de situation, des analyses d'arbre à problèmes, et des groupes de réflexion.

UNICEF's 16 Tools for Programming for Policy Results (Seize outils de programmation pour l'obtention de résultats politiques, UNICEF) – Cette publication contient deux outils directement applicables à l'analyse de causalité. Il s'agit de l'outil n° 3, qui porte sur l'analyse de causalité axée sur la résolution de problèmes, et de l'outil n° 4 intitulé « 10-determinant framework of causality: a checklist » (Cadre de causalité à dix déterminants : une liste de contrôle).

Chapitre 3 du rapport *Child Poverty: What drives it and what it means to children across the world* (La pauvreté infantile : ses causes et ses implications pour les enfants du monde entier) – Ce rapport traite des causes de la pauvreté infantile dans différents contextes, des États fragiles jusqu'aux pays à revenu élevé.

Voices of the Poor (La voix des pauvres) – Un vaste projet de la Banque mondiale qui porte sur des entretiens organisés avec 60 000 personnes issues de 60 pays afin d'appréhender la pauvreté à partir de leur perspective

Compréhension des politiques et programmes actuels dans le pays

Au moment de formuler des recommandations de politiques ou de programmes pour lutter contre la pauvreté infantile, il convient de prendre en compte les efforts déjà déployés par le gouvernement dans de nombreux domaines. C'est en fait un point essentiel pour identifier les principales lacunes des programmes et des politiques où des progrès pourraient véritablement changer la donne.

Cartographier les politiques et les programmes est un bon moyen d'identifier leurs forces et leurs faiblesses en matière de lutte contre la pauvreté des enfants. En lien étroit avec le profilage de la pauvreté infantile et la compréhension des causes sous-jacentes, le processus de cartographie aider à déterminer les domaines d'action prioritaires des programmes et politiques. L'exercice 4.2 présente une méthode de cartographie fondée sur le profilage des enfants ainsi que sur des stratégies et programmes pouvant faire la différence.



Exercice 4.2 : Cartographie des politiques et programmes pour lutter contre la pauvreté des enfants

Exercice



CATÉGORIES D'ÉVALUATION DES POLITIQUES ET PROGRAMMES ACTUELS

QUESTIONS POUR COMPRENDRE LE CONTEXTE POLITIQUE

1) Situation générale de la pauvreté infantile et sa place dans l'approche globale de lutte contre la pauvreté.

- Quelles sont les principales stratégies nationales de lutte contre la pauvreté ? Les enfants sont-ils explicitement mentionnés ou ciblés ?
- Le pays dispose-t-il d'un plan pour atteindre les objectifs des ODD ? La pauvreté des enfants y est-elle explicitement incluse ?
- Quelles sont les principales politiques macroéconomiques de croissance ? Prévoient-elles des éléments de croissance en faveur des pauvres qui bénéficieront aux enfants les plus pauvres ?

2) Évaluation du profil de pauvreté infantile par principale caractéristique (y compris les différences régionales, linguistiques ou ethniques, et les enfants pouvant être oubliés).

- Existe-t-il des politiques/programmes spéciaux pour les groupes défavorisés identifiés dans le profilage, notamment des approches pour définir des zones géographiques prioritaires ?
- Quels sont les politiques/programmes pour chaque classe d'âge ? Donnent-ils la priorité aux classes d'âge dans lesquelles la pauvreté est la plus élevée ?
- En cas d'identification d'une discrimination ou d'une inégalité structurelle, le pays envisage-t-il de l'éliminer au moyen de politiques ou de lois (p. ex. des lois de lutte contre la discrimination) ?
- Quel est l'équilibre entre les politiques de développement rural, les politiques de développement urbain et le profil de pauvreté des enfants ?
- Existe-t-il des politiques ou des programmes pour les groupes d'enfants nécessitant une attention particulière, comme les enfants en situation de handicap, les enfants placés dans des institutions, ou les enfants vivant dans la rue ?

Questions transversales :

- Quelle est l'échelle de mise en œuvre du programme ?
- Existe-t-il des écarts importants entre le texte de la politique et sa mise en œuvre ?
- Un changement de politique est-il nécessaire, ou le cadre politique suffit-il à mieux cibler le programme ?

3) Examen de domaines particuliers de politiques et de programmes.

Pauvreté multidimensionnelle des enfants

- Quelles sont les principales dimensions de privation ciblées par les stratégies ou les plans sectoriels (telles qu'indiquées dans le profil de pauvreté des enfants) ?
- Le budget sectoriel est-il suffisant pour remédier aux privations ? Les secteurs en retard reçoivent-ils une attention ou des investissements renforcés ?
- Des collaborations multisectorielles sont-elles en place pour remédier aux domaines de privation qui se chevauchent ?

Pauvreté monétaire des enfants

- Existe-t-il des politiques et des programmes de création d'emplois et de productivité axés sur les familles les plus pauvres ? Une attention particulière est-elle portée au développement des compétences des adolescents ?
- Existe-t-il une politique de protection sociale et une approche établie en matière d'allocations et de prestations pour enfants ?
- Existe-t-il des politiques fiscales ou de subventions susceptibles de profiter ou de nuire aux enfants en situation de pauvreté ?
- Existe-t-il des politiques de réduction des frais aux usagers dans les domaines clés ?
- Des méthodes clairement définies sont-elles appliquées à la lutte contre le travail des enfants ?

Approches transversales

- Existe-t-il des approches pour lutter contre la discrimination et la stigmatisation, si elles sont pertinentes dans le contexte national ?
- Existe-t-il un système de protection ou de sécurité sociale en mesure de remédier efficacement aux multiples vulnérabilités des enfants ?
- Des approches permettent-elles de surveiller les dépenses publiques consacrées aux enfants ? Les questions relatives à la pauvreté infantile sont-elles prises en compte dans le cycle budgétaire ?
- La pauvreté des enfants fait-elle partie intégrante des documents de stratégie nationale ou des plans sectoriels ?

La portée de cet exercice dépendra de la situation de la pauvreté infantile, ainsi que de la disponibilité des données et des ressources. Si le profilage fait ressortir une sous-catégorie ou un sous-secteur en particulier, il conviendrait d'axer la cartographie sur ces domaines. L'approche la plus simple consiste à examiner les documents de politiques accessibles au public, bien qu'une analyse approfondie ou l'avis d'experts puissent être nécessaires pour cerner la portée de la mise en œuvre.

La possession d'informations budgétaires et de rapports d'évaluation, ainsi que la réunion des principales parties prenantes de la région, constitueront autant d'apports pour bien comprendre la pratique, mais, en cas de ressources ou de temps limités, cela risque de représenter un volume excessif d'informations à collecter et à analyser.

ÉTAPES ET CONSIDÉRATIONS CLÉS :

ÉTAPES	ACTIVITÉS	CONSIDÉRATIONS
Étape 1	Définition de la portée de l'analyse.	Les résultats du profilage de la pauvreté infantile indiquent-ils des domaines clés nécessitant des interventions complémentaires ? De quelles ressources disposez-vous ? En cas de ressources limitées, est-il judicieux de concentrer les efforts sur les domaines marqués par des taux de privation élevés ?
Étape 2	Examen des documents et des données.	Quelles données de jure proviennent d'évaluations externes, d'informations budgétaires ou d'entretiens avec les principaux informateurs ? Quelles informations politiques de facto proviennent des lois ou des documents relatifs aux politiques gouvernementales ?
Étape 3	Mise en commun des documents et données.	Les outils existants, tels que le modèle de politique de l'étude globale ou le profilage de la pauvreté infantile, donnent-ils une structure ? Existe-t-il un écart entre ce qui figure dans les documents écrits et la mise en œuvre réelle ?
Étape 4	Élaboration de recommandations politiques.	Par rapport au profilage de la pauvreté infantile, quelles sont les lacunes politiques à combler ? Quels sont les moyens efficaces de partager l'information et de la rendre accessible au public ?

CALENDRIER

Un exercice rapide et ciblé prendra entre une et trois semaines. Pour un exercice approfondi fondé sur des informations budgétaires, une analyse des parties prenantes et des entretiens, il faudra compter de deux à trois mois.

PARTIES PRENANTES :

- Ministère de la Planification, Comité national de planification ou son équivalent, ainsi que les ministères sectoriels compétents.
- Experts locaux sur les politiques et programmes existants, y compris les chercheurs, groupes de réflexion et organisations de la société civile.
- Le cas échéant, organisations internationales travaillant à la coordination générale des politiques, telles que le PNUD ou la Banque mondiale.
- Analystes du profilage de la pauvreté infantile, pour comparer les résultats avec les lacunes des politiques.

COMPÉTENCES :

- Connaissance des principaux documents de politique et des moyens d'y accéder.
- Capacité à travailler efficacement avec les parties prenantes nationales.
- Capacité à synthétiser une grande quantité d'informations.
- Compréhension approfondie de la pauvreté infantile.

RESSOURCES :

Au nombre des ressources nationales figurent les documents suivants :

- Stratégies nationales de développement, documents stratégiques de lutte contre la pauvreté.
- Rapports adressés aux organes de traités des Nations Unies, en particulier le comité CDE.
- Documents de stratégie sectorielle.
- Documents budgétaires nationaux.
- Rapports d'évaluation ou de suivi dans les domaines concernés.

Au nombre des ressources mondiales figurent les documents suivants :

Guide relatif à l'étude mondiale sur la pauvreté et les disparités chez les enfants 2007-2008 – Ce document, qui contient un modèle de politique, constitue un guide pas-à-pas complet et détaillé sur la manière de dresser une cartographie des politiques, d'établir une correspondance avec les indicateurs de Bristol, et de formuler des recommandations politiques. Cette ressource est disponible en français, en anglais et en espagnol.

Le chapitre 21 de « A multidimensional response to tackling child poverty and disparities: reflections from the Global Study on Child Poverty and Disparities » (Une réponse multidimensionnelle à la lutte contre la pauvreté et les disparités chez les enfants : réflexions de l'Étude mondiale sur la pauvreté et les disparités chez les enfants) dans *Global Child Poverty and Well-Being (Pauvreté et bien-être des enfants dans le monde)* rassemble quelques exemples nationaux de l'impact de l'étude mondiale sur les politiques nationales.

Mapping Political Context: A Toolkit for Civil Society Organisations (Cartographie du contexte politique : boîte à outils à l'intention des organisations de la société civile) – Adressé aux organisations de la société civile, ce document livre un aperçu de neuf outils utiles pour cartographier et comprendre le contexte politique. Cette publication couvre un large éventail de dimensions politiques, de la gouvernance aux ressources, en passant par les institutions, les processus et les acteurs.

Country Policy and Institutional Assessment (Évaluation des politiques et des institutions des pays) – Ce cadre de travail utilisé par la Banque mondiale évalue un ensemble de 16 critères regroupés en quatre groupes : gestion économique, politiques structurelles, politiques d'inclusion sociale et d'équité, gestion et institutions du secteur public. Les critères contiennent des références à des données utilisables dans le cadre de l'évaluation. Vous pouvez télécharger l'évaluation sur le site de la Banque mondiale.



Tanzanie

Tanzanie – Examen des politiques dans le cadre de l'étude mondiale

Dans le cadre de l'Étude mondiale sur la pauvreté et les disparités chez les enfants, le Bureau national de la statistique (BNS), la Research on Poverty Alleviation (REPOA) et l'UNICEF Tanzanie ont examiné la situation macroéconomique et six domaines du bien-être de l'enfant (santé, nutrition, VIH/sida, éducation, protection de l'enfance et protection sociale).

De l'analyse macroéconomique, il ressort que la croissance économique n'a pas été favorable aux pauvres, un tiers de la population vivant avec moins de un dollar par jour. Les secteurs qui font figure de locomotive, tels que l'industrie minière et la construction, ont des liens limités avec les économies locales caractérisées par des taux de pauvreté élevés. Quant au secteur agricole, principale source de revenus dans les zones rurales, sa croissance a stagné.

Dans chacun des six domaines, les lois, politiques et programmes nationaux ont été examinés afin d'identifier les éléments essentiels d'une stratégie globale destinée à améliorer la situation des enfants. Par exemple, en matière de protection sociale, l'étude a révélé que la couverture des enfants les plus vulnérables était faible, que les preuves liées aux retombées de ces dispositifs étaient limitées, et que les interventions existantes manquaient de coordination et tiraient leurs financements en grande partie de ressources extérieures.

L'étude tanzanienne a souligné la nécessité d'élaborer une législation sur les droits de l'enfant qui soit délibérément axée sur les remèdes aux lacunes et aux disparités dont souffrent certains enfants. En conséquence, le gouvernement tanzanien a adopté la Loi de l'enfant (Child Act). Elle fournit le cadre législatif nécessaire pour traiter les recommandations de l'étude et les lacunes mises en lumière.

L'UNICEF et le BNS mènent actuellement une étude MODA qui a pour objet la mise à jour des chiffres de la pauvreté infantile, par la mesure conjointe des indicateurs de pauvreté monétaire et de pauvreté multidimensionnelle, dans le but de fournir des éclairages pour la mise en œuvre des ODD et le plan de développement national 2016-2021, mais aussi d'améliorer les programmes (notamment dans le domaine de la protection sociale). Les conclusions initiales, selon lesquelles 74 % des enfants vivent en situation de pauvreté multidimensionnelle et 29 % vivent dans des ménages en dessous du seuil de pauvreté national, ont été communiquées aux principales parties prenantes gouvernementales. D'autres activités de renforcement des capacités connexes seront entreprises avec des responsables gouvernementaux en Tanzanie continentale et à Zanzibar en vue d'institutionnaliser la mesure et l'établissement de rapports sur la pauvreté infantile.

Source : BNS, UNICEF et REPOA (2009) Childhood Poverty In Tanzania: Deprivations And Disparities In Child Well-Being (La pauvreté en Tanzanie : Privations et disparités dans le bien-être des enfants).

Comprendre les forces et les faiblesses de l'équipe travaillant sur la pauvreté infantile

Enfin, pour déterminer s'il est judicieux de s'engager dans une politique ou un domaine de programme particulier, il est essentiel d'avoir une compréhension réaliste des capacités de l'équipe principale de travail sur la pauvreté infantile. Par exemple, même lorsqu'un changement de politique fiscale a d'importantes répercussions sur la pauvreté des enfants, si une équipe manque des relations nécessaires ou des connaissances techniques (ou des ressources nécessaires pour les mettre à contribution), les efforts déployés risquent d'être vains.

Ici, nul besoin de processus complexes, car l'équipe dispose déjà des éléments de connaissance nécessaires pour mener à bien cette réflexion. Les compétences exactes nécessaires dépendront également de domaines politiques particuliers. Toutefois, à titre indicatif, il peut être utile de réfléchir aux domaines suivants :

Connaissances techniques. Comme nous le verrons dans la partie suivante, certains domaines d'engagement politique requièrent une expertise technique considérable. Souvent, ces compétences peuvent venir de l'extérieur, mais des compétences « internes » demeurent essentielles pour diriger les travaux de manière efficace. Les domaines de connaissances techniques varieront bien entendu en fonction du domaine politique.

Relations. Les relations dont dispose une équipe sont essentielles lorsque cette dernière œuvre à un changement de politique ou de programme. Ces relations seront établies avec des personnes susceptibles d'exercer une influence ou des institutions capables d'apporter leur soutien, notamment par une expertise technique. Devant l'étendue des domaines politiques et programmatiques de réduction de la pauvreté infantile, de solides relations favoriseront les progrès sur de multiples fronts. Par exemple, des partenariats avec des collaborateurs travaillant sur le développement de la petite enfance ou l'éducation peuvent aider à lutter contre la pauvreté infantile sans solliciter l'équipe principale de manière excessive.

Ressources financières. Si l'analyse et la défense des politiques contribuent à transformer des vies tout en optimisant les ressources de manière spectaculaire, des moyens financiers n'en demeurent pas moins nécessaires pour recruter du personnel ou des consultants spécialisés, ou encore tenir des ateliers pour les parties prenantes ou des événements de sensibilisation. La transparence sur les ressources disponibles et le chiffrage des coûts des différentes approches permettent d'identifier les secteurs vraiment porteurs.

Temps. Les avis des collaborateurs travaillant sur la pauvreté infantile dans le monde sont clairs : le temps est à la fois la ressource la plus précieuse et la plus sous-estimée. Faire évoluer les politiques et les programmes est une tâche chronophage qui requiert l'engagement interpersonnel des acteurs de la politique, des recherches et des analyses. Avant de s'engager dans un processus particulier lié à une politique, il est donc vital de déterminer si l'on dispose ou non du temps nécessaire.

Conclusions : quel(s) domaine(s) sont prioritaires

Avec une compréhension de la situation de la pauvreté infantile, du contexte et de l'environnement politique, ainsi que des points forts et des points faibles de l'équipe défendant la lutte contre la pauvreté infantile, tous les ingrédients sont en place pour prendre une décision éclairée sur les domaines à privilégier.



S'il n'existe pas de formule simple pour prendre la décision finale, l'exercice 4.3 centralise les divers éléments du processus avec en prime quelques considérations d'ordre général. En somme, il constituera un outil utile pour approfondir cette réflexion. Ceux qui disposent d'une grande expérience dans un pays pourront éventuellement s'en passer, la décision pouvant être prise inconsciemment ou s'imposer d'elle-même. Dans d'autres situations, un processus plus détaillé de partage des savoirs et des conclusions sera bénéfique.

Exercice 4.3 : Mettre ses idées par écrit : une approche sommaire pour établir les domaines politiques et programmatiques de lutte contre la pauvreté infantile

Domaine politique	Affiner la portée : Des progrès permettraient-ils de traiter efficacement les facteurs de pauvreté des enfants ? Des aspects ou des secteurs particuliers (ou des approches multisectorielles) se démarquent-ils ?	Marge de progrès : Quel est le stade actuel de la politique ou du programme ? Où se situe-t-il par rapport à ces deux extrêmes : absence de politique et déploiement complet à grande échelle ? Où se situe-t-il par rapport à ces deux extrêmes : absence d'intérêt national et vif intérêt et élan à l'échelle nationale ?
Approches globales de lutte contre la pauvreté infantile (multidimensionnelle et monétaire)		
Stigmatisation et discrimination sociales		
Systèmes de protection sociale ou de sécurité sociale adaptés aux enfants		
Engagement budgétaire		
Environnement politique		
Pauvreté multidimensionnelle des enfants : fournir des services de qualité et accessibles aux enfants les plus démunis		
Ciblage des enfants en situation de pauvreté grâce à des services de qualité axés sur les secteurs identifiés dans le profil de la pauvreté multidimensionnelle des enfants		
Pauvreté monétaire des enfants : veiller à ce que les familles/ménages ayant des enfants ne tombent pas en dessous d'un seuil		
Soutien des moyens de subsistance et de l'emploi (y compris les transitions des adolescents et la lutte contre le travail des enfants)		
Aide financière directe destinée aux familles avec enfants (y compris allocations familiales et transferts monétaires versés aux familles, et crédits d'impôt).		
Réduction des coûts des biens et services essentiels (y compris la réforme des subventions et la suppression des frais).		
Que manque-t-il ? Les catégories ci-dessus tentent de couvrir un large éventail de domaines pertinents, mais les politiques e		



© UNICEF/UNI1196036/Grlie

<p>Pouvons-nous faire évoluer la situation ? L'équipe dispose-t-elle des capacités techniques, des relations, des financements et du temps requis ? Quelle est la valeur ajoutée de l'équipe par rapport aux autres acteurs de la région ?</p>	<p>Conclusion</p>
	<p>Un réexamen de ces domaines permettra d'identifier :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les domaines sur lesquels se concentrer (éventuellement plusieurs domaines avec différentes formes de mobilisation). - Une première approche sommaire sur la manière de procéder (par exemple, actions de sensibilisation ou conseils techniques en matière de politiques). - Les domaines à ignorer (pour le moment). <p>Les étapes ultérieures sont décrites dans la section suivante (partie C), qui explique comment engager et fournir une assistance technique.</p>
<p>revenu minimum qui réduirait les perspectives des enfants.</p>	
	<p>Les étapes ultérieures sont décrites dans la section suivante (partie C), qui explique comment engager et fournir une assistance technique.</p>
<p>et programmes importants dans certains contextes peuvent ne pas être inclus.</p>	

1 – Elaborer une feuille de route nationale pour éliminer la pauvreté des enfants

2 – Mesurer la pauvreté des enfants

3 – Mettre en lumière la pauvreté des enfants grâce au plaidoyer

4 – Réduire la pauvreté des enfants grâce à des changements de politiques et de programmes

5 – Attendre les ODD : éliminer l'extrême pauvreté des enfants et réduire de moitié la pauvreté des enfants telle que définie par chaque pays

C. Faire du changement une réalité : questions politiques clés et approches analytiques pour y répondre

Une fois que vous avez établi un ou plusieurs domaines susceptibles de réduire considérablement la pauvreté infantile, l'étape suivante consiste à faire du changement une réalité. Le processus peut être complexe, car la modification des politiques et des programmes est un échiquier complexe où entrent en concurrence de nombreux besoins et priorités.

La présente partie porte sur l'analyse technique qui permet aux décideurs de définir les changements et de les mettre en œuvre. Cependant, il est de plus en plus reconnu que ces décideurs ne réagissent pas simplement à l'analyse et au raisonnement techniques : d'autres facteurs entrent en ligne de compte, notamment émotionnels et politiques. Les instruments proposés à l'Étape 3 fournissent des méthodes pour structurer un plaidoyer politique. L'encadré 4.5 présente quant à lui certaines des dernières réflexions sur « l'art de la persuasion ». De quoi vous faciliter la tâche pour rallier les décideurs à votre cause.

ENCADRÉ 4.5

Quand la persuasion est une science : enseignements de la psychologie sur l'art de modeler l'opinion

Pour les psychologues et spécialistes du développement, les techniques de persuasion et d'influence constituent un champ de recherche interdisciplinaire déjà bien ancré. Vous trouverez ci-dessous un aperçu des travaux sur « l'art de la persuasion », ainsi que des applications relatives au plaidoyer sur la pauvreté infantile.

1 : Ne menacez pas les convictions fondamentales, ou faites-le de manière raisonnée. En l'absence de menace directe pour notre compréhension du monde, nous sommes plus susceptibles de changer d'avis. En revanche, lorsqu'un changement est en contradiction avec un concept que nous tenons pour important depuis longtemps, nous résistons. Si vous parvenez à comprendre en quoi des solutions à la pauvreté infantile menacent de telles convictions, vous aurez de meilleures chances de les faire reculer.

2 : Mettez-vous à la place de l'autre. Changer nos convictions n'a rien de simple. Pourtant, une expérience a montré qu'adopter la perspective d'autrui atténuait considérablement les préjugés et favorisait le changement d'opinion. En dépit des obstacles probables, permettre aux décideurs d'aller sur le terrain ou d'écouter des enfants ou des personnes qu'ils respectent et qui ont grandi dans la pauvreté leur donneront des occasions d'envisager les choses sous un nouveau jour.

3 : Faites vibrer la corde sensible. Dans le même ordre d'idée, la connaissance d'un fait ne suffit pas toujours à nous faire changer ou agir ; nous avons besoin d'éprouver un sentiment. L'écoute directe des enfants, ou la rencontre personnelle des décideurs ou des membres

de leur famille avec des enfants vivant dans la pauvreté, sont des moyens de faire passer le changement de politique de la tête au cœur.

4 : Instaurez un sentiment d'urgence. Il y a une différence considérable entre la nécessité d'agir et la nécessité d'agir MAINTENANT. Si la pauvreté infantile est une question urgente par nature, faire le lien avec le réel, par exemple l'histoire d'un enfant en situation de pauvreté qui capte l'attention des médias, est susceptible d'inspirer aux décideurs le sentiment de devoir agir dès aujourd'hui.

5 : Le pouvoir des pairs. Nous nourrissons tous un intérêt pour les actes de nos homologues ou de nos pairs. En montrant aux décideurs ce que font les pays voisins en matière de lutte contre la pauvreté infantile, vous les sensibiliserez aux possibilités qui s'offrent à eux. Sur ce terrain, la rencontre directe d'homologues s'avérera particulièrement efficace.

6 : Réunir les décideurs et les autorités. Les gens respectent l'autorité et l'expertise, et suivent volontiers l'avis de spécialistes reconnus. Des études ont montré que posséder un titre professionnel, des vêtements élégants ou encore une luxueuse voiture de sport conférerait de la crédibilité aux individus. Pour les étapes cruciales, il est parfois utile de faire appel à des autorités nationales ou internationales en matière de lutte contre la pauvreté infantile (sans forcément payer la voiture...).

7 : Poussez le décideur à s'exprimer à voix haute. Nous sommes plus susceptibles d'agir lorsque nous nous sommes exprimés à voix haute. Soit le langage oral reflète notre volonté de respecter nos engagements, soit le processus de prise de parole suscite un engagement intérieur ou un changement d'état d'esprit. Au final, créer des occasions de parler favorise de tels changements.

8 : Détaillez les aspects critiques. Parfois, présenter une vue d'ensemble n'est pas le meilleur moyen d'encourager un changement particulier. Lorsque les étapes sont clairement définies sous nos yeux, nous sommes plus enclins à nous engager sur la voie du changement. Les objectifs de développement durable peuvent sembler écrasants ; mais en les divisant en étapes et en fractionnant ces étapes en activités, l'engrenage pourra se mettre en marche.

9 : Engendrez et célébrez des victoires à court terme. Réduire la distance d'un objectif, mais aussi montrer et célébrer les progrès réalisés, sont autant de façons d'augmenter le sens de l'engagement. N'attendez pas cinq ans pour fêter l'achèvement d'une vaste évaluation. Soyez attentif aux réussites qui s'écrivent déjà aujourd'hui et célébrez-les !

LECTURES RECOMMANDÉES :

- *Switch, osez le changement* – Cette publication s'appuie sur des études de psychologie, de sociologie et d'autres domaines pour jeter un nouvel éclairage sur la manière de provoquer le changement.
- *Conduire le changement* – Voici l'un des ouvrages les plus reconnus et consultés sur la gestion du changement, écrit par le professeur Kotter de la Harvard Business School.
- *Influence et manipulation* – Cet ouvrage présente six principes universels qui incitent les gens à dire « oui » ; un autre best-seller du commerce international.
- *What Does It Take to Change a Mind? A Phase Transition (Que faire pour modeler l'opinion d'autrui ? Une transition de phase)* – Ce billet de blog traite des expériences transformatrices susceptibles de provoquer un changement d'opinion.

Un engagement réfléchi en matière de plaidoyer doit reposer sur une analyse technique pertinente et de grande qualité, ces éléments étant essentiels à l'appui d'un changement de politique et de programme. Le tableau 4.4 résume les principales questions de politiques qui guideront les décideurs, le reste de la partie étant consacré aux approches analytiques et aux outils qui y répondent par trois catégories.

Tableau 4.4 : Questions clés pour encourager les changements de politiques et de programmes

CATÉGORIES	QUESTIONS SUR LES POLITIQUES
Remise en cause du statu quo	<p>Question 1. Les politiques et programmes atteignent-ils les enfants les plus pauvres ? Outils : Analyse de l'incidence des prestations</p>
	<p>Question 2. Les politiques et programmes existants ont-ils une incidence sur la pauvreté infantile ? Outils : Évaluation d'impact</p>
	<p>Question 3. Les ménages les plus pauvres assument-ils le coût des services ? Outils : Analyse de l'incidence du financement</p>
Prévision des effets potentiels	<p>Question 4. Quel impact un nouveau programme / une nouvelle politique aura-t-il/elle sur le taux de pauvreté infantile ? Outils : Simulation microéconomique ou simulation macro-micro</p>
	<p>Question 5. Quels sont les effets macroéconomiques d'un changement majeur de politique sur la pauvreté infantile ? Outils : Simulation macro-micro</p>
Financement de l'avenir	<p>Question 6. Quels sont les coûts de création d'un nouveau programme ou d'élargissement d'un programme existant ? Outils : Analyse de coût</p>
	<p>Question 7. La politique ou le programme présente-t-il un bon rapport coût-efficacité ? Outils : Analyse coût-efficacité</p>
	<p>Question 8. Comment le gouvernement peut-il financer le coût du changement ? Outils : Analyse de l'espace budgétaire</p>

La section ci-dessous donne un aperçu de la réponse à donner, ou déjà donnée, à chaque question. Les explications techniques détaillées des outils d'analyse sont référencées dans chaque partie. Trois points importants sont à noter concernant ces questions et les outils associés :

- **Dans la plupart des cas, il n'est pas nécessaire de répondre à toutes les questions.** Parfois, même une seule suffira. Selon la position des décideurs sur une politique donnée, il est possible qu'une seule question spécifique soit pertinente pour faire avancer les choses (quand bien même les questions précédentes resteraient sans réponse). Par exemple, peut-être que le gouvernement est focalisé sur la croissance économique et néglige les avantages macroéconomiques d'un investissement dans les enfants. Ou certains pensent qu'un transfert monétaire pourrait faire avancer la situation mais ignorent comment trouver les fonds. Il est important de commencer par les questions qui préoccupent le décideur concerné.

- **Nécessité d'être flexible dans l'élaboration de questions de politique bien concrètes.** Les questions exactes posées et la manière d'utiliser les outils nécessiteront une interprétation et de la souplesse. Par exemple, la question pourrait porter sur l'incidence de différents montants de transferts monétaires sur la pauvreté ou la pauvreté infantile (variante de la question 4), ou sur l'abolition éventuelle des frais de scolarité (combinaison des questions 1 et 4) pour des groupes particuliers d'enfants identifiés dans l'analyse de la pauvreté infantile (par exemple les filles dans le Nord).
- **Chacun des outils est susceptible d'être utilisé pour le meilleur ou pour le pire.** Bien que les outils présentés ici permettent généralement d'intervenir en faveur des pauvres, le risque existe qu'ils soient dévoyés pour proposer des coupes dans les dépenses consacrées aux programmes et politiques de lutte contre la pauvreté. Par exemple, l'incidence des prestations permet de souligner les lacunes des services dont bénéficient les personnes démunies. Mais cet indicateur pourrait aussi servir à défendre l'abolition du programme pour la classe moyenne, ce qui exposerait cette dernière à un éventuel risque de pauvreté. Ainsi, le choix des outils et leur utilisation exigent de porter une attention particulière aux avantages et aux effets néfastes potentiels induits.

Remise en cause du statu quo :

QUESTION 1 : LES POLITIQUES ET PROGRAMMES ATTEignent-ILS LES ENFANTS LES PLUS PAUVRES ?

De nombreux programmes et services sont mis en place afin de lutter contre la pauvreté et les inégalités. En réalité, la question de savoir combien de personnes pauvres bénéficient de programmes par rapport aux plus riches demeure ouverte. Par exemple, les plus indigents pourraient se voir privés d'un accès aux services de santé publique en raison de leur coût. Ou encore, l'imprécision du ciblage des programmes de protection sociale pourrait aboutir à l'exclusion de ceux qui en ont le plus besoin. Ce dernier scénario pourrait être particulièrement vrai si l'analyse de la pauvreté infantile révélait des taux de privation élevés dans des domaines déjà ciblés par des investissements importants.

L'analyse de l'incidence des prestations (Benefit Incidence Analysis ou BIA) montre pour un programme donné la part des prestations qui reviennent aux ménages et aux enfants les plus pauvres par rapport à d'autres catégories. Cette analyse quantitative est utilisable pour certains secteurs, le plus souvent dans les domaines de la santé et de l'éducation, ou pour un programme spécifique, par exemple pour mesurer l'incidence des prestations d'une allocation pour enfants. L'analyse est simplifiée lorsqu'elle porte sur une politique spécifique et qu'une enquête a déjà été menée pour identifier les bénéficiaires, les prestations et les montants. En pareil cas, l'utilisation des services est agrégée par groupe, puis comparée entre différents groupes socioéconomiques.

Certaines bases de données mondiales, telles que la base de données ASPIRE sur la protection sociale, enregistrent l'incidence des prestations dans diverses régions. Par exemple, aux Fidji, les indicateurs ASPIRE révèlent que le quintile le plus pauvre a reçu 13,7 % des prestations globales, tandis que le quintile le plus riche en a reçu 33,4 %. Ce constat suggère que les aides sociales ne sont pas favorables aux pauvres, mais qu'elles profitent plutôt aux catégories aisées.

Si l'on étend la portée de l'analyse à un secteur comportant plusieurs services, celle-ci gagne en complexité. En effet, avant de procéder à l'examen de la distribution, il sera nécessaire d'agréger l'utilisation des différents services sur la base du coût unitaire de chacun d'entre eux. Ainsi, si l'analyse porte sur l'incidence des prestations dans le secteur de la santé, il est nécessaire d'agréger différents types de services de santé (tels que les services préventifs ou les soins hospitaliers ou ambulatoires) et leur coût unitaire.

En général, les résultats sont présentés dans un diagramme en bâtons qui illustre la part des services dont bénéficie chaque groupe socioéconomique, ainsi que les foyers d'inégalité. Les recommandations de politique s'appuieront sur ces résultats pour proposer des mesures garantes d'une répartition plus favorable aux personnes pauvres. Ces recommandations pourraient notamment suggérer des interventions destinées à lever les obstacles économiques et sociaux à l'accès aux services, comme la suppression des frais aux usagers, ou des actions de renforcement de l'offre de services en construisant des infrastructures pour les groupes en cas de faible couverture des services.

On complétera éventuellement l'analyse quantitative par des méthodes qualitatives, à l'image des entretiens semi-structurés ou des discussions de groupe. De telles informations permettront de déterminer pourquoi certains des ménages les plus pauvres sont exclus des programmes ou des politiques, et comment une intervention pourrait éliminer les obstacles sociaux ou politiques à l'accès aux services.



© UNICEF/UNI187356/Romenzi

ÉTAPES ET CONSIDÉRATIONS CLÉS :

ÉTAPES	ACTIVITÉS	CONSIDÉRATIONS
Étape 1	Définir clairement la portée de l'analyse : quel programme ou quel secteur faut-il cibler ?	<p>Que révèle l'environnement politique ?</p> <p>Quelles informations le profil de pauvreté des enfants fournit-il ?</p> <p>Quel secteur affiche une faible couverture parmi les pauvres ?</p>
Étape 2	Agréger l'utilisation du service par groupe socioéconomique.	<p>Quels groupes socioéconomiques pourront servir à l'analyse ?</p> <p>En cas de regroupement de plusieurs programmes ou services différents au sein d'un secteur, quel est le coût unitaire de chaque type de service, et quelle part a utilisé chaque groupe socioéconomique ?</p> <p>L'analyse peut-elle exploiter des bases de données mondiales dédiées à la protection sociale comme ATLAS ?</p>
Étape 3	Comparer les prestations entre les différents groupes socioéconomiques et analyser l'équité	<p>Quel est l'aspect du diagramme en bâtons ? Selon le diagramme, les prestations bénéficient-elles essentiellement aux personnes défavorisées ou non défavorisées ?</p> <p>Pouvez-vous comparer les résultats avec le scénario idéal présenté dans un document relatif à l'engagement politique ? Constatez-vous un écart entre les objectifs et la réalité ?</p> <p>Si vous analysez plusieurs programmes au sein d'un même secteur, remarquez-vous des différences entre les différentes interventions ?</p>
Étape 4	Préparer des recommandations de politique pour garantir que les services atteignent bien les ménages les plus pauvres.	<p>Des améliorations doivent-elles être apportées à la distribution ?</p> <p>Si oui, pour quelles raisons les ménages pauvres pourraient-ils ne pas bénéficier des prestations ? La situation est-elle intentionnelle ou due à des raisons pratiques liées à la mise en œuvre ?</p> <p>Quelles sont les responsabilités du côté de l'offre de services (en matière de fourniture de services de qualité en quantité suffisante) ; quelles sont les interventions du côté de la demande de services (afin de s'assurer de l'absence d'obstacles à l'accès des pauvres aux services) ?</p>

CALENDRIER :

- Quelques jours suffiront si vous disposez déjà d'un ensemble de données organisé recouvrant à la fois l'utilisation des services et le statut socioéconomique. Ce délai sera encore plus court si vous décidez d'exploiter une base de données mondiale.
- Un à trois mois seront nécessaires si l'analyse porte sur un secteur comportant plusieurs interventions, et que des données relatives aux coûts unitaires et à l'utilisation des services doivent être collectées en vue de leur agrégation.
- Le calendrier est susceptible de se prolonger en fonction de la participation et de l'engagement des parties prenantes, ou de la nécessité de recruter un consultant externe.

DONNÉES :

- Caractéristiques socioéconomiques de la population et informations relatives à l'utilisation des services. Par exemple, en matière d'éducation, il pourrait s'agir du taux de fréquentation scolaire. Pour l'analyse d'une allocation pour enfant, il s'agira du montant annuel perçu. En matière de santé, il s'agira

probablement d'une combinaison de différents services médicaux. Dans un tel scénario, l'analyse devra inclure le coût unitaire des services pour permettre l'établissement de comparaisons.

- Les sources de données incluront vraisemblablement des enquêtes auprès des ménages et des données administratives.

CONNAISSANCES ET COMPÉTENCES :

- Compréhension du profil et des facteurs de pauvreté infantile dans le pays.
- Connaissance approfondie des services et programmes prévus dans le secteur ciblé et des données disponibles.
- Capacité de présenter les micro-données au niveau des ménages sous forme de tableaux.
- Posséder une expérience dans la conduite d'analyses de l'incidence des prestations n'est pas indispensable mais constitue un avantage certain, notamment pour des analyses plus complexes dans le secteur de la santé ou de l'éducation.

RESSOURCES :

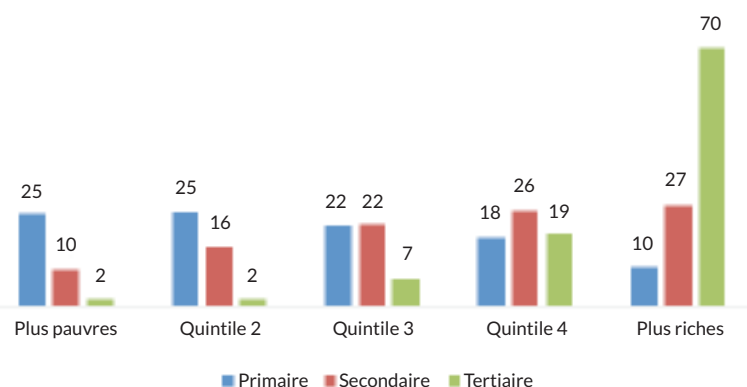


Kenya : Analyse de l'incidence des prestations en matière d'accès à l'éducation

Au Kenya, une étude s'est appuyée sur une analyse de l'incidence des prestations pour identifier les bénéficiaires des services d'éducation aux cycles primaire, secondaire et supérieur. Tout d'abord, le coût unitaire des services a été calculé en divisant le montant des dépenses publiques en matière d'éducation par le nombre d'étudiants inscrits. Ensuite, dans chaque quintile, le coût unitaire a été multiplié par le nombre d'enfants inscrits pour calculer la part du budget du gouvernement dont chaque quintile a pu bénéficier. Enfin, la part des dépenses des différents quintiles a été calculée et comparée afin d'éclairer les recommandations de politique.

Conclusion : les résultats ont montré que les dépenses consacrées à l'enseignement primaire profitaient aux deux quintiles inférieurs, car ces derniers comptaient plus d'enfants et un taux d'inscription net élevé. Cependant, l'étude a aussi révélé que le quintile le plus pauvre touchait une part très faible des dépenses publiques au secondaire, et moins de 2 % pour le supérieur. Une réalité qui s'explique par de faibles taux d'inscription à ces niveaux. Ainsi, l'analyse a préconisé d'accroître le nombre

Incidence moyenne des prestations sur l'éducation selon le niveau et le quintile d'aide sociale



Source : Demery, I. & Gaddis, I. (2009) Social Spending, Poverty And Gender Equality In Kenya: A Benefit Incidence Analysis (Dépenses sociales, pauvreté et égalité des sexes au Kenya : Une analyse de l'incidence des prestations).

Benefit Incidence: a practitioner's guide (Incidence des prestations : guide pratique)
– Produit par la Banque mondiale, ce guide présente des instructions détaillées pour effectuer une analyse de l'incidence des prestations. L'ouvrage présente des études de cas nationales en se concentrant à la fois sur les secteurs de la santé et de l'éducation.

How Useful are Benefit Incidence Analyses of Public Education and Health Spending? (Quelle est l'utilité des analyses de l'incidence des prestations relatives aux dépenses publiques d'éducation et de santé ?) – Dans cette publication, le FMI établit une synthèse des conclusions tirées dans 56 pays en développement sur les analyses de l'incidence des prestations dans les domaines de l'éducation et de la santé.

ASPIRE (The Atlas of Social Protection Indicators of Resilience and Equity, Atlas de protection sociale – indicateurs de résilience et d'équité) – Cet atlas calcule l'incidence des prestations de protection sociale dans plus de 100 pays à l'aide d'enquêtes menées auprès des ménages. L'indicateur sur l'incidence des prestations est calculé selon la formule suivante : (somme de tous les transferts reçus par tous les individus du quintile) / (somme de tous les transferts reçus par tous les membres de la population). Les résultats sont disponibles sur le site web ASPIRE.

How to do, or not to do, benefit incidence analysis in Health Policy and Planning (Ce qu'il faut faire et ne pas faire lors d'une analyse de l'incidence des prestations dans le cadre d'une politique de santé et de la planification) – Voici un guide complet pour la conduite d'une analyse de l'incidence des prestations dans le secteur de la santé.

Logiciel DASP – Développé par le PEP, ce logiciel comporte un module dédié pour faciliter la conduite d'une analyse de l'incidence des prestations fiable.

QUESTION 2 : QUELLE EST L'INCIDENCE D'UNE POLITIQUE OU D'UN PROGRAMME EXISTANT SUR LA PAUVRETÉ INFANTILE ?

Cette question complète et approfondit la précédente. Plutôt que de chercher à savoir si les enfants les plus pauvres bénéficient d'un service, elle demande si la politique ou le programme a un impact sur la pauvreté infantile. Contrairement à l'analyse de l'incidence des prestations, pour laquelle une enquête auprès des ménages suffit à effectuer une analyse simple, la réponse à cette question nécessite dans la plupart des cas une étude d'évaluation d'impact indépendante comprenant au moins des enquêtes de référence et finales, un processus souvent chronophage et onéreux.

Les évaluations d'impact ont pour objet d'identifier l'effet de causalité d'un programme ou d'une politique en comparant les résultats réels avec les résultats contre-factuels ; en d'autres termes, quel aurait été le résultat si une intervention n'avait pas eu lieu ? La difficulté majeure de la méthode réside dans le fait qu'il est impossible d'observer l'élément contre-factuel dans la réalité.

En général, une simple comparaison des résultats entre deux groupes (bénéficiaires et non-bénéficiaires) donne lieu à des distorsions majeures. En effet, il est très probable que l'écart entre les résultats s'explique par des différences entre les groupes, ou encore la survenue d'événements ou de perturbations spécifiques au cours du programme.

Divers modèles d'évaluation et approches économétriques ont été élaborés pour établir la causalité de façon plus rigoureuse. Il est possible de les diviser en deux grandes catégories :

- 1) Les modèles expérimentaux, tels que les essais randomisés contrôlés (ERC), sont considérés comme les plus rigoureux pour établir la causalité. Ces essais déterminent de manière aléatoire qui bénéficie de l'intervention ou du programme et qui n'en bénéficie pas. Ce type de modèle s'avère particulièrement efficace pour produire des données crédibles permettant d'élargir des projets pilotes novateurs (voir encadré 4.6). Cependant, réaliser un ERC n'est pas toujours possible. Dans le cas de certains programmes ou politiques, à l'instar d'une politique macroéconomique, déterminer les bénéficiaires de manière aléatoire n'est pas forcément possible, que cette démarche soit inacceptable sur le plan éthique, ou que la mise en œuvre du programme ait déjà démarré sans détermination aléatoire des bénéficiaires.
- 2) Lorsqu'il est impossible d'employer des modèles expérimentaux, il est possible de recourir à des modèles quasi expérimentaux. Ici, trois approches existent :
 - a) La régression sur discontinuité (Regression Discontinuity Design ou RDD) est idéale pour les programmes faisant appel à un indice d'éligibilité continu et à une valeur seuil clairement définie pour déterminer l'éligibilité ou l'inéligibilité. La RDD compare le groupe dont l'éligibilité au programme vient d'être établie avec le groupe inéligible restant. Comme les deux groupes sont susceptibles de présenter des caractéristiques ex ante assez similaires, leur comparaison est susceptible de révéler des informations sur l'impact du programme.

Lorsque ni les ERC ni la RDD ne fonctionnent, les deux méthodologies suivantes sont couramment utilisées, conjointement avec d'autres méthodes d'évaluation d'impact.

- b) La méthode des doubles différences utilise les informations issues de l'enquête de référence et de l'enquête finale pour les bénéficiaires et les non-bénéficiaires. Elle consiste à examiner en premier l'évolution des résultats au fil du temps chez les bénéficiaires, puis les compare à l'évolution des résultats au fil du temps chez les non-bénéficiaires. La comparaison permet de distinguer les changements imputables aux programmes des autres changements survenus au fil du temps. Néanmoins, si la structure des deux groupes a subi des chocs et des changements au fil du temps, les estimations donneront lieu à des distorsions.
 - c) L'appariement (y compris l'appariement par scores de propension) consiste en la réalisation d'une enquête de référence et en l'application d'une technique statistique afin de créer le « meilleur » groupe possible de comparaison pour une catégorie donnée de bénéficiaires, de sorte que les deux groupes présentent presque les mêmes caractéristiques de référence (au moins pour les caractéristiques observables). Toutefois, s'il existe des caractéristiques non observables susceptibles d'affecter les résultats, ceux-ci seront sujets à des distorsions.

Malgré l'utilisation de plus en plus répandue de méthodes quantitatives rigoureuses, leurs limites sont également reconnues. Par exemple, une poignée d'indicateurs quantifiables ne sauraient donner une image complète de l'influence d'un programme dans un contexte local complexe. Ou encore, les mesures quantitatives pourraient être incapables d'expliquer la chaîne logique derrière le déroulement du changement.

Pour pallier ces lacunes, il sera possible d'utiliser des instruments qualitatifs comme des groupes de discussion, des entretiens ou des observations. Ces outils participatifs ne servent pas uniquement à évaluer l'impact. Ils sont également utilisés à différentes étapes du projet et de l'évaluation pour garantir le bon fonctionnement de ce dernier dans divers contextes locaux (pour plus d'informations, reportez-vous à la partie « Ressources », page 183).

ÉTAPES ET CONSIDÉRATIONS CLÉS :

ÉTAPES	ACTIVITÉS	CONSIDÉRATIONS
Étape 1	Spécifier l'intervention, les résultats et les méthodologies	Quels programmes majeurs devraient produire des résultats positifs sur la pauvreté infantile ? Quels doutes sont émis au sujet de leurs effets ? Que révèle le profil de la pauvreté infantile concernant le domaine de privation ciblé ? Cherche-t-on à obtenir des résultats en termes de pauvreté monétaire ou multidimensionnelle ? Comment le taux de pauvreté officiel définit-il la pauvreté infantile ? Convient-il d'utiliser une méthode quantitative, qualitative ou mixte ? Le budget et le temps permettent-ils d'effectuer les formes les plus rigoureuses d'évaluation d'impact ?
Étape 2	Identifier la population éligible aux politiques et les groupes témoins	Si les politiques n'ont pas été totalement transposées à grande échelle pour toucher tous les enfants, qui doit être ciblé par la politique en vue de l'évaluation, et qui ne doit pas être ciblé en vue d'établir des comparaisons ?
Étape 3	Réaliser une enquête de référence et préparer un rapport de référence	Quelle est la situation de la pauvreté infantile au sein des groupes contrôles et groupes expérimentaux ? Existe-t-il des différences significatives avant intervention ?
Étape 4	Mise en œuvre du programme	S'assurer que seul le groupe cible bénéficie du programme. Consigner tous les événements imprévus lors de la mise en œuvre des stratégies pour les rapports finaux. Envisager d'établir un rapport et une enquête à mi-parcours si le calendrier le permet.
Étape 5	Mener une enquête finale puis comparer les résultats avec l'enquête de référence	Idéalement, utiliser le même questionnaire que pour l'enquête de référence afin de saisir les différences entre les deux groupes. Quels changements sont intervenus pour les deux groupes ? Des changements importants se sont-ils produits dans le groupe expérimental ? Si une enquête qualitative est également incluse, quels étaient les avis des bénéficiaires ? Comment s'expliquent la chaîne de résultats, à qui (parmi les bénéficiaires) le programme a-t-il le plus/moins profité et pourquoi ?
Étape 6	Calculer l'impact et préparer les rapports finaux ainsi que les recommandations stratégiques	Le programme a-t-il atteint les résultats escomptés en matière de réduction de la pauvreté ? Quels changements ont eu lieu dans la chaîne causale ? En cas de programme pilote, existe-t-il une raison de croire que des résultats similaires seraient obtenus dans d'autres domaines ou non ? Si l'impact était faible, quelles leçons s'en dégagent et quelles sont les recommandations pour l'avenir ?

CALENDRIER :

- Varie considérablement en fonction de la méthodologie. Si aucune enquête supplémentaire n'est requise, l'ensemble du processus prendra entre un et deux mois. En revanche, dans le cas d'une évaluation rigoureuse type, il faudra compter entre un et cinq ans.
- Quelle que soit la méthodologie choisie, établir cette dernière avant la mise en œuvre du programme et en étroite collaboration avec ses administrateurs et chercheurs ne fera que renforcer la qualité des résultats et de leur utilisation.

DONNÉES :

- Si les besoins en données dépendent de la méthodologie utilisée, en règle générale, il est capital de disposer de données de référence ainsi que de données finales des bénéficiaires et des non-bénéficiaires sur la situation des enfants, afin d'être en mesure de mener une évaluation rigoureuse. Les entretiens qualitatifs permettent de mieux comprendre les mécanismes dans lesquels une intervention a fonctionné et permis d'obtenir des résultats.
- Dans la grande majorité des cas, des enquêtes complémentaires seront nécessaires.

ENCADRÉ 4.6

Des données aux actes : l'influence des évaluations d'impact sur la conception et la mise en œuvre des transferts sociaux monétaires

Le Transfert Project est une initiative de recherche novatrice menée dans plusieurs pays et axée sur les effets des transferts sociaux monétaires. L'initiative a été mise en place dans le but d'améliorer la conception et la mise en œuvre des programmes. Piloté par l'UNICEF, la FAO, Save the Children UK, l'Université de Caroline du Nord à Chapel Hill et les gouvernements nationaux, le projet dirige depuis 2015 des évaluations d'impact dans neuf pays d'Afrique.

Au cours des évaluations, les gouvernements nationaux et les organismes de recherche locaux ont été impliqués à tous les stades pour garantir l'utilisation des résultats dans la conception et le déploiement des transferts monétaires sociaux nationaux. Alors que d'autres évaluations existantes ont été menées en dehors du gouvernement ou dans le cadre d'interventions expérimentales à petite échelle, le Transfer Project s'en est tenu à évaluer uniquement les programmes nationaux depuis leur lancement. Les méthodes les plus rigoureuses ont été utilisées, notamment avec la conception d'essais randomisés contrôlés, dans les limites des activités du programme. La méthodologie incorpore également une approche mixte intégrant des modèles quantitatifs, qualitatifs et de simulation dans la conception et l'analyse des évaluations.

Le projet a mis en lumière le rôle important de l'évaluation d'impact et du processus de mobilisation des gouvernements nationaux dans l'élaboration de politiques et de programmes dans différents pays. Par exemple, en Zambie, la disponibilité de données rigoureuses, accessibles et à jour a joué un rôle prépondérant dans le changement du discours sur la protection sociale. Au final, le programme de transferts sociaux a triplé de taille tandis que le budget public y afférent s'est lui multiplié par huit. Au Lesotho, le Programme d'allocations familiales offre un exemple très intéressant. À l'origine, il s'agissait d'un projet pilote à petite échelle financé par des donateurs. Par le concours de plusieurs initiatives (établissement de relations, évaluation des résultats de la mise en œuvre, environnement politique favorable...), ce projet est passé au rang de programme national dont la couverture a été étendue, les capacités institutionnelles renforcées, et le financement national accru.

Une récente publication sur l'expérience du projet met en évidence un certain nombre de facteurs qui ont joué un rôle déterminant dans l'influence sur les politiques et les programmes, tels que :

- Intégration des évaluations d'impact dans les processus politiques nationaux, impliquant des experts et chercheurs internationaux, des homologues gouvernementaux et des instituts de recherche nationaux.
- Instauration d'un climat de confiance et établissement de relations entre les chercheurs et les homologues gouvernementaux.
- Accessibilité, présentation et diffusion des résultats et des éléments qui les accompagnent par la production de mémoires, d'exposés, d'engagements médiatiques ou d'événements nationaux.
- Création d'un programme d'apprentissage régional, incluant l'établissement d'une communauté de pratique régionale.

Pour plus d'informations sur le projet en général, et les résultats de chaque programme en particulier, rendez-vous sur le site web de The Transfer Project.

CONNAISSANCES ET COMPÉTENCES :

- L'évaluation d'impact est généralement réalisée par un groupe d'experts techniques possédant une expertise et une expérience dans la conception d'enquêtes, la collecte de données, l'analyse et la publication.
- Il est également essentiel de disposer d'une équipe pluridisciplinaire. Vous pouvez ainsi faire appel à un spécialiste de la santé lors d'une évaluation d'impact liée à la santé.
- Pour les méthodologies quantitatives, afin de sélectionner la meilleure méthode pour votre contexte, il est nécessaire de s'entendre sur une gamme d'options et de disposer d'une expérience dans l'application de la méthodologie choisie. Une formation typique en économie, statistique ou dans tout autre domaine pertinent est utile.
- De même, pour les méthodologies qualitatives, il est idéal de disposer de spécialistes (ayant généralement une formation en sociologie, en anthropologie ou similaire), capables de conseiller sur les meilleures options dans la situation concernée et, pour chaque méthode, sur les procédures et aspects à prendre en compte.
- Quelle que soit la méthode retenue, il est essentiel de comprendre le contexte local pour élaborer des hypothèses, gérer l'équipe chargée de l'enquête, mener les entretiens et interpréter les résultats.

RESSOURCES :

L'évaluation d'impact en pratique, de Paul Gertler, est un manuel d'introduction pratique destiné aux praticiens et aux décideurs. Truffé d'exemples concrets, ce livre est disponible en français, en anglais et en espagnol, et le fichier PDF est téléchargeable à partir du site web. Des présentations et des vidéos sont également disponibles sur le site.

Impact Evaluation Series du Bureau de recherche de l'UNICEF est une série de notes méthodologiques et de courtes vidéos portant sur un large éventail de sujets, de la théorie du changement jusqu'aux approches participatives, en passant par la collecte des données et les méthodes d'analyse.

Le Laboratoire Abdul Latif Jameel d'action contre la pauvreté (J-PAL) et *Innovation for Poverty Action (IPA)* sont des réseaux mondiaux de chercheurs qui utilisent des évaluations randomisées pour répondre à des problèmes critiques dans la lutte contre la pauvreté. Vous trouverez sur leur site web un aperçu méthodologique des ERC, ainsi que les résultats et les enseignements en matière de politique tirés de différentes approches.

Integrating Qualitative and Quantitative Approaches in Program Evaluation (Intégration des approches qualitatives et quantitatives à l'évaluation des programmes) – Publié par la Banque mondiale, ce chapitre s'intéresse à l'impact des politiques économiques sur la pauvreté et la répartition des revenus. À l'aide d'études de cas, ce chapitre explique comment utiliser des méthodes mixtes pour mener des recherches et des évaluations d'impact.

D'autres informations et ressources sont disponibles sur *Policy Impact Evaluation Research Initiative (projet de recherche sur l'évaluation d'impacts de politiques [PIERI])* du PEP.

QUESTION 3 : LES MÉNAGES LES PLUS PAUVRES ASSUMENT-ILS LE COÛT DES SERVICES ?

S'il était nécessaire de le rappeler, les politiques et les programmes ont un coût. Bien souvent, une croyance prévaut selon laquelle ces dispositifs seraient financés par les contribuables les plus imposables ou par des donateurs internationaux. Or ce n'est pas toujours le cas. S'il y a des raisons de croire que les personnes démunies financent ces programmes, par des impôts ou des frais restant à leur charge, analyser la structure de financement des politiques et des programmes pourrait ouvrir la voie à des modes de financement des interventions plus judicieux.

L'analyse de l'incidence du financement (Financing Incidence Analysis ou FIA) est un outil d'évaluation de la progressivité du financement de certains secteurs par la détermination du groupe socioéconomique qui supporte le coût du financement. La structure et le processus sont similaires à ceux de l'analyse de l'incidence des prestations (BIA), la principale différence étant l'indicateur ciblé : alors que la BIA détermine quels agents reçoivent quelles prestations, la FIA établit quels acteurs financent quelles prestations. Étant donné la similarité des deux analyses, leur combinaison constitue une approche efficace pour comprendre de manière exhaustive le degré d'équité d'un secteur ou d'un programme particulier (voir l'exemple de l'Ouganda page 186).

Comme dans le cas de la BIA, la première étape consiste à décider de la portée de l'analyse. Ici, vous pourriez définir un vaste secteur comme la santé ou l'éducation, ou un programme spécifique au sein d'un secteur, tel qu'un programme de développement de la petite enfance (DPE). Le fardeau des personnes vivant dans la pauvreté risque d'être plus lourd dans les secteurs ou programmes dans lesquels les ménages doivent, en plus des impôts, prendre en charge des dépenses pour les services. Par exemple, certains ménages n'ont pas d'assurance maladie pour couvrir certains types de services médicaux ou les prescriptions de médicaments ; ou encore, la scolarisation des enfants est soumise à des paiements informels, même lorsque la fourniture d'une éducation de base est gratuite.

L'analyse passe en revue les canaux de paiement utilisés par les personnes vivant dans la pauvreté pour financer un programme ou un secteur donné, puis compare le montant total des dépenses par groupe socioéconomique. Le solde du financement entre différents groupes pourrait être visualisé et présenté simplement au moyen d'un diagramme en bâtons.

Les recommandations de politiques issues de l'analyse de l'incidence du financement suggéreront des moyens de financer un programme ou un secteur de manière plus équitable. Pour une analyse détaillée du système fiscal et de l'incidence fiscale, l'analyse pourra se concentrer sur des moyens d'améliorer le système fiscal des personnes en situation de pauvreté. Une analyse plus simple permettra quant à elle de mieux comprendre le fardeau des personnes démunies, l'importance de l'abolition des dépenses assumées par les patients, et les différentes approches du financement du secteur. Pour mettre au jour d'autres sources de financement, une analyse de l'espace budgétaire pourra également être menée (voir question 8).

ÉTAPES ET CONSIDÉRATIONS CLÉS :

ÉTAPES	ACTIVITÉS	CONSIDÉRATIONS
Étape 1	Déterminer la portée de l'analyse : quel programme ou quel secteur faut-il cibler ?	<p>Que révèle le profil de pauvreté infantile sur les principaux domaines de privation ?</p> <p>Quels secteur ou programme sont susceptibles d'imposer un fardeau financier aux personnes pauvres par l'intermédiaire de taxes ou de frais de service ?</p> <p>Quelle est la disponibilité des données ? Quel type de dépenses couvrent-elles ?</p>
Étape 2	Agréger les dépenses par groupe socioéconomique	<p>Quels sont les groupes socioéconomiques utilisables dans le cadre de l'analyse ? Pouvons-nous examiner les quintiles sur la base des revenus/dépenses ou des actifs ? Si les services sont directement liés aux enfants, est-il possible de comparer les enfants pauvres et les enfants non pauvres ?</p> <p>Quels sont les paiements d'impôts formels (directs et indirects), les paiements personnels informels et toute contribution à l'assurance sociale/privée ?</p> <p>En cas de regroupement de plusieurs programmes ou services différents au sein du secteur, quel est le coût unitaire de chaque type de service et combien de services chaque groupe socioéconomique a-t-il utilisés ?</p>
Étape 3	Comparer les prestations entre les différents groupes socioéconomiques et analyser l'équité	<p>Quel est l'aspect du diagramme en bâtons ? Apparaît-il que les coûts sont supportés par les pauvres ?</p> <p>Pouvez-vous comparer les résultats avec le scénario idéal présenté dans un document relatif à l'engagement politique ? Constatez-vous un écart entre les objectifs et la réalité ?</p> <p>Si vous analysez plusieurs programmes au sein d'un même secteur, remarquez-vous des différences entre les différentes interventions ?</p>
Étape 4	Préparer des recommandations de politiques pour garantir que les ménages pauvres ne supportent pas la charge du financement des programmes/politiques	<p>Des améliorations doivent-elles être apportées en matière de répartition du financement ?</p> <p>Si oui, par quels canaux les ménages pauvres sont-ils tenus de payer ? Une réforme fiscale, ou une réforme des autres dépenses assumées par les personnes, est-elle nécessaire ?</p>

DONNÉES :

Le plus souvent, les dépenses sont calculées à partir des informations collectées lors d'enquêtes menées auprès des ménages. Elles incluent les données suivantes :

- Revenus ou dépenses (pour calculer les impôts directs et indirects) issus des enquêtes menées auprès des ménages.
- Dépenses non remboursées.
- Situation socioéconomique des foyers.
- Les données macroéconomiques du pays sur la fiscalité et les dépenses permettent également de compléter les données collectées lors d'enquêtes auprès des ménages.

CONNAISSANCES ET COMPÉTENCES :

- Connaissance des dépenses publiques et individuelles pour les services dans le secteur ciblé.
- Compréhension de base du système fiscal du pays.
- Pour une analyse approfondie du système fiscal, connaissance approfondie des différents régimes fiscaux, de la situation actuelle, des bonnes pratiques et des données factuelles internationales.
- Capacité d'organiser des ensembles de micro-données.

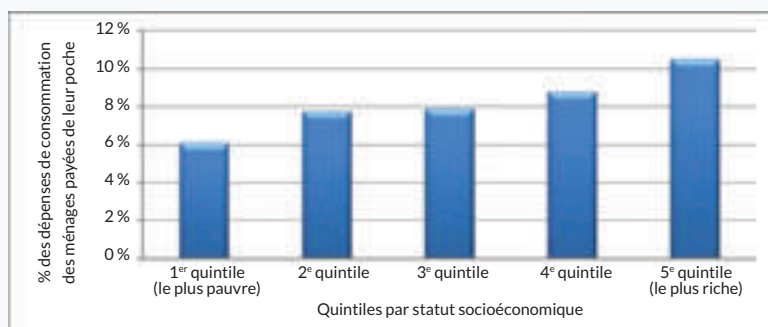


OUGANDA

En 2015, Kwesig et al. ont mené une étude pour évaluer l'équité du financement et de la répartition des prestations d'assurance maladie en Ouganda. L'étude se fondait sur une enquête nationale menée auprès des ménages.

Analyse de l'incidence du financement

La FIA a analysé l'équité en matière d'impôts et des dépenses directes non remboursées. L'assurance n'a pas été prise en compte étant donné sa faible contribution au financement en matière de santé en Ouganda. Par ailleurs, le montant des impôts directs n'a été calculé à partir des revenus bruts déclarés que pour les personnes travaillant dans l'économie officielle et dont les revenus dépassaient le seuil d'imposition. Les impôts indirects ont été calculés sur la base de la consommation de biens des ménages. Les dépenses non remboursées ont



Répartition des dépenses non remboursées entre les quintiles socioéconomiques

quant à elles été estimées sur la base de la valeur déclarée dans l'enquête. Le financement de la santé était en légère progression. Malgré la progression supérieure des impôts par rapport à celle des dépenses non remboursées, les impôts ne représentaient qu'une faible part du financement total par rapport aux dépenses individuelles.

Analyse de l'incidence des prestations

La BIA a évalué la répartition des services de santé pour les prestataires publics et non publics entre les quintiles de consommation. Les données d'utilisation des services sont tirées de l'enquête réalisée auprès des ménages, complétées par l'enquête démographique et de santé. Le coût unitaire des services a été obtenu à partir d'une étude des coûts réalisée par le ministère de la Santé. Les prestations ont ensuite été calculées en multipliant l'utilisation des services par le coût unitaire de services spécifiques.

D'après les résultats constatés, l'ensemble des services du secteur de la santé profitait davantage aux plus riches qu'aux plus pauvres.

En conclusion, l'étude souligne la nécessité de répondre aux besoins des pauvres en matière de santé de manière équitable, et ce, tout en continuant de s'assurer que les personnes pauvres ne supportent pas le fardeau de manière disproportionnée.

Source : Kwesig, B., et al. (2015), Who Pays For And Benefits From Health Care Services In Uganda? BMC Health Services Research.

RESSOURCES :

Analysing Health Equity Using Household Survey Data (Analyse de l'équité en matière de santé fondée sur les données de l'enquête menée auprès des ménages) – Voici un guide complet et détaillé pour tout savoir sur la mesure de l'équité dans le secteur de la santé (y compris sur la BIA et la FIA).

Estimating the Incidence of Indirect Taxes in Developing Countries (Évaluation de l'incidence de la fiscalité indirecte dans les pays en développement) – Cet ouvrage consiste en un guide technique et un tour d'horizon des outils d'analyse utilisés par les systèmes fiscaux des pays en développement.

Equity in financing and use of health care in Ghana, South Africa and Tanzania: implications for paths to universal coverage (Équité en matière de financement et d'utilisation des soins de santé au Ghana, en Afrique du Sud et en Tanzanie : incidence sur le chemin de la couverture universelle) – Axée sur la comparaison d'une FIA dans trois pays, cette étude souligne la nécessité de lever les obstacles physiques et financiers à l'accès aux services de santé.



© UNICEF/UNI192153/Asselin

1 – Élaborer une feuille de route nationale pour éliminer la pauvreté des enfants

2 – Mesurer la pauvreté des enfants

3 – Mettre en lumière la pauvreté des enfants grâce au plaidoyer

4 – Réduire la pauvreté des enfants grâce à des changements de politiques et de programmes

5 – Attendre les ODD : éliminer l'extrême pauvreté des enfants et réduire de moitié la pauvreté des enfants telle que définie par chaque pays

Projection de l'impact potentiel des changements de politiques : réalisation de simulations

Les recommandations en matière de changement de politique sont d'autant plus convaincantes lorsqu'elles attirent l'attention sur le statu quo, mais aussi et surtout lorsqu'elles évoquent l'avenir et exposent des scénarios d'impact potentiel du changement. Les outils de simulation décrits ici combinent des données, des théories et modèles microéconomiques et macroéconomiques afin de proposer des approches d'estimation de l'impact potentiel d'un changement de politique sur la pauvreté infantile.

Un changement de politique peut avoir deux types d'impact. Le premier concerne l'impact direct des politiques sur les enfants vivant dans la pauvreté, le second porte sur leur impact indirect (les politiques entraînant des effets à différents niveaux). Par exemple, un transfert monétaire en faveur des ménages pauvres a un impact direct sur la réduction de la pauvreté en raison de l'augmentation des transferts. Il est également susceptible de produire des effets indirects sur l'économie locale en raison de l'augmentation de la consommation des ménages et d'une plus grande participation au marché du travail. Il pourrait même avoir un impact macroéconomique à long terme, grâce à l'augmentation de la productivité économique entraînée par l'amélioration de la situation sur le plan de la santé, de la nutrition ou de l'éducation. Il existe deux modèles différents pour mesurer les effets à différents niveaux (tableau 4.5) :

- La **microsimulation** fait appel aux enquêtes menées auprès des ménages pour prévoir les impacts directs d'un changement de politique sur le taux de pauvreté monétaire des enfants, les résultats multidimensionnels ou les changements de comportement. La forme la plus simple examinera l'évolution directe des revenus monétaires des ménages, tandis que des modèles structurels plus sophistiqués également susceptibles d'être mis en place permettraient de comprendre les impacts à plus long terme sur d'autres dimensions de la situation des enfants.
- Les modèles de **macrosimulation**, et leur association avec des modèles de microsimulation, présentent l'avantage de prendre en compte l'impact sur différents secteurs et acteurs de l'économie. Cela revêtirait une importance particulière dans le cadre de l'analyse de politiques susceptibles d'avoir un impact sur l'ensemble du secteur ou de l'économie, telles que la réforme des subventions sur les carburants. Toutefois, l'analyse peut devenir très technique et nécessiter une grande quantité de données, des compétences en matière de modélisation macroéconomique ainsi que des logiciels. Du reste, la configuration du modèle et la réalisation de l'analyse peuvent s'avérer très chronophages.



TABLEAU 4.5 : MICRO CONTRE MACRO (OU MICRO-MACRO)

	MICROSIMULATION	MACROSIMULATION (Y COMPRIS MICRO-MACRO)
Champ d'application	Évolution du taux de pauvreté infantile directement imputable à une politique ou à des programmes, sans tenir compte de l'impact économique local ni des changements dans d'autres secteurs. Le modèle de projection des changements dans le taux de pauvreté monétaire est simple, mais des modèles plus complexes permettent de faire des prévisions du taux de pauvreté multidimensionnelle des enfants.	Évolution du taux de pauvreté infantile et d'autres indicateurs macroéconomiques, tels que le PIB ou le taux de chômage, expliquant l'impact à la fois direct et indirect des changements de politique.
Ensemble de données	Gamme allant de modèles statiques simples à des modèles d'équilibre partiel comportemental plus sophistiqués.	Matrice de comptabilité sociale (MCS) Enquête auprès des ménages.
Modèles	Modèle statique simple ou modèle d'équilibre partiel.	Modèle d'équilibre général calculable, combiné à un modèle de microsimulation.
Exemples de politiques analysables.	Transferts monétaires Analyse simplifiée de la réforme des subventions sur les carburants.	Analyse complète de la réforme des subventions sur les carburants. Réforme fiscale. Analyse de l'impact macroéconomique des crises financières.

Une simulation peut être statique ou dynamique. La simulation statique est une formule simple qui ne prend pas en compte les changements intervenant au fil du temps. Quant aux modèles dynamiques, ils fournissent une estimation de l'évolution au fil du temps des éléments du modèle, tels que le prix, le taux de pauvreté infantile ou le PIB. Les mêmes compromis s'imposent ici : plus le modèle est complexe, plus il nécessite d'hypothèses, de temps et de compétences techniques.

La suite de la présente partie a pour objet d'expliquer les hypothèses, les éléments et les étapes de chaque modèle de simulation, comment les exercices de simulation peuvent contribuer aux changements de politique et, s'ils le peuvent, à définir la portée de l'exercice.

QUESTION 4 : QUEL IMPACT UN NOUVEAU PROGRAMME OU UNE NOUVELLE POLITIQUE AURONT-ILS SUR LE TAUX DE PAUVRETÉ INFANTILE ?

Fondée sur des enquêtes auprès des ménages, la microsimulation est un outil permettant de comprendre l'impact direct des changements (ou de l'introduction de nouvelles politiques) sur la pauvreté infantile au niveau des ménages. Elle sert à analyser l'impact potentiel des transferts ou des impôts sur le revenu ou la consommation des ménages, ce qui donne ensuite une projection du taux de pauvreté ou un indice des inégalités à des fins de comparaison.

Par exemple, pour prévoir l'impact sur la pauvreté d'un nouveau programme d'allocations familiales, différents montants d'allocations sont hypothétiquement attribués à tous les ménages éligibles, et un nouveau taux de pauvreté infantile est calculé sur la base de la nouvelle distribution des revenus. Cette méthode permet de sélectionner la politique susceptible de produire les plus grands effets sur la pauvreté infantile et d'apporter une réponse fondée sur des données probantes à certaines questions clés de la conception du programme (Quelle doit être la tranche d'âge des bénéficiaires ? Quel doit être le montant du transfert ? Le système doit-il adopter un ciblage géographique ?).

Dans les pays à revenus élevés, le modèle de simulation est largement utilisé pour élaborer des politiques, en particulier pour comprendre l'impact potentiel des transferts sociaux ou des modifications de la fiscalité. Par exemple, EUROMOD est un modèle statique de microsimulation des impôts-prestations utilisé pour calculer l'impact des impôts et prestations sur les revenus des ménages et les incitations au travail dans les 27 pays de l'Union européenne entre 2009 et 2013 (en date du mois de décembre 2015). L'outil permet aux utilisateurs de prédéfinir des politiques fiscales et de prestations telles que l'aide sociale, les allocations familiales ou les cotisations sociales, puis de simuler les variations du revenu du ménage. L'utilisation du modèle EUROMOD nécessite des autorisations d'accès spécifiques aux micro-données (principalement EU-SILC). Le site web propose néanmoins des rapports et des statistiques par pays en accès libre.

Le concept simple et intuitif de ce modèle constitue un avantage considérable pour communiquer les résultats aux décideurs ou au grand public. Il ne nécessite pas non plus de connaissances approfondies en économie. Avec EUROMOD, Distributive Analysis Stata Package (DASP) ou Automated DEC Poverty Tables (voir la liste des ressources à la page 193), il est possible de réaliser une simulation sans devoir apprendre à utiliser des logiciels statistiques.

Cependant, les résultats des microsimulations se heurtent à certaines limites, notamment les suivantes :

- **Il est possible que l'impact simulé diffère de l'impact réel en raison de problèmes de mise en œuvre.** Souvent, le modèle présuppose que tous les ménages ciblés recevront un transfert complet. Or dans les faits, des obstacles à la mise en œuvre peuvent remettre en cause cette hypothèse. Par exemple, en raison de problèmes d'accès ou d'un manque de connaissances, certains ménages sont susceptibles de ne pas recevoir le transfert. La réalisation d'une estimation relative aux bénéficiaires se complique avec l'adoption de différentes formes de ciblage (telles qu'un examen indirect des ressources). Il conviendra d'identifier ces difficultés lors de l'interprétation des résultats.

- **Les micromodèles ne saisisent pas l'impact sur les économies locales et au-delà.** Le modèle de base se limite à comprendre l'impact direct sur les revenus du ménage. En réalité, les effets directs favorisent également des effets multiplicateurs à long terme. Par exemple, un impact positif des transferts monétaires sur l'économie rurale locale par l'intermédiaire d'opérations locales pourrait générer, de manière indirecte, des retombées sur les revenus des ménages. Pour mesurer les effets sur les économies locales ou, plus largement, l'impact macroéconomique de politiques majeures (comme une réforme fiscale), une simulation macro-micro serait plus appropriée, en particulier pour la prise en compte de ce dernier type d'impact (plus d'informations dans la partie suivante).
- **Parfois, les informations relatives aux revenus ne seront pas disponibles et devront alors être substituées par les données de consommation.** Dans les pays à faible revenu, les informations relatives aux revenus sont souvent indisponibles. La mesure de la pauvreté monétaire se fonde alors sur les dépenses de consommation. L'opération peut s'avérer complexe, car les ménages ne dépensent pas toujours l'intégralité des transferts, du fait notamment d'une possible épargne. L'impact des transferts n'est donc reflété que partiellement. En conséquence, il convient d'établir une hypothèse de la relation entre l'augmentation des revenus et la consommation (normalement, on suppose que le montant total du transfert est consacré à la consommation).
- **Même si elle n'est pas impossible, la simulation des effets des politiques et programmes sur la pauvreté multidimensionnelle des enfants, y compris sur des privations particulières, est relativement complexe.** Plus important, elle nécessite de comprendre et d'anticiper la modification du comportement des ménages après un changement de politique (par exemple, estimation de l'augmentation des revenus du ménage nécessaire à la scolarisation des enfants). La construction de tels modèles comportementaux nécessite des efforts de modélisation et des hypothèses supplémentaires, un véritable défi lorsque viennent à manquer les informations sur les changements comportementaux au fil du temps, par exemple à partir de données de panel. Pour découvrir un exemple de méthodologie, consultez l'étude de cas du Cambodge dans la partie « Ressources » ci-dessous.



© UNICEF/UNI182971/Noorani

ÉTAPES ET CONSIDÉRATIONS CLÉS :

ÉTAPES	ACTIVITÉS	CONSIDÉRATIONS
Étape 1	Définir les scénarios et options pour les changements de politiques à simuler.	Quelles sont les politiques à prendre en compte (par exemple, l'éligibilité et le montant des prestations) ? Dans l'examen des options politiques, quels sont les intérêts du gouvernement ? Sont-ils pris en compte ?
Étape 2	Déterminer la portée de l'analyse.	L'analyse doit-elle rester simple (résultats statiques et monétaires) ou doit-elle avoir une portée dynamique et multidimensionnelle ? Quelles ressources sont disponibles et quel est l'intérêt des décideurs ?
Étape 3	Exécuter les simulations à l'aide de l'ensemble de micro-données.	À part le taux de pauvreté infantile, quels indicateurs doivent être pris en compte ? Pour une analyse multidimensionnelle, deux séries de simulations sont nécessaires. Une portant sur l'impact du programme sur la dimension des revenus, une autre pour simuler l'impact du changement de revenu et de programme sur les autres résultats.
Étape 4	Analyser les résultats et en déduire des recommandations de politiques.	Quelles options produisent les meilleurs effets sur la pauvreté infantile ? Quelles options produisent les plus grands effets sur le groupe le plus défavorisé ? Les résultats doivent-ils être combinés à une analyse des coûts (voir la question 6) de chaque option pour formuler une observation sur le rapport coût-efficacité ?

CALENDRIER :

- Avec un ensemble de données organisé ou un logiciel comme EUROMOD, quelques jours suffisent à la réalisation de l'analyse. Cependant, le processus complet d'accord avec le gouvernement sur les scénarios, de préparation de l'ensemble des données et de formulation des recommandations de politique générale pourrait prendre quelques mois.
- En cas d'extension de la portée de la simulation pour réaliser un modèle dynamique ou simuler un impact multidimensionnel, l'analyse pourrait prendre entre un et trois mois.

DONNÉES :

- Une enquête auprès des ménages pour collecter des informations sur leurs revenus ou leurs dépenses constitue la base. Si un programme est ciblé pour des groupes spécifiques de la population, l'enquête auprès des ménages devra collecter les mêmes informations que celles utilisées pour le ciblage afin de permettre la simulation (par exemple, l'ensemble de données devra contenir des informations sur l'âge des enfants dans les ménages en cas de simulation d'un transfert monétaire à certaines tranches d'âge).

CONNAISSANCES ET COMPÉTENCES :

- Capacité d'organiser et de gérer les données des enquêtes auprès des ménages.
- Dans le cas d'une analyse dynamique ou multidimensionnelle, des techniques économétriques sont également nécessaires.
- Une compréhension complète de la portée et des limites de la modélisation est également essentielle pour communiquer les résultats.

RESSOURCES :

Le logiciel ADePT sur la protection sociale est un logiciel gratuit développé par la Banque mondiale. Il permet d'analyser une série de questions relatives à la protection sociale à l'aide des données collectées dans le cadre des enquêtes auprès des ménages. Il permet également d'analyser l'incidence des prestations sociales et de réaliser des simulations statiques.

Toolkit on Simulating the Impact of Conditional Cash Transfer Programs on Children's Behaviour (Boîte à outils : simuler l'impact des programmes de transferts monétaires conditionnels sur le comportement des enfants) – Également mise au point par la Banque mondiale, cette publication permet d'évaluer l'impact des transferts monétaires conditionnels sur les choix scolaires, la pauvreté et les inégalités au moyen d'une enquête auprès des ménages et du logiciel STATA. Elle offre également un aperçu de l'impact potentiel des conditions imposées.

Estimation of Rates of Return of Social Protection Instruments in Cambodia: A Case for Non-contributory Social Transfers (Estimation des taux de rendement des instruments de protection sociale au Cambodge : arguments en faveur des transferts sociaux non contributifs) – Cette étude s'appuie sur un modèle dynamique pour prévoir les effets multidimensionnels des transferts sociaux en matière d'éducation, de nutrition et d'emploi.

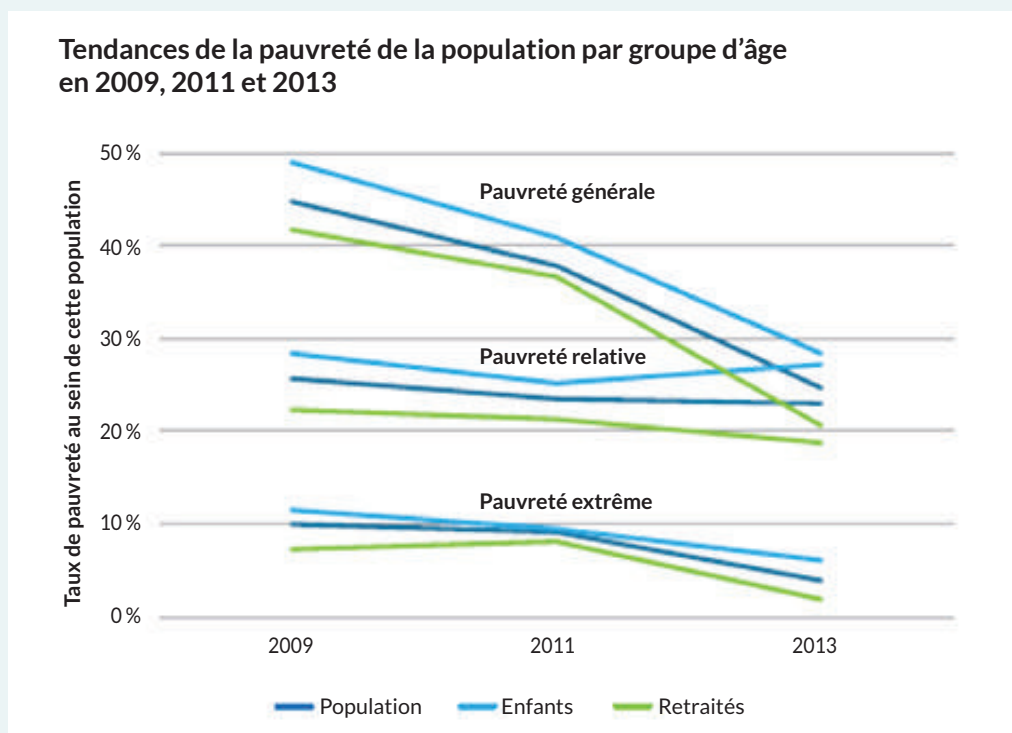


© UNICEF/Uganda

ENCADRÉ 4.7

Géorgie : comment l'analyse de l'incidence des prestations et les microsimulations ont contribué à établir une nouvelle allocation pour enfant

En mai 2015, la Géorgie a introduit un dispositif remarquable d'allocations familiales dans son système de protection sociale, qui visait environ 260 000 enfants parmi les ménages les plus pauvres du pays. Ce nouveau transfert social constituait un changement très attendu pour l'UNICEF, qui plaidait pour une réforme du système de sécurité sociale qui tienne davantage compte des enfants. Le plaidoyer a été étayé par une analyse de la pauvreté infantile et une simulation de diverses options politiques, toutes deux fondées sur une enquête unique réalisée auprès d'un panel de ménages. Voici quelques-unes des caractéristiques remarquables de l'analyse et du processus qui ont contribué au changement du système de sécurité sociale :



1) Une enquête nationale par panel a permis d'analyser les tendances en matière de pauvreté de revenu par tranche d'âge et de mettre en évidence des taux de pauvreté supérieurs chez les enfants.

L'UNICEF a appuyé l'étude Welfare Monitoring Survey (enquête sur la protection sociale), une enquête par panel menée auprès des ménages pour mesurer différentes dimensions de la pauvreté, notamment le revenu, la consommation, l'accès aux services et aux biens, la santé, l'éducation et le bien-être subjectif des ménages. Ces données ont été collectées chaque année entre 2009 et 2013 puis utilisées afin d'analyser les tendances en matière de pauvreté par tranche d'âge, les différences de pauvreté infantile entre zones rurales et urbaines, et les taux de pauvreté en fonction du nombre d'enfants du ménage.

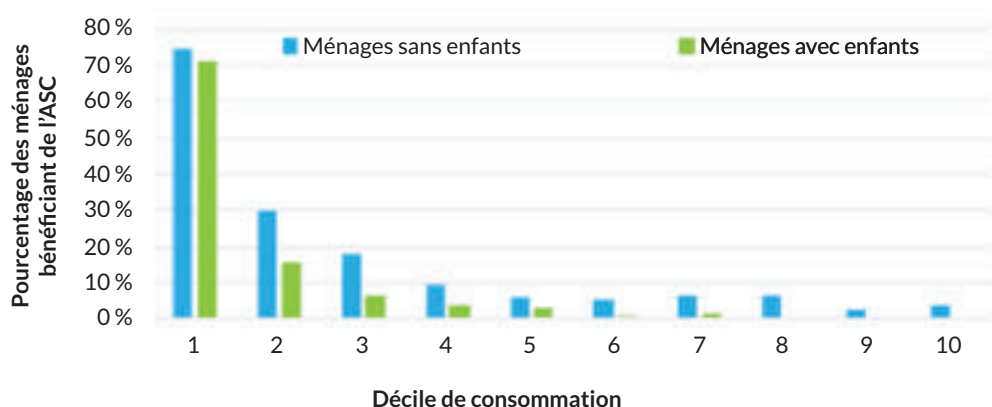
L'analyse du taux de pauvreté par tranche d'âge a montré que la pauvreté infantile était supérieure au taux de pauvreté de la population indépendamment des seuils de pauvreté retenus (pauvreté extrême, générale ou relative). Elle a aussi mis en évidence le taux de pauvreté extrême particulièrement élevé chez les enfants âgés de cinq à quatorze ans.

2) L'analyse des programmes de sécurité sociale existants a révélé un faible taux de couverture des ménages avec enfants.

Les programmes de transferts monétaires les plus importants, à savoir la pension de vieillesse et le programme d'assistance sociale ciblée (ASC), ont ensuite été évalués sur le plan de la couverture et de l'impact. Sur la base des mêmes données de panel, il est ressorti que l'ASC couvrait davantage les ménages sans enfants que ceux avec enfants, et que la différence était particulièrement élevée dans les déciles de consommation inférieurs. Ainsi, du deuxième au quatrième décile de consommation, le taux de couverture des ménages sans enfants était deux fois supérieur à celui des ménages avec enfants.

Concernant l'impact sur le taux de pauvreté, les effets de l'ASC étaient limités et répartis sur différents groupes d'âge. La pension de vieillesse avait quant à elle un impact beaucoup plus important sur la réduction de la pauvreté, mais seulement au sein des plus de cinquante ans, avec des effets somme toute limités sur les enfants et les jeunes.

Couverture ASC, par décile de consommation pré-ASC en 2013



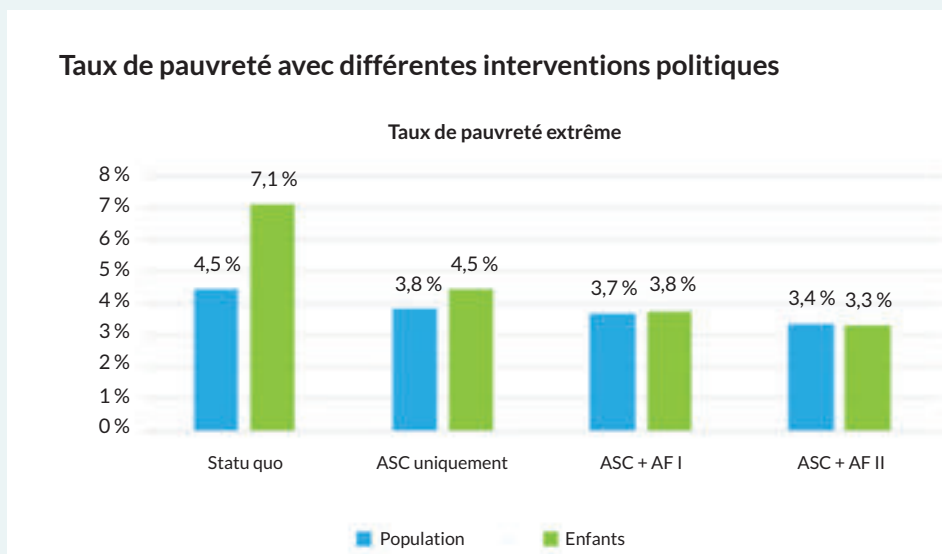
3) L'étude a modélisé l'impact sur la pauvreté infantile en cas d'introduction d'allocations familiales et de réforme des politiques existantes.

La simulation a mis en évidence que la mise en place d'une nouvelle prestation pour enfants entraînerait une diminution significative des taux de pauvreté infantile, faisant aussi valoir la possibilité d'un financement du coût par une réforme de l'ASC.

Enfin, l'étude a utilisé trois scénarios impliquant la combinaison de différentes options de révisions de l'ASC et de l'éligibilité aux allocations familiales. Parmi les conclusions de la simulation d'impact, il a notamment été montré que, sans introduction d'allocations familiales, la différence entre les taux de pauvreté extrême de la population et des enfants serait inchangée, tandis que les allocations familiales permettraient d'égaliser les taux de pauvreté selon les tranches d'âge.

En outre, une analyse des coûts a été effectuée pour chaque option, étape essentielle pour démontrer aux décideurs la faisabilité du lancement d'un nouveau dispositif.

Taux de pauvreté avec différentes interventions politiques



4) Le processus et l'analyse ont été entrepris en étroite collaboration avec le gouvernement et d'autres partenaires de développement.

L'analyse de la pauvreté infantile et la création de scénarios ont eu lieu dans le cadre plus vaste de la réforme du système de protection sociale amorcée en 2013, réforme conduite par l'UNICEF avec l'appui de la Banque mondiale, du ministère du Travail, de la Santé et des Affaires sociales, de l'Agence des services sociaux et de l'Office national des statistiques de Géorgie. Les scénarios pour différentes options politiques ont également été déterminés en étroite consultation avec le gouvernement, y compris les parlementaires et le cabinet du Premier ministre. De plus, en décembre 2014, l'UNICEF a coorganisé avec la Banque mondiale un atelier sur le système de protection sociale réunissant des représentants du gouvernement, des organisations internationales et des instituts de recherche. La nature collaborative du processus était un autre élément essentiel pour apporter des changements significatifs à la politique sur une courte période.

5) Après la création de la subvention, l'appui à la mise en œuvre continue de maximiser l'impact pour les enfants les plus défavorisés.

La nouvelle allocation pour enfants a été créée pour toutes les familles socialement vulnérables et ayant des enfants de moins de seize ans. La détermination de la vulnérabilité de chaque famille par l'intermédiaire de l'ASC a été révisée et intégrée à l'allocation pour enfant. En outre, des précautions ont été prises pour que la structure des prestations ne dissuade pas les familles de rechercher activement un emploi. Enfin, des efforts ont été déployés pour renforcer la coordination entre les travailleurs sociaux et les agents responsables de l'octroi des prestations.

Source : Baum et al. (2014) Reducing Child Poverty In Georgia: A Way Forward. UNICEF

QUESTION 5 : QUELS SONT LES EFFETS MACROÉCONOMIQUES D'UN CHANGEMENT MAJEUR DE POLITIQUE SUR LA PAUVRETÉ DES ENFANTS ?

Devant la prépondérance des aspects macroéconomiques aux yeux de nombreux décideurs et responsables politiques (en particulier au sein des Ministères des finances), savoir mettre en avant les retombées macroéconomiques d'un changement de politique peut s'avérer crucial. Ces acteurs s'intéresseront par exemple à l'impact d'une prestation sociale sur l'économie locale, l'offre de travail ou la croissance économique. Des réformes de grande envergure (fiscalité, subventions sur les carburants...) sont susceptibles d'entraîner des effets importants dans plusieurs secteurs.

Il existe un certain nombre d'outils de modélisation macroéconomique qui permettent de saisir l'impact des changements de politiques ou des chocs externes sur l'ensemble de l'économie, au-delà de leurs simples répercussions sur les individus et les ménages. Parmi ces outils figurent :

- Les modèles d'équilibre partiel, qui servent à modéliser l'évolution de certains facteurs dans un secteur particulier de l'économie.
- Les modèles d'équilibre général calculables (MEGC), qui sont généralement utilisés pour étudier les liens entre l'ensemble des activités, facteurs et organismes de production, ainsi que pour modéliser les marchés et prévoir l'évolution des principaux indicateurs économiques au fil du temps, comme le PIB, les répercussions budgétaires, l'emploi ou la pauvreté.
- Des simulations macroéconomiques, qui peuvent être combinées avec des simulations microéconomiques dans un cadre micro/macro pour prévoir les incidences des politiques au-delà des seuls indicateurs macroéconomiques sur la situation des ménages, y compris les taux de pauvreté globale et de pauvreté des enfants.

Plusieurs études ont utilisé des modèles MEGC pour analyser les effets de politiques ou de chocs extérieurs sur la pauvreté des enfants. Voici les types de dispositifs analysés :

Politique budgétaire – En quoi la hausse des dépenses d'éducation améliore-t-elle la fréquentation scolaire, réduit-elle la pauvreté des enfants et influe-t-elle sur les salaires, la croissance économique et l'équilibre budgétaire du pays à long terme ? Se reporter à l'exemple du Burkina Faso décrit dans cette étape (p. 201).

Réforme des subventions – En quoi la réduction des subventions à l'énergie touche-t-elle les ménages et les enfants à travers des changements dans les taux de rémunération, l'emploi, le revenu et les prix à la consommation ?

Politique commerciale : Quel est l'impact de la libéralisation du commerce sur la pauvreté, ou en quoi la suppression des droits de douane sur les produits alimentaires importés affecte-t-elle différemment les populations urbaines et rurales ?

Crises financières : Quel est l'impact des crises économiques mondiales sur les taux de rémunération et l'emploi, ainsi que sur les prix des produits alimentaires et non alimentaires, en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale ? (voir l'exemple dans la partie « Ressources »). Une approche similaire peut être adoptée pour comprendre l'impact potentiel des changements climatiques, de la hausse mondiale des prix des produits alimentaires ou de l'inflation.

Croissance : Quel est l'impact des différents types de croissance et en quoi influence-t-il la répartition des revenus et la pauvreté ?

Ces modèles présentent l'avantage d'analyser l'impact des politiques sur plusieurs secteurs à la fois et sur l'économie dans son ensemble. Toutefois, pour pouvoir travailler avec ces hypothèses, il est nécessaire de savoir comment appliquer des techniques de simulation sophistiquées, de comprendre la théorie de l'équilibre partiel et général, et de posséder une expérience solide en matière de programmation informatique et de gestion de vastes volumes de données intersectorielles. Par conséquent, la décision de recourir ou non à de tels modèles passera par un examen attentif de plusieurs facteurs comme la nature du problème, les modèles MEGC existants, les données, capacités et ressources déjà en place, ou encore les retombées potentielles de l'analyse. Il convient notamment de se demander s'il existe des raisons évidentes pour lesquelles les impacts sur l'économie globale et les liens avec d'autres secteurs revêtent une importance particulière.

Une fois la décision prise de recourir à un modèle donné, il est important de garder à l'esprit une série de facteurs et de contraintes liés à l'approche choisie. Certains experts soutiennent que « les simulations faites à l'aide d'un modèle d'équilibre général calculable ne sont pas des prévisions inconditionnelles mais plutôt des pistes de réflexion » (Hertel et al., 2007). Plusieurs arguments étayent cette affirmation :

- e modèle de simulation s'appuie sur un état de fait passé. Or, le monde réel est en perpétuelle évolution, ce qui implique un écart entre les prévisions et les résultats réels.
- Les modèles se fondent sur la théorie et ne peuvent par conséquent pas être confrontés à des données empiriques.
- Les résultats dépendent souvent de plusieurs hypothèses, dont certaines peuvent être contestées.



ÉTAPES ET CONSIDÉRATIONS CLÉS

ÉTAPES	ACTIVITÉS	CONSIDÉRATIONS
Étape 1	Déterminer la portée de la simulation.	<p>En premier lieu, quelles sont les raisons avancées pour envisager une simulation macroéconomique ? De quels ensembles de données et compétences disposez-vous pour mener l'étude ?</p> <p>Le gouvernement admet-il la nécessité d'entreprendre une telle simulation ? Ses modalités ont-elles été convenues ?</p>
Étape 2	Définir l'économie modélisée.	<p>Sur la base des données combinées des comptes nationaux et des données d'enquête, quelles sont les hypothèses à inscrire dans le modèle ? Ces hypothèses peuvent porter sur les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Qui sont les agents représentatifs du modèle et comment interagissent-ils ? Par exemple, une économie donnée peut comprendre un gouvernement, des ménages, des entreprises, etc. - Quel est le comportement associé à chacun de ces agents dans le modèle ? (par exemple, celui d'une entreprise pourrait être de chercher à optimiser ses profits) - Quels sont les produits de base et les éléments à prendre en compte ? Sur quels marchés est-il possible de commercer ? Se reporter à l'exemple de liens d'interdépendance présenté ci-dessous. - Quelles sont les variables définies comme endogènes et exogènes au modèle ?
Étape 3	Définir le choc ou le changement de politique à analyser et la manière de le modéliser.	<p>Quelles sont les différentes options politiques actuellement à l'étude ?</p> <p>Comment les changements de politique peuvent-ils être conceptualisés et transposés dans les outils de modélisation ?</p>
Étape 4	Effectuer la simulation et tester les résultats.	<p>Ces résultats sont-ils cohérents avec les hypothèses formulées précédemment ? Comment les résultats évoluent-ils au fil du temps ?</p> <p>Les résultats du modèle de simulation macroéconomique devraient-ils être intégrés au modèle microéconomique pour analyser l'impact du choc ou du changement de politique sur la pauvreté et l'inégalité ?</p> <p>Quelles répercussions les politiques ont-elles sur les ménages et sur le plan macroéconomique ?</p>

CALENDRIER :

- La rapidité avec laquelle ces études seront menées dépend en grande partie du degré de mobilisation des parties prenantes en faveur du projet et des hypothèses qui le sous-tendent, ainsi que de la mise en commun des données. Généralement, le processus débute par un atelier avec les parties prenantes, puis l'analyse proprement dite commence. Trois à six mois plus tard, un atelier de suivi présente le rapport final et les résultats de l'étude.
- Bien souvent, le travail relatif à la modélisation EGC va de pair avec des activités de formation et de renforcement des capacités des fonctionnaires autour de ces techniques, ce qui influe également sur le calendrier du projet.

DONNÉES :

La modélisation EGC est gourmande en données. Ainsi, elle requiert deux ensembles de données complètes :

1. Des données représentatives du système économique, comme celles issues de la comptabilité nationale relative à la production, à la consommation et au commerce, généralement compilées dans une matrice de comptabilité sociale (MCS).
2. Des données sur les relations comportementales, pour définir la manière dont le système réagit aux changements. Ces données comprennent l'élasticité de la demande, de la production et du commerce. Pour les recueillir, il faut effectuer une étude économétrique à part entière.

CONNAISSANCES ET COMPÉTENCES :

- Compréhension approfondie des théories de l'équilibre général, couplée d'une vaste expérience dans la modélisation EGC.
- Capacité à traiter des données macroéconomiques complexes, telles que les matrices de comptabilité sociale.
- Capacité à utiliser des outils logiciels comme GAMS ou GEMPACK.
- Capacité à présenter des modèles complexes à des décideurs qui ne possèdent que des connaissances limitées sur la modélisation EGC.





Burkina Faso

Comparaison des effets simulés d'une augmentation des dépenses d'éducation, des subventions liées aux frais de scolarité et des transferts monétaires sur les résultats en matière d'éducation et de pauvreté.

CONTEXTE :

Soumis à de fortes contraintes financières en raison d'un déficit budgétaire en hausse et d'un renforcement des interventions pour l'atteinte des résultats des OMD, l'UNICEF et le Partenariat pour les politiques économiques (PEP) ont entrepris une analyse par simulation pour appréhender l'impact potentiel des trois options stratégiques suivantes :

- (i) hausse des dépenses consacrées à l'éducation.
- (ii) subvention des frais de scolarité.
- (iii) transfert monétaire en faveur des ménages ayant des enfants de moins de 5 ans.

VARIABLES DE RÉSULTAT :

Les principaux résultats à mesurer étaient les suivants :

- Taux de pauvreté monétaire des enfants.
- Taux de fréquentation scolaire.
- Croissance économique.

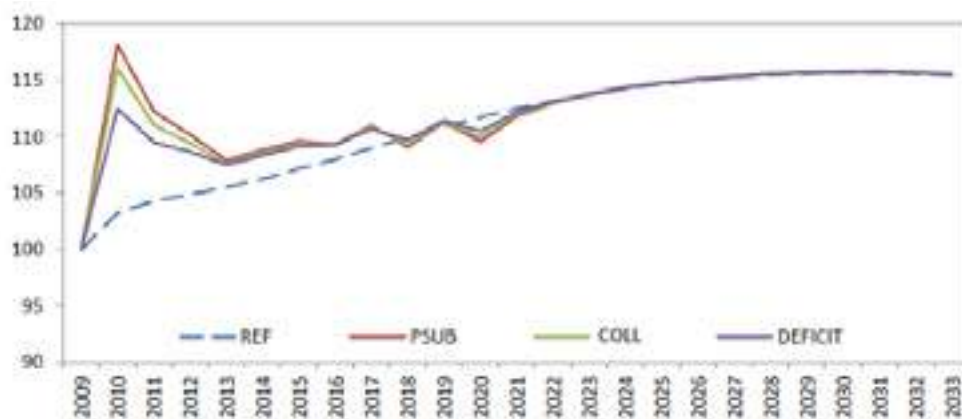
DONNÉES UTILISÉES :

- Pour la modélisation macroéconomique, MCS de 2009.
- Pour l'analyse microéconomique, enquête de 2009 sur les conditions de vie des ménages.

ANALYSE PAR SIMULATION :

1. L'EGC dynamique a permis de déterminer :
 - des estimations des coûts (salaires, prix, frais de scolarité, etc.) et des quantités (emploi, valeur ajoutée sectorielle, nombre d'élèves, etc.) qui ont ensuite été utilisées pour le modèle microéconomique.
 - l'impact de plusieurs facteurs sur l'éducation (taux de scolarisation et de fréquentation, nombre d'élèves par cycle) et sur l'économie (croissance et situation budgétaire).

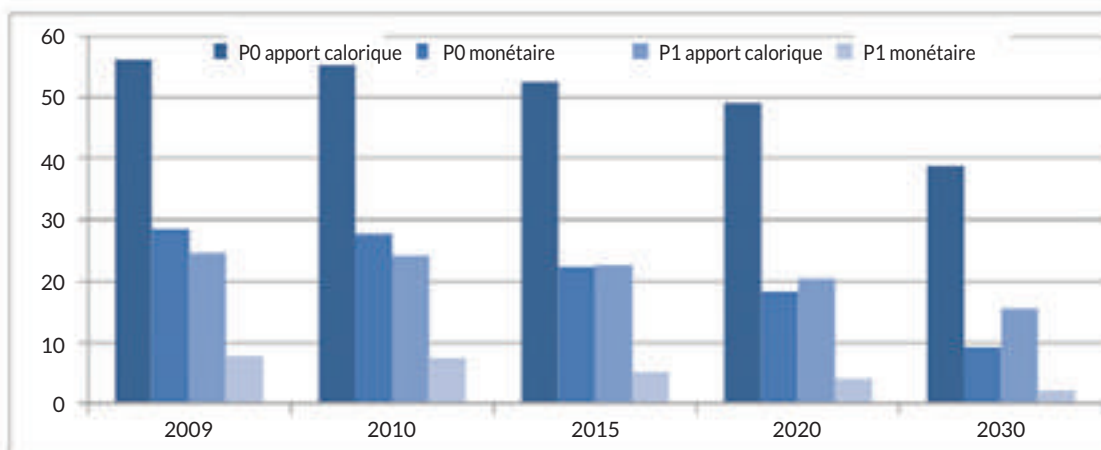
Indice de qualité de l'éducation, premier niveau d'études (2009-2033)



Impact de l'augmentation des dépenses d'éducation sur la qualité de l'éducation au fil du temps

2. Le modèle dynamique de simulation microéconomique a été utilisé pour :
- prévoir le comportement des ménages (utilisé dans le modèle macroéconomique).
 - estimer l'écart de revenu et de consommation pour chaque ménage.

Évolution des indicateurs de pauvreté dans le scénario de référence



Impact sur la pauvreté

PRINCIPAUX RÉSULTATS :

- Une hausse des dépenses publiques d'éducation contribuerait à accroître la fréquentation et le taux de réussite scolaires, augmentant par conséquent l'offre de main-d'œuvre qualifiée et le niveau d'éducation de ces travailleurs, ce qui réduirait l'incidence et l'ampleur de la pauvreté monétaire.
- La subvention des frais de scolarité favorise l'inscription des enfants à l'école, mais joue un rôle moins efficace dans l'incitation à la poursuite des études. Elle a également des retombées positives sur la réduction de la pauvreté, plus importantes que celles liées à une augmentation des dépenses publiques d'éducation.
- Les transferts monétaires ont un impact limité sur le comportement scolaire, et donc sur l'offre de travailleurs qualifiés. Cependant, ils réduisent considérablement l'incidence et la profondeur de la pauvreté.
- Indépendamment des interventions envisagées, le mécanisme de financement le plus approprié semble être une augmentation temporaire du déficit public, car ses répercussions négatives sont moindres sur la qualité de vie des plus démunis.

En conclusion, si l'objectif est d'améliorer l'éducation et la performance économique, l'approche à privilégier est l'augmentation des dépenses publiques d'éducation. En revanche, si la priorité est donnée à la réduction de la pauvreté des enfants, ce sont les transferts monétaires aux familles qui semblent être les plus appropriés.

Source : Cockburn et al. (2012) Espace fiscal et dépenses publiques pour les enfants au Burkina Faso. (2007) Pep et UNICEF.

RESSOURCES :

« *Introduction to CGE* » (Introduction à l'EGC) – Cette présentation a été réalisée par John Gilbert dans le cadre d'une brève formation sur la modélisation EGC dispensée par l'ARTNeT à la CESAP de l'ONU. Elle livre un aperçu des éléments de base de l'EGC.

« *General equilibrium models for development policies* » (Modèles d'équilibre général pour les politiques de développement) – Ce guide technique décrit la façon d'utiliser les modèles d'équilibre général. Il revient également sur la nature de ces modèles et leurs liens avec la théorie économique.

« *Combining microsimulation with CGE and Macro Modelling for Distributional Analysis in Developing and Transition Countries* » (Combinaison de la simulation microéconomique par EGC et de la modélisation macroéconomique pour l'analyse distributionnelle dans les pays en développement et en transition) – Cette publication brosse un tableau général des études récentes associant les simulations microéconomiques et les modèles EGC dans les pays en développement et en transition.

Le Global Trade Analysis Project (GTAP) est un réseau mondial de chercheurs et de décideurs qui effectue des études quantitatives sur des questions de politique internationale. Le GTAP est coordonné par le Center for Global Trade Analysis de la faculté d'économie agricole de l'Université Purdue.

Les services de la BID en matière de modélisation en équilibre général calculable (EGC) du commerce et de l'intégration fournissent des orientations sur la manière dont la modélisation EGC peut être utilisée pour analyser le commerce et l'intégration.

Pour soutenir les chercheurs *locaux œuvrant dans le domaine de l'EGC*, le PEP met au point une base de données de chercheurs expérimentés en la matière. Il met par ailleurs à leur disposition des supports pédagogiques sur la *modélisation et l'analyse de l'impact des politiques*.

Les méthodes d'analyse de l'impact des transferts monétaires sur l'économie locale examinent en détail le cadre analytique permettant d'étudier l'effet multiplicateur de ces transferts à travers les changements dans l'offre de main-d'œuvre et les activités productives.

Le projet SUBSIM fournit un ensemble de modules sur Stata destinés à effectuer des analyses rapides de répartition des subventions, ainsi que des simulations de réforme des subventions. Ce modèle évalue l'impact potentiel d'une réforme des subventions sur le bien-être des ménages, la pauvreté, les inégalités, et le budget de l'État, avec ou sans transferts monétaires compensatoires. Il permet de jauger les effets directs et indirects d'une telle réforme à l'aide des données issues des enquêtes sur le budget des ménages et des matrices entrées-sorties.

Financement de l'avenir

Même lorsque les décideurs s'accordent sur l'impact qu'auront certaines politiques sur la pauvreté des enfants, le changement escompté est susceptible de ne pas se produire tant que les incidences financières d'un programme élargi ou nouveau ne sont pas clairement définies. La présente section se penche sur les outils pouvant apporter des réponses à trois questions stratégiques courantes dans ce domaine : 1) Combien le changement va-t-il coûter ? 2) Est-il rentable par rapport aux autres solutions possibles ? 3) Où le gouvernement peut-il trouver les ressources nécessaires ?

QUESTION 6 : QUELS SONT LES COÛTS DE CRÉATION OU D'ÉLARGISSEMENT D'UN PROGRAMME ?

Au risque d'énoncer un truisme, rappelons que les politiques et les programmes ont un coût. En l'absence d'une estimation précise des coûts, convaincre les décideurs politiques d'entreprendre un changement de politique relève de la gageure. Impossible aussi de comparer le rapport coût-efficacité avec celui d'autres programmes ou de proposer des mécanismes de financement appropriés. Ainsi, l'estimation des coûts est souvent un bon point de départ pour aborder le sujet de la mobilisation des ressources nécessaires à la réalisation du changement.

Pour établir ces estimations, il est important de prendre en compte à la fois les coûts directs et indirects (ou frais généraux) d'un programme. Par exemple, pour estimer le coût d'un programme de protection sociale, il ne suffit pas de calculer son coût direct (la somme du montant des transferts aux ménages/individus). Il faut aussi en évaluer les coûts indirects, notamment les frais administratifs associés à la répartition des allocations ou au ciblage et à l'inscription des bénéficiaires, sans oublier les frais de suivi et d'évaluation périodique.

Par ailleurs, le coût annuel du programme est susceptible de varier au fil du temps. Il peut donc être utile de réaliser une projection de l'évolution des coûts sur plusieurs années. Certains programmes requièrent des investissements en capital fixe dans leur phase initiale, ce qui majore leur coût au cours des premières années. Autre variable de coût : le nombre de bénéficiaires du programme. Ici, une analyse à long terme peut s'avérer particulièrement utile pour apaiser les doutes liés à une éventuelle augmentation des coûts au fil du temps.

Une fois le coût total calculé, il est intéressant de le comparer à des indicateurs macroéconomiques plus larges. Par exemple, combien coûte ce projet par rapport au total des dépenses publiques ou à l'économie nationale (PIB) ? Et par rapport aux autres programmes déjà en cours dans la même région ?

Il est également important de savoir si certains coûts seront répercutés sur les bénéficiaires eux-mêmes. Cette situation est souvent plus évidente dans les régimes contributifs, où les bénéficiaires sont tenus de prendre en charge une partie des coûts. Toutefois, même dans le cas des régimes non contributifs, les bénéficiaires doivent souvent assumer une fraction des coûts. Ainsi, ils sont parfois contraints de déboursier de l'argent dans les transports et de consacrer du temps à leur inscription et à leur formation. Bien que ces frais n'affectent pas directement le budget du programme pour les décideurs, il est important, pour qu'un programme réussisse et aboutisse aux résultats escomptés, de tenir compte de son coût pour ses bénéficiaires.

Enfin, en raison de plusieurs facteurs de risque, le coût réel du programme peut varier considérablement par rapport au coût initialement prévu. Ces facteurs incluent par exemple une modification de la situation budgétaire du gouvernement, l'inflation ou la variation du prix des matériaux. Bien qu'il soit impossible de prévoir l'intégralité des changements, il convient de prendre en compte les éventuels risques et mutations à venir afin de préparer une mise en œuvre durable.

ÉTAPES ET CONSIDÉRATIONS CLÉS :

ÉTAPES	ACTIVITÉS	CONSIDÉRATIONS
Étape 1	Déterminer les politiques ou programmes possibles dont le coût doit être évalué.	Quelles sont les options stratégiques pour obtenir l'adhésion du gouvernement et réduire la pauvreté des enfants ?
Étape 2	Recenser les sources de données pour effectuer l'analyse des coûts.	<p>Quels sont les coûts directs et les coûts indirects ? Est-il possible d'estimer le nombre de bénéficiaires ?</p> <p>Quelles informations sont disponibles pour réaliser une projection sur plusieurs années ? Ces informations peuvent porter sur les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - données relatives au marché du travail (pour le régime de chômage) - caractéristiques des ménages (pour les allocations destinées aux orphelins) - PIB, taux d'inflation et taux de croissance de la productivité du travail (pour les hypothèses de simulation) - données sur les facteurs de risque (pour les coûts prévisionnels)
Étape 3	Calculer les coûts (présents et futurs).	Certains des outils déjà en place peuvent-ils faciliter le calcul des coûts ? Peut-on comparer les coûts directs et indirects pour calculer la rentabilité (rapport entre les coûts administratifs et le montant total des produits obtenus) ?
Étape 4	Analyser les implications.	<p>Que représente ce coût par rapport aux dépenses publiques ou au PIB ?</p> <p>Où se situe-t-il par rapport aux critères de référence internationaux ? Quelles sont les considérations relatives aux facteurs de risque susceptibles d'influencer les coûts à l'avenir ?</p>

CALENDRIER :

- Dans un scénario simple, cette démarche prend généralement de une à trois semaines. Toutefois, pour des programmes plus vastes ou un calcul plus détaillé des coûts, elle peut s'étendre sur deux à trois mois.
- En fonction du degré de mobilisation des parties prenantes, ces délais peuvent être plus longs.

DONNÉES :

- Informations sur le programme tirées de la documentation y afférente ou de spécialistes en la matière : nombre de bénéficiaires et évolution attendue, coûts administratifs et matériels.
- Projection démographique, du taux d'inflation, du PIB et des dépenses publiques, à partir des ensembles de données et publications de l'administration publique.

CONNAISSANCES ET COMPÉTENCES :

- Connaissance et expérience solide du calcul de base sur Excel ou un logiciel similaire.
- Expertise avérée en matière de programmes et de politiques dans des domaines choisis liés aux coûts directs et indirects.

RESSOURCES :

Deux outils de calcul aident à dresser une estimation globale des coûts des programmes de protection sociale :

- *Calculateur des coûts des socles de protection sociale de l'UNICEF-OIT*
- *Protocole d'évaluation rapide (PER) : Guide de bonnes pratiques de l'OIT sur les concertations menées sur la base d'évaluations à l'échelle nationale : Étape 2, Module 11 : Calculer le coût des prestations à l'aide du modèle PER*

Pour ces deux outils, un exercice national supplémentaire destiné à dresser une estimation détaillée des coûts devrait être entrepris à l'issue des résultats initiaux. Le calculateur des coûts des socles de protection sociale présente un format et des options prédéfinis dans une feuille de calcul Excel, ce qui le rend facile à utiliser par les néophytes en matière de modélisation. Quant au PER, il est conçu pour être utilisé dans le cadre d'une concertation nationale. Bien que son format offre plus de souplesse, son utilisation prend plus de temps et exige davantage de connaissances en matière de modélisation que le calculateur des coûts des socles de protection sociale.

Le Guide de l'OMS sur l'analyse coût-efficacité est un guide pratique sur la manière d'effectuer une analyse coût-efficacité générale dans le secteur de la santé.

QUESTION 7 : LA POLITIQUE OU LE PROGRAMME PRÉSENTE-T-IL UN BON RAPPORT COÛT-EFFICACITÉ ?

Alors que les exercices de simulation donnent une idée de l'impact qu'auront les politiques ou les programmes, le calcul des coûts fournit quant à lui une estimation des moyens nécessaires. Pour les décideurs, pouvoir appréhender ces deux composantes en même temps sera parfois important. Autrement dit, ces derniers doivent pouvoir évaluer la rentabilité d'un programme par rapport à d'autres.

Il existe plusieurs façons d'étudier ce critère :

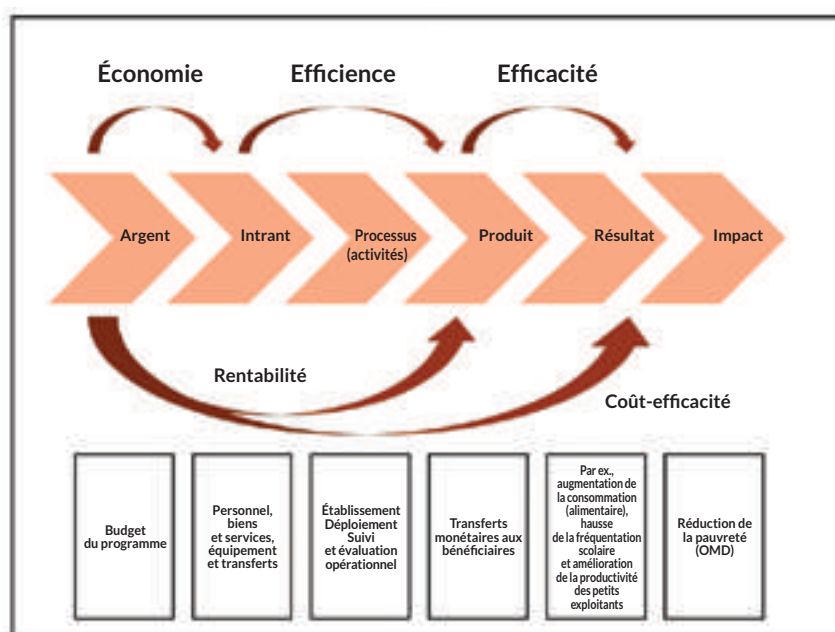
L'analyse coût-efficience examine dans quelle mesure les moyens se traduisent par des produits. Elle peut mesurer le coût par unité de produit obtenu ou le rapport entre le coût total d'un programme et la valeur des produits résultants. Par exemple, combien a coûté le déploiement d'un programme d'appui aux moyens d'existence ?

L'analyse coût-efficacité évalue dans quelle mesure les produits permettent effectivement d'atteindre les résultats escomptés. Dans ce cas, l'analyse révèle le coût nécessaire à l'obtention de résultats déterminés. Exemple : combien investir dans un programme d'appui aux moyens d'existence pour réduire de 1 % le taux de pauvreté monétaire des enfants ?

L'analyse coûts-avantages examine le montant total des coûts en tant que pourcentage des résultats en termes monétaires. Elle ne peut être utilisée que lorsque les résultats peuvent être quantifiés sur le plan financier. Le résultat révélera le rendement obtenu (en termes monétaires) pour chaque dollar dépensé dans le projet.

L'idée de combiner les aspects relatifs aux coûts et ceux liés à l'impact des programmes et des politiques est certes séduisante, mais il convient de connaître les limites de chaque approche (telles que soulignées dans les sections ci-dessus) ainsi que de tenir compte du temps et des investissements nécessaires pour procéder de la sorte. Lorsqu'une telle analyse répond effectivement aux principales questions des décideurs, certains enjeux et considérations sont à prendre en compte dans l'adoption de ces approches (d'après Hodges et al. 2011). Ceux-ci sont décrits dans la figure 4.9 ci-après :

Figure 4.9 : Appliquer le cadre des 3E pour analyser le rapport coût-efficacité des transferts monétaires



Source : Hodges et al. (2011)

Les effets ne sont pas tous mesurables (même à court terme). Lorsque certains coûts ou ressources sont partagés avec d'autres programmes, il est difficile d'attribuer les coûts à une seule intervention. Cet aspect devrait être mis en exergue dans l'analyse et les recommandations. En ce qui concerne les impacts, si certains résultats peuvent être mesurés d'un point de vue quantitatif, d'autres sont plus difficiles à chiffrer (la réduction de la discrimination, par exemple).

Les effets à moyen et long terme ne sont pas tous mesurables. Généralement, les programmes et les politiques ont un impact à long terme qui va au-delà de la réduction de la pauvreté à court terme. Grâce à certains outils dynamiques décrits ci-dessus, il est possible de se faire une idée de cet impact à long terme. Pour un exemple à ce sujet, reportez-vous à la publication « Making the investment case for social protection » (Élaborer un plaidoyer en faveur de l'investissement dans la protection sociale) mentionnée dans la rubrique consacrée aux ressources ci-après.

L'analyse est plus complexe pour les systèmes que pour les politiques ou programmes individuels. On s'attache de plus en plus à soutenir la mise en place de systèmes, y compris dans le domaine de la protection sociale, de la protection de l'enfance et de la santé. Toutefois, la nature globale de ce soutien rend plus difficile l'évaluation du rapport coût-efficacité et de la rentabilité des grands programmes. Des orientations ont été définies en vue d'adapter les méthodes existantes d'évaluation des programmes aux méthodes d'évaluation des systèmes. Ainsi, le DFID a publié des lignes directrices pour mesurer la rentabilité des programmes de transferts sociaux et celle des systèmes de protection sociale (voir la figure 4.9). La rubrique consacrée aux ressources contient des informations plus détaillées sur ces orientations.

Bien que cette analyse combinée puisse effectivement être entreprise dès la phase de conception du programme, le fait de l'intégrer dans le cadre d'une évaluation et d'un suivi réguliers permettra de constater l'évolution de la rentabilité des programmes au fil du temps.

ÉTAPES ET CONSIDÉRATIONS CLÉS :

ÉTAPES	ACTIVITÉS	CONSIDÉRATIONS
Étape 1	Déterminer la portée de l'analyse et les choix possibles en matière de politiques.	<p>Quelles sont les options envisageables sur le plan des politiques ? Les décideurs sont-ils bien disposés à leur égard ?</p> <p>Quelle est la théorie du changement ?</p> <p>Parmi les trois approches analytiques, laquelle est réalisable et convient le mieux à votre contexte politique : coût-efficience, coût-efficacité ou coût-avantages ?</p> <p>Ses résultats pourront-ils être quantifiés à la fois de manière globale et en termes monétaires ?</p>
Étape 2	Mesurer la composante « impact ».	<p>Pour l'analyse coût-efficience : quel est le produit en termes quantitatifs ?</p> <p>Pour l'analyse coût-efficacité : quel est l'impact en termes quantitatifs ?</p> <p>Pour l'analyse coûts-avantages : quel est l'impact en termes monétaires ? Comment évaluez-vous les résultats en termes d'argent ?</p>
Étape 3	Mesurer la composante « coût ».	<p>Dans la mesure du possible, à combien s'élève le financement de chacune des politiques envisagées ? (voir la section consacrée au calcul des coûts ci-dessus).</p> <p>Est-il possible de calculer leur coût à long terme ?</p>
Étape 4	Analyser les résultats.	<p>En combinant les résultats des étapes 2 et 3, quelles seraient les politiques les plus attrayantes ?</p> <p>Y a-t-il des aspects qui n'ont pas pu être inclus dans l'analyse ?</p> <p>Pendant la mise en œuvre : comment les hypothèses et les chiffres réels ont-ils évolué ?</p>

CALENDRIER :

- En supposant que la simulation et l'analyse des coûts aient déjà été effectuées, le fait de les combiner dans le cadre d'une analyse supplémentaire pourrait prendre une à deux semaines. L'ensemble du processus (y compris le calcul des coûts et la simulation) pourrait prendre de un mois à un an selon sa portée et le contexte politique.

DONNÉES :

- Les données seront tirées de l'estimation des coûts et des impacts telle que décrite plus haut. Outre le coût total des programmes, chaque analyse doit se fonder sur des informations spécifiques :
 - Une analyse coût-efficience requiert des informations sur les produits obtenus (ce qui a été fourni et à qui)
 - Une analyse coût-efficacité exige des informations sur les résultats atteints (quel a été l'impact des programmes/politiques sur la réduction de la pauvreté des enfants ?)
 - L'évaluation des avantages exige des informations sur les résultats atteints du point de vue monétaire (comment l'impact peut-il se traduire en termes monétaires ?).

CONNAISSANCES ET COMPÉTENCES :

- Connaissance et expérience du calcul de base sur Excel ou un autre logiciel similaire.
- Outre les compétences et les données requises pour la simulation de l'impact et le calcul des coûts, il faut connaître et savoir utiliser plusieurs méthodes pour pouvoir combiner ces deux éléments.

RESSOURCES :

L'approche du DFID en matière d'optimisation des ressources explique la nature des trois approches (coût-efficacité, coût-efficacité et coût-avantages) de manière générale.

Le guide « *Measuring and maximising value for money in social transfer programmes* » (Mesurer et maximiser la rentabilité des programmes de transferts sociaux) décrit la marche à suivre pour comparer les coûts et les impacts des programmes de transfert monétaire. Il s'accompagne du guide connexe intitulé « *Measuring and maximising value for money in social protection systems* » (Mesurer et maximiser la rentabilité des systèmes de protection sociale).

Comparative Cost-Effectiveness Analysis to Inform Policy in Developing Countries: A General Framework with Applications for Education (Analyse coût-efficacité comparative pour éclairer les politiques dans les pays en développement : un cadre général pouvant être appliqué dans l'éducation) traite de l'application de l'analyse coût-efficacité à partir de données probantes issues d'essais randomisés contrôlés, avec de nombreux exemples d'application dans le domaine de l'éducation.



© UNICEF/UN043868/Lister



Royaume- Uni

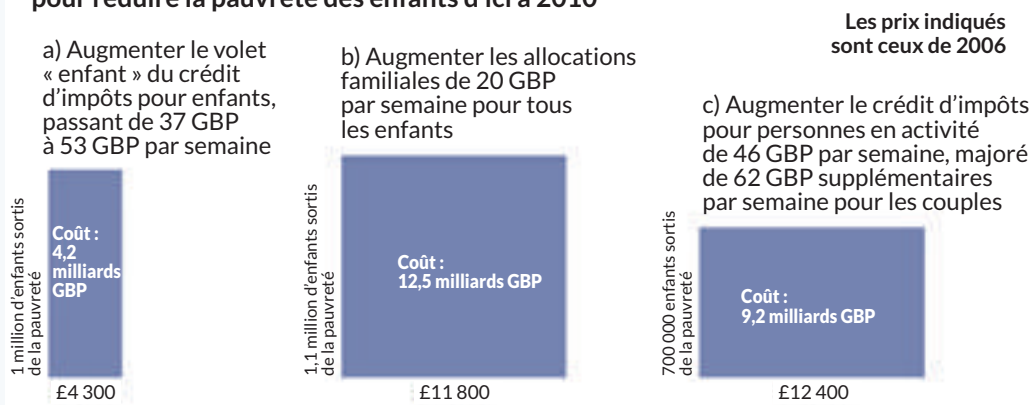
Comparaison des impacts et des coûts simulés de différentes politiques de réduction de la pauvreté des enfants

Après que le gouvernement britannique a annoncé son intention d'éliminer la pauvreté des enfants au Royaume-Uni et s'est fixé un ensemble d'objectifs, un groupe d'experts s'est réuni en vue d'élaborer un rapport destiné à analyser les causes de la pauvreté des enfants et à mettre en lumière plusieurs facteurs susceptibles de la réduire. Le rapport incluait un exercice de modélisation visant à définir les éléments nécessaires à la réalisation des objectifs. L'étude s'est appuyée sur un modèle de simulation microéconomique afin d'ébaucher, dans un premier temps, une prévision de ce que les politiques actuelles pourraient faire pour réduire la pauvreté des enfants à l'avenir, puis d'étudier dans quelle mesure de nouvelles politiques distinctes pourraient accélérer les progrès.

Le modèle de simulation a permis d'obtenir une estimation de la répartition des revenus à l'avenir, et donc du taux de pauvreté relative, sur la base de prévisions en rapport avec les tendances démographiques et économiques, en tenant compte des différentes politiques fiscales et sociales possibles. La modélisation se limitait aux changements de politiques dont l'impact sur le revenu pouvait être raisonnablement quantifié. Elle ne comprenait donc pas les politiques pour lesquelles des projections seraient plus complexes à établir, comme l'élévation du niveau d'éducation de la prochaine génération de parents. Ce modèle ne tient pas compte non plus des mouvements dynamiques des individus qui passent en dessous et au-dessus du seuil de pauvreté. Il dresse plutôt un tableau de la situation à un moment donné.

Comparaison du rapport coût-efficacité des politiques de lutte contre la pauvreté des enfants

Rapport coût-efficacité de ces trois politiques pour réduire la pauvreté des enfants d'ici à 2010



L'exercice de simulation a révélé que les politiques actuelles (y compris un crédit d'impôts, des allocations familiales et des politiques de réinsertion sur le marché du travail) ne feraient que ramener le taux de pauvreté des enfants à 21,4 % d'ici à 2010, loin de l'objectif de 13 % prévu pour cette même année. Les changements à apporter à trois politiques distinctes, à savoir le crédit d'impôts pour enfants, les allocations familiales et le crédit d'impôts pour personnes en activité, ont ensuite été comparés tant sur le plan de l'impact que sur celui des coûts. Le graphique ci-dessus résume les conclusions de cette étude. La largeur de la colonne indique le coût par enfant que l'on parvient à faire sortir de la pauvreté, tandis que sa hauteur indique le nombre d'enfants correspondant.

Cette comparaison a révélé que l'amélioration du crédit d'impôts pour enfants était le mécanisme le plus rentable des trois. En effet, le changement modélisé permettrait presque d'atteindre l'objectif fixé pour un coût de 4,2 milliards de livres, alors que l'obtention des mêmes résultats coûterait trois fois plus cher si l'on optait pour augmenter les allocations familiales.

De même, il est estimé qu'une augmentation du crédit d'impôts pour les travailleurs coûterait presque trois fois plus qu'une simple hausse du crédit d'impôts pour les enfants, le tout pour des résultats moins intéressants. Le rapport se penche ensuite sur la combinaison possible de plusieurs politiques au sein d'un même ensemble de mesures, afin d'atteindre les objectifs fixés pour réduire la pauvreté des enfants, comme expliqué plus en détail à l'Étape 5, à partir de la page 201.

Il convient de noter que ces objectifs ont depuis lors été modifiés par le nouveau gouvernement britannique et que les recommandations issues de cette étude n'ont pas été prises en compte.

Source : Hirsh (2006) What Will It Take To End Child Poverty? Fondation Joseph Rowntree

QUESTION 8 : COMMENT LE GOUVERNEMENT PEUT-IL FINANCER LE COÛT DU CHANGEMENT ?

L'une des raisons les plus couramment invoquées pour justifier la difficulté de modifier les politiques – malgré l'existence d'arguments solides en faveur de l'incidence et de la rentabilité d'un tel changement – est le prétexte d'une marge de manœuvre budgétaire trop étroite. S'il est vrai qu'un certain nombre de pays ne disposent que de moyens limités, une analyse transnationale révèle que même les pays les plus pauvres peuvent trouver des ressources pour financer des politiques et des programmes sociaux.

Une analyse de l'espace budgétaire peut s'avérer utile pour étudier les différentes façons d'élargir cette marge de manœuvre pour un pays donné. Elle permet en outre de mieux comprendre la manière dont les politiques et les programmes peuvent être financés. Les conclusions d'une telle analyse peuvent s'appliquer à n'importe quel type d'intervention et sont d'autant plus efficaces qu'elles sont assorties d'estimations des coûts, afin d'illustrer concrètement la manière dont le coût prévu pourrait être budgétisé.

L'analyse de l'espace budgétaire passe en revue les modèles actuels de dépenses et de recettes afin de déterminer s'il est possible de transférer ou d'utiliser des postes de façon plus efficace, tout en étudiant des options de financement externes comme les subventions ou la dette.

Il est possible de puiser dans la documentation existante un certain nombre d'indicateurs reconnus pour chaque domaine à examiner. Certaines études transnationales (mentionnées dans la liste de ressources ci-dessous) fournissent un résumé de l'espace budgétaire disponible, ce qui pourrait constituer un bon point de départ pour une analyse par pays ou une comparaison entre plusieurs pays. Pour une analyse plus détaillée, il peut être nécessaire de faire appel à des organismes nationaux, tels que le Ministère des finances, afin d'obtenir des informations complémentaires.

Voici quelques exemples de mécanismes de création d'espace budgétaire :

- 1. Revoir les dépenses publiques en réaffectant** les ressources à des domaines présentant des priorités plus élevées et à des programmes plus efficaces et plus productifs. Dans cette optique, l'élaboration du profil national de la pauvreté des enfants contribue à mieux cerner les domaines à privilégier.
- 2. Augmenter les recettes** soit par la croissance globale du PIB, soit en réformant le régime fiscal et la structure des impôts à travers l'instauration de nouvelles taxes, l'augmentation des taux d'imposition et l'amélioration de l'administration fiscale.
- 3. Élargir la couverture de la sécurité sociale et les cotisations** pour financer durablement la protection sociale, comme cela a été le cas dans certains pays développés. D'autres pays en développement suivent également cet exemple pour les travailleurs du secteur formel.
- 4. Augmenter l'aide et les transferts** sous forme de subventions ou de prêts concessionnels. Cette démarche suscitera peut-être moins d'opposition sur le plan politique, mais elle pourrait poser des problèmes de prévisibilité ou de durabilité.
- 5. Éliminer les flux financiers illicites**, ce qui inclut les biens gagnés, transférés et commercialisés illégalement qui sont mal tarifés pour éviter les droits de douane, les capitaux dirigés vers les comptes offshore ou les transferts en espèces non déclarés.
- 6. Recourir aux réserves fiscales et aux réserves de change.** Les premières proviennent des excédents budgétaires, des bénéfices des entreprises publiques et d'autres revenus publics, tels que les recettes d'exportation du pétrole. Le gouvernement peut les utiliser sans contracter de dettes. Les secondes se forment grâce aux interventions des banques centrales sur le marché des devises.
- 7. Recourir à l'emprunt** extérieur ou intérieur ou bien restructurer la dette existante en annulant l'encours de la dette. La première option accroîtrait la marge de manœuvre budgétaire actuelle, mais limiterait celle des dépenses futures, tandis que la seconde pourrait débloquer l'espace budgétaire qui serait autrement consacré au service futur de la dette.
- 8. Adopter un cadre macroéconomique plus accommodant**, qui tienne compte de l'élargissement des dépenses publiques et de la politique monétaire pour promouvoir la croissance et le développement social.

Sources : Handley (2009) ; Ortiz, Cummins et Karunanethy (2015)

Idéalement, l'analyse portera sur les options qui sont susceptibles d'avoir des répercussions à la fois immédiates et futures. En effet, certaines options peuvent ménager une marge de manœuvre dans l'immédiat mais avoir des répercussions négatives à l'avenir, tandis que d'autres auront l'effet inverse.

Pour être efficace, l'analyse de l'espace budgétaire (à l'instar de nombreuses autres questions de politique examinées dans cette section) doit être intégrée dans le processus gouvernemental, y compris, et c'est là un point très important, dans le cycle budgétaire. Cet aspect est traité plus en détail à l'Étape 5.

CALENDRIER :

- Une analyse simple, s'appuyant sur des données disponibles à l'échelle mondiale, pourrait prendre de deux semaines à un mois. Une analyse plus détaillée peut quant à elle exiger de deux à six mois, en fonction de son envergure et des données disponibles.
- Les processus étant du ressort des parties prenantes peuvent également allonger les délais. La participation d'experts du Ministère des finances à l'analyse peut contribuer à en accroître la qualité et l'acceptation politique. Le calendrier de l'analyse devrait être intégré comme il se doit au cycle budgétaire.

DONNÉES :

Données macroéconomiques, à savoir :

- Données relatives aux dépenses publiques (dépenses publiques en général à prendre en compte dans les évaluations, p. ex. les dépenses de santé, d'éducation et militaires).
- Données sur les recettes publiques (recettes totales, montant et augmentation des recettes fiscales, et dons de source officielle).
- Autres indicateurs macroéconomiques (tels que la situation budgétaire globale, l'encours de la dette extérieure, le service de la dette, les réserves de change et l'inflation).

CONNAISSANCES ET COMPÉTENCES :

- Compréhension poussée des théories et des concepts macroéconomiques.
- Connaissance des indicateurs relatifs aux dépenses fiscales.
- Compréhension du modèle de recettes publiques.
- Connaissance des données et autres informations et de la manière d'y accéder.
- Le fait d'avoir de l'expérience dans l'analyse de l'espace budgétaire dans différents contextes est un atout certain.
- La crédibilité auprès du gouvernement et des Ministères des finances, et le fait de bénéficier de leur soutien, sont deux facteurs essentiels.

RESSOURCES :

Fiscal Space in Developing Countries (L'espace budgétaire dans les pays en développement) est un document de réflexion rédigé à la demande du Groupe de la lutte contre la pauvreté du PNUD. Il passe en revue les recettes fiscales pour étudier la marge de manœuvre budgétaire en matière de lutte contre la pauvreté.

Fiscal Space for Social Protection: Options to Expand Social Investments in 187 Countries (Espace budgétaire pour la protection sociale : possibilités d'élargissement des investissements sociaux dans 187 pays) présente un éventail d'options destinées à dégager un volant budgétaire pour la protection sociale. L'annexe contient une liste d'indicateurs relatifs à l'espace budgétaire dans 187 pays.

Le rapport *Espace budgétaire pour une protection sociale renforcée en Afrique de l'Ouest et du Centre* présente un cadre élémentaire d'analyse des politiques et d'estimation de l'espace budgétaire requis pour la protection sociale, assorti d'une étude de cas portant sur cinq pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre.



Autres outils pour étayer le changement de politique et de programme

Outre les outils évoqués dans la présente étape, les guides suivants vous aideront à appréhender d'autres approches couramment utilisées pour l'analyse des politiques.

Les instruments économiques et sociaux pour l'analyse des impacts sur la pauvreté et le social de la Banque mondiale présentent une méthode pour évaluer les effets distributifs et sociaux des réformes politiques, en mettant l'accent sur les personnes pauvres et les personnes vulnérables. Le guide correspondant présente le cadre conceptuel et décrit 11 critères d'une bonne analyse. L'annexe contient quant à elle des informations succinctes sur plus de 25 instruments destinés à faciliter l'identification des parties prenantes, l'évaluation des institutions, l'analyse des effets, le diagnostic des risques, ainsi que le suivi et l'évaluation.

On Integrating a Child Focus into PSIA (Intégration d'une approche centrée sur l'enfant dans l'analyse des impacts sur la pauvreté et le social) est une note d'orientation conjointe de l'UNICEF et de la Banque mondiale. Elle vise à expliquer les incidences potentielles des changements de politiques sur les enfants. À ce titre, elle traite des résultats possibles en matière de bien-être de l'enfant, décrit plusieurs méthodes d'évaluation des impacts sur les enfants, et présente certaines approches destinées à intégrer le point de vue des enfants. Le kit de ressources connexe fournit une liste de références complémentaires sur un éventail de questions.

L'Évaluation de l'impact sur la pauvreté de l'OCDE a été élaborée en complément de l'analyse des impacts sur la pauvreté et le social. En raison de sa brièveté et du fait qu'elle requiert moins de moyens, elle tient lieu de version abrégée de cette analyse. Ses cinq modules sont destinés à faciliter l'appréciation préalable de l'impact des politiques, des projets et des programmes de réduction de la pauvreté.

Le rapport de l'UNICEF intitulé *Assessing the Impact of Economic Trends and Policies on Children* (Évaluer l'impact des tendances et des politiques économiques sur les enfants) porte sur les outils d'analyse permettant de discerner les tendances économiques et les politiques y afférentes, ainsi que leurs implications sur les enfants. Ces outils vont de l'analyse empirique aux simulations micro et macroéconomiques, en passant par le suivi du budget social et des examens documentaires novateurs.

Conclusion

Pour atteindre les objectifs ambitieux de développement durable relatifs à la pauvreté des enfants, les méthodes de mesure et le plaidoyer jouent un rôle indispensable. Cependant, dans de nombreux cas, elles seront insuffisantes pour élargir et renforcer les politiques et les programmes de lutte contre la pauvreté des enfants. Cette étape a permis d'esquisser une série de politiques et de programmes possibles, en expliquant comment le profilage de la pauvreté des enfants et l'analyse de causalité permettent de choisir la politique ou le programme à cibler. Elle vous a également présenté huit questions analytiques et divers outils pour obtenir des éléments de preuve susceptibles d'encourager un changement au niveau des politiques. L'ultime et dernière étape s'intéresse à la manière de fédérer les politiques et les programmes autour d'un engagement national complet et budgétisé, et ce afin d'accélérer les progrès vers la réalisation des ODD.

LISTE DE CONTRÔLE DE L'ÉTAPE 4 : INDICATEURS DE SUCCÈS

- ✓ Compréhension claire du profil de la pauvreté des enfants : quels enfants vivent dans la pauvreté, où et pourquoi.
- ✓ Vue claire de l'environnement politique et des domaines dans lesquels il est utile de s'engager.
- ✓ Analyse des politiques et des programmes pour appuyer et influencer les décideurs politiques à l'égard des stratégies de lutte contre la pauvreté des enfants.
- ✓ Modification d'un programme ou d'une politique et réduction de la pauvreté des enfants.



un monde
libéré
de la pauvreté
des enfants

Étape 5

**Atteindre les ODD : éliminer l'extrême
pauvreté des enfants et réduire
de moitié la pauvreté des enfants telle
que définie par chaque pays**



**END CHILD
POVERTY**
GLOBAL COALITION

unicef 

Étape 5

Atteindre les ODD : éliminer l'extrême pauvreté des enfants et réduire de moitié la pauvreté des enfants telle que définie par chaque pays



MESSAGES CLÉS

- Pour assurer la réalisation des ODD relatifs à la pauvreté des enfants, il peut être utile d'établir dans des documents clés l'engagement ferme du pays pour l'éradication de la pauvreté des enfants.
- Mettre en œuvre un train cohérent de mesures et de programmes est essentiel pour atteindre ces objectifs, quoique la phase de conception varie considérablement selon le contexte.
- Il est parfois important de participer au processus budgétaire pour s'assurer que les activités prévues dans les plans sont effectivement retranscrites dans le budget et mises en œuvre.
- La planification marque uniquement le coup d'envoi : il est fondamental d'assurer un suivi pour vérifier la bonne progression du pays vers les objectifs et signaler les éventuels changements à apporter.

Dans le cadre des ODD, les pays du monde sont convenus d'un double objectif : éliminer l'extrême pauvreté des enfants, et réduire de moitié la proportion d'enfants qui souffrent d'une forme ou une autre de pauvreté telle que définie par chaque pays. En vue d'atteindre cet objectif, le présent guide a décrit le parcours à suivre, qui passe par l'obtention d'un soutien national pour cibler la pauvreté des enfants, la mesure régulière de cette pauvreté, la conduite d'actions de plaidoyer pour inscrire la problématique en tête des priorités nationales, et l'infléchissement des politiques et programmes concernés.

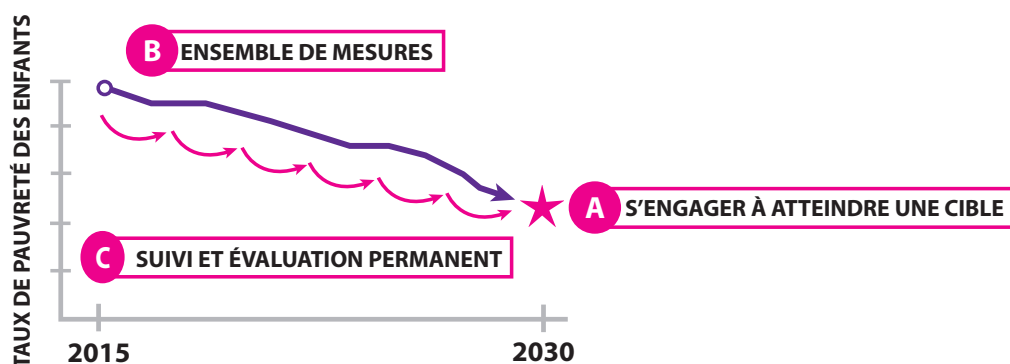
La présente étape constitue le point de convergence de ces multiples démarches et se structure autour des sous-étapes suivantes : pousser les États à s'approprier clairement les ODD sur la pauvreté des enfants ; mettre en œuvre un train complet de mesures pour atteindre les objectifs ; et assurer un suivi et des contrôles réguliers pour évaluer l'avancement des pays et éclairer les changements politiques et programmatiques.

Elle accorde une attention particulière au rôle des plans d'action nationaux. Loin de représenter un remède miracle, ces plans constituent toutefois un mécanisme pratique et éprouvé pour orienter les interventions vers l'élimination de la pauvreté des enfants. Il convient de souligner que, même si une pratique bien établie existe dans ce domaine, cette étape s'intéresse largement aux procédés de dernière génération, pour lesquelles l'expérience est moins importante et les approches éprouvées moins nombreuses. Si les ODD ont ouvert de nouvelles portes, beaucoup de chemin reste à parcourir pour que la lutte contre la pauvreté des enfants fasse partie intégrante de la planification nationale.

POINTS ESSENTIELS DE L'ÉTAPE 5

- A** ENTÉRINER UN ENGAGEMENT NATIONAL EN FAVEUR DE L'ÉLIMINATION DE L'EXTRÊME PAUVRETÉ DES ENFANTS ET DE LA RÉDUCTION POUR MOITIÉ DE LA PAUVRETÉ DES ENFANTS TELLE QUE DÉFINIE PAR CHAQUE PAYS.
- B** METTRE EN ŒUVRE UN ENSEMBLE COMPLET D'INTERVENTIONS.
- C** INSTAURER UN SUIVI ET UNE ÉVALUATION COHÉRENTS DES PROGRÈS ACCOMPLIS PAR RAPPORT AUX OBJECTIFS, ET UN PLAIDOYER POUR PROCÉDER AUX AJUSTEMENTS NÉCESSAIRES.

Figure 5.1 : Trois éléments clés de l'approche de réduction de la pauvreté des enfants axée sur les résultats



A. Entériner un engagement national en faveur de l'élimination de l'extrême pauvreté des enfants et de la réduction pour moitié de la pauvreté des enfants telle que définie par chaque pays

Dans la pratique, et à juste titre, ce sont les priorités nationales qui motivent les actions de chaque pays.

Même si les ODD ont établi un mandat convenu à l'échelle mondiale et assorti de 169 cibles pour surveiller la pauvreté des enfants et lutter contre celle-ci, les cibles et les indicateurs ne font pas tous l'objet de la même attention. Dans la pratique, et à juste titre, ce sont les priorités nationales qui motivent les actions de chaque pays. Par conséquent, réitérer l'engagement national en faveur des cibles de la pauvreté des enfants peut être le gage d'interventions ciblées et soutenues. Le présent chapitre étudie en premier lieu l'importance des cibles nationales et la forme qu'elles doivent prendre, puis passe en revue différentes façons d'intégrer les cibles dans des plans nationaux appropriés.

CIBLES NATIONALES DE RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ DES ENFANTS

Inscrire un engagement national pour l'élimination de la pauvreté des enfants dans un cadre ou un plan national de premier ordre peut :

- encourager des actions proactives de réduction de la pauvreté des enfants, plutôt qu'un simple signalement passif ;
- susciter des discussions politiques au plus haut niveau quant à l'importance de la pauvreté des enfants et les stratégies pour atteindre les cibles fixées ;
- jeter les bases d'un plaidoyer en faveur d'un renforcement des actions et du financement ; et
- former un socle pour le suivi des progrès accomplis vers les objectifs et l'examen des modalités d'ajustement des stratégies.

Une condition préalable à l'inclusion de ces mesures est l'adoption d'indicateurs nationaux d'évaluation de la pauvreté des enfants (comme indiqué à l'Étape 2). Dans les cas où une telle évaluation n'a pas encore été entreprise, l'inclusion d'une cible dans un plan national peut permettre la mise en place de mesures de routine. Dans la lignée des ODD, il convient d'inclure des valeurs de référence de 2015 pour les indicateurs suivants :

- Réduire à zéro le pourcentage d'enfants vivant avec moins de 1,90 \$ par jour (le cas échéant).
- Réduire de moitié la proportion d'enfants vivant en situation de pauvreté monétaire, par rapport au seuil de pauvreté (monétaire) national.
- Réduire de moitié la proportion d'enfants vivant en situation de pauvreté multidimensionnelle, telle que définie par chaque pays.

Outre les cibles susmentionnées en matière de pauvreté des enfants, certains pays peuvent se fixer des cibles secondaires plus précises en s'appuyant sur le profil national de pauvreté des enfants. Au nombre de celles-ci peuvent figurer :

- des cibles spécifiques pour les groupes particulièrement défavorisés (par tranche d'âge, origine ethnique ou groupe linguistique...);
- des cibles sous-régionales ; et
- des cibles spécifiques ou une attention particulière sur des groupes d'enfants parfois mal pris en compte dans les mesures de routine de la pauvreté des enfants (enfants migrants, placés en institutions, vivant dans la rue, présentant un handicap, etc.).



INTÉGRER LES CIBLES ET LES PLANS D'ACTION RELATIFS À LA PAUVRETÉ DES ENFANTS DANS LES PLANS NATIONAUX CONCERNÉS

À quel niveau inscrire les cibles de réduction de la pauvreté des enfants (et les plans d'action mentionnés dans la section suivante) pour qu'elles servent de moteur du changement ? C'est là une question cruciale. Comme souvent, l'approche idéale dépendra du contexte mais impliquera souvent le recours à un plan de développement national (ou tout dispositif similaire). Les plans de ce type n'ont rien d'une panacée. Non seulement ils exigent beaucoup de travail, mais leurs résultats sont également incertains. Même lorsque l'inclusion de la pauvreté des enfants semble être tout acquise, il y a toujours un risque qu'ils perdent de leur élan et n'aboutissent pas aux résultats escomptés.

Malgré les défis qu'ils posent, ces plans traduisent et articulent clairement une volonté politique nationale au plus haut niveau et peuvent offrir des opportunités uniques.

Si un consensus existe quant au rôle des plans nationaux, il rejoint sans doute l'opinion que Winston Churchill se faisait de la démocratie : ils constituent le pire système pour progresser, à l'exception de tous les autres. Malgré les défis qu'ils posent, ces plans traduisent et articulent clairement une volonté politique nationale au plus haut niveau et peuvent offrir des opportunités uniques. En effet, les plans nationaux sont une occasion rare de déclencher une réaction face à la pauvreté des enfants dans plusieurs secteurs à la fois. Ils peuvent également servir de base pour justifier une augmentation des crédits budgétaires dans ce domaine et être utilisés pour le suivi de la mise en œuvre.

Les pays ont recours à plusieurs méthodes pour énoncer leurs engagements nationaux et les étayer par des propositions de mesures claires. Concernant l'intégration des questions relatives à la pauvreté des enfants dans les plans nationaux, deux grandes approches peuvent être envisagées : un plan général de développement national ou de réduction de la pauvreté, ou bien un plan spécifique de lutte contre la pauvreté des enfants ou de protection des droits de l'enfance.

Dans les pays où la lutte contre la pauvreté des enfants est largement reconnue et soutenue, une stratégie ou un plan autonome de lutte contre la pauvreté des enfants peut s'avérer efficace. Par ailleurs, il se peut qu'un pays possède un ministère en charge des questions liées à l'enfance, susceptible d'élaborer et de diriger des mécanismes fondés sur les droits pour éliminer la pauvreté des enfants. Dans les pays où le corps législatif est solide et bien disposé à l'égard des politiques de lutte contre la pauvreté des enfants, l'adoption d'une loi ou d'un texte similaire en la matière peut constituer un engagement juridique fort.

Cependant, les approches autonomes comportent le risque d'être mises à l'écart des processus véritablement au cœur du développement national. Dans d'autres cas, pour inclure la lutte contre la pauvreté des enfants dans le processus global de planification au niveau national, il peut être plus efficace d'intégrer les cibles et les plans d'action relatifs à la pauvreté des enfants dans les plans nationaux de développement et/ou de réduction de la pauvreté.

Quoi qu'il en soit, le contexte déterminera quelles sont les options réalisables les plus efficaces. Le tableau 5.1 examine plus en détail certaines caractéristiques et processus inhérents à ces deux approches, tandis que le tableau 5.2 en offre une illustration dans deux pays.

Tableau 5.1 : Comparaison des plans généraux et des plans propres aux enfants

	Plans généraux de développement économique ou de réduction de la pauvreté	Plans, législation et cadres propres aux enfants
Présentation	Ils définissent de façon générale le programme de développement économique ou de réduction globale de la pauvreté d'un pays. Il peut s'agir de plans nationaux de développement ou de plans stratégiques de réduction de la pauvreté.	Documents mettant l'accent sur les questions liées à l'enfance. Peuvent inclure des stratégies et plans d'action pour s'attaquer directement à la pauvreté des enfants, un cadre national de protection des droits de l'enfance, ou encore une loi ou un texte similaire sur les droits de l'enfance ou la pauvreté des enfants.
Parties prenantes	<p>Les Ministères de la planification, du développement économique ou des finances peuvent jouer le rôle d'organismes chefs de file. Certains pays préfèrent établir une commission indépendante. Tout au long du processus, le conseil des ministres, les ministères sectoriels, le parlement, le secteur privé, la société civile et les jeunes sont fréquemment consultés, tant au sujet du plan général que des plans et budgets sectoriels spécifiques.</p> <p>Un processus de planification et de consultation au niveau infranational engagera le Ministère des collectivités locales, l'administration provinciale ou de district, et d'autres institutions/associations locales pour élaborer des plans et des budgets infranationaux.</p> <p>Selon les circonstances, et dans de nombreux cas, le PNUD, la Banque mondiale et/ou le FMI figurent parmi les principaux partenaires de développement tout au long du processus.</p>	<p>Ce dernier pourrait être dirigé par le ministère en charge des questions liées à l'enfance, ou par un conseil de l'enfance composé d'experts et de représentants des ministères concernés.</p> <p>Dans certains cas, les organisations de la société civile et/ou les organisations internationales pourront également fournir un appui financier ou technique. La société civile et les jeunes font eux aussi l'objet de consultations fréquentes pendant l'élaboration de ces plans.</p>
Processus	<p>Le processus (de la création d'une équipe spéciale à l'adoption officielle du plan) comprendra grosso modo les étapes suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mise en place de l'équipe spéciale, du plan de travail et des groupes de travail thématiques. - Examen des plans précédents et de la situation actuelle. - Formulation des cibles, des domaines prioritaires et de la stratégie. - Consultations aux niveaux national et infranational par le biais d'ateliers. - Approbation et diffusion du plan. 	Les plans et les cadres d'action sont mis au point au fil d'un processus consultatif similaire à celui utilisé pour les plans nationaux de développement, auquel participent les ministères et les collectivités locales, les ONG œuvrant dans le domaine des droits de l'enfance, le milieu universitaire et les partenaires de développement (le cas échéant). Les enfants et les jeunes doivent eux aussi être invités à participer.
Calendrier	2 à 5 ans environ	1 à 3 ans environ
Opportunités	Cette approche donne l'occasion de regrouper plusieurs interventions sectorielles pour traiter la pauvreté des enfants sous tous les angles. En outre, en tant que stratégie et document de haut niveau pour l'ensemble du pays, elle pourrait avoir une influence prépondérante sur l'allocation budgétaire et attirer l'attention de nombreux acteurs, de la société civile jusqu'aux partenaires de développement.	Bien que potentiellement variés en termes d'approches et de contenus, les plans dédiés à la pauvreté ou aux droits des enfants sont autant d'occasions de fixer des cibles spécifiques, de réunir plusieurs acteurs intersectoriels, de donner aux enfants et aux jeunes voix au chapitre dans l'élaboration des politiques, et d'obtenir l'engagement du gouvernement.
Défis	Il s'agit de processus très controversés sur le plan politique. Par ailleurs, il n'est pas aisé d'intégrer la pauvreté des enfants dans un domaine déjà surchargé de programmes et d'intervenants. Un soutien politique fort (voir l'étape 3) peut s'avérer essentiel, en faisant notamment valoir les avantages d'investir dans l'enfance pour le pays.	Il est possible que les plans spécifiques à l'enfance manquent de l'ampleur nécessaire au rassemblement de tous les ministères d'exécution, à la promotion des modifications budgétaires requises ou à la mise en œuvre sur le terrain.
Ressources	<p>Le guide pratique <i>Intégration des liens entre pauvreté et environnement dans la planification du développement national</i> fournit des orientations quant aux angles d'attaque et aux activités à entreprendre pour influencer les processus politiques. Bien que ce guide mette l'accent sur le lien avec les questions environnementales, ses orientations peuvent tout de même servir aux défenseurs de la cause des enfants pauvres.</p> <p><i>Recueil de référence sur les DSRP</i> – même si les documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP) ne sont plus exigés dans les procédures du FMI et de la Banque mondiale en matière de prêts concessionnels et de réduction de la dette, ce recueil de référence fournit de précieuses informations sur plusieurs aspects clés des plans de réduction de la pauvreté.</p>	La recommandation de la Commission européenne intitulée <i>Investir dans l'enfance pour briser le cercle vicieux de l'inégalité</i> décrit les principes d'un cadre à long terme de lutte contre la pauvreté des enfants (il faut toutefois noter qu'il s'applique davantage aux pays à revenu moyen et élevé).

Tableau 5.2 : Approches nationales en matière de plans généraux et de plans propres aux enfants

	Une approche générale (Afrique du Sud)	Loi sur l'enfance (Royaume-Uni)
Plan	Plan national de développement à l'horizon 2030 « Our Future – Make it work »	Child Poverty Act 2010
Organismes chefs de file	Commission nationale de planification, sous l'égide du président (26 personnes dotées d'une expertise particulière, la plupart n'appartenant pas au gouvernement).	Rattaché au gouvernement, le Child Poverty Unit (groupe de lutte contre la pauvreté des enfants) aide les ministres à atteindre leurs objectifs dans ce domaine. La Commission sur la mobilité sociale et la pauvreté des enfants a été créée pour réaliser un suivi indépendant des progrès du gouvernement et d'autres acteurs.
Contexte	La Commission nationale de planification a été désignée par le président en 2010. Un an plus tard, elle a publié un rapport de diagnostic faisant le bilan des réalisations et des lacunes des 16 années précédentes. Le plan national de développement a été élaboré sur la base d'un diagnostic après plusieurs cycles de consultations avec le parlement, le pouvoir judiciaire, l'administration territoriale, des syndicats, des chefs d'entreprise et des chefs religieux.	En 1999, le gouvernement britannique s'était engagé à réduire de moitié la pauvreté des enfants d'ici 2010, et à l'éliminer d'ici 2020. Au cours de la première décennie, le gouvernement a mis en œuvre un large éventail de politiques. Le programme de lutte contre la pauvreté des enfants est parvenu à dépasser le cadre de la politique partisane et le Child Poverty Act a été adopté en 2010 par consensus entre les partis (CPAG, 2016).
Points clés	Trois priorités ont été identifiées : - augmenter le taux d'emploi grâce à une croissance économique accélérée. - améliorer la qualité de l'éducation, l'acquisition de compétences et l'innovation. - renforcer la capacité de l'État à jouer un rôle transformateur en matière de développement.	La loi se compose de trois volets : 1^{er} volet : Cibles, stratégies et rapports nationaux : définition des cibles, mise en place de la Commission et demande au gouvernement de publier régulièrement des bilans de la situation. 2^e volet : Devoirs des autorités locales et autres organismes : préciser les rôles et responsabilités de chacun au niveau local. 3^e volet : Divers et généralités : interprétation générale et dispositions financières.
Place accordée à la pauvreté des enfants	- Une cible explicite est de faire passer la pauvreté de revenu de 39 % à 0 % d'ici 2030. - Dans le cadre de la protection sociale, l'un des objectifs est que tous les enfants bénéficient de services et de prestations facilitant leur accès à la nutrition, aux soins de santé, à l'éducation, à l'aide sociale et à la sécurité. Les allocations pour enfant parviennent à environ 13,5 millions d'enfants (soit plus des deux tiers de la population totale d'enfants). Il existe des écoles gratuites, des soins de santé gratuits pour les femmes enceintes et les enfants de moins de 6 ans, des logements gratuits ou subventionnés, ainsi que des services municipaux gratuits pour les familles démunies. - L'élargissement des débouchés pour les jeunes est un thème à part entière sous-jacent à l'ensemble du plan.	La loi impose aux gouvernements actuels et à venir l'obligation légale de progresser vers la réalisation de quatre objectifs pour l'ensemble du Royaume-Uni d'ici 2020, à savoir : • Pauvreté relative – ramener sous la barre des 10 % la part d'enfants vivant dans des familles à revenu faible en valeur relative. • Faible revenu couplé à un dénuement matériel – ramener sous la barre des 5 % la part d'enfants vivant dans le dénuement matériel et dans des familles à faible revenu. • Pauvreté absolue – ramener sous la barre des 5 % la part d'enfants vivant dans des familles à revenu faible en valeur absolue. • Pauvreté persistante – réduire le nombre d'enfants vivant dans une situation de pauvreté relative pendant de longues périodes (trois ans ou plus).
Défis / Perspectives d'avenir	La pauvreté des enfants est prise en compte dans diverses mesures et politiques, mais aucune cible explicite n'est établie.	Démontrant que même la législation n'était pas un gage d'engagement soutenu, le Welfare Reform and Work Act 2016 (loi sur le travail et la réforme de la protection sociale) a récemment abrogé la plupart des dispositions du Child Poverty Act 2010, rebaptisant ce dernier Life Chances Act 2010. Ainsi, les cibles fixées pour éliminer la pauvreté des enfants ont été supprimées. Le secrétaire d'État est toujours tenu de rendre compte au parlement sur les nouveaux indicateurs de mesure, tels que : • le nombre d'enfants dans les ménages sans emploi • le niveau d'instruction des enfants bénéficiant de repas gratuits à l'école
Ressources	Plan national de développement d'Afrique du Sud	Child Poverty Act 2010 ; Consultation du Child Poverty Unit sur la mesure de la pauvreté des enfants



HONGRIE

Objectifs relatifs à la pauvreté des enfants dans la Stratégie nationale d'inclusion sociale

Confronté à l'un des écarts les plus importants de l'UE entre le taux général de pauvreté et le taux de pauvreté des enfants, le gouvernement hongrois s'est engagé à lutter contre l'extrême pauvreté, la pauvreté des enfants et la pauvreté parmi la population rom à travers l'adoption d'une Stratégie nationale d'inclusion sociale (2011-2020).

Ce cadre d'action (approuvé avant l'adoption des ODD) concorde avec les objectifs de la stratégie Europe 2020 et comprend une cible spécifique liée au pourcentage d'enfants exposés au risque de pauvreté, défini par la part des ménages ayant des enfants et dont le revenu disponible est inférieur à 60 % du revenu médian national.

Cibles liées à l'objectif d'inclusion sociale de la stratégie UE 2020 pour la Hongrie

	Chiffres actuels	Cible	Réduction
Taux de risque de pauvreté des ménages ayant des enfants	16 % (872 000 personnes) (225 000 ménages)	12,8 % (698 000 personnes) (180 000 ménages)	174,000 personnes (45 000 ménages)
Pourcentage de personnes vivant dans des ménages à très faible intensité de travail (âgées de 0 à 60 ans)	10,3 % (1 018 000 personnes)	8,2 % (814 000 personnes)	204 000 personnes
Pourcentage de personnes exposées à de graves privations matérielles	17,9 % (1 771 000 personnes)	14 % (1 417 000 personnes)	354 000 personnes

Source des données : EUROSTAT, Office central de la statistique

Le plan établit également plusieurs indicateurs de suivi des progrès. Par exemple :

- taux de pauvreté avant et après l'attribution de transferts sociaux ;
- proportion d'enfants fréquentant une garderie ;
- nombre et taux de jeunes en décrochage scolaire ;
- écart entre le niveau d'instruction des parents et celui des enfants ;
- ventilation du taux de pauvreté des enfants entre les Roms et les non-Roms, et par ménage sans emploi.

Même si les défenseurs de la lutte contre la pauvreté des enfants ont accueilli positivement le fait que la Stratégie nationale accorde une priorité élevée à cette cause, force est de constater qu'il reste encore des obstacles à surmonter au niveau de sa mise en œuvre et de l'action des pouvoirs publics. Ainsi, le Réseau européen d'experts indépendants en inclusion sociale s'inquiète de la courte durée des projets envisagés dans le plan, ou encore du faible montant des prestations sociales liées à l'emploi et à la garde des enfants. Dans son rapport, le réseau recommande d'inscrire les projets davantage dans la durée et d'accroître les investissements, en augmentant notamment le montant des prestations sociales. Il préconise en outre le recours à des études d'impact pour évaluer la pertinence des interventions.

FAIRE PARTICIPER LES ENFANTS ET LES JEUNES AU PROCESSUS NATIONAL DE PLANIFICATION DU DÉVELOPPEMENT

La participation des enfants et des jeunes aux processus d'élaboration des politiques n'est pas seulement un droit, tel qu'énoncé dans la Convention relative aux droits de l'enfant. Elle peut aussi contribuer grandement à améliorer les résultats des politiques. L'expérience directe des enfants et des jeunes est susceptible d'attirer l'attention des décideurs sur la réalité du terrain, et donc d'accroître l'importance accordée à la pauvreté des enfants et la qualité des dispositions dans les documents finaux.

Outre leur rôle dans la mise en œuvre des interventions, en particulier dans les projets communautaires, les enfants et les jeunes peuvent aussi contribuer aux processus de suivi et de planification en évaluant les succès obtenus et les défis persistants. En outre, plusieurs projets ont eu des retombées positives pour les enfants et les jeunes qui y ont participé : ils ont gagné en confiance en eux et en motivation tout en acquérant des compétences et des connaissances.

Au Viet Nam et au Honduras, Save the Children a fait participer des enfants et des jeunes aux processus d'élaboration des DSRP par le biais d'une série de consultations à grande échelle. Au Viet Nam, plus de 400 enfants et jeunes ont ainsi pris part à trois phases du processus : pré-planification, commentaires sur la version préliminaire du plan et examen de l'avancement du DSRP. Ils ont ainsi pu avoir une influence concrète sur le document final. Par exemple, certains participants ont évoqué le problème des familles de migrants non déclarées dans la capitale, qui n'ont pas accès aux services de santé, d'éducation et de protection sociale. Ces commentaires se sont ensuite traduits par une modification des procédures concernant la population migrante. Au Honduras, ce sont 3 000 enfants et jeunes qui ont été invités à faire part de leurs points de vue et de leur expérience sur le travail des enfants. Cette démarche a contribué à faire de la pauvreté des enfants une priorité dans le DSRP, mais aussi à établir un lien entre les politiques relatives au travail des enfants et les stratégies de réduction de la pauvreté.

Comme dans tout processus de consultation, la conception du cadre et des procédures doit être particulièrement soignée pour permettre une communication efficace. L'expérience montre qu'il est important de bien informer les participants au sujet du processus, des objectifs et du contexte de la consultation, de leur donner suffisamment de temps pour exprimer librement leurs opinions, d'inclure les enfants les plus marginalisés dans la discussion, de préparer les adultes à respecter les opinions des enfants, et d'assurer le suivi des résultats et des étapes suivantes aux côtés des participants.

Recommandations de lecture :

O'Malley (2004) *Children and Young People Participating in PRSP Process*.
Save the Children

DFID-CSO Youth Working Group (2010) *Youth Participation in Development: A Guide for Development Agencies and Policy Makers*

B. Mettre en œuvre un ensemble complet d'interventions.

Élaborer un ensemble complet de mesures pour lutter contre la pauvreté des enfants

À l'Étape 4, nous avons défini une série de politiques et de programmes susceptibles de traiter la pauvreté multidimensionnelle et monétaire des enfants. Certains des outils décrits peuvent fournir des renseignements sur l'impact d'une approche donnée, mais il convient maintenant de se poser la question suivante : quelle serait la combinaison idéale de politiques et de programmes qui permettrait, d'ici à 2030, d'éliminer l'extrême pauvreté des enfants et de réduire de moitié la pauvreté des enfants telle que définie par chaque pays ?

Comme nous l'avons souligné à l'Étape 4, bien qu'il existe un lien étroit entre la pauvreté multidimensionnelle et la pauvreté monétaire, les interventions susceptibles d'y remédier présentent des différences notables. En conséquence, le paquet de politiques et de programmes à adopter varie lui aussi.

Pour l'essentiel, il existe deux approches pour définir un ensemble complet de politiques et de programmes dans chaque domaine. **La première est une approche participative. En amenant les parties prenantes à débattre et s'entendre collectivement sur un ensemble de politiques et programmes, cette approche est efficace pour garantir la prise en compte de l'expertise et des idées des différents acteurs tout en renforçant l'appropriation.** Il existe plusieurs méthodes pour réunir ces informations et donner forme à un ensemble convenu de politiques et programmes. L'une d'elles consiste à organiser des ateliers s'adressant aux parties prenantes, notamment aux décideurs politiques et aux experts dans les domaines de l'enfance et de la pauvreté infantile (y compris des enfants et des jeunes).

Les Étapes 1 et 4 (dans le cadre de l'analyse de l'arbre à problèmes) décrivent plusieurs méthodes permettant de réunir les parties prenantes. Les outils décrits dans le présent guide, en particulier à l'Étape 4, peuvent fournir les données analytiques qui serviront de base aux discussions, notamment :

- **Le profil de la pauvreté des enfants**, monétaire ou multidimensionnelle, donne une idée claire du type d'enfants confrontés aux problèmes les plus graves. Appartiennent-ils à certains groupes de population ? Sont-ils concentrés dans certaines régions du pays ? Et, dans le cas de la pauvreté multidimensionnelle des enfants, existe-t-il des privations particulières qui contribuent à leur pauvreté ? (Étape 4, pages 148-156)
- **Les facteurs déterminants de la pauvreté des enfants** peuvent également permettre de cerner les domaines stratégiques clés qui doivent être traités et inclus dans une approche globale des politiques et des programmes (ce qui comprend les méthodes statistiques et de type « arbre à problèmes »). (Étape 4, pages 157-160)
- **Des informations sur l'impact** de politiques et de programmes déterminés, y compris des données probantes à l'échelle nationale et internationale. (Étape 4, pages 179-183)

- **Le recensement des politiques et des programmes** existants peut fournir un aperçu global des mesures déjà en place et des lacunes à combler. (Étape 4, pages 164-168)

La seconde approche consiste à entreprendre un exercice statistique fondé sur des données probantes, afin de simuler et de concevoir un ensemble d'interventions capables d'éliminer l'extrême pauvreté des enfants et de réduire de moitié la pauvreté des enfants telle que définie par chaque pays.

La **mesure de la pauvreté multidimensionnelle** est un exercice statistique au carrefour des principaux domaines de privation. Sur le plan conceptuel, il est possible d'effectuer des simulations par domaine pour déterminer quels changements permettraient de réduire de moitié la pauvreté multidimensionnelle des enfants. Toutefois, l'expérience pratique en la matière reste pour l'heure limitée, voire inexistante. De plus, dans l'hypothèse où de telles simulations parviendraient effectivement à cerner les types de privations sur lesquels agir, le type d'intervention concrète à mettre en place serait encore à déterminer (voir encadré 5.1).

S'agissant de la **pauvreté monétaire des enfants**, qui se réfère à un seul aspect de la pauvreté infantile et que certaines interventions peuvent traiter directement, il est plus facile de simuler les mesures politiques pour y remédier. De fait, ce genre de simulation est plus répandu dans la pratique. L'exemple du Royaume-Uni met en avant une démarche concrète à cet égard, tandis que l'étude de cas sur la Géorgie (voir encadré 4.7, pages 194-195) fournit un autre exemple sur la résolution d'un problème similaire.

Il est toutefois important de noter que ces simulations tendent à mettre l'accent sur les mesures de lutte contre la pauvreté monétaire des enfants dont les effets sont quantifiables, tels que les transferts monétaires et les crédits d'impôts. Les investissements à plus long terme, comme ceux réalisés dans les domaines de la santé et de l'éducation des futurs parents, sont susceptibles d'avoir un impact considérable. Cependant, ils sont beaucoup plus difficiles à modéliser étant donné que cet impact est différé dans le temps. De même, les services de protection sociale peuvent être essentiels pour s'attaquer à certains aspects de la pauvreté des enfants. Mais prévoir leur impact direct sur le revenu est extrêmement difficile, voire impossible. Par ailleurs, il n'existe pas encore de méthodologies établies pour évaluer l'impact des politiques relatives à la garde d'enfants et au marché du travail. Il s'agit là de contraintes techniques qui entravent la modélisation, mais qui ne devraient pas pour autant justifier l'exclusion, dans le nouveau train de mesures, des aides sociales ou des interventions à long terme.

Quelle que soit la méthode choisie pour mettre au point un ensemble de mesures de lutte contre la pauvreté des enfants, certaines considérations sont communes aux deux approches :

- Le fait d'inclure l'ensemble de politiques et de programmes dans des documents nationaux clés, comme les plans nationaux de développement décrits dans la section précédente, est un bon moyen de contribuer à l'engagement et à l'action. Le degré de détail des informations à inclure varie en fonction de chaque plan.
- Tout en reconnaissant l'existence de distinctions importantes au sein de l'ensemble des interventions destinées à lutter contre la pauvreté multidimensionnelle d'une part, et la pauvreté monétaire d'autre part, il serait peut-être préférable d'intégrer ces mesures dans une approche globale de lutte contre la pauvreté des enfants à l'échelle nationale.
- Même lorsqu'un train optimal de mesures peut être mis au point, les considérations politiques (telles que décrites à l'Étape 3) seront déterminantes pour définir les aspects à privilégier dans la pratique.
- Le suivi, l'évaluation et le retour d'information (abordés dans la dernière partie de cette étape) sont tous essentiels. Un train de mesures, même le plus soigneusement conçu, doit toujours être revu et corrigé au fil du temps.

ENCADRÉ 5.1

Élaborer un train de mesures en matière de pauvreté multidimensionnelle des enfants – simulation ou estimation au jugé ?

L'élaboration du profil de la pauvreté des enfants permet de cerner les zones géographiques où la pauvreté multidimensionnelle des enfants est élevée et où les progrès sont au point mort, tout en identifiant les groupes d'enfants laissés pour compte et les privations pouvant conduire à la pauvreté multidimensionnelle des enfants. Devant cette situation de pauvreté, la triangulation des informations et l'évaluation de l'efficacité des interventions sectorielles constituent un moyen réaliste de créer un ensemble ciblé de politiques de lutte contre la pauvreté multidimensionnelle, qui pourra faire l'objet d'un examen régulier en fonction des progrès réalisés. Au Mexique, par exemple, l'indicateur de pauvreté multidimensionnelle est directement lié aux progrès réalisés dans chaque secteur et influence les priorités du gouvernement pour réduire ce type de pauvreté.

Néanmoins, une méthode permet-elle de simuler et d'évaluer les effets des différentes mesures à l'aune de l'objectif de réduction de moitié de la pauvreté multidimensionnelle des enfants d'ici 2030 ? Nous ignorons encore les pratiques menées à l'échelle mondiale dans ce domaine. Une façon d'aborder cette problématique consisterait à simuler les différentes options pour déterminer quelles privations doivent diminuer et dans quelle mesure pour atteindre l'objectif susmentionné.

Cette démarche offre des possibilités intéressantes, quoique des inconvénients subsistent. Premièrement, il pourrait y avoir un conflit entre ses conclusions et d'autres ODD qui énoncent des cibles en matière de privation incluses dans une analyse de la pauvreté multidimensionnelle des enfants. Deuxièmement, bien qu'elle puisse établir le taux de réduction nécessaire pour chaque privation, elle ne définit pas les interventions adéquates pour y parvenir. Comme souligné à l'Étape 4, ces questions peuvent être complexes. Néanmoins, dans certains secteurs, des méthodes de simulation perfectionnées permettent d'ores et déjà de définir jusqu'aux programmes susceptibles de se solder par un succès.

En conclusion, pour atteindre l'ODD relatif à la pauvreté multidimensionnelle dans son ensemble, la simulation des trains de politiques demeure, pour l'heure, plus une aspiration qu'une réalité. Aujourd'hui, l'approche la plus courante consiste à élaborer un programme d'action conjoint avec d'autres secteurs sur la base du profil de la pauvreté multidimensionnelle des enfants. Toutefois, une nouvelle méthode de simulation pourrait bien voir le jour.

Ressources complémentaires – Voici plusieurs méthodes permettant de simuler les politiques et programmes les plus à même de réussir dans les différents secteurs :

Le projet de Simulations pour l'équité dans l'éducation, mené dans le cadre d'un partenariat entre l'UNICEF et la Banque mondiale, aide les pays à identifier des stratégies rentables pour toucher les enfants exclus des systèmes éducatifs ou mal desservis par ceux-ci. La pierre angulaire de cette initiative est un modèle de simulation sur Excel facile d'utilisation. Cet outil projette les coûts des interventions destinées à atteindre différents groupes d'enfants exclus, ainsi que les améliorations des résultats scolaires découlant de ces interventions. http://www.unicef.org/education/bege_SEE.html

EQUIST est un outil en ligne de planification stratégique, de modélisation et de suivi qui a pour vocation de soutenir le renforcement des systèmes de santé dans les pays en développement et à revenu intermédiaire. Il a été mis au point pour aider la communauté mondiale de la santé à cerner les problèmes d'équité dans les domaines de la santé maternelle, néonatale et infantile (SMNI) d'une manière plus systématique et fondée sur des données factuelles. Cet outil aide les utilisateurs à trouver des moyens de réduire les disparités dans le domaine de la SMNI, à concevoir des stratégies de santé rentables qui permettront d'accroître la résilience des systèmes de santé, et à élaborer des politiques et des plans opérationnels axés sur l'équité en vue d'améliorer la couverture des services de qualité en matière de santé maternelle et infantile. L'outil permet aussi d'examiner les obstacles financiers à l'utilisation des services de santé. <http://www.equist.info/>



Royaume-Uni

Simulation de plusieurs trains de mesures pour atteindre la cible fixée en matière de réduction de la pauvreté des enfants

Au Royaume-Uni, une étude sur la pauvreté des enfants a examiné le rapport coût-efficacité de plusieurs politiques possibles pour atteindre l'objectif de réduction de la pauvreté des enfants, ainsi que la combinaison idéale de ces options au sein d'un train de mesures (pour plus de détails sur l'analyse de chaque politique envisageable, reportez-vous à l'Étape 4, page 210).

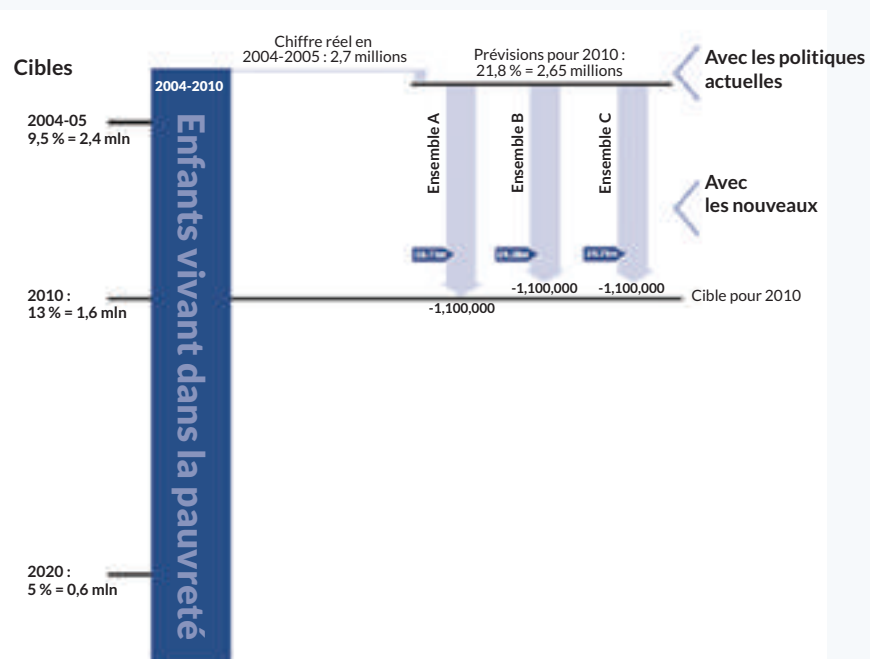
Dans un premier temps, l'étape de modélisation a souligné l'insuffisance flagrante des politiques existantes pour atteindre les objectifs fixés. Elle a aussi montré que l'augmentation du volet « enfant » du crédit d'impôts pour enfants était l'option la plus rentable pour y parvenir. Cependant, pour éviter le risque de distorsion que pourrait provoquer un investissement déséquilibré en faveur d'une seule politique, plusieurs trains de mesures ont été modélisés.

L'ensemble A augmente le crédit d'impôts pour enfants, les allocations familiales et le crédit d'impôts pour personnes en activité. L'ensemble B augmente uniquement le crédit d'impôts pour enfants, mais a recours à deux éléments différents pour élargir ce soutien aux familles nombreuses. L'ensemble C augmente le crédit d'impôts pour enfants tout en élevant les allocations familiales attribuées aux familles nombreuses.

Cette modélisation révèle que les trois trains de mesures permettent d'atteindre les objectifs pour un coût de 4 à 5 milliards de livres sterling, soit 0,3 % du PIB, en soulignant que l'ensemble B pourrait être le plus rentable des trois. Les auteurs ont conclu que le financement d'un ensemble de mesures pour réduire de moitié la pauvreté des enfants à l'horizon 2010 était un objectif réalisable, sous réserve toutefois d'un engagement politique en ce sens.

Il convient de noter que les objectifs de réduction de la pauvreté des enfants ont depuis lors été modifiés et que les recommandations issues de cette étude n'ont pas été prises en compte.

Baisse prévue de la pauvreté des enfants 2004-2010



Ressource : Hirsh, D. (2006) What Will It Take To End Child Poverty?

Finances publiques en faveur des enfants : veiller à ce que les plans soient inscrits au budget et mis en œuvre

Pour qu'un ensemble de politiques et de programmes en matière de lutte contre la pauvreté des enfants passe du stade de la conception à celui de la mise en œuvre, il est essentiel qu'il soit inscrit au budget de l'État. Dans certains cas, le plaidoyer et le soutien en faveur de la réduction de la pauvreté des enfants peuvent susciter suffisamment de pression politique pour que les budgets soient modifiés en conséquence. Dans d'autres cas, un engagement ciblé et détaillé au sein même du processus budgétaire peut s'avérer nécessaire.

Les méthodes, les outils et l'expérience ne manquent pas dans le domaine du financement public en faveur de l'enfance. La présente section donne un aperçu de ces différents instruments, aborde les défis que pose la budgétisation des plans et des cadres à long terme, et décrit certains points d'entrée clés en matière d'engagement budgétaire. Il s'inspire du programme mondial d'apprentissage en cours d'élaboration par l'UNICEF et Oxford Policy Management (non accessible au public à ce stade), ainsi que d'autres orientations publiées auxquelles il est fait référence dans cette section.

COMPRENDRE LE PROCESSUS BUDGÉTAIRE

La figure 5.2 fournit une vue d'ensemble du processus budgétaire commun à de nombreux pays. La préparation du budget fait suite à la planification stratégique nationale et met en avant l'importance d'inclure la pauvreté des enfants dans un plan national de développement.

FIGURE 5.2 : Le cycle budgétaire



Source : Pijuan et Picanyol, 2016, adapté de la Banque mondiale (1998)

Le processus d'élaboration du budget peut être divisé en trois volets.

- Tout d'abord, le Ministère des finances calcule le montant total des ressources disponibles pour le budget à venir, puis fixe les plafonds de dépenses pour chaque ministère d'exécution en consultation avec le Président ou le Premier ministre et le conseil des ministres.
- La tâche qui s'ensuit incombe aux ministères d'exécution : ceux-ci doivent élaborer et présenter leurs estimations provisoires, en décrivant la manière dont ils envisagent d'allouer les fonds dans les limites du plafond fixé, en suivant les directives fournies par le Ministère des finances.

- Enfin, si les demandes des ministères d'exécution dépassent le plafond prévu, ce qui arrive assez fréquemment, les ministères d'exécution entament des négociations avec le Ministère des finances. À l'issue de cette phase de négociations, le budget finalisé est intégré dans la loi budgétaire en vue de sa présentation et de son approbation, qui est du ressort du Parlement dans la plupart des pays.

Pour plus d'informations sur le processus budgétaire et l'engagement dans le cycle budgétaire, se reporter à l'ouvrage « How to engage in Budget Cycles and Processes to Leverage Government Budgets for Children » (Comment s'engager dans les cycles budgétaires et les processus visant à optimiser les budgets gouvernementaux en faveur des enfants) (Brown 2016).

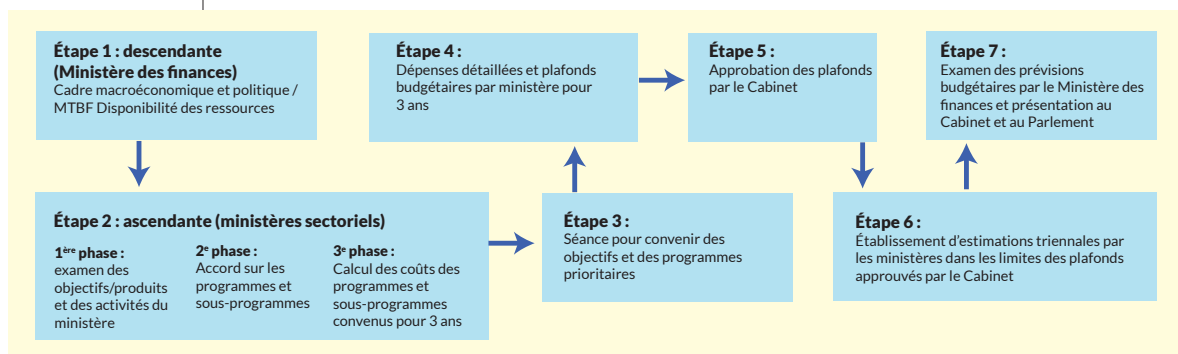
LES DÉFIS ASSOCIÉS À LA BUDGÉTISATION DES PLANS À LONG TERME

Dans la pratique, il peut être difficile d'obtenir le budget nécessaire pour mettre en œuvre un plan ou une stratégie de réduction de la pauvreté des enfants. Tout d'abord, rappelons que la préparation du budget ne se fait pas ex nihilo. En règle générale, les dépenses engagées avant l'adoption d'un nouveau plan national fournissent une base de référence. Les demandes et les activités déjà en cours de réalisation peuvent supplanter les nouveaux besoins de financement.

La structure même des plans et des budgets accentue ce problème. Les plans nationaux fixent généralement des objectifs à atteindre en termes de résultats (par exemple, réduire le taux de pauvreté des enfants), puis établissent des programmes spécifiques pour réaliser ces objectifs. En revanche, les budgets sont très souvent structurés selon des critères administratifs et d'intrants tels que les salaires, le carburant et les déplacements (principe de la budgétisation axée sur les résultats). Si les budgets axés sur les résultats permettent d'atteindre les principaux objectifs des programmes, il est toutefois plus difficile de les ajuster pour passer à des objectifs de plus haut niveau, notamment de les adapter aux processus de suivi, d'évaluation et de modification tenant compte de la réalisation des objectifs des programmes.

Quoi qu'il en soit, ces enjeux peuvent être traités de plusieurs façons. En premier lieu, le cadre de budgétisation à moyen terme (MTBF) est l'un des instruments de gestion des finances publiques les plus largement adoptés au cours des 20 dernières années. Il est précisément conçu pour équilibrer les besoins des ministères sectoriels en matière de dépenses annuelles avec les stratégies à long terme définies dans les plans nationaux de développement, selon une approche ascendante. Dans le cadre du MTBF, les plafonds de dépenses, les prévisions de dépenses et le processus de rapprochement sont tous établis pour le moyen terme plutôt que pour les dépenses annuelles. Il est ainsi plus aisé de financer les politiques et les programmes pluriannuels énoncés dans les stratégies ou les plans nationaux. La figure 5.3 décrit le processus général du MTBF. Un lien vers des orientations plus détaillées en la matière est fourni plus bas.

Figure 5.3 : Processus illustré du cadre de budgétisation à moyen terme



Source : Pijuan et Picanyol (2016)

Deuxièmement, face aux défis posés par la budgétisation axée sur les résultats, de plus en plus d'acteurs se tournent aujourd'hui vers la budgétisation axée sur les programmes. En vertu de cette méthode, la classification du budget s'établit sur trois niveaux : les résultats, les produits ou services nécessaires à la réalisation des résultats, et enfin les intrants nécessaires à la réalisation des produits. Le tableau 5.3 fournit un exemple de ce type de budget.

Tableau 5.3 : Exemple de budgétisation axée sur les programmes

Programme	Éducation de base
Résultats	Éducation de base universelle à l'horizon 2018
Objectifs	Taux de scolarisation dans l'enseignement de base de 98 % à l'horizon 2016 60 % des enseignants formés au nouveau programme d'études
Produit	400 salles de classe réhabilitées 900 enseignants formés au nouveau programme
Activité	Organisation de 10 formations destinées aux enseignants
Intrants	Personnel, équipement, moyens financiers

Source : Pijuan et Picanyol (2016)

Bien qu'un certain nombre de pays aient adopté un cadre de budgétisation à moyen terme et s'orientent désormais vers une budgétisation axée sur les programmes, il convient de noter que la modification du processus et du système de gestion budgétaire peut être un processus de longue haleine. En outre, à ce jour, rien ne prouve que l'adoption d'un tel cadre améliore instantanément l'efficacité des dépenses ou la stabilité macroéconomique. Pour en savoir plus sur ces réformes, notamment pour découvrir des examens systématiques et les enseignements tirés jusqu'à présent, consultez :

ODI (2015) *Linking Policies and Budgets: Implementing Medium Term Expenditure Frameworks In a PRSP Context* (Établir un lien entre les politiques et les budgets : mise en œuvre des cadres de dépenses à moyen terme dans un contexte de DSRP)

Getting Performance Budgeting Right (Établir un budget adéquat axé sur la performance), article de blog sur les résultats du système de gestion des finances publiques.

POINTS D'ENTRÉE POUR INFLUENCER L'ÉLABORATION DU BUDGET

Le processus de préparation du budget est une étape très dense, avec de nombreuses parties prenantes ayant des plans et des intérêts divergents. Il est donc crucial de pouvoir compter sur des partenaires solides, en mesure de faire valoir et de défendre les programmes de lutte contre la pauvreté des enfants. Il convient notamment de s'appuyer sur des partenaires œuvrant au sein des ministères d'exécution concernés, qui orientent les programmes selon leurs propositions budgétaires, ainsi qu'au Ministère des finances, qui travaillent auprès des différents secteurs pour aboutir à un budget final.

En fonction de chaque processus national, d'autres acteurs pourront également jouer un rôle crucial. Ainsi, bénéficiaire d'un soutien ferme de la part des parlementaires lorsque ces derniers examinent et approuvent le budget (y compris par l'intermédiaire de comités spéciaux tels que le Comité budgétaire, les comités sectoriels pertinents et les forums ou comités particulièrement axés sur les enfants) peut aboutir à des résultats positifs. Dans bien des contextes, les organisations de la société civile constituent elles aussi des acteurs incontournables du processus budgétaire sur le plan du suivi et du plaidoyer.

L'aptitude à fournir des contributions et des analyses pertinentes peut grandement faciliter l'établissement de relations avec les partenaires budgétaires à l'intérieur et à l'extérieur du gouvernement, ainsi que la participation aux négociations budgétaires. La page suivante décrit trois domaines clés dans lesquels la production de données probantes, assortie d'un plaidoyer stratégique, peut contribuer à renforcer l'attention et les ressources consacrées à la lutte contre la pauvreté des enfants.

- 1. Mesurer la part des allocations budgétaires axées sur la pauvreté des enfants.**
- 2. Bâtir un plaidoyer pour l'investissement dans la lutte contre la pauvreté des enfants**
- 3. Effectuer un suivi pour vérifier que les postes budgétaires destinés à la lutte contre la pauvreté des enfants ont bien fait l'objet des dépenses prévues.**

1. Mesurer la part des allocations budgétaires axées sur la pauvreté des enfants.

L'examen et l'analyse des allocations budgétaires passées peuvent être utiles pour mettre en évidence un manque de financement et plaider en faveur d'une augmentation des fonds alloués. Certes, bon nombre de pays disposent de mécanismes de suivi et de compte rendu portant sur les dépenses générales. Cependant, rares sont ceux qui entreprennent des analyses intersectorielles pour déterminer les montants effectivement dépensés dans l'amélioration de la situation des enfants. Il s'agit là d'un problème pressant. En raison de leur manque de représentation, les problèmes touchant les enfants risquent d'être moins visibles, et donc secondaires, dans les processus d'élaboration des budgets.

Ici, les outils de gestion des finances publiques peuvent aider à identifier, mesurer et présenter régulièrement les dépenses. Par exemple, l'outil de mesure des dépenses publiques consacrées aux enfants (Child-focused Public Expenditure Measurement, ou C-PEM) examine en détail les informations budgétaires, classe les dépenses par domaine de programme, et fait le suivi de ces dépenses tout au long du cycle budgétaire pour rendre compte des éléments suivants :

- (i) Volume des dépenses consacrées aux enfants. Par exemple, le montant total des dépenses consacrées aux enfants en pourcentage du PIB ou du total des dépenses publiques, ou le montant des dépenses par enfant et par an.
- (ii) Composition des dépenses consacrées aux enfants. Par exemple, le pourcentage des dépenses totales par fonction (droits de l'enfant, ministère...).
- (iii) Comparaisons à l'intérieur d'un pays et entre les pays. Par exemple, comparaison du volume et de la composition des dépenses entre les régions d'un pays ou entre plusieurs pays comparables.

Ainsi, le suivi des dépenses permet de s'assurer que les ressources financières sont bien affectées à la réalisation des objectifs liés à l'enfance dans les plans nationaux. Il fournit également des informations générales sur les dépenses consacrées aux enfants, informations qui serviront plus largement au plaidoyer. En Équateur, par exemple, les priorités nationales énoncées dans la stratégie nationale pour l'égalité et l'élimination de la pauvreté ont été alignées sur les données issues du budget national (voir l'étude de cas à la page 238).

Pour en savoir plus sur l'outil de mesure des dépenses publiques consacrées aux enfants, reportez-vous à la publication « *Child-focused Public Expenditure Measurement: A Compendium of Country Initiatives* » (Mesure des dépenses publiques consacrées aux enfants : compendium des initiatives nationales). Ce document dépeint la méthodologie dans les grandes lignes, accompagnée de 13 études de cas dont un exemple de pays à revenu élevé.

2. Bâter un plaidoyer pour l'investissement dans la lutte contre la pauvreté des enfants

Comme souligné tout au long de ce guide, les politiques et programmes de lutte contre la pauvreté des enfants représentent non seulement une source de soulagement à court terme pour les familles vivant dans la pauvreté, mais aussi un investissement majeur pour l'avenir et la société. Ces dispositifs cherchent à supprimer les entraves qui empêchent les familles d'exercer des activités productives, tout en appuyant le développement de l'enfance sous toutes ses facettes.

Pour démontrer le bien-fondé d'investir dans ces politiques et programmes, il est possible de comparer leur coût estimatif avec leur rendement potentiel. Il peut s'agir là d'un argument convaincant en faveur d'une augmentation de l'allocation budgétaire aux activités de lutte contre la pauvreté des enfants. Cet argument sera d'autant plus efficace s'il est avancé pendant le cycle de planification et de préparation du budget. Il n'existe pas de formule toute faite pour élaborer ce type de plaidoyer. Naturellement sa teneur dépendra des données disponibles et du discours que les décideurs politiques ont envie d'entendre. Il est toutefois probable que ce plaidoyer se fonde sur les données factuelles et les arguments évoqués tout au long du présent guide (tableau 5.4).

Tableau 5.4 : Bâter un plaidoyer en faveur de l'investissement dans la lutte contre la pauvreté des enfants

Éléments clés du plaidoyer	Étapes/sections de référence	Exemple du plaidoyer « Ending child poverty now » de l'organisation Children's Defense Fund aux États-Unis
Explication du bien-fondé d'investir	Étape 1 – Sept raisons de lutter contre la pauvreté des enfants Étapes 2 et 3 – Mesure de la pauvreté des enfants et plaidoyer	Chapitre 1. La pauvreté nuit aux enfants et à l'avenir de la nation
Train de mesures, avec une simulation des effets potentiels	Étape 4 – Quel impact une nouvelle politique / un nouveau programme aura-t-il/elle sur le taux de pauvreté des enfants ?	Chapitre 2. Comment réduire immédiatement la pauvreté des enfants
Calcul des coûts estimatifs	Étape 4 – Quels sont les coûts de création d'un nouveau programme ou d'élargissement d'un programme existant ?	Chapitre 3. Effets conjugués et coûts
Comparaison du coût estimatif avec le rendement potentiel	Étape 4 – Les politiques/programmes sont-ils rentables ?	
Recommandations de politiques	Étape 3 – Quelles sont les solutions ? Étape 5 – Élaborer un train complet de mesures de lutte contre la pauvreté des enfants	Chapitre 4. Conclusion et recommandations

Devant la complexité du calcul des coûts et du rendement, les dossiers de plaidoyer ne portent souvent que sur certains aspects de la pauvreté multidimensionnelle ou monétaire des enfants. Les exemples ci-dessous, tirés de différents domaines, permettent de mieux comprendre la logique et les méthodes applicables à des approches spécifiques à chaque pays :

- Le premier chapitre de la publication « Pourquoi il faut investir dans l'éducation et l'équité » décrit les retombées sociales et économiques considérables de l'éducation.
- « Evidence-based for improvement of maternal and child nutrition: what can be done and at what cost? » (Interventions fondées sur des données probantes pour l'amélioration de la nutrition maternelle et infantile : que peut-on faire et à quel coût ?) examine l'impact et les coûts de dix interventions nutritionnelles fondées sur des données probantes.

- Les publications du *Copenhagen Consensus Center* dressent une liste de priorités classées en fonction de leurs coûts, de leurs avantages et de leur potentiel pour relever les plus grands défis mondiaux.
- Le rapport « *Ending Child Poverty Now* » (Éliminer la pauvreté des enfants maintenant), publié aux États-Unis par Children's Defense Fund, présente des arguments convaincants en faveur d'une action contre la pauvreté des enfants. La publication décrit un train de mesures en revenant sur leurs coûts et leurs effets conjugués.

3. Effectuer un suivi pour vérifier que les postes budgétaires destinés à la lutte contre la pauvreté des enfants ont bien fait l'objet des dépenses prévues.

Les deux points précédents se sont penchés sur la mobilisation pour l'élaboration des politiques nationales. Bien qu'il soit extrêmement important d'influencer la prise de décision à l'échelon central, des disparités peuvent apparaître entre les activités planifiées au niveau national et la manière dont les fonds sont réellement dépensés dans les districts ou les communautés.

Plusieurs outils ont été élaborés et mis en place pour assurer le suivi de l'exécution du budget et de l'utilisation des fonds à différents niveaux de l'administration. Ainsi de l'enquête de suivi des dépenses publiques (ESDP), qui permet de suivre les flux de ressources de leur origine à leur destination pour vérifier l'utilisation adéquate du budget. L'ESDP peut ainsi mettre au jour, entre autres, des détournements de fonds, des retards, ou la répartition des dépenses réelles, à condition de disposer de suffisamment de moyens administratifs et comptables. En révélant le fonctionnement réel des systèmes publics aux citoyens et au Ministère des finances, ce genre de constats permet d'améliorer la prestation des services. Si dans certains secteurs ou domaines de services publics, la transformation des moyens mis en œuvre en résultats est problématique, il est possible de recourir à des enquêtes quantitatives sur la prestation de services pour examiner les moyens financiers et la qualité des résultats à différents stades de la prestation. Pour de plus amples informations sur ces deux outils, voir :

- Gurkan et al. (2014) *Implementing Public Expenditure tracking Surveys for Results: Lessons from a Decade of Global Experience*
- Gauthier et al. (2012) *Public Expenditure Tracking Surveys and Quality Service Delivery Survey Guidebook*.

Enfin, dialoguer directement avec les communautés locales pour leur donner les moyens de participer au suivi et au contrôle des dépenses publiques peut être une démarche efficace. Elle tient compte de l'expérience réelle des familles où des enfants vivant dans la pauvreté tout en instaurant un mécanisme de gouvernance transparent et responsable. Par ailleurs, les avantages potentiels de l'instauration d'un cercle de responsabilité au niveau communautaire ne doivent pas être sous-estimés : un tel mécanisme peut transformer la manière dont les politiques et les programmes sont planifiés, exécutés et suivis. Il faut toutefois souligner que la mise en place de telles activités prend parfois du temps et exige des moyens considérables pour changer les comportements, les connaissances et les attitudes des autorités locales, mais aussi des participants de la communauté. Les orientations et les études de cas présentées ci-dessous contiennent d'autres recommandations et exemples quant à la manière d'appuyer les activités communautaires de suivi et de contrôle des dépenses publiques.

- Berthin (2011) *A Practical Guide To Social Audit As A Participatory Tool To Strengthen Democratic Governance, Transparency, And Accountability*.
- Aiyar and Samji (2009) *Transparency and Accountability in NREGA: A Case Study of Andhra Pradesh*.
- Green (2012) *From Poverty to Power: How active citizens and effective states can change the world* – see case study of Andhra Pradesh.



ÉQUATEUR

Vers l'égalité et l'élimination de la pauvreté grâce à un plan national et à la classification budgétaire

Ces dernières années, l'Équateur a fait de grands progrès dans la définition de la pauvreté et de l'égalité en tant que priorités. Et pour cause, le pays a mis en place des indicateurs officiels de pauvreté multidimensionnelle, adopté une stratégie nationale pour l'égalité et l'élimination de la pauvreté, et mis au point un système de classification budgétaire. Toutes ces démarches mettent particulièrement l'accent sur les enfants et les adolescents.

BESOINS EN MATIÈRE DE DONNÉES ET EXPERTISE

- *compétences nécessaires pour assurer la coordination avec le gouvernement et les autres organismes de développement.*
- *données, recherche et compétences d'analyse sur la pauvreté et l'égalité.*

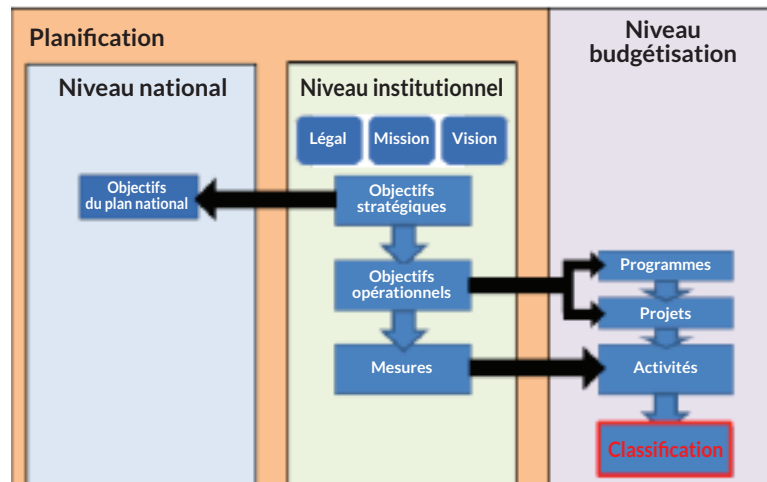
PARTIES PRENANTES

- *Comité interinstitutionnel pour l'élimination de la pauvreté*
- *Ministère du développement social*
- *Ministère de l'inclusion sociale et économique*
- *Ministère des finances*
- *Partenaires législatifs*
- *Office national de la statistique*
- *PNUD*
- *ONU-Femmes*
- *UNICEF*
- *CEPALC*

L'APPROCHE

1. Afin d'évaluer la pauvreté et les disparités existantes dans le pays, le Secrétariat national de la planification et du développement (SENPLADES) a entrepris une étude baptisée « Atlas des inégalités sociales et économiques ». Plusieurs institutions des Nations Unies ont participé au processus de consultation et contribué à l'analyse des données. L'UNICEF a ainsi mis en exergue de nombreux aspects de la pauvreté des enfants, en particulier dans les domaines de l'éducation, de la santé, du travail des enfants, de la maltraitance des enfants et de la protection sociale. L'étude résultante, publiée en 2013, a permis de constituer une base factuelle pour étayer l'élaboration du Plan national de développement 2013-2017.
2. L'UNICEF, en collaboration avec la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), a dressé un état des lieux de la pauvreté des enfants à l'aide d'une méthodologie multidimensionnelle de niveau régional. Cette étude a révélé que 40 % des enfants vivaient dans la pauvreté, et 15 % dans l'extrême pauvreté.
3. En 2014, le Comité interinstitutionnel pour l'élimination de la pauvreté a adopté la Stratégie nationale pour l'égalité et l'élimination de la pauvreté. Cette stratégie, qui appréhende la pauvreté sous l'angle des droits de l'homme, établit clairement la responsabilité du gouvernement d'éradiquer la pauvreté et les inégalités. Un indicateur multidimensionnel a été utilisé pour examiner plusieurs aspects de la pauvreté. Il comprenait notamment des indicateurs relatifs à l'accessibilité des programmes de développement du nourrisson, à l'enseignement primaire et secondaire, à la protection sociale des enfants et des jeunes, au travail des enfants et à la vaccination.
4. La stratégie définit des mesures à adopter dans trois catégories : les biens de nécessité, la révolution productive (travail et emploi) et la protection tout au long de la vie. Pour faire reculer la pauvreté des enfants, certaines cibles et mesures en matière de biens de nécessité visent l'application des droits constitutionnels pour que tous aient accès aux biens et services de base tels que le logement, la santé, l'éducation et l'eau/l'assainissement. Le volet consacré à la protection complète tout au long de la vie comprend les services de protection et d'aide sociales, y compris ceux consacrés au développement de la petite enfance, à l'élimination du travail des enfants, et à l'élargissement de la protection sociale. En partenariat avec le SENPLADES et le Secrétariat national technique pour l'élimination de la pauvreté, l'UNICEF soutient également la mise en œuvre des politiques de réduction de la pauvreté, en promouvant notamment la mobilisation et le renforcement des capacités au niveau local.

Mettre en relation la planification et la budgétisation



Source : Consejo Nacional para la Igualdad Intergeneracional (2014)

5. En 2014, le Ministère des finances a intégré la composante « enfant » à son système de classification pour permettre l'analyse de l'importance des dépenses sociales par catégories. Le système de classification vise à mettre en relation les processus de planification et de budgétisation (voir la figure 5.4 ci-dessous). Il établit des catégories de dépenses par objectifs et par activités, selon le cadre mis au point par le Ministère des finances.
6. Cette classification est reprise dans le système d'information sur la gestion financière au niveau des activités. Cela permet de mesurer et d'analyser régulièrement le montant total des dépenses consacrées à la réduction des inégalités par tranches d'âge, tout en indiquant le domaine des droits de l'enfant dans lequel les dépenses ont été engagées.
7. Un rapport publié récemment sur l'utilisation du budget montre que les informations issues de la classification budgétaire sont utiles pour élaborer des rapports sur l'équité, ainsi que dans les débats et prises de décision politiques. Néanmoins, une lacune importante subsiste : la sous-déclaration des informations par les ministères d'exécution ayant recours à cette classification. L'UNICEF et l'ONU-Femmes prévoient d'aider le Ministère des finances et d'autres partenaires à renforcer l'aptitude à utiliser la classification budgétaire au niveau national et à encourager son adoption par les administrations locales.
8. En 2016, l'Équateur a inauguré son indice de pauvreté multidimensionnelle (IPM) national. Parmi les indicateurs utilisés pour calculer cet indice figurent plusieurs éléments relatifs aux droits de l'enfant, comme « la non-fréquentation des établissements d'enseignement primaire et secondaire » et « le travail des enfants et des adolescents », ainsi que des indicateurs sur l'eau et l'assainissement. L'UNICEF et le PNUD ont appuyé le partage d'expériences similaires par la Colombie et le Mexique en rapport avec l'IPM.

AUTRES RESSOURCES :

CEPAL et UNICEF (2014) *Pobreza Infantil en el Ecuador*

Cummins (2016) *Child-focused public expenditure measurement: a compendium of country examples*

Ministère des finances (2014) *Clasificador de Orientación de Gasto en Políticas de Igualdad en Infancia, Niñez y Adolescencia*

C. Suivi et évaluation cohérents des progrès accomplis par rapport aux objectifs, et plaidoyer en vue de procéder aux ajustements nécessaires

Non seulement le plan parfait n'existe pas, mais la seule certitude que nous avons est bien simple : dans la réalité, rien ne se passe jamais comme prévu. Lors de la période couverte par les ODD, certaines approches prospéreront tandis que d'autres s'enliseront, et une série de crises ou d'opportunités inattendues pourraient se présenter. Tout cela souligne l'importance cruciale que revêtent le suivi des progrès vers la réalisation des objectifs et l'ajustement des plans pour rester sur la bonne voie.

La présente section se penche sur trois approches non exclusives pour y parvenir, à savoir : la participation à des cadres nationaux de suivi et d'évaluation, la création et le soutien d'organes autonomes de supervision des progrès, et le plaidoyer public pour maintenir l'intérêt politique à l'égard des objectifs. Deux questions simples sous-tendent ces approches : Le pays est-il sur la bonne voie pour atteindre les objectifs des ODD en matière de réduction de la pauvreté des enfants ? Dans le cas contraire, que faut-il changer ?

APPROCHE N° 1 : ÉTABLISSEMENT DE RAPPORTS SUR LES ODD, ET SUIVI ET ÉVALUATION DES PLANS NATIONAUX POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS DE RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ DES ENFANTS

Les plans de développement ou les plans d'action nationaux comprennent généralement un cadre de suivi et d'évaluation. Cependant, les modalités pratiques de réalisation des évaluations et des examens, ainsi que leur influence sur un plan déterminé, peuvent varier énormément.

Lorsque la lutte contre la pauvreté des enfants est expressément incluse dans le plan, il peut être très utile d'intégrer des indicateurs relatifs à la pauvreté des enfants dans les principaux indicateurs de suivi. Cette approche assure que tout examen ou évaluation réalisé à mi-parcours ou au terme du plan tienne explicitement compte des progrès de ce dernier par rapport aux objectifs en matière de pauvreté des enfants. Si la pauvreté des enfants n'est pas suffisamment abordée dans un plan national donné, les stades d'examen et d'évaluation du plan sont opportuns pour souligner la faiblesse de cet aspect pourtant essentiel.

L'intégration de la pauvreté des enfants dans les activités de suivi et d'évaluation requiert parfois une mobilisation intense. En effet, en l'absence d'une participation active de la société civile, des enfants et des parents eux-mêmes, ou de l'organisme gouvernemental en charge du bien-être des enfants, il n'est pas rare que cet enjeu passe entre les mailles du filet.

Un certain nombre de ressources décrivent de manière détaillée les principes fondamentaux des activités de suivi et d'évaluation, et la manière de les mettre en œuvre. Parmi ceux-ci figurent :

- Le chapitre 3 sur le suivi et l'évaluation du Guide sur les DSRP. Ce chapitre fournit des orientations sur la mise en place d'un système de suivi de la pauvreté avec un ensemble d'indicateurs adéquat, la conception et la réalisation des études d'impact, et l'évaluation de la mise en œuvre des stratégies globales de réduction de la pauvreté.
- Le guide intitulé *16 Tools for Programming for Policy Results* (16 Outils de programmation axée sur les résultats) adopte une approche progressive de la gestion axée sur les résultats. Il présente des outils théoriques et pratiques pour définir les résultats attendus, élaborer des plans de suivi et rendre compte des résultats et des enseignements tirés.
- Le site officiel des ODD présente les dernières nouveautés liées au cadre de suivi des ODD, y compris des rapports mondiaux sur les progrès accomplis vers la réalisation des ODD.



© UNICEF/UNI183727/Nybo



MEXIQUE

Évaluation de routine du plan et des politiques de développement national à l'aune des chiffres sur la pauvreté

L'indice de pauvreté multidimensionnelle du Mexique a été adopté et institutionnalisé par le gouvernement. Cette méthodologie clé et les résultats qu'elle a permis d'obtenir sont devenus le noyau dur des politiques consacrées à l'évaluation et à la réduction de la pauvreté.

REPÈRES CHRONOLOGIQUES

- 15 ans à compter de la première tentative d'institutionnalisation de l'évaluation.

BESOINS EN MATIÈRE DE DONNÉES ET EXPERTISE

- Mesure régulière de la pauvreté multidimensionnelle : tous les deux ans au niveau du pays et des États, et tous les cinq ans au niveau local.

PARTIES PRENANTES

- Acteurs gouvernementaux de haut niveau (présidence, Ministère des finances, Ministère de l'administration publique et autres ministères).
- Organisme de statistique indépendant.

L'APPROCHE

- 1. En 2000, le Gouvernement mexicain a institutionnalisé l'évaluation d'un programme fédéral de subventions.** Le nouveau gouvernement répondait ainsi à une préoccupation des citoyens, en contraignant tous les programmes fédéraux de subventions à se soumettre chaque année à une évaluation menée par une institution spécialisée externe et indépendante.
- 2. Bien que l'initiative ait contribué à répandre le concept et la pratique de l'évaluation, le gouvernement s'est retrouvé confronté à de nombreux défis.** Par exemple, la qualité des évaluations variait d'un programme à l'autre, les fonctionnaires n'étaient pas tous en mesure de superviser les processus d'évaluation, et l'utilisation de cette évaluation restait marginale.
- 3. En 2004, la loi générale sur le développement social a établi le Conseil national d'évaluation de la politique de développement social (CONEVAL).** Ce conseil s'est vu accorder une autonomie technique et administrative afin d'accomplir deux tâches importantes : élaborer une méthode de calcul de la pauvreté multidimensionnelle associant le bien-être économique et les droits sociaux, et régler et évaluer les politiques sociales.
- 4. L'adoption de la méthode de calcul de la pauvreté multidimensionnelle au Mexique et des directives nationales en matière d'évaluation a contribué à améliorer la qualité des évaluations et à généraliser le recours à leurs résultats.** Les directives nationales en matière d'évaluation, publiées en avril 2007, ont mis en place un ensemble de méthodes d'évaluation inscrites dans un cadre logique. Suite au lancement de la méthode de calcul de la pauvreté multidimensionnelle, l'ensemble des programmes et politiques relevant du domaine social ont été appelés à évaluer leur impact sur la base de cette mesure.
- 5. Le Plan national de développement 2013-2018 a également été évalué par rapport aux indicateurs et aux dimensions de l'indice.** Le Plan national de développement, qui a pour mission de bâtir un « Mexique inclusif », contient une mention spécifique et des statistiques sur les enfants vivant dans la pauvreté. Ce plan a recours aux indicateurs et aux dimensions de l'indice pour mesurer les progrès réalisés par rapport à cet objectif. Chaque ministre d'État est tenu responsable de la réalisation des objectifs dont il a la charge.
- 6. Le modèle mexicain a été adopté par d'autres pays à revenu faible et intermédiaire.** Le modèle et l'expérience du Mexique ont été divulgués à l'occasion d'une série de visites et de conférences, incitant d'autres pays en développement à adopter la même démarche. Le Mexique a également participé activement au Multidimensional Poverty Peer Network (MPPN), une initiative Sud-Sud qui encourage la mesure multidimensionnelle de la pauvreté dans plus de 40 pays.

APPROCHE N° 2 : PLAIDOYER PUBLIC SUR LES PROGRÈS DANS LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ DES ENFANTS.

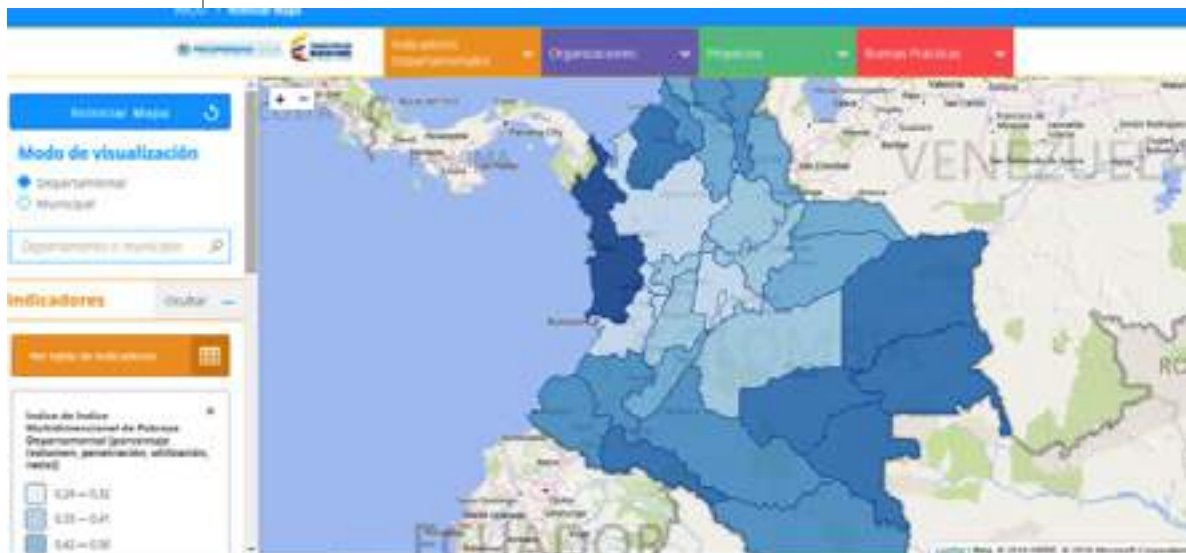
Dans bien des contextes, diriger l'attention du grand public sur la situation de la pauvreté infantile et les progrès réalisés dans le pays peut pousser les décideurs à s'y intéresser et agir. La mise en place d'un réseau d'alliés et de partisans débute souvent au commencement même des travaux sur la pauvreté des enfants. Il faut savoir que de tels réseaux sont essentiels pour obliger les décideurs à rendre compte des progrès accomplis.

Il existe de nombreuses façons d'obtenir un appui concret aux activités de sensibilisation en faveur du suivi des progrès (se reporter à l'Étape 3). Ces méthodes peuvent venir compléter d'autres démarches, en faisant connaître les conclusions des processus nationaux, y compris des processus indépendants d'évaluation des progrès. Afin de susciter cette attention et de gagner en visibilité, une possibilité réside dans l'élaboration d'un bilan régulier sur la pauvreté des enfants pour évaluer les progrès accomplis. Ce genre de compte rendu sert souvent à éveiller l'intérêt du public et à lui faire saisir l'ampleur du problème. Cependant, une fois que la mesure de la pauvreté des enfants est bien établie, ces bilans peuvent acquérir une autre fonction, à savoir faire le suivi des progrès, en déterminant les lacunes à combler et les mesures à prendre pour parvenir au changement. Comme nous l'avons vu, de nombreux pays établissent des rapports sur les ODD. Ceux-ci peuvent venir étayer ces comptes rendus formalisés, tout en suscitant et en entretenant l'intérêt des partenaires qui se consacrent à la lutte contre la pauvreté des enfants.

En raison de l'évolution rapide des stratégies de communication, les rapports (d'autant plus qu'ils sont longs et techniques) peuvent avoir du mal à catalyser l'attention. Une autre approche consiste à visualiser les données sur une carte en ligne en accès libre. Grâce aux dernières avancées technologiques, il est désormais possible de présenter des données complexes de manière graphique et interactive. Ceci peut faciliter la diffusion de ces informations et leur utilisation, y compris par le biais des réseaux sociaux. Un exemple en ce sens est une carte de la pauvreté, qui décrit à l'aide de différentes couleurs la situation dans chaque zone d'un territoire. Elle peut être utilisée pour sensibiliser l'opinion, renforcer la responsabilité et concevoir des interventions adaptées aux besoins locaux.

En Colombie, le gouvernement a également lancé une « carte sociale », qui retranscrit les indicateurs sociaux dans chaque région ainsi que les investissements réalisés par le secteur public, le secteur privé et les ONG, afin non seulement de mettre en lumière les progrès réalisés, mais aussi de coordonner l'ensemble des efforts déployés pour réduire la pauvreté (voir la figure 5.4). Pour découvrir d'autres exemples, consultez l'ouvrage de la Banque mondiale publié en 2007 et intitulé « More than a Pretty Picture: Using Poverty Maps to Design Better Policies and Interventions ».

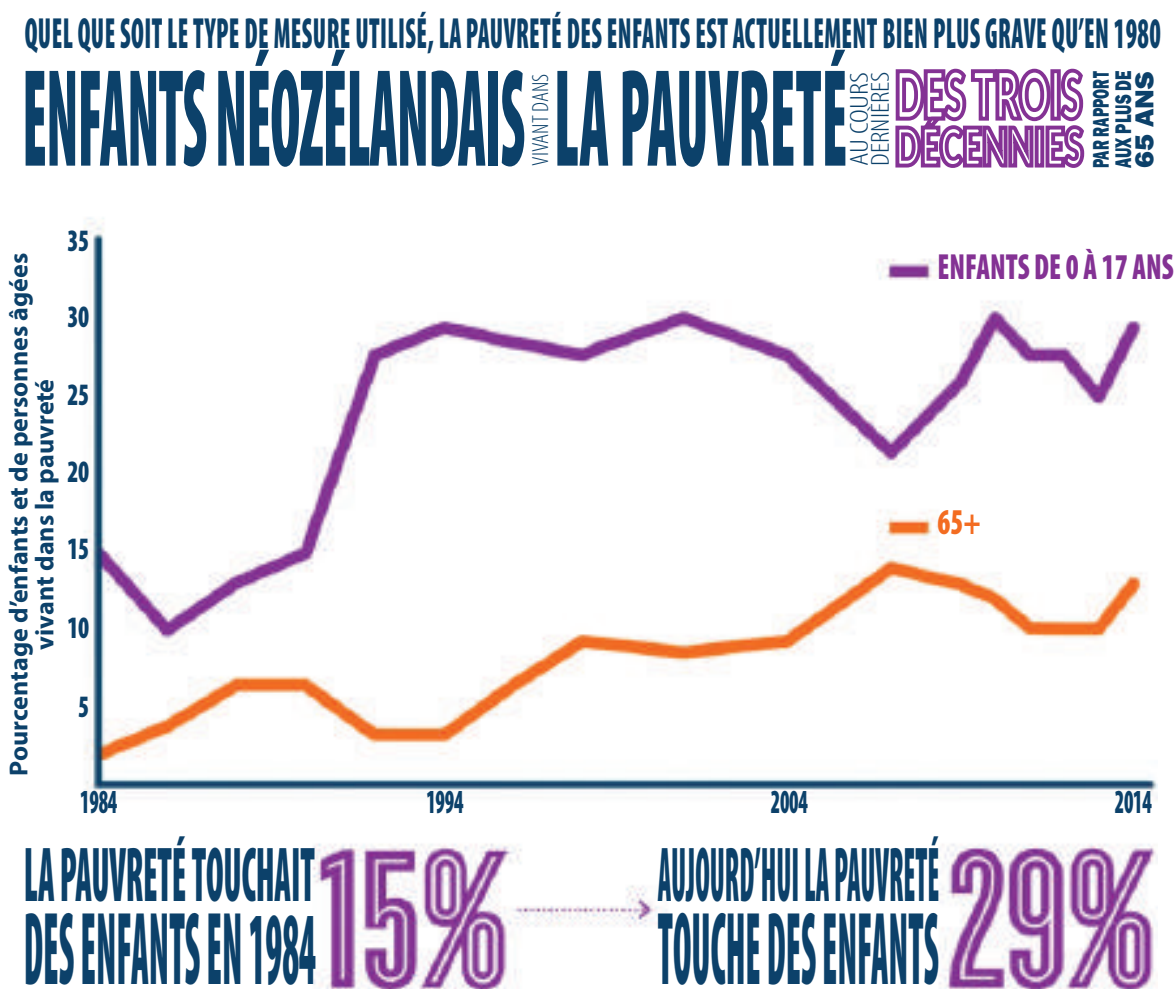
FIGURE 5.4 :
Carte de l'indice
de pauvreté
multidimensionnelle
sur Mapa Social



Source : Sheldon (2014)

Le Child Poverty Monitor (Moniteur de la pauvreté des enfants) est une autre méthode intéressante, qui a été adoptée par la Nouvelle-Zélande. Chaque année, il mesure la pauvreté monétaire, les difficultés matérielles, la sévérité de la pauvreté et la pauvreté persistante et en fait rapport. Le projet a été lancé pour donner suite à l'une des recommandations formulées par le groupe consultatif d'experts du commissaire à l'enfance. Il est dirigé par le commissaire à l'enfance, le JR McKenzie Trust et l'Université d'Otago. Le site web du projet présente les statistiques annuelles relatives à la pauvreté des enfants, accompagnées d'une série d'infographies (figure 5.5).

FIGURE 5.5 : Infographie des tendances de la pauvreté des enfants en Nouvelle-Zélande



Source : Child Poverty Monitor

APPROCHE N° 3 : CRÉATION D'UN ORGANE INDÉPENDANT POUR SUPERVISER LES PROGRÈS EN MATIÈRE DE RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ

L'évaluation des progrès accomplis sur la voie des objectifs nationaux pose un certain nombre de défis. Ainsi, il faut notamment s'assurer que le travail de suivi et d'évaluation est effectué de manière indépendante et crédible pour que les décideurs y souscrivent. Pour relever ces défis, certains pays ont choisi de mettre sur pied un organe indépendant d'experts, chargé de surveiller et d'évaluer les progrès accomplis en matière de réduction de la pauvreté en général, et de la pauvreté des enfants en particulier.

Ces organes indépendants présentent plusieurs avantages :

- **Transparence** : ils veillent à ce que le processus soit transparent, indépendant et exempt d'intérêts particuliers.
- **Responsabilité claire** : ils attribuent des responsabilités bien définies à une organisation ou à un groupe d'experts pour que le travail soit effectué de manière régulière.
- **Crédibilité** : une expertise technique indépendante et de haute qualité a tous les atouts pour être crédible et influencer aussi bien les décideurs que ceux qui les influencent, y compris l'opinion publique.

Les avantages potentiels des organes indépendants sont donc indéniables, même si leur création demande parfois du temps et exige l'appui de plusieurs intervenants. Bien entendu, la marche à suivre varie selon les pays. Au Mexique, tous les programmes sociaux doivent faire l'objet d'un examen évaluant leur impact sur la réduction de la pauvreté. Dans ce contexte, la loi générale sur le développement social a porté création de CONEVAL, un organe constitutionnel indépendant, sous forme d'entité juridique individuelle dotée d'une autonomie technique et de gestion. Cet organe joue désormais un rôle essentiel dans la conception de la méthode de calcul de la pauvreté multidimensionnelle, ainsi que dans la réglementation et l'évaluation des politiques sociales en vue de tirer parti des résultats des évaluations (voir encadré ci-dessous).

En Colombie, où la réduction de la pauvreté est l'un des piliers du nouveau plan national de développement, la Division nationale de la statistique est l'institution chargée du calcul de l'IPM-Colombie, tandis qu'un conseil indépendant d'experts nationaux et internationaux supervise les données. En outre, une commission spéciale relevant du cabinet ministériel a été établie par le Président pour s'assurer que les objectifs du plan national de développement sont sur la bonne voie, en se fondant sur l'IPM. Cette commission, composée de tous les ministres ou chefs de département responsables des indicateurs de l'IPM-Colombie, surveille l'avancement du plan et élabore des rapports annuels selon un système de signalisation tricolore. Ces rapports déclenchent des alertes lorsque les progrès réalisés par rapport à l'un ou l'autre des indicateurs ne sont pas suffisants. (MPPN 2016).

Dans certains pays et régions, ce sont des observatoires de la pauvreté qui effectuent le suivi des progrès en matière de lutte contre la pauvreté. L'Observatoire régional de la pauvreté de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), par exemple, a été créé en 2013 en vue d'harmoniser les normes, les méthodes et les indicateurs utilisés par ses différents États membres, de comparer les résultats et les études entre les pays, et enfin d'étayer la mise en œuvre de chaque stratégie nationale de lutte contre la pauvreté.

Au Mozambique, l'Observatoire de la pauvreté a été mis sur pied en 2003 pour institutionnaliser la participation de la société civile au processus de suivi et de mise en œuvre de la stratégie nationale de réduction de la pauvreté. L'observatoire rassemble des acteurs d'horizons divers et variés : ministères, société civile, milieu universitaire, syndicats, groupes religieux et partenaires internationaux. Il a par la suite été élargi au niveau des provinces du pays. Même si plusieurs défis restent à relever pour accroître et entretenir la mobilisation des parties prenantes, l'Observatoire de la pauvreté a permis d'engager un dialogue multipartite sur les enjeux liés à la pauvreté. Il a aussi permis d'instaurer un retour d'informations dans la mise en œuvre de la stratégie de lutte contre la pauvreté (Francisco et Matter, 2007).

Conclusion

Cette dernière étape s'est penchée sur la transition entre la mise en œuvre de politiques et de programmes spécifiques de lutte contre la pauvreté des enfants (Étape 4) et l'adoption d'approches globales en vue d'atteindre les objectifs de développement durable dans ce domaine. Cette démarche consiste notamment à intégrer les objectifs de lutte contre la pauvreté des enfants dans les plans nationaux, à garantir le financement et la mise en œuvre des interventions correspondantes, et à effectuer un suivi, une évaluation et un plaidoyer continus pour rester sur la bonne voie.

Il s'agit là d'un cap important, et même inédit pour beaucoup. Parce que la pauvreté des enfants n'est apparue que récemment dans l'agenda international, peu d'expériences nous renseignent sur la meilleure façon d'intégrer la problématique dans les plans nationaux à long terme. Beaucoup reste à apprendre et, alors que les pays déploient actuellement des efforts pour atteindre les ODD liés à la pauvreté des enfants, ce guide s'achève par un appel aux acteurs du monde entier engagés dans ce domaine. Continuons d'enrichir nos connaissances et nos expériences collectives à mesure que nous avançons ensemble vers cet objectif commun : éliminer la pauvreté des enfants.

Pour rester informé des dernières actualités et partager vos expériences dans la lutte contre la pauvreté des enfants, rendez-vous sur le site web de la Global Coalition to End Child Poverty, disponible à l'adresse : <http://www.endchildhoodpoverty.org>

LISTE DE CONTRÔLE DE L'ÉTAPE 5 : INDICATEURS DE SUCCÈS

- ✓ Cibles relatives à la lutte contre la pauvreté des enfants, alignées sur les ODD, incluses dans les plans nationaux, et assorties d'un calendrier précis.
- ✓ Stratégie ou plan national financé pour atteindre les cibles fixées, incluant un ensemble de mesures pour réduire la pauvreté des enfants et atteindre les objectifs.
- ✓ Suivi, évaluation et plaidoyer cohérents pour évaluer les progrès et confronter les décideurs à leurs responsabilités.
- ✓ Le pays est sur la bonne voie pour atteindre les ODD et contribuer à instaurer, à l'horizon 2030, un monde où l'extrême pauvreté des enfants aura disparu, et où la pauvreté des enfants telle que définie au niveau national sera au moins réduite de moitié.



KUONG MA
0763.7

Annexe. Liste des références et ressources complémentaires

ÉTAPE 1 : ÉLABORER UNE FEUILLE DE ROUTE NATIONALE EN VUE D'ÉLIMINER LA PAUVRETÉ DES ENFANTS

Nations Unies. (2015) *Rapport du Groupe d'experts des Nations Unies et de l'extérieur chargé des indicateurs relatifs aux objectifs de développement durable*. Disponible à l'adresse : <https://unstats.un.org/unsd/statcom/47th-session/documents/2016-2-IAEG-SDGs-F.pdf>

A. Monter une équipe : qui recruter et comment les impliquer

UNICEF et Banque mondiale. (2016) « Ending Extreme Poverty ». Note d'information. Disponible à l'adresse : http://www.unicef.org/publications/files/Ending_Extreme_Poverty_A_Focus_on_Children_Oct_2016.pdf

Vaz, A. (2014) « Are Children among the Poorest? » Exposé no 26 de l'OPHI. Disponible à l'adresse : <http://www.ophi.org.uk/are-children-among-the-poorest/>

Robert, W. et Adelman, R. (2009) *Children and Intergenerational Poverty: The Long-Term Consequences of Growing up Poor*. National Center for Children in Poverty. Disponible à l'adresse : http://www.nccp.org/publications/pub_909.html

Ferreira, F. et al. (2013) *La movilidad economica y el crecimiento de la clase media en América Latina*. Banque mondiale, pages 56–67. Disponible à l'adresse : <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/11858>.

UNICEF. (2010) *La situation des enfants dans le monde, 2010 : Célébrer les 20 ans de la Convention relative aux droits de l'enfant*. Disponible à l'adresse : <https://www.unicef.fr/sites/default/files/userfiles/Rapport%20situation%20enfants%20dans%20le%20monde%20FRANCAIS.pdf>

Grantham-McGregor, S. et al. (2007). Developmental Potential in the First 5 Years for Children in Developing Countries. *The Lancet*, vol. 369, no 9555, pages 60–70. Disponible à l'adresse : <http://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC2270351/>

Holzer J., H. et al. (2008) Economic Costs of Early Childhood Poverty in the United States. *Journal of Children and Poverty*. Vol. 14, no 1, pages 41–61. Disponible à l'adresse : <http://home.uchicago.edu/ludwigj/papers/HolzerEtAlChildhoodPoverty.pdf>

Hirsch, D. (2008) *Estimating the Costs of Child Poverty*. York, Fondation Joseph Rowntree. Disponible à l'adresse : <http://www.jrf.org.uk/sites/files/jrf/2313.pdf>

ÉTAPE 2 : MESURER LA PAUVRETÉ DES ENFANTS

A. Comprendre ce qui est disponible (et ce qui ne l'est pas) pour mesurer la pauvreté des enfants

Encadré 2.3 : Principaux acteurs de la mesure de la pauvreté

Banque mondiale. (2016) *Poverty and Shared Prosperity 2016: Taking on Inequality*. <http://www.worldbank.org/en/publication/poverty-and-shared-prosperity>

Banque mondiale. (2016) *Measuring Global Poverty: Report of the Commission on Global Poverty*. Disponible à l'adresse : <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/25141/restricted-resource?bitstreamId=197147>

Banque mondiale. (2016) *Monitoring Global Poverty: A Cover Note to the Report of the Commission on Global Poverty*, sous l'égide d'Anthony B. Atkinson. Disponible à l'adresse : <http://pubdocs.worldbank.org/en/733161476724983858/MonitoringGlobalPovertyCoverNote.pdf>

Encadré 2.4. Point faible des enquêtes sur les ménages : les enfants qui vivent dans la plus grande pauvreté risquent d'être omis

Carr-Hill, R. (2013) *Missing Millions and Measuring Development Progress*. World Development, Volume 46, juin 2013, p. 30–44. Disponible à l'adresse :

<http://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0305750X13000053>

Villegas, C. et Samman, E. (2015) *Exclusion in household surveys: Causes, impacts and ways forward*. Rapport de l'ODI. Disponible à l'adresse : <https://www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/odi-assets/publications-opinion-files/9643.pdf>

Le défi urbain à Madagascar. Quand la misère chasse la pauvreté, 2012, p. 47. Disponible à l'adresse : <https://www.atd-quartmonde.fr/produit/le-defi-urbain>

Pullum, T. et al. (2012). *Systems and strategies for identifying and enumerating children outside of family care*. Child Abuse and Neglect, Oct 36 (10) p. 701-710. Disponible à l'adresse : <http://www.ncbi.nlm.nih.gov/pubmed/23083898>

Plus de 175 organisations signataires au 30 mars 2016 : « All Children Count but Not All Children are Counted », lettre ouverte à la Commission de statistique de l'ONU et au Groupe d'experts des Nations Unies et de l'extérieur chargé des indicateurs relatifs aux objectifs de développement durable. Disponible à l'adresse : <http://www.ncbi.nlm.nih.gov/pubmed/23083898>

B. Choisir les mesures de la pauvreté des enfants les plus appropriées (pour le présent et l'avenir)

Encadré 2.5 : Utilisation complémentaire des mesures monétaires et multidimensionnelles de la pauvreté des enfants
Main, G. et Bradshaw, J. (2014) *Child poverty and social exclusion: Final report of 2012 PSE study*. Recherche sur la pauvreté et l'exclusion sociale au Royaume-Uni. York, Université de York. Disponible à l'adresse : <http://www.poverty.ac.uk/sites/default/files/attachments/PSE-Child-poverty-and-exclusion-final-report-2014.pdf>

Roelen, K. (2015) « Reducing all forms of child poverty: the importance of comprehensive measurement ». Document d'information n° 98 de l'IDS. Brighton : IDS. Disponible à l'adresse : <https://opendocs.ids.ac.uk/opendocs/bitstream/handle/123456789/6880/PB98.pdf;jsessionid=F6C8688621FDCCDAEA86F83A45F40F6E1?sequence=1>

Banque mondiale. (2015). *Questions-réponses : la révision du seuil international de pauvreté* Disponible à l'adresse : <http://www.banquemondiale.org/fr/topic/poverty/brief/global-poverty-line-faq>

Banque mondiale. *Choosing and Estimating a Poverty Line*. Disponible à l'adresse : <http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/TOPICS/EXTPOVERTY/EXTPA/0,,contentMDK:20242879~menuPK:435055~pagePK:148956~piPK:216618~theSitePK:430367,00.html>

Batana, Y. et al. (2013) Global extreme poverty rates for children, adults and the elderly. *Economic Letters*, Volume 120, no 3, septembre 2013, pages 405-407. Disponible à l'adresse : <http://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0165176513002437>

Ravallion, M. (2010) *Mashup indices of development*. Rapports de recherches sur les politiques. <http://elibrary.worldbank.org/doi/abs/10.1596/1813-9450-5432>

OCDE. *Bien-être économique des ménages : le tableau de bord de l'OCDE* Disponible à l'adresse : <http://www.oecd.org/fr/sdd/cn/tableau-de-bord-des-menages.htm>

Banque mondiale. *État d'avancement des OMD*, Disponible à l'adresse : <http://data.worldbank.org/mdgs>

Alkire, S. et Robles, G. (2016) *Measuring Multidimensional Poverty: Dashboards, Union Identification and the Multidimensional Poverty Index*. Recherche en cours de l'OPHI n° 46a. Université d'Oxford. <http://www.ophi.org.uk/measuring-multidimensional-poverty-dashboards-union-identification-and-the-multidimensional-poverty-index-mpi/>

Encadré 2.6 : Pauvreté des enfants ou bien-être des enfants ?
OCDE. (2013) *Mesurer le bien-être et le progrès : recherche et études en cours* Disponible à l'adresse : <http://www.oecd.org/fr/statistiques/mesurer-bien-etre-et-progres.htm>

Encadré 2.7 : Raisons pour lesquelles certaines mesures de la pauvreté des enfants pourraient ne pas susciter l'intérêt souhaité
Hammock, J. (2015) A nice example of how government-to-government peer pressure can lead to innovation. Blog d'Oxfam. Disponible à l'adresse : <https://oxfamblogs.org/fp2p/a-nice-example-of-how-government-to-government-peer-pressure-can-lead-to-innovation/>

Indice de pauvreté multidimensionnelle de l'Équateur
http://www.ecuadorencifras.gob.ec/documentos/web-inec/Sitios/Pobreza_Multidimensional/assets/infografia.pdf

Dat, V. et al. (2015) *Weighting Deprivations using Subjective Well-being: An application to the Multidimensional Child Poverty Index in Vietnam*. Young Lives, document de travail n° 142. Disponible à l'adresse : <http://www.younglives.org.uk/publications/WP/weighting-deprivations-using-subjective-well-being/yl-wp142-weighting-deprivations-using-subjective-well-being>

Barnes, H. et Wright, G. (2015) *Defining child poverty in South Africa using the socially perceived necessities approach*. Disponible à l'adresse :

http://www.chronicpoverty.org/uploads/publication_files/barnes_wright_child_poverty.pdf

Graham, A. et al. (2013) *Ethical Research Involving Children*. Florence : Bureau de recherche de l'UNICEF. Disponible à l'adresse :

<https://www.unicef-irc.org/publications/pdf/eric-compendium-approved-digital-web.pdf>

The Poverty Site. *Relative poverty, absolute poverty and social exclusion*. Disponible à l'adresse :

http://www.poverty.org.uk/summary/social_exclusion.shtml#nlink3

Banque mondiale. *Defining welfare measures* Disponible à l'adresse :

<http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/TOPICS/EXTPOVERTY/EXTPA/0,,contentMDK:20242876~menuPK:435055~pagePK:148956~piPK:216618~theSitePK:430367~isCURL:Y~isCURL:Y,00.html>

Maxwell, S. (1999) *The Meaning and Measurement of Poverty. Document d'information politique de l'ODI*. Disponible à l'adresse :

<http://www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/odi-assets/publications-opinion-files/3095.pdf>

Townsend Centre for International Poverty Research. *Meaningful Measures of Poverty*. Disponible à l'adresse :

<http://www.bristol.ac.uk/poverty/definingandmeasuringpoverty.html>

OCDE. *What are equivalence scales?* Disponible à l'adresse :

<http://www.oecd.org/eco/growth/OECD-Note-EquivalenceScales.pdf>

Bellu, L. et Liberati, P. (2005) *Échelles d'équivalence : généralités*. FAO. Disponible à l'adresse :

http://www.fao.org/docs/up/easypol/400/equiv_scales_general_032FR.pdf

Tableau 2.3 : Exemples de mesures de la pauvreté multidimensionnelle dans les pays de l'UE/OCDE

Données récentes du cadre EU-SILC. Disponible à l'adresse :

http://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/People_at_risk_of_poverty_or_social_exclusion

Guio, A. et al. (2012) *Measuring Material Deprivation in the EU: Indicators for the Whole Population and Child-Specific Indicators – Édition 2012*. Disponible à l'adresse :

http://epp.eurostat.ec.europa.eu/cache/ITY_OFFPUB/KS-RA-12-018/EN/KS-RA-12-018-EN.PDF

Centre de recherche Innocenti de l'UNICEF (2014), *Bilan Innocenti 10. Mesurer la pauvreté des enfants. Nouveaux tableaux de classement de la pauvreté des enfants dans les pays riches*. Disponible à l'adresse :

https://www.unicef-irc.org/publications/pdf/rc10_fre.pdf

Site du Centre de recherche Innocenti de l'UNICEF

<http://www.unicef-irc.org/publications/series/16/>

Gouvernement de l'Irlande, Département de la protection sociale.

<http://www.socialinclusion.ie/poverty.html#howcan>

Infographies du Bureau du recensement des États-Unis (2014)

http://www.census.gov/library/infographics/poverty_measure-how.html

Centre de données Kids Count de la Fondation Annie E. Casey,

<http://datacenter.kidscount.org/>

Figure 2.2. Nombre de personnes vivant dans la pauvreté : États fragiles contre pays stables, estimations officielles et scénarios de référence, 1990-2030

Chandy, L. et al. (2013). *The Final Countdown: Prospects for Ending Extreme Poverty by 2030*. Global Views Policy Paper 2013-2014. Brookings. Disponible à l'adresse :

<https://www.brookings.edu/interactives/the-final-countdown-prospects-for-ending-extreme-poverty-by-2030-interactive/>

Chandy, L. et al. (2015) *From a Billion to Zero: Three Key Ingredients to End Extreme Poverty, in The Last Mile in Ending Extreme Poverty*. Brookings Press Institution. Disponible à l'adresse :

<http://www.brookings.edu/~media/press/books/2015/the-last-mile/overview.pdf>

Serajuddin, U. et al. (2015) *Data Deprivation – Another deprivation to end*. Rapport de recherches sur les politiques de la Banque Mondiale. Disponible à l'adresse :

http://www.wds.worldbank.org/external/default/WDSContentServer/WDSP/IB/2015/04/28/090224b082e17c6c/1_0/Rendered/PDF/Data0deprivati0r0deprivation0to0end.pdf

Banque mondiale (2015) *Measuring Poverty in 60 minutes to Help Somalia Address Data Deprivation*. Disponible à l'adresse :

<http://www.worldbank.org/en/news/feature/2015/10/15/measuring-poverty-in-60-minutes-to-help-somalia-address-data-deprivation>

Banque mondiale. (2015) *The Socio-Economic Impacts of Ebola in Liberia*. Disponible à l'adresse :

<http://www.worldbank.org/en/topic/poverty/publication/socio-economic-impacts-ebola-liberia>

Nielsen. (2016). *WFP Harnesses the Power of Modern Mobile Data Collection with Nielsen Pro Bono Support*. Disponible à l'adresse : <http://sites.nielsen.com/newscenter/wfp-harnesses-the-power-of-modern-mobile-data-collection-with-nielsen-pro-bono-support/>

HCR (2015) *Introducing the Vulnerability Assessment Framework*. Disponible à l'adresse : <https://data.unhcr.org/syrianrefugees/download.php?id=7877>

C. Calculer les taux de pauvreté des enfants

Banque mondiale. *Mesurer la pauvreté*. Disponible à l'adresse : <http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/TOPICS/EXTPOVERTY/EXTPA/0,,contentMDK:20238988~menuPK:435055~pagePK:148956~piPK:216618~theSitePK:430367~isCURL:Y,00.html>

Banque mondiale. Données sur la pauvreté et l'équité. Disponible à l'adresse : <http://povertydata.worldbank.org/poverty/home/> PEP et CIRPEE. DAD : <http://dad.ecn.ulaval.ca/>

PEP et CIRPEE. DASP : <http://dasp.ecn.ulaval.ca/aboutdasp.htm>

Site Internet du Multidimensional Poverty Peer Network (MPPN) <http://www.mppn.org/>

UNICEF (2007) *Étude mondiale sur la pauvreté et les disparités chez les enfants 2007-2008 : Guide*. Disponible à l'adresse : https://www.unicef.org/socialpolicy/files/GlobalStudyGuide_French.doc

Gordon, D. et Nandy, S. (2013) *Measuring Child Poverty and Deprivation*. Disponible à l'adresse : <http://www.equityforchildren.org/wp-content/uploads/2013/07/4.GordonandNandyMeasuringChildPoverty-1.pdf>

UNICEF et CEPALC (2014) *Guide to measuring child poverty - adaptation to Latin America*. Disponible à l'adresse : <http://dds.cepal.org/infancia/guide-to-estimating-child-poverty/index.php>

Centre de recherche Innocenti de l'UNICEF. Site de l'approche MODA <https://www.unicef-irc.org/research/269/>

De Neubourg, C. et al., (2012) Analyse du chevauchement des privations multiples (MODA) : directives étape par étape Document de travail du bureau de recherche de l'UNICEF, WP- 2012-10, décembre 2012. Disponible à l'adresse : <https://www.unicef-irc.org/publications/720-lanalyse-du-chevauchement-des-privations-multiples-moda-directives-%C3%A9tape-par-%C3%A9tape.html>

Site de l'OPHI : <http://www.ophi.org.uk/>

Alkire, S. et Robles, G. (2015) *MPI – 2015: Brief Methodological Notes and Results*. OPHI. Disponible à l'adresse : <http://www.ophi.org.uk/methodological-note-mpi-summer-2015/>

D. Exemples de pays

Thaïlande

Fajth, G. et al. (2012) *A multidimensional response to tackling child poverty and disparities: reflections from the Global Study on Child Poverty and Disparities in Global Child Poverty and Well-being*, révisé par Alberto Minujin et Shailen Nandy, p. 531. Disponible à l'adresse : http://www.equityforchildren.org/wp-content/uploads/2013/10/Global_Child_Poverty_and_Well-Being_2012_Minuj.pdf

Mali

de Milliano, M. et Handa, S. (2014) *Pauvreté et privation des enfants au Mali*. Disponible à l'adresse : https://www.unicef-irc.org/publications/pdf/20_mali_poverty_dep_fr.pdf

Bhoutan

Alkire, S. et al. (2016) *Child Poverty in Bhutan: Insights from Multidimensional Child Poverty Index and Qualitative Interviews with Poor Children*. Office national de la statistique, Thimphu. Disponible à l'adresse : <http://www.nsb.gov.bt/nsbweb/publication/files/pub6ys3223xd.pdf>

Mexique

CONEVAL et UNICEF. (2013) *Pobreza y derechos sociales de niñas, niños y adolescentes en México, 2010-2012*. Disponible à l'adresse : http://www.unicef.org/mexico/spanish/UN_BriefPobreza_web.pdf

CONEVAL et UNICEF. (2014) *Niñez y adolescencia, especialmente la indígena, las más afectadas por la pobreza en México*. Disponible à l'adresse : www.unicef.org/mexico/spanish/PR_UNICEFCONEVAL_abril2014final.pdf

CONEVAL et UNICEF. (2015) *Pobreza y derechos sociales de niñas, niños y adolescentes en México*, 2014. Disponible à l'adresse :
http://www.unicef.org/mexico/spanish/MX_Pobreza_derechos.pdf

OPHI. *Measuring Multidimensional Poverty: Insights from Around the World*
<http://www.ophi.org.uk/wp-content/uploads/Measuring-Multidimensional-Poverty-Insights-from-Around-the-World.pdf>

Égypte

UNICEF et Informal Settlements Development Facility. (2013) *Multidimensional Child Poverty in Slums and Unplanned Areas in Egypt*, UNICEF et ISDF, Le Caire. Résumé disponible à l'adresse :
[http://www.unicef.org/egypt/Child_Multidimensional_Poverty_in_Informal_Areas-Abstract\(1\).pdf](http://www.unicef.org/egypt/Child_Multidimensional_Poverty_in_Informal_Areas-Abstract(1).pdf)

Publication complète : http://www.unicef.org/egypt/UNICEF_ISDF_2013_Child_poverty_in_slums_English.pdf

ÉTAPE 3 : METTRE EN LUMIÈRE LA PAUVRETÉ DES ENFANTS GRÂCE AU PLAIDOYER

A. Identifier des objectifs et des indicateurs de plaidoyer relatifs à la pauvreté des enfants

Encadré 3.1 : Élaborer des stratégies de plaidoyer : références utiles

Save the Children. (2011) *Question(s) de plaidoyer : aider les enfants à changer leur monde*. Un guide de Save the Children International sur le plaidoyer Disponible à l'adresse :
<https://resourcecentre.savethechildren.net/sites/default/files/documents/7033.pdf>

UNICEF. (2010) *Manuel de plaidoyer : orienter les décisions visant à améliorer la vie des enfants*. Disponible à l'adresse :
https://www.unicef.fr/sites/default/files/userfiles/manuel_plaidoyer.pdf

B. Élaborer des messages clairs en faveur de la lutte contre la pauvreté des enfants à l'aide d'informations et de données essentielles

Figure 3.1 : Exemple de moyen de diffusion des messages sur la pauvreté des enfants

Save the Children. (2016) Affiche sur la pauvreté des enfants dans le monde. Disponible à l'adresse :
http://resourcecentre.savethechildren.se/sites/default/files/documents/child_poverty_a3_poster_4web_0.pdf

Figure 3.2 : État des lieux relatif à la pauvreté des enfants au Bangladesh selon différents seuils de pauvreté (2005), et figure 3.3 : État de privation des enfants au Bangladesh, par dimension (2006)

UNICEF. (2009) *Étude mondiale sur la pauvreté et les disparités chez les enfants - Rapport national sur le Bangladesh*. Disponible à l'adresse :
[http://www.unicef.org/bangladesh/National_Report_Bangladesh_\(Web_Version\).pdf](http://www.unicef.org/bangladesh/National_Report_Bangladesh_(Web_Version).pdf)

Figure 3.4 : Pauvreté des enfants en Égypte

UNICEF. (2015) *Statistics in Focus: Child Poverty in Egypt*. Disponible à l'adresse :
http://www.unicef.org/egypt/Statistics-in-Focus_01-2015_CHILD-POVERTY.pdf

Figure 3.5 : Ampleur et pourcentage des populations et des enfants pauvres, Philippines, 1985-2006

PIDS et UNICEF. (2010) *Global Study on Child Poverty and Disparities – National Report of Philippines*
[http://www.unicef.org/socialpolicy/files/Philippines_GlobalStudy\(1\).pdf](http://www.unicef.org/socialpolicy/files/Philippines_GlobalStudy(1).pdf)

Figure 3.6 : Taux de pauvreté des enfants par rapport au taux de pauvreté générale

Cooke, E. et al. (2015) *The Ghana Poverty and Inequality Report: Using the 6th Ghana Living Standards Survey*. Disponible à l'adresse :
[http://www.unicef.org/ghana/Ghana_Poverty_and_Inequality_Analysis_FINAL_Match_2016\(1\).pdf](http://www.unicef.org/ghana/Ghana_Poverty_and_Inequality_Analysis_FINAL_Match_2016(1).pdf)

Figure 3.7 : Répartition par âge des personnes vivant avec moins de 1,25 dollar par jour en 2010

Olinto, P. et al. (2013) *The State of the Poor: Where Are The Poor, Where Is Extreme Poverty Harder to End, and What Is the Current Profile of the World's Poor?* Economic Premise. Banque mondiale. Disponible à l'adresse :
<http://siteresources.worldbank.org/EXTPREMNET/Resources/EP125.pdf>

Figure 3.8 : Géorgie – taux d'extrême pauvreté de revenu par tranche d'âge

Baum, T. et al. (2014). *Reducing Child Poverty in Georgia: A way forward*. UNICEF. Disponible à l'adresse :
http://unicef.ge/uploads/UNICEF_Poverty_Paper_2015_ENG_FINAL_.pdf

Encadré 3.2 : En quoi la pauvreté des enfants est-elle un sujet d'importance ? Points de vue recueillis dans le cadre du rapport mondial sur la pauvreté des enfants de Save the Children et par Young Lives

Save the Children. (2016) *Child Poverty: what drives it and what it means to children across the world*. Disponible à l'adresse :
http://resourcecentre.savethechildren.se/sites/default/files/documents/child_poverty_report_4web_0.pdf

Young Lives et Save the Children. (2013) *Growing up with the promise of the MDGs*. Disponible à l'adresse :

http://www.younglives.org.uk/sites/www.younglives.org.uk/files/Growing_up_with_the_promise_of_the_MDGs.pdf

Young Lives. (2012) *Changing Lives in a Changing World*. Disponible à l'adresse :

http://www.younglives.org.uk/sites/www.younglives.org.uk/files/Changing_Lives_in_a_Changing_World_2012.pdf

CEPALC et UNICEF (2014) *Guide to Estimating Child Poverty*. Disponible à l'adresse : <http://dds.cepal.org/infancia/guia-para-estimar-la-pobreza-infantil/>

Figure 3.9 : Comparaisons mondiales et régionales des taux de pauvreté des enfants – pauvreté monétaire et multidimensionnelle UNICEF. (2012) *A Multidimensional Approach to Measuring Child Poverty*. Disponible à l'adresse : [http://www.unicef.org/socialpolicy/files/A_Multidimensional_Approach_to_Measuring_Child_Poverty\(2\).pdf](http://www.unicef.org/socialpolicy/files/A_Multidimensional_Approach_to_Measuring_Child_Poverty(2).pdf)

Encadré 3.3 : *Rapports sur la pauvreté des enfants : à des fins de mesure, de plaidoyer ou de changement de politique ? (Ou à toutes ces fins réunies ?)*

UNICEF. UNICEF (2007) *Étude mondiale sur la pauvreté et les disparités chez les enfants 2007-2008 : Guide*. Disponible à l'adresse : https://www.unicef.org/socialpolicy/files/GlobalStudyGuide_French.doc

De Neubourg, C. et al., (2012) *Analyse du chevauchement des privations multiples (MODA) : directives étape par étape Document de travail du bureau de recherche de l'UNICEF, WP- 2012-10*. Disponible à l'adresse : <https://www.unicef-irc.org/publications/720-lanalyse-du-chevauchement-des-privations-multiples-moda-directives-%C3%A9tape-par-%C3%A9tape.html>

Centre de recherche Innocenti de l'UNICEF. Bilans Innocenti. Disponible à l'adresse : https://www.unicef-irc.org/publications/pdf/20_mali_poverty_dep_fr.pdf

UE. Plateforme européenne pour l'investissement dans l'enfance <https://ec.europa.eu/social/main.jsp?catId=1246&langId=fr>

C. Approches nationales de mise en lumière de la pauvreté des enfants

Irlande

Children's Rights Alliance, EAPN Irlande et UNICEF. (2013) *Taking Action to Fight Child Poverty and To Promote Child Well-being*. Compte rendu de l'événement. Disponible à l'adresse : http://old.eurochild.eu/fileadmin/Events/2013/04_10APR_Dublin/Dublin_event_report.pdf

Bureau de recherche de l'UNICEF. (2013) *Le bien-être des enfants dans les pays riches : vue d'ensemble comparative*. Bilans Innocenti 11. Disponible à l'adresse : https://www.unicef-irc.org/publications/pdf/rc11_fre.pdf

UNICEF Irlande. (2013) Bilan Innocenti 11 de l'UNICEF, Courte vidéo d'une discussion entre jeunes Irlandais. Youtube. Disponible à l'adresse : <https://www.youtube.com/watch?v=rTpi6jiu3Ok>

Maroc

UNICEF. UNICEF (2011) *Knowledge for Action: Emerging experiences in child-focused Social and Economic Policy* – édition de juillet Disponible à l'adresse : https://www.unicef.org/innovations/files/Social_Policy_Compodium_e-version.pdf

Espagne

EU alliance for investing in children (2014), « Spanish Alliance for Investing in Children holds interactive workshop ». Disponible à l'adresse : <http://www.alliance4investinginchildren.eu/tag/spain/page/2/>

EU alliance for investing in children (2014), « Spanish Children's Rights Coalition joins the Spanish Alliance for Investing in Children ». Disponible à l'adresse : <http://www.alliance4investinginchildren.eu/spanish-platform-of-children-organizations-joins-the-spanish-alliance-for-investing-in-children/>

ÉTAPE 4 : RÉDUIRE LA PAUVRETÉ DES ENFANTS GRÂCE À DES CHANGEMENTS DE POLITIQUES ET DE PROGRAMMES

Partie A : Présentation de l'ensemble de politiques et de programmes pouvant réduire la pauvreté des enfants

Encadré 4.2 : *Lutter contre la discrimination et la stigmatisation sociale*
Cours « Social Norms, Social Change » sur Coursera <https://www.coursera.org/learn/norms>

Corrigan, P. et Penn, D. (1999) *Lessons from social psychology on discrediting psychiatric stigma*. *American Psychologist*. Sept 1999, vol.54, no 9, pages 765-776. Disponible à l'adresse : <http://www.ncbi.nlm.nih.gov/pubmed/10510666>

Health Scotland. (2008) *Stigma: A guidebook for Action*. Disponible à l'adresse : http://ec.europa.eu/health/mental_health/eu_compass/policy_recommendations_declarations/stigma_guidebook.pdf

Devereux, S. et Sabates-Wheeler, R. (2004) *Transformative Social Protection*. Document de travail 232 de l'IDS. Disponible à l'adresse :
<http://www.ids.ac.uk/files/dmfile/Wp232.pdf>

Encadré 4.3 : *Pauvreté des enfants : adopter une approche systémique pour coordonner les ripostes multisectorielles*
Inter-agency Social Protection Assessments. (2016) Instrument de diagnostic de base (CODI). Disponible à l'adresse :
<http://ispatools.org/tools/CODI-French.pdf>

UNICEF et Banque mondiale (2013) *Common Ground: UNICEF and World Bank Approaches to Building Social Protection Systems*. Disponible à l'adresse :
[https://www.unicef.org/socialpolicy/files/UNICEF-WB_systems_note_formatted\(1\).pdf](https://www.unicef.org/socialpolicy/files/UNICEF-WB_systems_note_formatted(1).pdf)

UNICEF. (2012) *Systèmes intégrés de protection sociale : Renforcer l'équité en faveur des enfants*.
https://www.unicef.org/socialpolicy/files/Social_Protection_Strategic_Framework_FRENCH.pdf
Tableau 4.1 : Approches de la lutte contre la pauvreté multidimensionnelle des enfants

UNICEF. (2012) MoRES – Système de suivi des résultats pour l'équité : Access and Quality in Early Learning. Disponible à l'adresse :
http://www.unicef.org/ceecis/Athens_MoRES_in_Early_Learning_6_June_2012.pdf

BRAC. (2015) *The PROPEL Toolkit: An Implementation Guide to the Ultra-Poor Graduation Approach*. Disponible à l'adresse :
https://issuu.com/bracultrapoor/docs/brac_propel_toolkit

J-PAL. (2015) *A Livelihood Programme That Works for India's Ultra-Poor: New study in Science*. Communiqué de presse publié à l'adresse :
<https://www.povertyactionlab.org/node/11547>

OIT. (2015) *Portefeuille des notes d'orientation des politiques sur la promotion du travail décent dans l'économie rurale*. Disponible à l'adresse :
https://www.ilo.org/global/topics/economic-and-social-development/rural-development/WCMS_436224/lang--fr/index.htm

CaLP. *Livelihoods Toolkit*. Disponible à l'adresse :
<http://www.cashlearning.org/toolkits/livelihood>

Blattman, C. et Ralston, L. (2015) *Generating employment in poor and fragile states: Evidence from labor market and entrepreneurship programs*. Disponible à l'adresse :
http://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=2622220

OIT. (2016) *Emploi et questions sociales dans le monde 2016 : transformer l'emploi pour en finir avec la pauvreté* Disponible à l'adresse :
https://www.ilo.org/global/publications/books/WCMS_507514/lang--fr/index.htm

OIT. (2008) *Outils pour l'intégration de l'emploi et du travail décent*. Application à l'échelon national. Disponible à l'adresse :
https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---exrel/documents/publication/wcms_172613.pdf

Bangladesh : Programme de BRAC pour l'émancipation des ultra-pauvres au Bangladesh

BRAC. *BRAC's Ultra-Poor Graduation Programme: An end to extreme poverty in our lifetime*. Disponible à l'adresse :
<http://tup.brac.net/images/understanding%20graduation%2020151201%20web.pdf>

Revenu familial éthique (Ingreso Ético Familiar) au Chili

Cecchini, S. (2012) *The Expansion of Cash Transfers in Chile and its Challenges: Ethical Family Income*. Mémoire de recherche de l'IPC. Disponible à l'adresse :
<http://www.ipc-undp.org/pub/IPCPolicyResearchBrief26.pdf>

OIT. (2015) *Tendances mondiales de l'emploi des jeunes 2015 : Accroître les investissements dans l'emploi décent pour les jeunes*. Disponible à l'adresse :
https://www.ilo.org/global/research/global-reports/youth/2015/WCMS_412019/lang--fr/index.htm

UNICEF. (2016) *Adolescent Toolkit for Participation and Innovation*. Disponible à l'adresse :
<http://adolescentkit.org/news/>

UNICEF. (2006) *Argumentos y herramientas para contribuir a la inversión social a favor de los adolescentes*. Disponible à l'adresse :
[http://www.unicef.org/lac/INVERSION_EN_ADOLESCENTES-eng\(5\).pdf](http://www.unicef.org/lac/INVERSION_EN_ADOLESCENTES-eng(5).pdf)

Save the Children. Site du programme « Jeunesse en action »
<https://www.savethechildren.ca/what-we-do/international-programs/youth-in-action/>

Banque mondiale. (2012) *Investir dans la petite enfance : Un guide de développement de la petite enfance pour le dialogue de politique et la préparation de projets*. Disponible à l'adresse : <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/2525/578760PUB0FREN020100110080EPI018526.pdf?sequence=16&isAllowed=y>

Samman, E. et al. (2016) *Women's work: mothers, children and the global childcare crisis*. ODI. Disponible à l'adresse : <https://www.odi.org/publications/10349-womens-work-mothers-children-global-childcare-crisis>

Penn, H. (2004) *Childcare and Early Childhood Development Programmes and Policies: Their relationship to eradicating child poverty*. Rapport n° 8 du CHIP. Disponible à l'adresse : <http://r4d.dfid.gov.uk/PDF/Outputs/childhoodpoverty/chiprep8.pdf>

Banque mondiale. Formation en ligne sur le DPE. <https://olc.worldbank.org/content/education-staff-development-program-early-childhood-development-policy-makers-and>

OIT. (2012) *Kit de ressources sur la protection de la maternité*. Disponible à l'adresse : <http://mprp.itcilo.org/pages/fr/index.html> Guide des politiques en matière de salaire minimum <https://www.ilo.org/global/topics/wages/minimum-wages/lang--fr/index.htm>

Site de l'OIT sur le travail des enfants <https://www.ilo.org/global/topics/child-labour/lang--fr/index.htm>

FAO. (2015) *Handbook for monitoring and evaluation of child labour in agriculture*. Disponible à l'adresse : <http://www.fao.org/3/a-i4630e.pdf>

OIT. (2007) *Les réponses politiques et législatives modernes au travail des enfants*. Disponible à l'adresse : https://www.ilo.org/ipec/Informationresources/WCMS_IPEC_PUB_8190/lang--fr/index.htm

Égypte : Un programme pilote de lutte contre le travail des enfants en Égypte

ICF International. (2013) *Impact Evaluation: Combating Worst Forms of Child Labor by Reinforcing Policy Response and Promoting Sustainable Livelihoods and Educational Opportunities in Egypt, 2011-2012*. Disponible à l'adresse : https://www.dol.gov/ilab/iclre/downloads/evaluations/reports/egypt_final_report.pdf

Déclaration conjointe sur la promotion d'une protection sociale adaptée aux enfants (2009) Disponible à l'adresse : [https://www.unicef.org/socialpolicy/files/CSSP_joint_statement_French\(1\).pdf](https://www.unicef.org/socialpolicy/files/CSSP_joint_statement_French(1).pdf)

UNICEF. (2012) *Systèmes intégrés de protection sociale : Renforcer l'équité en faveur des enfants*. Disponible à l'adresse : https://www.unicef.org/socialpolicy/files/Social_Protection_Strategic_Framework_FRENCH.pdf

OIT. (2015) *World Social Protection Report 2014-2015*. Disponible à l'adresse : http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/--dgreports/--dcomm/documents/publication/wcms_245201.pdf

UNICEF. (2015) *Social Cash Transfer and Children's Outcomes: A Review of Evidence from Africa*. Disponible à l'adresse : http://www.unicef.org/esaro/Social_Cash_Transfer_Publication_ESARO_December_2015.pdf

Bastagli, F. et al. (2016) *Cash Transfers: What does the evidence say? A rigorous review of impacts and the role of design and implementation features*. ODI. Disponible à l'adresse : <https://www.odi.org/publications/10505-cash-transfers-what-does-evidence-say-rigorous-review-impacts-and-role-design-and-implementation>

Samson, M. et al. (2006) *Designing and Implementing Social Transfer Programmes: a policy manual*. Economic Policy Research Institute. Disponible à l'adresse : http://www.unicef.org/socialpolicy/files/designing_and_implementing_social_transfer_programmes.pdf

UNDP-IPC. Socialprotection.org <http://socialprotection.org/>

Development Pathways. Lectures recommandées <http://www.developmentpathways.co.uk/social-protection-zone/social-protection-recommended-reading-list>

Center on Budget and Policy Priorities. (2016) *Policy Basics: The Child Tax Credit*. Disponible à l'adresse : <http://www.cbpp.org/research/policy-basics-the-child-tax-credit>

Child Poverty Action Group. (2014) *Welfare Benefits and Tax Credit Handbook*. Disponible à l'adresse : <http://cpag.org.uk/sites/default/files/CPAG-Handbook-sample-chapters-2014-15.pdf>

Brésil : Bolsa Familia au Brésil

Site officiel de Bolsa familia au Brésil <http://mds.gov.br/assuntos/bolsa-familia/o-que-e>

Global Subsidies Initiative: Introduction to non-experts on subsidies <https://www.iisd.org/gsi/resources/introductions-non-experts>

School Fee Abolition Initiative. (2009) *Six steps to abolishing primary education fees – operational guide*. Disponible à l'adresse : http://www.unicef.org/publications/files/Six_Steps_to_Abolishing_Primary_School_Fees.pdf

Morestin, F. and Ridde, V. (2009) *L'abolition du paiement des services de santé en Afrique : ce que nous apprennent les écrits scientifiques*. Université de Montréal. Disponible à l'adresse : http://www.medsp.umontreal.ca/vesa-tc/pdf/publications/abolition_fr.pdf

Site de l'OMS sur la protection financière
http://www.who.int/health_financing/topics/financial-protection/en/

Ghana : Réforme des subventions sur les carburants

PEP. *Estimating the Impact on Poverty of Ghana's Fuel Subsidy Reform and a Mitigating Response*. Disponible à l'adresse : <https://www.pep-net.org/impact-stories-%E2%80%93-unicef-ghana>

Cooke, E. et al. (2016) *Estimating the Impact on Poverty of Ghana's Fuel Subsidy Reform and a Mitigating Response*. Journal of Development Effectiveness, vol. 8, no 1, 2016
<http://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/19439342.2015.1064148?journalcode=rjde20>

Partie B Axes stratégiques : choisir les politiques ou programmes adéquats à défendre

Figure 4.3 : Pourcentage de la population en situation de pauvreté et de privation au regard de l'IPM.

OPHI. (2015) Country briefing, Djibouti. Disponible à l'adresse : http://www.dataforall.org/dashboard/ophi/index.php/mp/download_brief_files/DJI

Figure 4.4 : Probabilité qu'un enfant subisse des privations selon les dépenses par habitant des ménages
Gouvernement de l'Iraq et UNICEF, notes d'orientation sur la pauvreté en Iraq, no 4

Figure 4.5 : Répartition des enfants pauvres selon la situation professionnelle du ou des parent(s)

Bojsen, D. et al. (2013) *Investir dans l'enfance pour briser le cercle vicieux de l'inégalité Étude des politiques nationales – Rapport de pays pour le Danemark*. Disponible à l'adresse : <https://ec.europa.eu/social/main.jsp?catId=1248&langId=fr&intPageId=3638>

Figure 4.6 Taux de pauvreté infantile selon le revenu marchand (avant impôts et transferts) et le revenu disponible (après impôts et transferts), du milieu à la fin des années 2000

Richardson, D. *Good practices in anti-poverty family-focused policies and programmes in developed countries*. Disponible à l'adresse : <http://www.un.org/esa/socdev/family/docs/egm12/PAPER-RICHARDSON.pdf>

Figure 4.7 : Répartition des dépenses de consommation pour l'ensemble des ménages, 2011

Statistics South Africa (2011) *Income and Expenditure Survey 2010/2011*. Disponible à l'adresse : <http://www.statssa.gov.za/publications/P0100/P01002011.pdf>

Tableau 4.3 : Exemple d'analyse de régression tirée d'une étude MODA en Bosnie-Herzégovine

Ferrone, L. and Chzhen, Y. (2015) *Child Poverty and Deprivation in Bosnia and Herzegovina*. Centre de recherche Innocenti de l'UNICEF. Disponible à l'adresse : https://www.unicef-irc.org/publications/pdf/2%20MODA%20Bosnia_layout.pdf

Haughton, J. and Khandker, S. (2009) *The Handbook on Poverty and Inequality*. Banque mondiale. Disponible à l'adresse : <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/11985>.

Figure 4.8 : Analyse de l'arbre à problèmes de la malnutrition chez les enfants de moins de cinq ans

Anyaegebunam, C. et al., (2004) *Participatory Rural Communication Appraisal Starting with the People: A Handbook*, 2e édition. Disponible à l'adresse : <http://www.fao.org/docrep/008/y5793e/y5793e00.htm#Contents>

DFID. (2003) *Social Development Toolkit*. Disponible à l'adresse :

<http://webarchive.nationalarchives.gov.uk/+http://www.dfid.gov.uk/Documents/publications/toolsfordevelopment.pdf>

UNICEF EAPRO. (2015) *16 Tools for Programming for Policy Results*. Disponible à l'adresse :

http://www.unicef.org/eapro/16Tools_for_Programming_for_Policy_Results.pdf

Save the Children. (2016) *Child Poverty: What drives it and what it means to children across the world*. Disponible à l'adresse :

<http://resourcecentre.savethechildren.se/library/child-poverty-what-drives-it-and-what-it-means-children-across-world>

Banque mondiale. (2000) *Voices of the Poor*. Disponible à l'adresse :

<http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/TOPICS/EXTPOVERTY/0,,contentMDK:20622514~menuPK:336998~pagePK:148956~piPK:216618~theSitePK:336992,00.html>

UNICEF. UNICEF (2007) *Étude mondiale sur la pauvreté et les disparités chez les enfants 2007-2008*. Disponible à l'adresse :

https://www.unicef.org/socialpolicy/files/GlobalStudyGuide_French.doc

Minujin, A. et Nandy, S. (2012) *Global Child Poverty and Well-Being. Measurement, concepts, policy and action*.

http://www.equityforchildren.org/wp-content/uploads/2013/10/Global_Child_Poverty_and_Well-Being_2012_Minujin.pdf

Nash, R. et al. (2006) *Mapping Political Context: A Toolkit for Civil Society Organisations*. Overseas Development Institute. Disponible à l'adresse : <https://www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/odi-assets/publications-opinion-files/186.pdf>

Banque mondiale. *Évaluation de la politique et des institutions nationales*. Disponible à l'adresse : <http://databank.banquemondiale.org/data/source/country-policy-and-institutional-assessment>

Tanzanie : Examen des politiques dans le cadre de l'étude mondiale

BNS, UNICEF and REPOA. (2009) *Childhood Poverty in Tanzania: Deprivations and Disparities in Child Well-being*. Disponible à l'adresse : https://www.unicef.org/socialpolicy/files/Tanzania_FinalChildPovertyStudy.pdf

Minujin, A. et Nandy, S. (2012) *Global Child Poverty and Well-Being. Measurement, concepts, policy and action* http://www.equityforchildren.org/wp-content/uploads/2013/10/Global_Child_Poverty_and_Well-Being_2012_Minuj.pdf

Partie C : Faire du changement une réalité : questions politiques clés et approches analytiques pour y répondre

Encadré 4.5 – Quand la persuasion est une science : enseignements de la psychologie sur l'art de modérer l'opinion
Heath, C. et Heath, D. (2010) *Switch: How to Change Things When Change Is Hard*. Disponible à l'adresse : [http://sustainability.psu.edu/sites/default/files/documents/Six_Minute_Summary_of_Switch- How To Change Things When Change Is Hard.pdf](http://sustainability.psu.edu/sites/default/files/documents/Six_Minute_Summary_of_Switch_-_How_To_Change_Things_When_Change_Is_Hard.pdf)

Kotter P. J. (2012) *Leading Change*. Harvard Business Review. Disponible à l'adresse : <http://www.kotterinternational.com/the-8-step-process-for-leading-change/>

Cialdini, R. (2006) *Influence: The Psychology of Persuasion*. Harper Business. http://www.influenceatwork.com/wp-content/uploads/2012/02/E_Brand_principles.pdf

Ouellette, J. (2015) *What Does It Take to Change a Mind? A Phase Transition from Scientific American*. Disponible à l'adresse : <http://blogs.scientificamerican.com/cocktail-party-physics/what-does-it-take-to-change-a-mind-a-phase-transition/>

Kenya : Analyse de l'incidence des avantages

Demery, L. and Gaddis, I. (2009) *Social Spending, poverty and gender equality in Kenya: a benefit incidence analysis*. Disponible à l'adresse : http://www.pegnet.ifw-kiel.de/best-practice/events/conference-2009/program-and-papers/gaddis_kenya_social_spending_poverty_gender_inequality_9_april_2009_withabstract.pdf

Demery, L. (2000) *Benefit Incidence: a practitioner's guide*. Banque mondiale. Disponible à l'adresse : http://www-wds.worldbank.org/external/default/WDSContentServer/WDS/IB/2006/02/02/000160016_20060202161329/Rendered/PDF/351170Benefit0incidence0practitioner.pdf

Davoodi, H. R. et al. (2003) *How useful are Benefit Incidence Analysis of Public Education and Health Spending?* Document de travail du FMI WP/03/227. Disponible à l'adresse : <https://www.imf.org/external/pubs/ft/wp/2003/wp03227.pdf>

Banque mondiale. Site Internet de la base de données ASPIRE <http://datatopics.worldbank.org/aspire/home>

McIntyre, D. and Ataguba, J. E. (2010) *How to do, or not to, benefit incidence analysis*. Health Policy and Planning 26 (2), pages 174-182. Disponible à l'adresse : <http://heapol.oxfordjournals.org/content/26/2/174.full>

PEP et CIRPEE. DASP- Distributive Analysis Stata Package <http://dasp.ecn.ulaval.ca/>

Encadré 4.6 – Des données aux actes : l'influence des évaluations d'impact sur la conception et la mise en œuvre des transferts sociaux monétaires
Site web du Transfer Project : <https://transfer.cpc.unc.edu/>

Davis, B. et al. (2016) *From Evidence to Action – The Story of Cash Transfers and Impact Evaluation in Sub-Saharan Africa*. FAO, UNICEF et Oxford University Press. Disponible à l'adresse : <http://www.fao.org/3/a-i5157e.pdf>

Gertler, P. J. et al. (2010) *Impact Evaluation in Practice*. Banque mondiale. Disponible à l'adresse : <http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/EXTABOUTUS/ORGANIZATION/EXTHDNETWORK/EXTHDOFFICE/0,,contentMDK:23330177~pagePK:64168445~piPK:64168309~theSitePK:5485727,00.html>

Série d'évaluations de l'impact du Bureau de recherche de l'UNICEF <http://www.unicef-irc.org/KM/IE/>

Site de l'Abdul Latif Jameel Poverty Action Lab (J-PAL) <http://www.povertyactionlab.org/>

Site d'Innovations for Poverty Action (IPA)
<http://www.poverty-action.org/>

Rao, V. and Woolcock, M. (2004) *Integrating Qualitative and Quantitative Approaches in Program Evaluation*. Extrait de F. Bourguignon et L. Pereira da Silva (Eds.), *The impact of economic policies on poverty and income distribution: Evaluation techniques and tools*. Washington, DC : Banque mondiale ; Oxford, UK : Oxford University Press.
<http://siteresources.worldbank.org/SOCIALANALYSIS/1104890-1120158274352/20566665/Integratingqualitativeandquantapproachesraoandwoolcock.pdf>

Policy Impact Evaluation Research Initiative (PIERI)
<https://www.pep-net.org/about-pieri>

Ouganda : Financement et analyse de l'incidence des prestations

Kwesiga, B. et al (2015) *Who pays for and who benefits from health care services in Uganda?* BMC Health Services Research. 2015, 15:44. Disponible à l'adresse :
<http://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC4324659>

O'Donnell, O. et al. (2008) *Analysing Health Equity Using Household Survey Data. A guide to Techniques and Their Implementation*. Banque mondiale. Disponible à l'adresse :
<http://siteresources.worldbank.org/INTPAH/Resources/Publications/459843-1195594469249/HealthEquityFINAL.pdf>

Sahn, D. E. et Younger, S. D. (2003) *Estimating the Incidence of Indirect Taxes in Developing Countries*. Extrait de F. Bourguignon et L. Pereira da Silva (Eds.), *The impact of economic policies on poverty and income distribution: Evaluation techniques and tools*. Oxford University Press et Banque mondiale. Disponible à l'adresse :
http://siteresources.worldbank.org/INTPSIA/Resources/490023-1121114603600/12924_chapter1.pdf

Mills, A. et al. (2012) Equity in Financing and use of health care in Ghana, South Africa and Tanzania: implications for paths to universal coverage. *The Lancet*. Volume 380, no 9837, pages 126-133. Disponible à l'adresse :
[http://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736\(12\)60357-2/abstract](http://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736(12)60357-2/abstract)

Banque mondiale. Logiciel ADePT sur la protection sociale. Disponible à l'adresse :
<http://econ.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/EXTDEC/EXTRESEARCH/EXTPROGRAMS/EXTADEPT/0,,contentMDK:22679006~menuPK:7332121~pagePK:64168182~piPK:64168060~theSitePK:7108360~isCURL:Y,00.html>

Leite, G., P. et Fruttero, A. (2010) *Toolkit on simulating the Impact of Conditional Cash Transfer Programs on Children Behaviour*. Disponible à l'adresse :
<http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/TOPICS/EXTSOCIALPROTECTION/EXTSAFETYNETSANDTRANSFERS/0,,contentMDK:21899640~menuPK:5369158~pagePK:210058~piPK:210062~theSitePK:282761,00.html>

Mideros, A. et al. (2012) *Estimation of Rates of Return of Social Protection Instruments in Cambodia: A case for Non-contributory Social Transfers*. Maastricht Graduate School of Governance (Université de Maastricht), gouvernement du Cambodge et UNICEF.
http://www.unicef.org/cambodia/Rates_of_Return_of_Social_Protection_Instruments_in_Cambodia.pdf

Encadré 4.7 – Géorgie : comment l'analyse de l'incidence des prestations et les microsimulations ont contribué à établir une nouvelle allocation pour enfant

Baum, T et al., (2014) *Reducing Child Poverty in Georgia: A way forward*. UNICEF. Disponible à l'adresse :
http://unicef.ge/uploads/UNICEF_Poverty_Paper_2015_ENG_FINAL.pdf

Banque mondiale. (2014). Communiqué de presse : Social Protection Systems in Georgia Should Better Address the Needs of the Most Vulnerable Groups, Say UNICEF and World Bank. Disponible à l'adresse :
<http://www.worldbank.org/en/news/press-release/2014/12/04/social-protection-systems-in-georgia-should-better-address-the-needs-of-the-most-vulnerable-groups-unicef-and-world-bank-say>

Kidd, S. (2015) *Georgia introduces a new child benefit, strengthening its commitment to an inclusive lifecycle approach to social security*. Development Pathways. Disponible à l'adresse :
<http://www.developmentpathways.co.uk/resources/georgia-introduces-a-new-child-benefit-strengthening-its-commitment-to-an-inclusive-lifecycle-approach-to-social-security/>

Burkina Faso : Comparaison des effets simulés d'une augmentation des dépenses consacrées à l'éducation, des subventions des frais de scolarité et des transferts monétaires, sur les résultats scolaires et la pauvreté.

Cockburn et al. (2012) *Espace fiscal et dépenses publiques pour les enfants au Burkina Faso*. PEP et UNICEF. Disponible à l'adresse :
https://www.unicef.org/bfa/french/espace_fiscal_et_depenses_publicques_pour_les_enfants_au_burkina_faso.pdf

Gilbert, J. (2013) *Introduction to CGE*. Disponible à l'adresse :
<http://artnet.unescap.org/tid/artnet/mtg/cge13-intro.pdf>

Dervis, K. et al. (1982) *General equilibrium models for development policies*. Banque mondiale. Disponible à l'adresse :
http://www.un.org/en/development/desa/policy/mdg_workshops/eclac_training_mdgs/dervis_demelo_robinson_1982gemsfordevpolicy.pdf

Davies, J. B. (2009) Combining microsimulation with CGE and Macro Modelling for Distributional Analysis in Developing and Transition Countries. *International Journal of Microsimulation*, pages 49–65. Disponible à l'adresse : http://microsimulation.org/IJM/V2_1/IJM_2_1_4.pdf

Université Purdue. Global Trade Analysis Project (GTAP)
<https://www.gtap.agecon.purdue.edu/>

IADB. Computable General Equilibrium (CGE) *Modeling Services on Trade and Integration*. Disponible à l'adresse : <http://www.iadb.org/en/topics/trade/computable-general-equilibrium-cge-modeling-services-on-trade-and-integration,1282.html>

PEP. Base de données des chercheurs locaux ayant une expertise en modélisation en EGC
<https://www.pep-net.org/people>

PEP. Modélisation et analyse de l'impact des politiques (MPIA)
<https://www.pep-net.org/about-mpia>

Djebbari, H. et Hassine, N. B (2011) *Methodologies to analyse the local economy impact of Social Cash Transfers (SCTs)*. Disponible à l'adresse : <http://www.fao.org/docrep/018/aq664e/aq664e.pdf>

Site du projet SUBSIM
<http://www.subsim.org/>

UNICEF et OIT. Social Protection Floor Costing Tool. Disponible à l'adresse : http://www.unicef.org/socialpolicy/index_56917.html

OIT. *Social Protection Assessment Based National Dialogue - A good practices guide: Step 2, Module 11: Calculating the cost of benefits using RAP model*. Disponible à l'adresse : <http://secsoc.ilo.org/abnd/abndmodule11.html>

OMS. (2003) *Guide To Cost-effectiveness Analysis*. Disponible à l'adresse : http://www.who.int/choice/publications/p_2003_generalised_cea.pdf?ua=1

DFID. (2011) *Approach to Value for Money (VfM)*. Disponible à l'adresse : https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/67479/DFID-approach-value-money.pdf

White, P. et al. (2013) *Measuring and maximising value for money in social transfer programmes*. DFID. Disponible à l'adresse : https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/204382/Guidance-value-for-money-social-transfers-25Mar2013.pdf

White, P. et al. (2015) *Measuring and maximising value for money in social protection systems*. DFID. Disponible à l'adresse : http://r4d.dfid.gov.uk/pdf/outputs/ChronicPoverty/61479_ValueForMoneyInSocialProtectionSystems_24Nov2015.pdf

Dhaliwal, I. et al. (2012) *Comparative Cost-Effectiveness Analysis to Inform Policy in Developing Countries: A General Framework with Applications for Education*. J-PAL. Disponible à l'adresse : <https://www.povertyactionlab.org/publication/cost-effectiveness>

Cherrier, C. et al. (2013) *Making the Investment Case for Social Protection*. Document de travail du bureau de recherche de l'UNICEF, WP- 2013-6. Disponible à l'adresse : <http://www.unicef-irc.org/publications/694>

Comparaison des impacts et des coûts simulés de différentes politiques visant à réduire la pauvreté des enfants au Royaume-Uni

Hirsch, D. (2006) *What will it take to end child poverty?* York, Fondation Joseph Rowntree. Disponible à l'adresse : <https://www.jrf.org.uk/report/what-will-it-take-end-child-poverty>

Brun, J-F. et al. (2006) *Fiscal Space in Developing Countries*. CERDI. Disponible à l'adresse : <http://www.undp.org/content/dam/aplaws/publication/en/publications/poverty-reduction/poverty-website/fiscal-space-in-developing-countries/FiscalSpaceinDevelopingCountries.pdf>

Ortiz, I. et al. (2015) *Fiscal Space for Social Protection: Options to Expand Social Investments in 187 Countries*. Document de travail no 48 sur l'extension de la couverture de la sécurité sociale. OIT. Disponible à l'adresse : <http://www.social-protection.org/gimi/gess/RessourcePDF.action?ressource.ressourcelid=51537>

UNICEF et ODI. (2009) *Espace budgétaire pour une protection sociale renforcée en Afrique de l'Ouest et du Centre*. Disponible à l'adresse : https://www.unicef.org/wcaro/wcaro_28_UNICEF_ODIbriefing_paper_espacebudgetaire_LOW.pdf

Banque mondiale. (2005) *Instruments économiques et sociaux pour l'analyse des impacts sur la pauvreté et le social*. Disponible à l'adresse : http://siteresources.worldbank.org/INTPSIA/Resources/490023-1121114603600/14802_PSIA-Fr_Annex.pdf

Banque mondiale. (2003) *Guide pour l'analyse des impacts sur la pauvreté et le social*. Disponible à l'adresse : http://siteresources.worldbank.org/INTPSIA/Resources/490023-1121114603600/14804_PSIa-French.pdf

Banque mondiale. (2003) *Annexe : Instruments économiques et sociaux pour l'analyse des impacts sur la pauvreté et le social*. Disponible à l'adresse : http://siteresources.worldbank.org/INTPSIA/Resources/490023-1121114603600/14802_PSIa-Fr_Annex.pdf

UNICEF et Banque mondiale (2011) *Integrating a child focus into PSIA*. Disponible à l'adresse : <http://siteresources.worldbank.org/EXTPSIA/Resources/490129-1322765725723/PSIA-Guidance-Note-2011.pdf>

UNICEF et Banque mondiale (2011) *The Resource Pack for Integrating a child focus into PSIA*. <http://siteresources.worldbank.org/EXTPSIA/Resources/WB-Unicef-Resource-Pack.pdf>

OCDE. (2007) *Vers une croissance pro-pauvres. Guide pratique pour l'appréciation préalable de l'impact sur la pauvreté* Disponible à l'adresse : [http://www.oecd.org/officialdocuments/publicdisplaydocumentpdf/?cote=DCD/DAC\(2007\)32&docLanguage=Fr](http://www.oecd.org/officialdocuments/publicdisplaydocumentpdf/?cote=DCD/DAC(2007)32&docLanguage=Fr)

UNICEF. Site de l'initiative Assessing the Impact of Economic trends and Policies on Children. Disponible à l'adresse : <http://www.childimpact.unicef-irc.org/>

ÉTAPE 5 : ATTEINDRE LES ODD : ÉLIMINER L'EXTRÊME PAUVRETÉ DES ENFANTS ET RÉDUIRE DE MOITIÉ LA PAUVRETÉ DES ENFANTS TELLE QUE DÉFINIE PAR CHAQUE PAYS

A. Entériner un engagement national en faveur de l'élimination de l'extrême pauvreté des enfants

Hongrie : Objectifs relatifs à la pauvreté des enfants dans la stratégie nationale d'inclusion sociale

Gouvernement de Hongrie. (2011) *National Social Inclusion Strategy: Extreme poverty, child poverty and the Roma (2011-2020)*. Disponible à l'adresse : <http://romagov.kormany.hu/download/5/58/20000/Strategy%20-%20HU%20-%20EN.PDF>

UE. (2014) *Investir dans l'enfance pour briser le cercle vicieux de l'inégalité - Hongrie* Disponible à l'adresse : http://europa.eu/epic/docs/countries/hu-investing-in-children-2013_en.pdf
Tableau 5.1 : Comparaison des plans généraux et des plans propres aux enfants

PNUD-PNUE. (2009) *Intégration des liens entre pauvreté et environnement dans la planification du développement national*. Disponible à l'adresse : http://www.undp.org/content/dam/undp/library/Poverty%20Reduction/UNDP_UNEP_%20PEI_Handbook_French_pdf_low%20resolution.%20pdf.pdf

Klugman, J. (2002) *A Sourcebook for Poverty Reduction Strategies*. Banque mondiale. Disponible à l'adresse : <http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/TOPICS/EXTPOVERTY/EXTPRS/0,,contentMDK:22404376~pagePK:210058~piPK:210062~theSitePK:384201~isCURL:Y,00.html>

UE. (2013) Recommandation de la Commission européenne intitulée « Investir dans l'enfance pour briser le cercle vicieux de l'inégalité ». Disponible à l'adresse : <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:32013H0112&from=EN>

Tableau 5.2 : Exemples de plans généraux et de plans propres aux enfants

Gouvernement sud-africain. (2013) *National Development Plan 2030*. Disponible à l'adresse : <http://www.gov.za/issues/national-development-plan-2030>

Site de la Child Poverty Unit, Royaume-Uni
<https://www.gov.uk/government/groups/the-child-poverty-unit>

Ministère de l'emploi et des pensions, Royaume-Uni. (2012) *Consultation on child poverty measures*. Disponible à l'adresse : <https://www.gov.uk/government/publications/measuring-child-poverty-a-consultation>

O'Malley, K. (2004) *Children and Young People Participating in PRSP Process*. Save the Children. Disponible à l'adresse : <http://www.eldis.org/fulltext/SCUK-participation-PRSP.pdf>

DFID-CSO Children and Youth Network. (2010) *Youth Participation in Development: A Guide for Development Agencies and Policy Makers*. Disponible à l'adresse : <http://restlessdevelopment.org/file/youth-participation-in-development- pdf>

B. Mettre en œuvre un ensemble complet d'interventions

Royaume-Uni : Simulation de plusieurs ensembles de politiques visant à atteindre la cible fixée en matière de réduction de la pauvreté des enfants

Hirsch, D. (2006) *What will it take to end child poverty? Firing on all cylinders*. York, Fondation Joseph Rowntree. Disponible à l'adresse :

<https://www.jrf.org.uk/report/what-will-it-take-end-child-poverty>

Figure 5.2 : Le cycle budgétaire ; figure 5.3 : Processus illustré du cadre de budgétisation à moyen terme ; tableau 5.3 : Exemple de budgétisation axée sur les programmes.

Pijuan, A. et Picanyol, C. (2016) Module 4 du PF4C Global Learning Programme.

Brown, S. (2016) How to Engage in Budget Cycles and Processes to Leverage Government Budgets for Children. Notes d'orientation technique de l'UNICEF sur les finances publiques en faveur des enfants (PF4C), no 1 Disponible à l'adresse : https://www.unicef.org/socialpolicy/files/Engaging_in_Budget_Cycles_and_Processes_FINAL.pdf

ODI. (2005) Linking Policies and Budgets: Implementing Medium Term Expenditure Frameworks In a PRSP Context. Document d'information de l'ODI. Disponible à l'adresse : <https://www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/odi-assets/publications-opinion-files/2019.pdf>

Robinson, M. (2013) Getting Performance Budgeting Right. Blog sur les résultats du système de gestion des finances publiques <http://blog.pfmresults.com/wordpress/?p=170>

Tableau 5.4; Initiative « Ending child poverty now » du Children's Defense Fund aux États-Unis. <http://www.childrensdefense.org/newsroom/mediasources/ending-child-poverty-now.pdf>

UNICEF. (2015) *Pourquoi il faut investir dans l'éducation et l'équité*. Disponible à l'adresse : https://www.unicef.org/publications/files/FR_Investment_Case_for_Education_Summary.pdf

Bhutta, Z. A. et al. (2013) Evidence-based interventions for improvement of maternal and child nutrition: what can be done and at what cost?. *The Lancet* 2013, vol. 382, pages 452–457. Disponible à l'adresse : [http://www.thelancet.com/pdfs/journals/lancet/PIIS0140-6736\(13\)60996-4.pdf](http://www.thelancet.com/pdfs/journals/lancet/PIIS0140-6736(13)60996-4.pdf)
Site du Copenhagen Consensus Center : <http://ranksmartsolutions.com/>

Gurkan, A. et al. (2014) *Implementing Public Expenditure Tracking Surveys for Results; Lessons from a Decade of Global Experience*. Notes du réseau PREM, no 145. Banque mondiale. Disponible à l'adresse <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/11104>.

Gauthier, B. et Ahmed, Z. (2012) *Public Expenditure Tracking Surveys (PETS) et Quantitative Service Delivery Survey (QSDS) Guidebook*. Disponible à l'adresse : <http://pets.prognoz.com/prod/GetGuidelinesDocFile.ashx?data=1>

Berthin, G. (2011) *A Practical Guide To Social Audit As A Participatory Tool To Strengthen Democratic Governance, Transparency, And Accountability*. PNUD. Disponible à l'adresse : <http://www.pogar.org/publications/ac/books/practicalguide-socialaudit-e.pdf>

Aiyar, Y. et Samji, S. (2009) *Transparency and Accountability in NREGA: A Case Study of Andhra Pradesh*. Disponible à l'adresse : <http://pria-academy.org/pdf/m4-4-addl-Social-Audit-NREGA-CaseAndra%20Pradesh.pdf>

Green, D. et Fried, M. (2008) *From Poverty to Power: How active citizens and effective states can change the world*. Oxfam Grande-Bretagne. Practical Action Publishing. Disponible à l'adresse : <http://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/from-poverty-to-power-how-active-citizens-and-effective-states-can-change-the-w-115393>

Équateur : Vers l'égalité et l'élimination de la pauvreté grâce à un plan national et à la classification budgétaire

CEPAL et UNICEF. (2014) *Pobreza Infantil en el Ecuador*. Disponible à l'adresse http://www.unicef.org/ecuador/children_19881.htm

Cummins, M. (2016) *Child-focused public expenditure measurement: a compendium of country examples*. UNICEF. Disponible à l'adresse : http://www.unicef.org/socialpolicy/files/C-PEM_Compendium_FINAL.pdf

Ministère des finances (2014a) *Clasificador de Orientación de Gasto en Políticas de Igualdad en Infancia, Niñez y Adolescencia*, Quito, Ministère des finances. Disponible à l'adresse : http://www.finanzas.gob.ec/wp-content/uploads/downloads/2014/04/Clasificador-categor%C3%ADas-Pol%C3%ADticas_F.pdf

Ministère des finances (2014b) Nota de Descripción de los Clasificadores de Orientación de Gasto en Políticas de Igualdad en Infancia, Niñez y Adolescencia. Quito, Ministère des finances. Disponible à l'adresse : http://www.finanzas.gob.ec/wp-content/uploads/downloads/2014/03/INF_NI_Notas-Explicativas.pdf

Site de l'Indice de pauvreté multidimensionnelle http://www.ecuadorencifras.gob.ec/documentos/web-inec/Sitios/Pobreza_Multidimensional/

C. Suivi et évaluation cohérents des progrès accomplis par rapport aux objectifs

Prennushi G. et al. (2002) *Monitoring and Evaluation In Core Techniques and Cross-Cutting Issues*, Chapter 3:105- 130. Vol. 1 du guide de référence sur les DSRP. Banque mondiale. Disponible à l'adresse : http://siteresources.worldbank.org/INTPRS1/Resources/383606-1205334112622/4480_chap3.pdf

UNICEF EAPRO. (2015) *16 Tools for Programming for Policy Results*. Disponible à l'adresse : http://www.unicef.org/eapro/16Tools_for_Programming_for_Policy_Results.pdf

Site de la Commission de statistique de l'ONU : <http://unstats.un.org/sdgs/>

Mexique : Évaluation de routine du plan et des politiques nationales de développement en se fondant sur les mesures de la pauvreté

Site du CONEVAL

<http://www.coneval.gob.mx/Paginas/principal.aspx>

Banque mondiale. *Résultats de la table ronde d'experts sur les outils novateurs de mesure du rendement*. Disponible à l'adresse : <http://siteresources.worldbank.org/INTLACREGTOPPOVANA/Resources/840442-1235414009766/TechnicalNote1Introduction.pdf>

Banque mondiale. (2007) *More than a pretty picture: using poverty maps to design better policies and interventions*. Disponible à l'adresse : http://siteresources.worldbank.org/INTPGI/Resources/342674-1092157888460/493860-1192739384563/More_Than_a_Pretty_Picture_ebook.pdf

Figure 5.4 : Carte de l'indice de pauvreté multidimensionnelle sur Mapa Social

Sheldon, O. (2014) *New social map aims to reduce poverty in Colombia*. Disponible à l'adresse : <http://colombiareports.com/new-social-map-help-inform-investments-colombia/>

Figure 5.5 : Infographie des tendances de la pauvreté des enfants en Nouvelle-Zélande

Child Poverty Monitor, Nouvelle-Zélande : <http://www.childpoverty.co.nz/>

Multidimensional Poverty Peer Network. Fiche d'information sur la Colombie

<http://www.mppn.org/participants/colombia/>

Observatoire régional de la pauvreté de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC). Disponible à l'adresse :

<http://www.sadc.int/sadc-secretariat/services-centres/regional-poverty-observatory/>

Francisco, A. A. da S. et Matter, K. (2007) *Poverty Observatory in Mozambique: Final Report*. Disponible à l'adresse : <http://www.gsdr.org/document-library/poverty-observatory-in-mozambique-final-report>

*Toutes les ressources en ligne ont été consultées pour la dernière fois en novembre 2016.